

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE BIEN PUBLIC (1909-1978) :
UN JOURNAL, UNE MAISON D'ÉDITION, UNE IMPRIMERIE
LA RÉUSSITE D'UNE ENTREPRISE MAURICIENNE À TRAVERS SES
RÉSEAUX

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR
MAUDE ROUX-PRATTE

FÉVRIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier ma directrice, Fernande Roy, pour l'intérêt spontané qu'elle a porté à mon projet, pour ses encouragements toujours généreux et sa lecture critique et enthousiaste de mes chapitres. Elle a su me convaincre de la richesse de mes sources et trouver du temps à m'accorder à chacune des étapes de cette belle aventure.

Un merci tout spécial à Clément Marchand, sans qui cette recherche n'aurait pas été possible. Non seulement m'a-t-il ouvert ses classeurs, me permettant d'entrer dans l'intimité de ses échanges épistolaires, mais il a fait confiance à mes talents d'auteure pour mener à bien ce travail d'écriture. Il m'a accueillie si souvent dans son salon, avec mon enregistreuse, mes listes de questions, ma curiosité d'historienne. Il m'a fait visiter ses souvenirs, sa nostalgie d'une époque où les vers classiques avaient encore leurs lettres de noblesse, d'une époque où les écrivains, les journalistes et les critiques discutaient jusqu'aux petites heures du matin autour d'une table de cuisine. Il a animé pour moi les centaines de personnages qui composent cette thèse et que je n'aurais pu qu'entrevoir par le biais de la correspondance. Je salue également au passage la collaboration de Pierre Marchand, qui a été dès le départ un intermédiaire précieux pour prendre rendez-vous avec son père et préparer les rencontres avec lui.

Je remercie du fond du cœur mon amoureux, mes parents, mes beaux-parents et mes meilleures amies, qui m'ont soutenue dans les jours difficiles, qui ont partagé mes découvertes quotidiennes et qui ont pris soin d'Antoine, né le 23 avril 2006, pour que je puisse terminer ce travail de longue haleine. J'ai perdu ma mère en novembre dernier d'un cancer qui durait depuis trois ans. J'ai écrit cette thèse pendant qu'elle luttait pour sa vie. Son courage et sa vivacité extraordinaires ont été et demeurent une grande source d'inspiration.

Je veux aussi exprimer ma reconnaissance à mes collègues de classe et amies, Karine Laplante et Amélie Bourbeau, pour leur soutien moral et leurs suggestions toujours justes et appréciées. Toutes ces années de labeur solitaire auraient été difficiles à traverser sans nos rencontres périodiques et les moments d'entraide.

Je me considère également choyée de l'accueil reçu dans les différents centres d'archives que j'ai fréquentés. Un merci tout particulier à Christian Lalancette des archives du Séminaire de Trois-Rivières, à Denyse Maltais de l'évêché de Trois-Rivières et aux responsables des archives des sœurs de l'Assomption de Nicolet qui m'ont déniché des documents poussiéreux et tellement intéressants.

Je remercie chaleureusement les personnes qui ont bien voulu m'accorder des entrevues : Claude Létourneau, Denis Vaugeois, Jean Laprise, Gaston Bellemare, Marcel Nadeau, Jean-Louis Boivin, René Verrette et Jean Panneton. Ils ont contribué, comme Clément Marchand, à donner vie aux réseaux que je tentais de reconstituer. Quel bonheur c'était de pouvoir questionner directement ces individus qui avaient gravité autour du Bien public!

Enfin, je veux souligner l'appui financier majeur du Fonds pour la formation de chercheur(e)s et l'aide à la recherche (FCAR) et du Conseil de recherches en sciences humaine du Canada (CRSH). Sans l'aide de ces organismes, je n'aurais pu me consacrer à temps plein à cette thèse et je n'aurais certainement pas terminé à cette date.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	x
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	xi
RÉSUMÉ.....	xii
 INTRODUCTION.....	 1
 CHAPITRE I CADRE THÉORIQUE.....	 4
1.1 L'HISTOIRE DE L'ÉDITION : UN BILAN DES CONNAISSANCES.....	5
1.2 LES SOCIOLOGUES ET LE CONCEPT DE RÉSEAU.....	18
1.3 LES LITTÉRAIRES ET LES STRATÉGIES D'ANALYSE DES RÉSEAUX.....	25
1.4 L'INTÉRÊT D'UNE ÉTUDE SUR LE BIEN PUBLIC.....	29
1.5 MÉTHODOLOGIE.....	34
1.6 SOURCES.....	37
 CHAPITRE II AVANT LA RELANCE DU BIEN PUBLIC (1909-1933).....	 42
2.1 LA PREMIÈRE VIE DU BIEN PUBLIC.....	43
2.1.1 La fondation du journal et de l'imprimerie (1909-1914).....	43
2.1.2 Sous la gérance de la Compagnie du « Bien public » (1914-1925).....	49
2.1.3 Une ère de changements nécessaires mais insuffisants (1925-1933).....	63
2.2 LES FUTURS DIRIGEANTS DU BIEN PUBLIC.....	69
2.2.1 Albert Tessier.....	69
2.2.2 Raymond Douville.....	84
2.2.3 Clément Marchand.....	89

CHAPITRE III

LA RENAISSANCE DU *BIEN PUBLIC* ET DU *MAURICIEN* (1933-1939).....104

3.1	<i>LE BIEN PUBLIC</i> PREND UN NOUVEAU DÉPART.....	105
3.1.1	Les conditions de la relance.....	105
3.1.2	Marchand gagne des appuis dans le monde littéraire.....	114
3.2	UNE SECONDE VIE POUR <i>LE MAURICIEN</i> ET <i>HORIZONS</i>	122
3.2.1	Le financement.....	125
3.2.2	Le recrutement des collaborateurs.....	132
3.3	LE DÉCLIN DU RÉSEAU LITTÉRAIRE DE CLÉMENT MARCHAND.....	138

CHAPITRE IV

LES ÉDITIONS DU BIEN PUBLIC PRENNENT LEUR ENVOL SOUS LA DIRECTION DE L'ABBÉ ALBERT TESSIER (1932-1939)..... 147

4.1	L'ÉDITION ET LA CRISE DES ANNÉES 1930 AU QUÉBEC.....	148
4.2	LES « PAGES TRIFLUVIENNES », UNE COLLECTION MOBILISATRICE (1932-1935).....	151
4.2.1	Le recrutement.....	152
4.2.2	La publicité.....	160
4.2.3	Le financement et la vente.....	178
4.3	DES SIGNES D'ESSOUFFLEMENT APRÈS LE TRICENTENAIRE (1935-1939).....	199

CHAPITRE V

L'ESSOR DE L'IMPRIMERIE DU BIEN PUBLIC (1938-1959)..... 204

5.1	UNE PÉRIODE D'AJUSTEMENT APRÈS LES « PAGES TRIFLUVIENNES ».....	205
5.2	LES ANNÉES 1940 ET LA PROSPÉRITÉ DES PRESSES DU BIEN PUBLIC.....	214
5.2.1	Les sœurs de l'Assomption de la sainte Vierge font rouler l'imprimerie.....	215
5.2.2	Albert Tessier, éditeur délégué.....	225
5.3	L'APRÈS-GUERRE ET LE RETOUR AUX VIEILLES AMITIÉS.....	234
5.3.1	Le Bien public et le gouvernement unioniste.....	234
5.3.2	Roger Brien et le Centre marial canadien.....	244
5.3.3	Les Éditions du Bien public et la série « Histoire régionale ».....	248

CHAPITRE VI	
CLÉMENT MARCHAND AUX COMMANDES (1959-1978).....	255
6.1 L'ÉDITION QUÉBÉCOISE ET L'AIDE DE L'ÉTAT DANS LES ANNÉES 1960 ET 1970.....	256
6.2 L'IMPRIMERIE DU BIEN PUBLIC ET QUELQUES CLIENTS.....	261
6.2.1 Les dernières années de la revue <i>Marie</i>	261
6.2.2 <i>Le Mauricien médical</i> et la famille Panneton.....	265
6.2.3 La Société des Dix et ses <i>Cahiers</i>	270
6.2.4 Contrats d'impression avec différents éditeurs.....	273
6.3 LES ÉDITIONS DU BIEN PUBLIC APRÈS ALBERT TESSIER.....	280
6.3.1 Marchand et les poètes.....	286
6.3.2 Les publications religieuses.....	290
6.3.3 Des collections à saveur historique.....	294
6.4 LA MORT LENTE DU JOURNAL ET LA VENTE DE L'ENTREPRISE.....	297
CONCLUSION.....	308
APPENDICE A.1 : ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DU « BIEN PUBLIC » (1915).....	320
APPENDICE A.2 : LISTE DES DONATEURS APPUYANT LA COMPAGNIE DU « BIEN PUBLIC » EN 1917.....	322
APPENDICE A.3 : MEMBRES ET DIRIGEANTS DE LA CAMPAGNE DE PROPAGANDE EN FAVEUR DE LA PRESSE CATHOLIQUE (1921).....	323
APPENDICE B : TITRES PARUS À L'ENSEIGNE DE LA COMPAGNIE DU « BIEN PUBLIC » ENTRE 1914 ET 1924.....	324
APPENDICE C : TITRES ÉDITÉS OU IMPRIMÉS AU BIEN PUBLIC (1932-1978).....	325
APPENDICE D : CONTRAT ENTRE SARAH LARKIN LOENING ET LES ÉDITIONS DU BIEN PUBLIC (1928).....	341
BIBLIOGRAPHIE.....	343

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Recettes ordinaires principales du Bien public, entre 1912 et 1924.....	57
2.2 Recettes et dépenses ordinaires du Bien public, entre 1912 et 1924.....	58
2.3 Recettes et dépenses de l'évêché de Trois-Rivières relativement au journal <i>Le Bien public</i> , entre 1925 et 1933.....	68

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
2.1 Recettes et dépenses du Bien public, entre 1912 et 1924.....	48
2.2 Recettes ordinaires du Bien public, entre 1912 et 1924.....	52
2.3 Actif et passif de la Compagnie du « Bien public », entre 1914 et 1924.....	54
2.4 Dépenses extraordinaires de la Compagnie du « Bien public », entre 1915 et 1922.....	55
2.5 Recettes extraordinaires de la Compagnie du « Bien public », entre 1914 et 1924.....	56
3.1 Revenus et dépenses du <i>Mauricien</i> entre septembre 1937 et septembre 1938.....	127
3.2 Montants donnés par des ministères québécois pour de la publicité dans les pages du <i>Mauricien</i>	128
3.3 Collaborateurs du <i>Mauricien/Horizons</i> qui entretiennent un lien connu avec Clément Marchand, Raymond Douville ou Albert Tessier.....	133
4.1 Les « Pages trifluviennes » et leurs auteurs.....	154
4.2 Factures d'imprimerie payées par Albert Tessier entre 1933 et 1937.....	180
5.1 Montants perçus par l'Imprimerie du Bien public grâce aux publications des sœurs a.s.v. de Nicolet (1941-1962).....	216
5.2 Nombre d'exemplaires des six <i>Cahiers d'enfants du bon Dieu</i> imprimés au Bien public, entre 1942 et 1962.....	219
5.3 Factures de l'Imprimerie du Bien public adressées à Albert Tessier, entre 1942 et 1947.....	227
5.4 Subventions du Secrétariat de la province, entre 1945 et 1960.....	235

5.5	Maisons d'édition recevant des montants du Secrétariat de la province pour livres et abonnements, entre 1945 et 1960.....	236
5.6	Dépenses du Conseil exécutif (service des achats) du gouvernement du Québec, entre 1943 et 1960.....	238
5.7	Montants donnés par différents ministères du Québec à l'Imprimerie du Bien public pour des services d'impression et de reliure, en 1939 et 1940.....	240
5.8	Montants donnés par le Conseil exécutif du gouvernement du Québec (service des achats) à l'Imprimerie du Bien public et à l'Action catholique pour impression et reliure, entre 1946 et 1960.....	241
5.9	La collection « Histoire régionale » et ses auteurs, entre 1946 et 1956.....	250
6.1	Évolution de l'aide à l'édition et à la littérature au Canada, entre 1957 et 1978.....	260
6.2	Recueils de poèmes édités au Bien public dans les années 1960.....	287
6.3	Volumes traitant de religion édités au Bien public, entre 1959 et 1978.....	292
6.4	Les collaborateurs réguliers du journal <i>Le Bien public</i> entre 1959 et 1978 et ce qui les rattache aux Éditions du Bien public ou à son directeur, Clément Marchand.....	299

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ABC	Audit Bureau of Circulation
ACJC	Association catholique de la jeunesse canadienne-française
AETR	Archives de l'évêché de Trois-Rivières
AGRÉLQ	Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec
ASASV	Archives des sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge
ASMIC	Archives des sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception
ASN	Archives du Séminaire de Nicolet
ASTR	Archives du Séminaire de Trois-Rivières
BAnQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec :
	MCQ Centre d'archives de la Mauricie et du Centre-du-Québec
	Q Centre d'archives de Québec
	M Centre d'archives de Montréal
CPCM	Collection personnelle de Clément Marchand
IQRC	Institut québécois de recherche sur la culture
PUF	Presses universitaires de France
PUM	Presses de l'Université de Montréal

LISTE DES ABRÉVIATIONS

a.s.v. sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge

fonds d'archives :

A.T. Albert Tessier
B.p. Bien public
C.é. Corporation épiscopale
M.D. Maurice Duplessis
R.B. Roger Brien

ibid. *ibidem*

m.i.c. sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception

o.f.m. ordre des frères mineurs, franciscain(s)

s.d. sans date

s.é. sans éditeur ou maison d'édition

RÉSUMÉ

Cette étude historique est consacrée au Bien public de Trois-Rivières. Fondé en 1909 par l'évêque de Trois-Rivières, Mgr F. X. Cloutier, *Le Bien public* est d'abord un hebdomadaire catholique, puis également une imprimerie. Lorsque la crise des années 1930 amplifie des difficultés financières déjà importantes, le journal trifluvien est menacé de faillite. L'abbé Albert Tessier, l'un des collaborateurs-vedettes, propose de léguer *Le Bien public* à Clément Marchand, poète de la relève qui écrit déjà dans le journal, et à Raymond Douville, ancien secrétaire de l'éditeur Albert Lévesque. Avec l'aide de Tessier, ils arrivent à garder en vie l'hebdo, mais aussi à développer le secteur éditorial et une imprimerie commerciale. Jusqu'en 1978, les Éditions du Bien public publient au moins 250 titres et l'Imprimerie du Bien public obtient des contrats d'impression importants du gouvernement du Québec et de nombreux éditeurs québécois, dont Fides, Fernand Pilon, le Boréal express et les Écrits des Forges. Quelques revues sortent également des presses du Bien public, notamment *Horizons*, *Marie* et les *Cahiers des Dix*.

Plusieurs facteurs expliquent la longévité exceptionnelle du Bien public et son rayonnement à l'échelle de la province. Grâce à une diversité de sources, notamment la riche correspondance des trois dirigeants, j'ai voulu montrer le rôle clé des réseaux dans cette longue aventure. En effet, les contacts de Marchand, Douville et Tessier dans le milieu littéraire, au sein du gouvernement et dans le monde clérical, contribuent de façon significative à la réussite de l'entreprise régionale. Nous verrons que les réseaux des dirigeants se transforment au fil des ans. Pour mettre en évidence ces changements, la thèse suivra une progression chronologique. Plusieurs outils et stratégies d'analyse sont inspirés de la sociologie et des études littéraires.

Dans le chapitre II, j'aborderai la première vie de l'entreprise, alors que celle-ci appartient à l'évêché de Trois-Rivières. Entre 1909 et 1933, Mgr F. X. Cloutier et la Corporation épiscopale vont tout tenter pour rentabiliser l'hebdomadaire catholique *Le Bien public*, que ce soit en achetant une imprimerie ou en créant une compagnie formée de clercs et de notables. C'est par dépit que le journal est finalement cédé à de jeunes laïcs, en septembre 1933. Ce chapitre présente également les personnages principaux de cette thèse, soulignant le bagage d'expériences et le capital social dont disposent Marchand, Douville et Tessier avant de revitaliser l'hebdo et de développer la maison d'édition associée.

Le chapitre III se consacre au journal *Le Bien public* et au mensuel *Le Mauricien/Horizons* (1937-1939). Les nouveaux propriétaires, Marchand et Douville, utilisent leurs amitiés dans le monde des lettres pour revitaliser ces publications. Cette période est fort intéressante pour comprendre la vie d'un réseau fait de journalistes, de directeurs de revues, de poètes et d'éditeurs québécois qui s'écrivent, se réunissent régulièrement et s'échangent des services, jusqu'à ce que des

conflits éclatent et dissipent finalement ce groupe d'individus, dans la seconde partie de la décennie.

Le chapitre IV aborde les débuts des Éditions du Bien public, qui lancent en 1932 une série de 32 fascicules, les « Pages trifluviennes », sous la direction de l'abbé Albert Tessier. Il existe des liens étroits entre cette collection et le journal *Le Bien public*, qui lui fournit la moitié des auteurs et travaille à promouvoir l'histoire régionale à la veille des fêtes du tricentenaire de Trois-Rivières (1934). À cette époque, les Éditions du Bien public sont d'abord l'affaire de Tessier. C'est grâce à ses contacts qu'il peut enrichir rapidement son catalogue, publiciser sa collection dans plusieurs périodiques, financer et vendre les brochures.

Le chapitre V, qui porte sur les années 1938 à 1959, présente l'Imprimerie du Bien public comme un tremplin pour l'entreprise. Dans la décennie 1940, Marchand et Douville, en plus de leur journal, s'occupent des nouvelles presses et apprennent le métier d'éditeur. L'abbé Tessier, devenu entre temps inspecteur des Écoles ménagères, cède sa place à ses protégés à la tête de la maison d'édition. Il demeure par contre l'un des principaux clients de l'imprimerie à titre d'éditeur délégué pour Fides. Dans les années 1950, l'imprimerie demeure fort occupée. Le gouvernement de Duplessis accorde un appui appréciable à l'entreprise. Les presses trifluviennes héritent aussi de la revue *Marie* et d'autres publications périodiques. Toujours dans l'après-guerre, Tessier dirige la collection « L'histoire régionale », avant de se retirer progressivement du milieu de l'édition.

Le chapitre VI traite des deux dernières décennies de l'entreprise. En 1959, Marchand se retrouve seul aux commandes, même si ses anciens associés demeurent des acteurs importants de son réseau. À l'aube des années 1960, l'expertise de Marchand dans les domaines de l'imprimerie et de l'édition est bien connue. Il peut donc compter sur des poètes de la relève, en plus de conserver sa clientèle traditionnelle : les historiens amateurs et les clercs. Même si les Éditions du Bien public s'enrichissent de nombreux titres durant le règne solitaire de Marchand, l'entreprise vit davantage de ses presses que de l'édition et le journal connaît ses dernières heures.

Cette thèse sur le Bien public se veut une contribution à l'histoire de la Mauricie et à l'étude des réseaux. Elle permet également d'enrichir l'histoire de la presse et de l'édition au Québec.

HISTOIRE – XXe – BIEN PUBLIC – ÉDITION – IMPRIMERIE – PRESSE –
MAURICIE – QUÉBEC – ALBERT TESSIER – CLÉMENT MARCHAND –
RAYMOND DOUVILLE – RÉSEAUX

INTRODUCTION

Comme trifluvienne et historienne intéressée à ma région, je connaissais de réputation Clément Marchand, poète et directeur du *Bien public* entre 1933 et 1978. Son entreprise a été fort importante en Mauricie, en plus d'avoir un rayonnement notable à l'échelle du Québec. L'hebdomadaire *Le Bien public* a constitué une vitrine majeure pour faire découvrir l'histoire régionale et donner la parole aux auteurs locaux, qu'il s'agisse de poètes de la relève ou de vieux clercs attachés à ce journal du début du siècle. En effet, le périodique a été fondé à l'initiative de Mgr F.-X. Cloutier en 1909 avant d'être cédé à de jeunes laïcs, en plein cœur de la crise des années 1930. La maison d'édition et l'imprimerie qui se mettent en place au cours de cette décennie ont survécu aux nombreux changements que connaissent le monde littéraire et les organismes subventionnaires au fil des ans. Si bien que les Éditions du *Bien public* diffusent à la fois les premiers recueils de poésie de Félix Leclerc, dans les années 1940, et les premiers textes de Gérald Godin, vingt ans plus tard. L'imprimerie a profité pour sa part d'enviables contrats du gouvernement de Maurice Duplessis, qui obtient l'appui du *Bien public* à chacune de ses campagnes électorales. Les presses mauriciennes ont également compté parmi leurs clients Fides et d'autres éditeurs québécois. Même si les publications abondent en histoire de l'édition au Québec, le *Bien public* et les entreprises régionales ont fait l'objet de trop brefs travaux.

J'ai donc rencontré M. Marchand quelquefois à partir de l'automne 2001. Il m'a raconté de bon cœur ses souvenirs, sa vie littéraire. Il m'a ouvert ses tiroirs et accepté que je pose mes yeux de chercheuse sur sa précieuse correspondance. Au fil de mes lectures, j'ai découvert rapidement que la longévité exceptionnelle du *Bien public* ne dépendait pas d'un seul homme. Son histoire ne pouvait s'écrire sans parler

des gens qui avaient gravité autour de l'entreprise : d'abord les associés de Marchand, Raymond Douville et Albert Tessier, mais aussi les collaborateurs du journal et des périodiques imprimés au Bien public, les auteurs édités à la même enseigne, les clients de l'imprimerie, les politiciens qui avaient encouragé l'éditeur régional et ses presses, etc. En effet, les échanges épistolaires des dirigeants laissaient voir des relations privilégiées avec plusieurs de ces individus. J'ai donc entrepris de reconstituer ce bassin impressionnant d'alliés potentiels qui allaient permettre à Marchand et ses partenaires de redonner vie à un hebdo au bord de la faillite, de publier au-delà de 200 titres et d'obtenir d'abondants contrats d'impression pendant près d'un demi-siècle.

Grâce à des milliers de lettres et à une diversité de sources, j'ai voulu éclairer la longue vie de cette entreprise régionale en mettant en relief les réseaux de ses trois dirigeants, à la fois dans le milieu littéraire (critiques, libraires, historiens amateurs, directeurs de revue, éditeurs, etc.) et dans le monde politique (commissions scolaires, municipalités, gouvernement provincial). J'expliquerai ma démarche dans le prochain chapitre, qui sert de cadre théorique. Ce sera l'occasion de bien définir le concept de réseau et les différentes stratégies d'analyse de cette recherche historique qui s'inspire de la sociologie et des études littéraires.

Le chapitre II abordera les années 1909 à 1933, alors que *Le Bien public* appartient à l'évêché de Trois-Rivières. Il sera question aussi des trois personnages qui sont au cœur de cette étude, Albert Tessier, Raymond Douville et Clément Marchand. Nous verrons ce qu'ils ont accompli et le capital social dont ils disposent avant de prendre la tête du journal et de fonder les Éditions du Bien public.

Le chapitre III s'intéressera à la relance du journal *Le Bien public*, avec le changement de propriétaires qui a lieu en septembre 1933, et aux réseaux que mobilisent Marchand et Douville pour assurer la survie de l'hebdo, en pleine crise

économique. Une deuxième partie se consacrera au magazine littéraire *Le Mauricien*, repris par les deux mêmes individus. Ce chapitre s'interrogera aussi sur le déclin des réseaux littéraires investis par Marchand, durant la seconde partie de la décennie 1930.

Le chapitre IV, qui couvre la même période, se penchera sur les Éditions du Bien public, dirigées alors par Albert Tessier. Nous verrons comment l'éditeur utilise ses contacts, notamment parmi les journalistes, les auteurs et les politiciens, pour faire rayonner les « Pages trifluviennes », sa première collection.

Le chapitre V traitera des années 1940 et 1950, lorsque l'imprimerie devient le principal moteur financier de l'entreprise. Il sera question des principaux clients des presses du Bien public, dont Fides, qui transigent avec celles-ci par l'intermédiaire d'un éditeur délégué... Albert Tessier. Quant aux Éditions du Bien public, qui ont connu des difficultés après les fêtes du tricentenaire de Trois-Rivières, je tenterai de montrer les ajustements qu'elles doivent faire pour survivre et revenir en force dans l'après-guerre, avec une nouvelle collection, « Histoire régionale ».

Le chapitre VI donnera la vedette à Clément Marchand, devenu l'unique propriétaire du Bien public à partir de 1959 et jusqu'à sa retraite, en 1978.

CHAPITRE I

CADRE THÉORIQUE

Aujourd'hui comme hier, le démarrage d'une entreprise nécessite la mobilisation d'un large bassin de connaissances et d'amis, prêts à donner du temps, à investir de l'argent et à encourager de diverses manières le projet naissant. Le développement et la longévité de celui-ci résident dans la capacité des dirigeants à entretenir ce réseau initial et à renouveler au fil des ans leurs appuis. Cela est d'autant plus vrai dans un petit centre urbain, puisque le nombre de clients potentiels y est réduit.

L'entreprise régionale dont il sera question ici l'illustre tout à fait. En 1933, après un quart de siècle de déficits, l'évêché de Trois-Rivières abandonne finalement son hebdomadaire *Le Bien public* aux mains de deux laïcs, Clément Marchand et Raymond Douville, qui sont accompagnés dans cette grande aventure par l'abbé Albert Tessier. Ensemble, ils mettent sur pied une maison d'édition (1932) et une imprimerie (1938) qui, parallèlement au journal, survivent jusqu'à la retraite de Marchand, en 1978. Rares sont les éditeurs ou les imprimeurs qui ont tenu bon aussi longtemps, même à Montréal. Je souhaite démontrer que les vastes réseaux des dirigeants du Bien public expliquent dans une large mesure l'étonnante réussite de leur entreprise. Les liens utiles qu'entretiennent Marchand, Douville et Tessier dans le milieu littéraire, au gouvernement et dans le monde clérical facilitent le recrutement des auteurs publiés aux Éditions du Bien public, un certain renouvellement des collaborateurs, souvent bénévoles, qui écrivent dans l'hebdo mauricien, mais aussi l'obtention de plusieurs contrats d'impression pour les presses du Bien public. Entre le début des années 1930 et la fin des années 1970, les alliés de l'entreprise et le type d'appuis qu'elle reçoit de chacun d'eux se transforment.

En effet, un réseau est un système social instable, qui fluctue au gré des projets et des intérêts de ses membres à différentes époques. La nature des liens entre les acteurs varie donc également. Pour questionner pertinemment cette immense toile d'individus mis au service du Bien public, il fallait garder à l'esprit le rôle du réseau, sa nature, ses forces et ses faiblesses. Avant de présenter ces notions théoriques essentielles, les stratégies d'analyse et les sources qui seront utilisées dans la présente étude, voyons comment s'est développée l'histoire du livre et de l'édition dans différents pays, mais surtout Québec, pour mettre en relief l'interdisciplinarité rattachée à ce champ de recherche et l'intérêt d'une thèse sur le Bien public.

1.1 L'HISTOIRE DE L'ÉDITION : UN BILAN DES CONNAISSANCES

Si l'histoire culturelle s'est affirmée à la fin des années cinquante, cela est attribuable en partie à l'intérêt croissant pour l'histoire du livre¹. L'ouvrage fondateur de ce champ de recherche s'intéressant au cycle de vie des livres (auteurs, éditeurs, lecteurs, imprimeurs, distributeurs, librairies) est *L'apparition du livre*, de Lucien Febvre et Henri-Jean Martin, paru en 1958. Cette recherche a fortement influencé l'évolution d'un domaine d'études encore plein de promesses tant en Amérique du Nord qu'en Europe. *L'Histoire de l'édition française*, de Roger Chartier et Henri-Jean Martin, est devenue un « second foyer d'innovations² » au milieu des années soixante. Cette synthèse en quatre volumes allait donner le coup d'envoi à une multitude de travaux.

En France, l'étude sociologique des auteurs, des lecteurs et des milieux socioprofessionnels liés à la fabrication du livre a d'abord attiré l'attention des historiens. Il s'agissait de comprendre, pour diverses époques (du XVI^e au XVIII^e siècle), « les fortunes, les alliances, la mobilité (ou l'immobilité) tant géographique

¹ Philippe Poirrier, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Seuil, 2004, p. 75.

² *Ibid.*, p. 78.

que sociale, les clivages multiples (entre maîtres et compagnons, entre Parisiens et provinciaux, [etc.])³.» Puis, l'histoire de l'édition, issue de l'histoire du livre, s'est développée de façon autonome en intégrant les questionnements de plusieurs disciplines (généalogie, sociologie, littérature, histoire locale et régionale, économie). Jean-Yves Mollier note que ce champ de recherche, bien qu'il soit surtout l'apanage des littéraires⁴, fait appel à une pluralité d'approches méthodologiques. Il explique ainsi la « vocation globalisante⁵ » de l'histoire de l'édition française à l'époque contemporaine (fin XVIII^e-XX^e siècles) :

Histoire d'un homme, le fondateur le plus souvent, [...] elle touche à la recherche généalogique, à la prosopographie, à l'histoire locale, régionale, et à la sociologie des groupes humains. Parce que le créateur est un chef d'entreprise, [...] la dimension économique est fondamentale dans la prise en compte de la construction, du développement, de la réussite ou de l'échec de la société. Par son ancrage dans son environnement, le patron est aussi un personnage public dont le rôle politique, la fonction sociale, le rayonnement culturel ne peuvent être négligés⁶.

Ici comme ailleurs, l'interdisciplinarité enrichit l'histoire du livre et de l'édition. En témoignent les projets d'ouvrages collectifs qui y sont consacrés en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et dans d'autres pays européens. Ces projets avaient été exposés au colloque d'histoire comparée qui a eu lieu en Allemagne en 1990⁷. Aux États-Unis, l'évolution de l'histoire du livre est étroitement associée aux rencontres des

³ Roger Chartier, « De l'histoire du livre à l'histoire de la lecture: les trajectoires françaises », dans *Histoires du livre. Nouvelles orientations* (sous la direction de Hans Erich Bödeker), « Actes du colloque du 6 au 7 septembre 1990 à Göttingen », Paris, IMEC Éditions/Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, coll. « In Octavo », 1995, p. 24-25.

⁴ Jean-Yves Mollier et Patricia Sorel, « L'histoire de l'édition, du livre et de la lecture en France aux XIX^e et XX^e siècles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 126-127 (mars 1999): 41.

⁵ Jean-Yves Mollier, « L'histoire de l'édition, une histoire à vocation globalisante », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 43, 2 (avril-juin 1996): 329-348.

⁶ *Ibid.*, p. 329.

⁷ *Histoires du livre. Nouvelles orientations...*

historiens, critiques littéraires et bibliographes. Les divers champs de recherche que sont l'histoire de la librairie, du journalisme et de l'éducation s'enrichissent également les uns les autres⁸. La synthèse sur l'histoire du livre aux États-Unis est née de ces discussions interdisciplinaires. Réalisée grâce au « Program in the History of the Book in American Culture » (PHBAC), elle vise entre autres à mettre en lumière les éléments qui différencient le libraire, l'imprimeur et l'éditeur à partir du XIX^e siècle, de même qu'à produire une histoire de la culture littéraire et de la pratique de la lecture⁹.

En Angleterre, les chercheurs ont réalisé dans les années 1960 que l'étude du livre dans sa forme matérielle ne suffisait pas pour comprendre les pratiques des maisons d'édition et le rôle du livre à différentes époques. S'inspirant des travaux français, les historiens anglais ont intégré les approches statistiques et exploité une plus grande variété de sources pour parvenir à une meilleure compréhension des fonctions sociales et culturelles du livre¹⁰. La synthèse sur l'histoire du livre en Angleterre emprunte également la voie de l'interdisciplinarité, s'intéressant à la fois aux dimensions technologiques, économiques et idéologiques de l'édition, aux relations entre les éditeurs anglais et étrangers, à l'histoire des auteurs, de la littérature, de l'organisation et de la distribution du savoir, etc.

Au Canada anglais, le champ d'études s'est développé plus tardivement et ce sont les recherches bibliographiques qui ont d'abord occupé les chercheurs. Sandrine Ferré, qui tente en 1999 de remédier à cette lacune pour les quatre provinces de l'Atlantique, constate que « l'écriture d'une véritable histoire du livre ne progresse que très lentement, principalement au gré d'articles monographiques ponctuels et de

⁸ David D. Hall, « The History of the Book in the United States: Prospects and Perspectives », dans *Histoires du livre. Nouvelles orientations...*, p. 50-51.

⁹ *Ibid.*, p. 52-53.

¹⁰ Lotte Hellinga, « Planning the History of the Book in Britain: Seeking Definitions », dans *Histoires du livre. Nouvelles orientations*, p. 62-63.

quelques ouvrages cherchant à fournir une vue d'ensemble de l'évolution de l'imprimé au Canada, avant et après la Confédération¹¹. » Depuis 2000, un vaste projet de recherche pan-canadien d'Histoire du livre et de l'imprimé au Canada (HLIC) a été mis en place, sous la direction de Patricia Fleming (University of Toronto) et Yvan Lamonde (Université McGill). Des spécialistes en histoire, en littérature, en bibliothéconomie et en sciences de l'information ont collaboré à l'écriture des trois volumes publiés en français et en anglais. Un premier tome porte sur les origines à 1840, un deuxième sur la période 1840-1918 et un dernier sur les années 1918 à 1980. Six universités¹² canadiennes, dont la Chaire de recherche en histoire du livre et de l'édition de l'Université de Sherbrooke, participent à ce projet d'envergure qui démontre l'essor de ce champ de recherche et regroupe des études sur l'auteur, l'édition, l'imprimerie, la distribution, les bibliothèques, les lecteurs et la lecture.

Le troisième volume¹³, paru en 2007, consacre deux grandes parties (sur sept) et près du tiers des pages à l'édition destinée au grand public et à l'édition spécialisée. Des magazines féminins à l'édition pour la jeunesse en passant par les imprimés d'organismes religieux, la synthèse tente de couvrir les nouvelles avenues exploitées par les maisons d'édition canadiennes-anglaises et québécoises au fil du vingtième siècle. De courtes études de cas et des textes plus généraux sur l'édition dans différentes provinces et régions du Canada mettent en relief des éléments contextuels particuliers au Québec ou à l'édition en français, et des tendances qui affectent l'ensemble du pays, voire de l'Amérique du Nord. Concernant la province

¹¹ Sandrine Ferré, *L'édition au Canada atlantique: le défi de publier une région*, Paris, Centre d'études canadiennes de l'université Paris III (Sorbonne), 1999, p. 10.

¹² Outre Patricia Fleming (Toronto) et Yvan Lamonde (McGill), il y a également Gilles Gallichan (historien et bibliothécaire à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec), Fiona Black (Dalhousie University, Nouvelle-Écosse), Carole Gerson (Simon Fraser University, Colombie-Britannique) et Jacques Michon (Université de Sherbrooke).

¹³ *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*. Vol. 3 : *De 1918 à 1980* (sous la direction de Carole Gerson et Jacques Michon), Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2007, 672 p.

francophone, plusieurs articles résument les résultats de mémoires, thèses et monographies dont les éléments de contenu les plus pertinents avaient déjà été pris en considération dans l'élaboration de la présente étude. C'est le cas notamment du texte de Jacques Michon sur « L'édition au Québec » et de celui sur « La presse catholique » signé par Dominique Marquis. J'aborderai ces travaux au moment opportun. Voyons maintenant comment s'est développée l'histoire de l'édition au Québec.

Au début des années 1980, les premiers travaux sont menés par le sociologue Ignace Cau. L'auteur s'intéresse « à ce qui fait l'identité des maisons d'édition québécoises¹⁴ » et tente de classer celles-ci selon les stratégies particulières qu'elles mettent en oeuvre. Il distingue en effet quatre axes du champ éditorial québécois : les axes culturel, économique, culturel-idéologique et culturel-économique. Pour situer un éditeur dans l'un ou l'autre de ces axes, l'auteur utilise des critères bien précis : le type de publications, le tirage, la rapidité d'écoulement du stock, le nombre de titres au catalogue et l'importance accordée à la rentabilité des manuscrits.

À la même époque, l'éditeur Pierre Tisseyre propose pour sa part de diviser l'édition québécoise en deux catégories : l'édition utilitaire et l'édition culturelle¹⁵. La première publie des ouvrages d'intérêt pratique, comme des livres de cuisine ou des manuels scolaires. Elle s'adresse à un large public, s'adapte aux besoins du marché et vieillit plus rapidement que la seconde catégorie, l'édition culturelle, qui regroupe des ouvrages littéraires, scientifiques ou d'érudition. Pour Tisseyre, seul l'éditeur utilitaire cherche à faire du profit alors que, pour son vis-à-vis culturel, le fait qu'un

¹⁴ Ignace Cau, *L'édition au Québec de 1960 à 1977*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1981, p. 4.

¹⁵ Pierre Tisseyre, « L'édition au Québec » dans *L'évolution du rôle social de l'imprimé et de ses agents au Québec*, « Acte du colloque des conférences Aegidius-Fauteux 1979-1980 », Montréal, Les conférences Aegidius-Fauteux, 1980, p. 1-22.

manuscrit « soit commercialement rentable ou non n'entre pas en ligne de compte¹⁶. » Les typologies de Cau et de Tisseyre manquent de nuances et ont toutes deux le défaut de n'être pas mutuellement exclusives, les éditeurs se situant rarement dans une seule catégorie. Il faut dire que ces premières tentatives de théorisation ne s'appuyaient pas sur des monographies étoffées de maisons d'édition. Cette histoire restait à faire.

Dans les années suivantes, des groupes de recherche sont nés au Québec et ont contribué à enrichir ce champ d'études. Celui-ci a connu un essor remarquable avec la création du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ, 1982), de l'Association québécoise pour l'étude de l'imprimé (AQÉI, 1987) et du Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoise (CRILCQ¹⁷). L'un des projets de ce dernier, *La vie littéraire au Québec*, a été lancé en 1989 par Maurice Lemire à l'Université Laval. Ces ouvrages de référence s'intéressent à l'histoire des pratiques littéraires francophones au Québec de 1774 à 1970. Les auteurs¹⁸ utilisent principalement les méthodes de l'histoire littéraire et de la sociologie. Ils se penchent entre autres sur l'étude des œuvres, sur la formation des écrivains, de même que leur regroupement en associations, mouvements et écoles. Dans les cinq tomes déjà parus (sur un total de huit), des chapitres sur les agents littéraires comprennent une section sur les réseaux. Ces courts passages dans la synthèse ne se prêtent toutefois pas à approfondir cette dimension et à bien définir le concept de « réseau ».

¹⁶ Pierre Tisseyre, p. 4.

¹⁷ À noter que ce centre de recherche est né à l'automne 2002 du regroupement du Centre de recherche en littérature québécoise (CRELIQ) de l'Université Laval, fondé en 1983, et du Centre d'études québécoises (CÉTUQ) de l'Université de Montréal, fondé en 1978.

¹⁸ La majorité des chercheurs proviennent de l'Université Laval, mais des spécialistes de différentes universités participent à la rédaction des différents tomes. Pour le tome 6, on retrouve notamment au sein de l'équipe Daniel Chartier et Lucie Robert de l'UQAM, Michel Lacroix et Hélène Marcotte de l'UQTR, Luc Bonenfant du Simon Fraser University et Karine Cellard de l'Université de Montréal.

De son côté, l'Association québécoise pour l'étude de l'imprimé veut diffuser l'information sur les recherches en cours dans le domaine de l'imprimé. Elle organise également depuis 1987 des journées d'échanges scientifiques et collabore à différents projets d'étude, notamment ceux du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec, fondé par Jacques Michon et Richard Giguère (Université de Sherbrooke). Le GRÉLQ forme des chercheurs, organise des séminaires et des colloques, notamment pour établir des ponts entre les chercheurs de plusieurs pays et du Québec¹⁹. La synthèse *L'histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*, qui comprendra trois volumes, est l'un des grands chantiers du GRÉLQ. À ce jour, deux tomes sont parus. Le premier (1900-1939)²⁰ montre comment, au tournant des années 1920, l'éditeur acquiert une personnalité propre, distincte des secteurs de la librairie et de l'imprimerie. Le second volume (1940-1959)²¹ aborde la multiplication de ces professionnels du livre durant la Seconde Guerre mondiale, pour pallier aux insuffisances de l'édition française. Il est question aussi des nouvelles formules éditoriales qui se développent dans l'après-guerre (livres de poche, albums pour enfants, club du livre, etc.), à l'image de ce qui se fait sur la scène internationale.

Pour produire ces ouvrages de référence sur l'édition littéraire au Québec, de nombreuses monographies ont été nécessaires, certaines restant sous la forme d'un tapuscrit, d'autres donnant lieu à des articles, des collectifs, des mémoires et des thèses présentés à l'Université de Sherbrooke. Les recherches de Caroline Béland, Liette Bergeron, Silvie Bernier, Sylvie Faure, Dominique Garand, Richard Giguère, Pierre Hébert, François Landry et Jacques Michon se sont avérées particulièrement

¹⁹ Par exemple, le colloque suivant réunissait notamment des spécialistes des deux pays : *Les mutations du livre et de l'édition dans le monde du 18^e siècle à l'an 2000* (sous la direction de Jacques Michon et Jean-Yves Mollier), Sherbrooke, Faculté des lettres et des sciences humaines, 1999, 136 p.

²⁰ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle*. Vol. 1 : *La naissance de l'éditeur* (sous la direction de Jacques Michon), Montréal, Fides, 1999, 482 p.

²¹ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle*. Vol. 2 : *Le temps des éditeurs* (sous la direction de Jacques Michon), Les Éditions Fides, 2004, 533 p.

utiles pour la construction de mon objet d'étude. Ils ont fourni des éléments de comparaison intéressants avec d'autres éditeurs québécois, de même que des informations contextuelles ou des outils d'analyse importants. Les titres les plus pertinents seront évoqués dans les pages et les chapitres à venir.

On peut tout de même dégager ici les grandes orientations de ces travaux produits par des littéraires et auxquels cette thèse réfère souvent. Une importance particulière est accordée au catalogue et à la politique éditoriale qui a pu orienter le choix des titres. On assiste donc à l'analyse du contenu des collections, qui permet de mettre en relief les genres et sous-genres privilégiés. L'organisation des maisons d'édition, notamment le rôle du directeur, le fonctionnement de la diffusion, les relations avec les auteurs, attirent également l'attention des étudiants et chercheurs du GRÉLQ. L'ensemble de ces recherches se concentre en priorité sur la production littéraire au sens large, « comprenant autant les œuvres d'imagination que les publications de nature historique, philosophique, politique et religieuse destinées au grand public²². » Cette définition exclut les manuels scolaires, les ouvrages de droit, les publications gouvernementales et les livres de piété, qui relèvent d'une édition dite « programmée ».

Le mémoire d'Annie Martin²³ en histoire, qui se penche sur l'Action sociale ltée de Québec, se distingue en cela de ce regroupement d'études. À partir des 606 ouvrages qui forment le catalogue, elle analyse autant les sujets abordés dans les romans que dans les manuels, les brochures et les essais divers. Pour montrer que l'Action sociale avait bel et bien un programme éditorial et qu'elle n'agissait pas seulement comme une simple imprimerie, l'historienne s'intéresse en effet à

²² *Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle*. Vol. 1..., p. 22.

²³ Annie Martin, *L'imprimerie l'Action sociale ltée. L'Église catholique dans l'arène de l'édition québécoise 1907-1939*, mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, juin 2003, 149 p.

l'ensemble de la production de la maison et non pas seulement à sa production littéraire, comme l'a fait l'équipe du GRÉLQ dans le cadre de sa synthèse²⁴.

Dans la troisième partie de son étude, qui porte sur les auteurs publiés à l'Action sociale, Annie Martin remarque que cette dernière bénéficie d'un bon réseau parmi les membres du clergé du diocèse de Québec, lesquels produisent la majorité des volumes de l'éditeur, et dans le milieu de l'éducation supérieure. Ainsi, les manuels scolaires édités par l'Action sociale, qui sont destinés surtout aux élèves de niveau universitaire, ont été écrits en grande partie par des religieux enseignants rattachés à l'Université Laval²⁵... l'une des bonnes clientes de la maison d'édition. Malheureusement, l'auteure n'a eu accès qu'à « quelques rares pièces de correspondance²⁶ » et a dû se contenter du catalogue pour repérer les réseaux de relations de l'entreprise, lesquels ne constituaient pas, de toute façon, l'objet premier du mémoire.

En fait, plusieurs études en histoire de l'édition au Québec mentionnent l'importance des réseaux pour permettre le démarrage d'une entreprise et assurer sa survie à moyen ou long terme, mais rares sont les travaux qui approfondissent vraiment cette question. Les synthèses dont il a été question précédemment évoquent parfois des amitiés ou des contacts dans divers milieux qui ont pu profiter à certains éditeurs, mais il serait impensable d'en faire une longue démonstration dans pareils ouvrages qui doivent aborder une panoplie de maisons d'édition. Il faut donc se tourner vers les monographies pour en savoir davantage sur la fonction des réseaux dans ce type d'entreprise.

²⁴ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle*. Vol. 1..., p. 85-87.

²⁵ Annie Martin, p. 134-135.

²⁶ *Ibid.*, p. 16.

Dans le domaine de l'édition régionale, le mémoire de Caroline Béland sur les Éditions Mille Roches (Saint-Jean-sur-Richelieu, 1976-1989)²⁷ vise à reconstituer, à partir d'entrevues avec les fondateurs de la maison d'édition et quelques auteurs, l'histoire et le fonctionnement de la maison d'édition. L'auteure se demande entre autres : « Quel rôle ont joué *Le Canada français*, les institutions locales ainsi que tous les artistes, photographes et graphistes locaux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la présentation matérielle des livres de Mille Roches?²⁸ » Elle considère que ces « appuis locaux » sont l'une des quatre caractéristiques d'un éditeur régional²⁹. Elle montre en effet que le soutien des bibliothèques, du gouvernement municipal, des périodiques du Haut-Richelieu, mais aussi des auteurs et des artisans du coin, supplée aux minces ressources financières et autres difficultés qu'éprouvent les éditeurs hors de Montréal³⁰. La période couverte étant relativement récente, l'auteure a pu questionner directement les acteurs sur les différentes sources d'aide obtenues.

Aussi primordial puisse être le concours des acteurs locaux, cela ne suffit pas. En effet, les contacts avec la métropole québécoise se révèlent également d'une grande importance. Selon Fernand Harvey, la capacité de « s'introduire dans l'institution littéraire contrôlée par le centre³¹ » est une bataille clé que tente de remporter un éditeur régional. Malheureusement, Harvey développe peu cet aspect. De plus, il s'intéresse, comme Béland, aux années qui suivent la disparition du Bien

²⁷ Caroline Béland, *Les Éditions Mille Roches (1976-1989): une mission régionale*, mémoire de maîtrise en études françaises, Université de Sherbrooke, 2000, 269 p.

²⁸ *Ibid.*, p. 18.

²⁹ Caroline Béland, « Les Éditions Mille Roches (1976-1989): une mission régionale », *MENS. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 2, 2 (printemps 2002): 235.

³⁰ Caroline Béland, « Les Éditions Mille Roches (1976-1989): une mission régionale », p. 243-244.

³¹ Fernand Harvey, « L'édition régionale au Québec: entrepreneurship, affirmation culturelle et reconnaissance institutionnelle » dans *La nouvelle culture régionale*, Québec, IQRC, 1995, p. 189.

public, alors que l'édition régionale connaît un essor notable³². Harvey fait certes un bref historique de la période précédente, mais ses remarques sont bien minces et ne font que reprendre les propos de Jacques Michon, dans un texte où il met en relief une concentration des éditeurs littéraires à Montréal qui s'accroît à partir des années 1940³³. Michon considère que « la proximité des centres intellectuels peut le mettre [l'éditeur] plus facilement en relation avec les nouveaux écrivains, les courants de pensée en émergence et les principaux centres de diffusion³⁴. » François Landry, dans son étude sur l'éditeur régional Marquis, à Montmagny, confirme l'aide incontournable des acteurs littéraires montréalais, affirmant que Marquis « n'a jamais eu l'occasion de se forger une image de marque » en raison de son éloignement de la métropole³⁵. L'éditeur bénéficiait seulement des appuis, insuffisants, provenant de la ville de Québec.

Que ce soit pour un éditeur régional ou une entreprise éditoriale d'un grand centre urbain, un bon réseau social doit déborder de l'institution littéraire. Les monographies de maisons d'édition montréalaises font état de l'importance de l'aide gouvernementale et du soutien de l'Église, particulièrement durant la première moitié du XX^e siècle. Michon affirme que « [j]usqu'aux années 1960, ce sont souvent les entreprises proches du parti au pouvoir qui bénéficient des contrats les plus généreux³⁶. » Les Éditions du Totem (1933-1938), qui se sont voulues en pleine crise

³² Fernand Harvey, p. 189.

³³ Jacques Michon, « L'édition littéraire à Montréal depuis 1940 » dans *Marseille-Montréal, centres culturels cosmopolites*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 233.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ François Landry, « Un imprimeur régional : Les Éditions Marquis » dans Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec, *L'édition du livre populaire*, Sherbrooke, Les éditions Ex Libris, 1988, p. 147.

³⁶ Jacques Michon, « Industries du livre et mutations du champ éditorial au 20^e siècle » dans *Édition et pouvoirs* (sous la direction de Jacques Michon), Sainte-Foy, PUL, 1995, p. 42-43.

« indépendante[s] des interventions du pouvoir politique et religieux³⁷ », ne survivront que quelques années. Toujours dans les années 1930, le propriétaire du Totem, Albert Pelletier, « ne peut se permettre d'avoir tout le clergé contre lui, car cela signifierait la mort de sa maison à plus ou moins long terme³⁸. » Il en va de même de l'éditeur Albert Lévesque, qui devait « ménager la clientèle [cléricale] qui lui assurait une subsistance et lui ouvrait les portes des écoles, des collèges et des couvents³⁹. » Il compte également sur ses relations amicales avec le secrétaire de la province, Athanase David, pour des commandes de livres. Au départ de David, l'entreprise manque d'argent et disparaît.

À la même époque, des maisons d'édition comme Beauchemin font fortune grâce à leurs alliances politiques avec les gouvernements en place, les instances cléricales et les institutions éducatives⁴⁰. L'analyse de la réussite de Beauchemin ne se réfère cependant pas au concept de réseau : Landry utilise plutôt la notion d'alliances, qui évoque le caractère stratégique des relations que développent les directeurs de l'entreprise montréalaise, particulièrement avec le clergé, les gouvernements et les écoles. Cette étude montre l'importance que peuvent avoir de bons rapports avec ces institutions sur le développement d'une maison d'édition, mais la thèse de Landry n'est pas axée sur ces ramifications. D'ailleurs, l'auteur ne dispose pas de la correspondance des dirigeants pour reconstituer leurs réseaux et préciser les ressources qu'ils en tirent. Une large part de l'ouvrage est plutôt consacrée à la structure de l'entreprise et à son évolution, de 1840 à 1940. Landry

³⁷ Liette Bergeron, « Les Éditions du Totem (1933-1938) » dans *L'édition littéraire en quête d'autonomie : Albert Lévesque et son temps* (sous la direction de Jacques Michon), Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 41-56.

³⁸ *Ibid.*, p. 49.

³⁹ Jacques Michon, « Albert Lévesque, entre "individualistes" et nationalistes » dans *L'édition littéraire en quête d'autonomie : Albert Lévesque et son temps* (sous la direction de Jacques Michon), Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 103.

⁴⁰ François Landry, *Beauchemin et l'édition au Québec, 1840-1940 : une culture modèle*, Montréal, Fides, 1997, p. 42.

explique comment Beauchemin passe de libraire à éditeur et les choix de publications que font les directeurs successifs.

Dans un chapitre sur l'usage de la notion de réseau dans l'étude d'une maison d'édition⁴¹, Isabelle Boisclair montre, en donnant l'exemple des Éditions Remue-Ménage (fondées dans les années 1970), qu'une entreprise de ce genre s'inscrit dans plusieurs réseaux, relevant de trois niveaux différents. Au premier niveau, il y a le groupe fondateur à partir duquel se multiplieront les collaboratrices, grâce aux connaissances et amies de chacune des femmes participant à la création de la maison d'édition. Boisclair le dit clairement : « il serait malaisé de tenter de se lancer en édition sans jouir de nombreux contacts⁴². » Le deuxième niveau comprend les liens établis avec les « partenaires de la chaîne du livre », c'est-à-dire les autres maisons d'édition, les libraires, les bibliothécaires, etc., et le troisième niveau, les relations développées dans le cadre des activités internationales. Dans cette courte étude, l'auteure montre en quoi une maison d'édition est propice à créer de nouveaux liens ou à raviver de vieilles amitiés parmi les acteurs du monde littéraire. Nous verrons plus loin les stratégies qu'elle propose pour cerner les réseaux qui naissent dans les divers lieux de rencontres entourant une maison d'édition. Contentons-nous de spécifier ici qu'une jeune entreprise comme celle qui sert à illustrer ses propos ne pose pas les mêmes problèmes de sources historiques que le Bien public, disparu depuis près de 30 ans.

Pour démontrer l'importance des réseaux dans la vie du Bien public, il a fallu recourir à des stratégies d'analyse issues de la sociologie et des études littéraires. La première contribue à la définition du concept de réseau. La seconde, grâce aux travaux sur les réseaux littéraires du passé, met en lumière un éventail d'approches

⁴¹ Isabelle Boisclair, « La maison d'édition: lieu(x) de rencontre. Échanges et réseaux autour du collectif féministe du Remue-Ménage », dans *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec* (sous la direction de Pierre Rajotte), Québec, Éditions Nota bene, 2001, p. 155-187.

⁴² *Ibid.*, p. 161.

méthodologiques pour reconstituer ces systèmes sociaux complexes et cerner les usages qu'en font leurs membres. Voyons l'apport de ces deux disciplines, en commençant par les outils théoriques fournis par la sociologie. Soulignons toutefois que la thèse s'intéressant d'abord aux liens sociaux concrets des trois dirigeants de l'entreprise, les notions issues de l'analyse des réseaux seront rarement évoquées par la suite. Elles se trouveront plutôt en arrière-plan.

1.2 LES SOCIOLOGUES ET LE CONCEPT DE RÉSEAU

Le terme « réseau », à la mode ces dernières années, est employé dans des domaines aussi variés que les mathématiques, la physique, la biologie, l'informatique, la littérature, l'histoire et les sciences sociales. Le concept étant très englobant et les chercheurs qui l'utilisent provenant de multiples horizons disciplinaires, il est par ailleurs difficile d'établir des ponts entre les chercheurs possédant des approches théoriques distinctes. Des initiatives sont néanmoins prises en ce sens. Mentionnons le projet collectif et interdisciplinaire sur les réseaux sociaux de l'histoire du Québec, intitulé « Penser l'histoire de la vie culturelle québécoise »⁴³. Michel Lacroix, qui participe à ce projet, constate une source d'inspiration commune aux chercheurs de ce champ d'études éclaté. Il s'agit des « network studies » (analyse des réseaux sociaux), une approche développée il y a une trentaine d'années sous l'influence de la sociométrie et de l'anthropologie culturelle⁴⁴. Ce secteur de la sociologie contemporaine a fourni aux chercheurs des notions utiles pour décrire les réseaux et des outils tels que les graphes pour illustrer ces systèmes sociaux complexes. Ce

⁴³ Ce projet regroupe Micheline Cambron (études françaises), Michèle Dagenais (histoire), Gilbert David-Gagnon (études littéraires), François Hébert (études littéraires), Ollivier Hubert (histoire), Serge Lacasse (musicologie), Marie-Thérèse Lefebvre (musicologie), Lucie Robert (études littéraires), Denis Saint-Jacques (études littéraires) et Michel Lacroix (études littéraires).

⁴⁴ Michel Lacroix, « Introduction. Analyse des réseaux sociaux et interdisciplinarité » dans « Réseaux et identités sociales », numéro thématique de la revue *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, 7, 1 (2004): 15.

« formalisme mathématique » allait cependant nuire à l'intégration de cette approche structurale en art, en littérature, en musique et en histoire⁴⁵.

Malgré ces limites indéniables, sur lesquelles nous reviendrons, l'analyse de réseau a donné lieu à une série de distinctions théoriques permettant de mieux définir le concept en question, par opposition à un appareil (ou une organisation). Selon Michel Lacroix, ce schéma général serait particulièrement pertinent pour « l'étude des revues, maisons d'édition et autres associations littéraires prenant une figure organisationnelle⁴⁶. » Voyons les principaux éléments qui distinguent le réseau et l'appareil. D'abord, ce dernier est un ensemble fini et pour lequel on peut facilement connaître les membres, alors que ceux d'un réseau circulent librement, s'allient autour d'un projet, se dispersent ensuite. Un réseau est difficile à cerner, puisqu'il est le résultat de maillages qui se font et se défont. Il est donc instable : les personnes qui le composent et la forme qu'il prend sont appelées à changer rapidement, notamment si un nouvel acteur s'insère dans un réseau, avec son bagage de ressources.

En effet, le réseau n'a pas une structure aussi rigide qu'un appareil. L'appareil, selon Vincent Lemieux, est un système social hiérarchique qui « a souvent des frontières précises et dont les acteurs jouent des rôles spécialisés⁴⁷. » Dans un appareil, il y a un organisateur attitré à la coordination, qui distribue les tâches et s'assure qu'il n'y a pas de redondance. Le réseau ne bénéficie pas d'une telle « méta-coordination⁴⁸ ». Les acteurs n'ayant pas de tâches préétablies, différents individus peuvent jouer les mêmes rôles.

⁴⁵ Michel Lacroix, « Introduction. Analyse des réseaux sociaux et interdisciplinarité », p. 16-17.

⁴⁶ Michel Lacroix, « Littérature, analyse de réseaux et centralité : esquisse d'une théorisation du lien social concret en littérature », *Recherches sociographiques*, 44, 3 (2003) : 480.

⁴⁷ Vincent Lemieux, *Réseaux et appareils. Logique des systèmes et langages des graphes*, Saint-Hyacinthe/Paris, Edisem/Maloine S.A., 1982, p. 115.

⁴⁸ Vincent Lemieux, *Réseaux et appareils...*, p. 18-19.

De plus, par rapport à l'appareil hiérarchisé qui ne favorise pas des rencontres entre tous les membres, le réseau donne de meilleures possibilités d'échanges entre les acteurs. Dans un contexte où la hiérarchie n'est pas établie officiellement, les possibilités qu'une relation entre Albert Tessier et Alfred DesRochers et une connexion entre Albert Tessier et Clément Marchand entraînent la création d'un lien entre Alfred DesRochers et Clément Marchand sont plus élevées dans un réseau que dans le cas d'un appareil où chacun occupe une position donnée et se différencie de son supérieur⁴⁹. C'est pourquoi Manon Brunet affirme que si « une hiérarchie de fonctions et de pouvoir s'installe entre [les acteurs], le réseau risque de se désactiver⁵⁰. »

En effet, la force du réseau réside dans ses structures fortement connexes, c'est-à-dire que tous les acteurs sont liés, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'un contact premier, second, tiers, etc. L'image de la toile d'araignée ou du filet de pêche⁵¹ permet de visualiser les connexions dans un réseau. Il est préférable, pour l'efficacité de celui-ci, qu'il y ait un grand nombre de relations directes, puisque ce sont elles qui sont susceptibles de devenir des liens forts, lesquels « comportent de l'intimité et se traduisent par des services réciproques⁵² ». Cette mise en commun de ressources constitue par ailleurs la fonction première d'un réseau.

⁴⁹ Vincent Lemieux, *À quoi servent les réseaux sociaux ?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 2000, p. 58.

⁵⁰ Manon Brunet, « Prolégomènes à une méthodologie d'analyse des réseaux littéraires. Le cas de la correspondance de Henri-Raymond Casgrain », dans « La sociabilité littéraire », numéro spécial de la revue *Voix et images (littérature québécoise)*, 2, 80 (hiver 2002) : 226.

⁵¹ D'ailleurs, lorsque le terme réseau apparaît au XII^e siècle – on dit alors « resel » –, il signifie « filet pour prendre certains animaux. » *Dictionnaire Le Robert*, Paris, Le Robert, 1981, p. 1682.

⁵² Vincent Lemieux, *Les réseaux d'acteurs sociaux*, Paris, PUF, 1999, p. 15.

Parmi les usages des réseaux sociaux ou les ressources à échanger, Vincent Lemieux⁵³ note la circulation de l'information, évoquant l'exemple des offres d'emplois qui se propagent parmi des connaissances et amis. Le réseau permet aussi d'apporter de l'aide, les membres étant appelés à échanger des services, des conseils, voire un soutien financier. Pour contrôler des politiques publiques, de tels systèmes sociaux sont souvent à l'œuvre. Par exemple, durant la crise des années 1930, à Drummondville, lorsque le gouvernement local et les groupes d'intérêts (Chambre de commerce, Ligue des propriétaires, Association des manufacturiers canadiens) collaborent à la mise en place des mesures d'assistance aux chômeurs, j'ai pu observer dans le cadre d'une autre recherche que de denses réseaux de relations liaient déjà ces organisations. En effet, elles multipliaient les contacts en partageant plusieurs dirigeants⁵⁴.

En fait, tout réseau donne la possibilité à ses membres, dans des situations de conflit ou de coopération, de mobiliser le capital social acquis au fil des ans pour atteindre certains buts. La reformulation que fait Nan Lin de la théorie du capital social élaborée par Pierre Bourdieu m'est apparue la meilleure voie d'analyse pour cette étude des réseaux. Lin met l'accent sur les ressources accessibles via autrui. Il souligne en effet que contrairement aux ressources personnelles (éducation, prestige, etc.) qu'un individu peut utiliser à sa guise, indépendamment de son réseau, les ressources sociales résident dans ses liens directs et indirects. Ainsi, « [l]'accès à ces ressources et leur utilisation sont temporaires et conditionnels puisqu'elles ne sont pas en la possession de l'acteur⁵⁵ ». C'est pourquoi Manon Brunet parle d'un réseau

⁵³ Vincent Lemieux, *À quoi servent les réseaux sociaux ?*, p. 58.

⁵⁴ Maude Roux-Pratte, *Les élites locales et les mesures d'aide aux chômeurs durant la crise des années 1930 à Drummondville*, mémoire de maîtrise en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières, 2002.

⁵⁵ Nan Lin, « Les ressources sociales: une théorie du capital social », *Revue française de sociologie*, 36 (1995): 687.

potentiel⁵⁶, qui demeure en latence jusqu'à ce qu'un projet, un contexte donné, incite les acteurs à se mobiliser, à s'échanger des services et autres ressources sociales. En ce sens, le réseau constitue effectivement une « "énergie renouvelable" qui peut servir d'autres fins que les précédentes⁵⁷ ».

Si un réseau ne dispose pas d'un meneur officiel, comme l'appareil, le projet mobilisateur met en scène des leaders et un chef de file. Au XIX^e siècle, par exemple, Henri-Raymond Casgrain jouait ce rôle dans le mouvement en faveur d'une littérature nationale. À ce titre, il activait ses contacts parmi le réseau potentiel en précisant la cause commune et en créant des lieux de rencontres susceptibles de contribuer à celle-ci. Le chef de file assure à ses membres « l'accès à tous les moyens (de production, de diffusion et de légitimation littéraires) nécessaires à la réalisation du programme⁵⁸ ». Les leaders, eux, tendent à la promouvoir et à encourager d'autres individus à le faire, dans la mesure de leurs talents, mais il ne leur revient pas de « définir cette cause [et de] fournir les moyens de la réaliser⁵⁹ ».

Il existe également une autre typologie, plus précise, élaborée par les sociologues Alain Degenne et Michel Forsé⁶⁰. Selon eux, il existe diverses façons de juger de la centralité d'un acteur à l'intérieur d'un réseau. Les auteurs ont établi quatre critères auxquels peuvent correspondre un même individu ou des personnes distinctes. D'après cette grille d'analyse, un chercheur doit se demander : 1) quel acteur possède davantage de connexions que les autres (centralité de degré) ? 2) Qui entretient le plus grand nombre de liens forts au sein du réseau (centralité de proximité) ? 3) Vers lequel se tournent une majorité des membres du réseau pour

⁵⁶ Nan Lin, p. 687.

⁵⁷ Manon Brunet, « Prolégomènes à une méthodologie d'analyse des réseaux littéraires... », p. 228.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 222.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Michel Forsé et Alain Degenne, *Les réseaux sociaux, une analyse structurale en sociologie*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 154-158.

régler un conflit entre eux ou obtenir une faveur d'un autre acteur (centralité d'intermédiation) ? 4) Enfin, l'un d'eux se trouve-t-il « sur le chemin du plus grand nombre de ressources qui [...] circulent » au sein du réseau (intermédiation de flot) ? En étudiant les centralités respectives, il est possible de déterminer « la nature du pouvoir détenu par [un] acteur dans le réseau, de même que sa position, et ce de façon différenciée⁶¹ », ce que le concept de « chef de file » ne permet pas.

Toutes ces notions théoriques issues de la sociologie s'avéreront fort utiles pour circonscrire mon objet de recherche et saisir la place occupée par Marchand, Douville et Tessier dans les réseaux contribuant au développement de l'entreprise régionale. Par contre, certains outils méthodologiques fournis par cette branche des sciences sociales s'appliquent difficilement aux réseaux du passé. En effet, les sociologues qui s'intéressent aux réseaux récents ou encore existants ont la possibilité d'interroger les individus pour savoir avec qui ils entretiennent des relations et dans quels buts. La méthode structurale, par exemple, permet de représenter graphiquement les réseaux, de les reconstituer en faisant ressortir les types de liens existant entre chaque membre d'un système social. Pour cela, il faut « un ensemble d'individus dont les relations sont susceptibles d'être décrites exhaustivement⁶² ». Un bel exemple de ce mode d'analyse appliqué au monde de l'édition est une étude américaine réalisée par une équipe de sociologues⁶³. Grâce à des centaines d'entrevues, des questionnaires écrits et la méthode de l'observation participante, les auteurs veulent démontrer que les riches réseaux des éditeurs influencent la production et la distribution des livres. Pour ce faire, les chercheurs demandent aux individus sélectionnés : entretenez-vous des liens avec des représentants d'autres

⁶¹ Michel Lacroix, « Littérature, analyse de réseaux et centralité... », p. 486.

⁶² Philippe Dujardin, « De l'histoire à la sociologie: tours, détours, retours ? », dans Nicole Racine et Michel Trébitsch. *Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux*, Paris, Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent, 20 (1992) : 27.

⁶³ Lewis A. Coser, *Books : the Culture and Commerce of Publishing*, États-Unis, Basic Books Inc., 1982, 397 p.

maisons d'édition? Quel type de relations avez-vous avec les auteurs que vous publiez? Est-ce que plusieurs sont vos bons amis? Se connaissent-ils entre eux? Ensuite, les réponses sont consignées dans l'ordinateur et un programme permet de reconstituer les réseaux sociaux. Les individus nommés par deux personnes interrogées ou plus sont retenus pour l'analyse. Une telle démarche permet de calculer la densité des réseaux et de comprendre la dynamique des différents cercles sociaux d'après les ressources échangées.

Ce type d'analyse n'est pas accessible aux historiens et littéraires qui se penchent sur des réseaux du passé. Ces derniers présentent donc un défi important pour le chercheur qui souhaite les circonscrire et observer les échanges de ressources. « Comment combiner analyse de réseau et travail sur les sources historiques, voilà une question absente du répertoire habituel d'interrogations, mais qui doit être posée, si l'on souhaite passer de la sociologie du contemporain à une sociologie historique⁶⁴ », affirme Michel Lacroix. De même, Michel Forsé notait en 1991 que peu de recherches avaient été consacrées à des réseaux dynamiques, démontrant leur évolution dans le temps⁶⁵. Quinze ans plus tard, des travaux ont permis de trouver des outils méthodologiques pour analyser les réseaux du passé, qui demeurent toutefois plus difficiles à cerner. Les études en histoire littéraire mettent en relief différentes stratégies que j'exposerai brièvement avant de présenter ma propre démarche.

⁶⁴ Michel Lacroix, « Littérature, analyse de réseaux et centralité... », p. 483-484.

⁶⁵ Michel Forsé, « Les réseaux de sociabilité: un état des lieux », *L'Année sociologique*, 41 (1991): 264.

1.3 LES LITTÉRAIRES ET LES STRATÉGIES D'ANALYSE DES RÉSEAUX

Pour parvenir à étudier un réseau disparu, il ne faut pas tenter de saisir l'ensemble de celui-ci, mais une portion significative correspondant à une problématique particulière. L'une des approches privilégiées est de choisir un lieu de sociabilité publique (journal⁶⁶, maison d'édition⁶⁷, librairie⁶⁸, académie⁶⁹, association d'auteurs⁷⁰, etc.) ou semi-publique (revue⁷¹). À partir de cet espace donné, il est possible de mieux voir qui gravite autour, comment se forge le réseau et comment il sert les intérêts de ses membres. De cette façon, le chercheur a accès à une portion précise d'un réseau littéraire, c'est-à-dire les personnes qui fréquentent le lieu déterminé et qui, dans ce cadre particulier, mettent en commun des ressources. Pour illustrer ces cas, abordons deux exemples qui mettent en scène des espaces différents et traduisent bien cette tactique d'analyse voulant qu'un espace de sociabilité soit ciblé et présenté comme un contexte favorable aux échanges, dynamisant pour un réseau.

⁶⁶ Chantal Savoie, « La page féminine des grands quotidiens montréalais comme lieu de sociabilité littéraire au tournant du XX^e siècle », *Tangence*, 80 (hiver 2006) : 125-142.

⁶⁷ Christine Tellier, *Autour de l'Hexagone naissant : lieux, milieux, réseaux*, thèse de doctorat en études françaises, Université de Montréal, 2001; Isabelle Boisclair, « La maison d'édition: lieu(x) de rencontre... »

⁶⁸ Frédéric Brisson, « La librairie au début du XX^e siècle: L'édification d'un réseau d'influence par le commerce du livre », dans *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec...*, p. 189-226.

⁶⁹ Christophe Charle, *La crise littéraire à l'époque du naturalisme. Roman, théâtre et politique. Essai d'histoire sociale des groupes et des genres littéraires*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1979; Alain Viala, *Naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Éditions de Minuit, 1985; Daniel Roche, *Les Républicains des lettres : gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1988.

⁷⁰ Daniel Mativat, *Le métier d'écrivain au Québec (1840-1900). Pionniers, nègres ou épiciers des lettres ?*, Montréal, Tryptique, 1996; Chantal Savoie, « Des salons aux annales: les réseaux et associations des femmes de lettres à Montréal au tournant du XX^e siècle », dans *Voix et images (littérature québécoise)*, 2, 80 (hiver 2002) : 238-253.

⁷¹ Nancy Houle, « La Relève, une revue, un réseau », dans *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec*, p. 113-154; Maurice Lemire, « Les revues littéraires au Québec comme réseaux d'écrivains et instance de consécration littéraire (1840-1870) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47, 4 (printemps 1994) : 521-550.

Prenons une librairie montréalaise du début du siècle, Déom, qui met en relation un libraire, des clients de passage et des habitués, qui fréquentent l'endroit comme d'autres se rencontrent dans un café pour discuter. Une étude de Frédéric Brisson⁷² souligne les conseils et services que s'échangent les écrivains qui se retrouvent régulièrement dans ce commerce, par exemple Olivar Asselin signant une préface d'un autre auteur, client régulier de chez Déom. Les sources sont dans ce cas-ci des témoignages de ces hommes de plume et le catalogue du libraire-éditeur, qui laisse entrevoir le réseau d'entraide développé autour de cet espace de rencontres. Brisson parvient ainsi à identifier le noyau des écrivains fidèles qui se retrouvent en ce lieu – et non l'ensemble du réseau littéraire auquel appartiennent ces individus – et à mettre en lumière certaines ressources échangées dans ce cadre.

Le deuxième exemple traite d'un autre lieu de sociabilité, à une autre époque. L'étude d'Isabelle Boisclair⁷³ sur les éditions du Remue-Ménage, évoquée plus tôt dans ce chapitre, montre qu'une maison d'édition est particulièrement propice aux échanges qui donnent vie à un réseau. L'auteure identifie trois occasions favorisant les contacts : le catalogue, le comité de lecture et les activités de promotion. Le premier est davantage un « réseau symbolique », dans la mesure où faire partie d'un même catalogue, c'est partager une communauté d'appartenance et un tel élément commun peut servir de « point de départ aux échanges lors d'une rencontre éventuelle⁷⁴ ». Le comité de lecture, s'il n'offre pas toujours une possibilité de rencontres physiques – les rapports écrits étant souvent privilégiés –, développe au moins un « réseau d'affinités⁷⁵ » qui pourra rendre service aux lectrices et auteures gravitant autour de la maison d'édition Remue-ménage. Enfin, les lancements, comme événements publicitaires, mettent en relation des éditeurs, des auteurs et les

⁷² Frédéric Brisson, « La librairie au début du XX^e siècle... »

⁷³ Isabelle Boisclair, « La maison d'édition: lieu(x) de rencontre... »

⁷⁴ *Ibid.*, p. 163.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 162.

instances de diffusion. Connaître le nom des personnes présentes à un lancement, les membres des comités de lecture et les écrivains recrutés par un éditeur permet donc de poser des hypothèses sur la constitution d'un réseau, à tout le moins un réseau potentiel.

Une deuxième stratégie d'analyse des réseaux littéraires consiste à étudier le réseau personnel d'un personnage influent du milieu, le plus souvent à travers sa correspondance. Les travaux sur les réseaux épistolaires d'Henri-Raymond Casgrain⁷⁶, d'Alfred DesRochers⁷⁷, de Camille Roy⁷⁸ et de Lionel Groulx⁷⁹ en sont des exemples. Dans ce genre d'étude, les lettres sont d'un grand intérêt pour analyser la constitution d'un réseau, son évolution et les avantages qu'en retirent les membres. Le travail de Jane Everett est un bon exemple de cette approche qui consiste à identifier des correspondances d'individus clés du milieu artistique pour mieux saisir les réseaux littéraires d'une époque donnée. L'auteure utilise comme échantillon les lettres reçues et envoyées par DesRochers et Roy, et traitant de littérature. Elle nous présente l'espace épistolaire autour de DesRochers et Roy comme un véritable « marché d'échanges [...] d'informations, de services et d'idées⁸⁰ ». Everett constate que les écrivains espèrent de Roy et de DesRochers une critique favorable, l'intégration à un cercle d'écrivains ou un coup de main pour leur carrière, selon les

⁷⁶ Manon Brunet, « Prolégomènes à une méthodologie d'analyse des réseaux littéraires... »; Vincent Dubost, « La correspondance Casgrain/Rameau ou l'établissement d'un réseau d'échanges diversifiés entre le Canada et la France », dans Manon Brunet, Vincent Dubost, Isabelle Lefebvre, Marie-Élaine Savard. *Henri Raymond Casgrain épistolier. Réseau et littérature au XIXe siècle*, Québec, Nuit blanche éditeur, 1995.

⁷⁷ Richard Giguère, « Sociabilité et formation des écrivains de l'entre-deux-guerres. Le cas des réseaux de correspondance d'Alfred DesRochers », dans *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec*, p. 35-67.

⁷⁸ Jane Everett, « Réseaux épistolaires: le cas du Québec dans les années trente », dans *Penser par lettre* (sous la direction de Benoît Melançon), « Actes du colloque d'Azay-le-Ferron (mai 1997) », Montréal, Fides, 1998, p. 125-144.

⁷⁹ Marie-Pier Luneau, *Lionel Groulx Le mythe du berger*, Montréal, Leméac, 2003, 226 p.

⁸⁰ Jane Everett, p. 137.

contacts et la position de chacun dans le champ littéraire. Elle note aussi un déplacement, durant la décennie 1930, entre le réseau du poète de Sherbrooke et celui du critique de Québec, les nouveaux auteurs se tournant de plus en plus vers le premier, plus jeune et jugé meilleur conseiller. Ainsi, grâce à un corpus de lettres bien ciblé, Everett parvient à palper des réseaux littéraires en tant qu'énergies renouvelables et lieu d'échanges de ressources.

La troisième stratégie pour étudier les réseaux est de suivre à la trace un noyau d'individus à travers les différents cercles et associations qu'ils investissent. L'étude de Chantal Savoie⁸¹ sur les réseaux de femmes de lettres au tournant du XX^e siècle en est un exemple. Pour cerner ces systèmes sociaux, l'auteure identifie quelques lieux de sociabilités : les Dames patronnesses de la Société Saint-Jean Baptiste, les revues *Coin du feu*, *Le Journal de Françoise*, etc. Elle remarque ainsi la présence de têtes dirigeantes, qui cumulent des fonctions dans ces différentes organisations. Ce sont des leaders telles Joséphine Marchand-Dandurand, Marie Gérin-Lajoie, Robertine Barry, qui mobilisent les femmes qu'elles ont côtoyées dans différents lieux de sociabilité littéraire. L'auteure présente ces réseaux comme des bases de recrutement indispensables. Grâce aux réseaux qu'activent Gérin-Lajoie et ses comparses, des militantes et des journalistes ont été appelées à prêter leur plume à des périodiques féminins et à s'engager dans différentes associations. L'auteure conclut que « les bénéfices que les femmes de lettres tirent de la constitution de ces réseaux et de l'apprentissage de leur fonctionnement sont indiscutables⁸². » En identifiant des lieux de sociabilité littéraire qui ont en commun plusieurs individus, un chercheur peut donc mesurer la densité d'un réseau et mieux comprendre la réalisation de certains projets, comme la création d'une revue littéraire, qui sont mis en oeuvre grâce à ce même réseau.

⁸¹ Chantal Savoie, « Des salons aux annales... »

⁸² *Ibid.*, p. 253.

Avant d'expliquer la méthodologie utilisée pour cerner les réseaux de l'entreprise mauricienne, il importe d'évoquer les quelques travaux qui se sont penchés déjà sur le Bien public, puis de montrer la pertinence d'une étude supplémentaire sur le sujet.

1.4 L'INTÉRÊT D'UNE ÉTUDE SUR LE BIEN PUBLIC

D'abord, René Verrette s'est intéressé à l'entreprise dans le cadre d'un mémoire de maîtrise portant sur le régionalisme mauricien des années 1930. L'auteur retrace dans un premier temps les origines du discours régionaliste et évoque les influences majeures de l'abbé Albert Tessier. Verrette examine ensuite comment cette idéologie se manifeste dans la société régionale, que ce soit dans l'élaboration et le déroulement des fêtes du tricentenaire de Trois-Rivières (1934) et au sein de divers périodiques et œuvres littéraires publiés durant cette période. Il est alors question, très brièvement cependant, du journal *Le Bien public*, à l'intérieur duquel se « retrouve l'essentiel du discours régionaliste⁸³ », mais aussi du *Mauricien* et des « Pages trifluviennes », première collection des Éditions du Bien public. L'historien tente enfin d'évaluer le rayonnement du régionalisme mauricien dans les médias, au sein des associations régionales (Société Saint-Jean-Baptiste, Chevaliers de Colomb, Chambre de commerce, etc.) et des institutions (l'Église, le monde de l'éducation et les trois paliers de gouvernement). Dans son mémoire, l'auteur montre bien qu'il existe à Trois-Rivières, durant l'entre-deux-guerres, « un noyau de clercs et de laïcs concernés par l'histoire locale, la littérature et une certaine conception de la culture française. Un groupuscule d'intellectuels diffuse ses points de vue par l'entremise d'une société historique, de la presse trifluviennne et de diverses publications⁸⁴. » À la lecture de cette étude, il apparaît clairement que Clément Marchand, Raymond

⁸³ René Verrette, *Le régionalisme mauricien des années 1930*, mémoire de maîtrise en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, p. 168.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 164.

Douville, Albert Tessier, de même que les individus qui gravitent autour d'eux et du Bien public constituent des animateurs de premier plan de la vie culturelle régionale du temps.

La synthèse d'histoire de la Mauricie met également en vedette ce réseau d'historiens, journalistes et écrivains qui ont investi les différents lieux de la culture (la presse, le cinéma, la production littéraire et artistique, la vie associative culturelle) et ont ainsi grandement contribué à faire connaître la région et son passé⁸⁵. L'ouvrage mentionne aussi les grandes orientations du journal *Le Bien public*, les principales collections de l'éditeur mauricien et quelques éléments biographiques sur chacun des personnages à la tête de l'entreprise. Il s'agit cependant d'informations succinctes tirées des recherches de René Verrette.

Il existe seulement deux brefs rapports de recherche qui se sont intéressés spécifiquement au Bien public. Une brochure d'Éliane Tessier⁸⁶ présente un historique du journal et de la maison d'édition. Une courte étude de Dominique Garand⁸⁷, que Michon reprend en partie dans *l'Histoire de l'édition littéraire au Québec* (volumes 1 et 2)⁸⁸, analyse les différentes séries du catalogue (séries historique, littéraire et religieuse), ainsi que les caractéristiques esthétiques et idéologiques des publications. Bien que Garand prétende faire une « étude historique et sociologique⁸⁹ » du Bien public, l'analyse est tout de même celle d'un littéraire cherchant à déceler les traits de la littérature régionaliste qui sont présents dans les

⁸⁵ *Histoire de la Mauricie* (sous la direction de René Hardy et Normand Séguin), Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 2004, 1137 p. Les parties sur « Les lieux de la culture » (1900-1950) et « À l'ère du produit culturel : production et diffusion » (1950 à nos jours) sont écrites par René Verrette.

⁸⁶ Éliane Tessier, *Le Bien public*, mémoire en bibliothéconomie, Université de Montréal, 1973, 40 p.

⁸⁷ Dominique Garand, *Le Bien public : autonomie et polyvalence d'un éditeur régional*, tapuscrit conservé par le Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec, 1985, 40 p.

⁸⁸ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle*. Volumes 1 et 2...

⁸⁹ Dominique Garand, p. 1.

publications. Les sources utilisées par l'auteur, soit les livres publiés au Bien public et des entrevues avec Marchand et Douville, favorisent par ailleurs ce type d'étude. La correspondance à laquelle j'ai eu accès me permet de développer une tout autre problématique, puisque les lettres peuvent éclairer les réseaux des dirigeants. Par ailleurs, je ne me suis pas penchée sur la valeur relative des œuvres publiées aux Éditions du Bien public afin d'évaluer le capital symbolique dont dispose la maison d'édition à différentes époques. Une telle analyse littéraire du catalogue, qui dépassait me semblait-il mes compétences d'historienne, aurait probablement permis d'affirmer qu'en publiant indifféremment des volumes de psychologie féminine, des ouvrages théologiques et des recueils de poèmes, les Éditions du Bien public attirent surtout des auteurs régionaux et peu d'écrivains de réputation nationale. Je renvoie au travail de Garand pour une étude du catalogue qui intègre ce type de questionnements.

Pourquoi étudier davantage le Bien public, sinon pour ajouter aux connaissances bien minces sur l'édition régionale au Québec et bonifier l'histoire de la Mauricie? D'abord, l'entreprise occupe une place importante parmi les « journaux-éditeurs », c'est-à-dire les « sociétés qui détiennent des journaux [et] mettent souvent leur imprimerie au service de l'édition du livre⁹⁰ ». Selon le Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec, *Le Bien public*, *L'Action catholique* et *Le Devoir* sont les seuls qui, dans ce secteur d'activité, entretiennent « une ligne éditoriale cohérente et soutenue⁹¹ ». Comparativement aux autres journaux-éditeurs, *L'Éclaireur* de Beauceville, *La Patrie* de Montréal, *Le Droit* d'Ottawa, *Le Soleil* de Québec, *Le Canada français* de Saint-Jean-sur-Richelieu et *La Tribune* de Sherbrooke, ils ont aussi produit la plus grande proportion (84%) des titres au cours

⁹⁰ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle*. Vol. 2..., p. 87.

⁹¹ *Ibid.*, p. 88.

des années 1940 et 1950⁹². Par la suite, seul *Le Bien public* continue d'accroître sa production : les deux autres cessent de fabriquer des livres⁹³.

Cette entreprise mauricienne tire également son intérêt de ce qu'elle traverse presque tout le vingtième siècle et qu'elle touche plusieurs métiers du livre. Durant ses 69 ans d'existence, *Le Bien public* et ses presses doivent s'adapter à un vaste éventail de changements sociaux, culturels, politiques et économiques. À ses débuts, en 1909, l'hebdo profite de l'essor de la presse catholique au Québec, puis rencontre des difficultés grandissantes avec l'arrivée des grands quotidiens d'informations. La thèse de Dominique Marquis sur *L'Action catholique* a montré comment ce journal se transforme au fil des ans pour survivre à ses concurrents⁹⁴. L'Église n'étant pas une institution en dehors de la société, les dirigeants du périodique ont dû faire preuve d'une certaine souplesse pour conserver l'intérêt du lectorat. La présente recherche permettra de voir de quelles manières les propriétaires du *Bien public* réagissent devant semblables difficultés. Comment financent-ils l'hebdo ? Pourquoi passent-ils le flambeau à Clément Marchand et Raymond Douville, au début de la crise des années 1930, à l'époque où *L'Action catholique* se dote aussi d'un nombre croissant de collaborateurs laïques ? En abordant la première vie du *Bien public*, propriété de l'évêché, cette thèse souhaite donc enrichir l'histoire de l'Église catholique québécoise et surtout celle de ses périodiques au XX^e siècle, un champ de recherche qui demeure « peu exploré⁹⁵ », selon Dominique Marquis.

Toutefois, l'histoire de la presse ne constitue pas l'axe principal de mon travail. Je me suis intéressée au contenu des éditoriaux et des commentaires s'ils

⁹² *Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle*. Vol. 2..., p. 88.

⁹³ *Ibid.*, p. 87.

⁹⁴ Dominique Marquis, *La presse catholique au Québec : 1910-1940*, thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 1999, 435 p.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 14.

portaient sur l'évolution de l'hebdomadaire (par exemple, lorsque la hausse du nombre d'exemplaires en circulation était signalée aux lecteurs), de la maison d'édition (des critiques de livres parus au *Bien public* et diverses formes de promotion du catalogue) ou de l'imprimerie (l'annonce de nouveaux équipements). Il ne s'agit pas, comme le fait Dominique Marquis, d'un examen approfondi de la pratique journalistique, une approche méthodologique « basée sur le processus de réalisation ou sur la manière de faire un journal⁹⁶ ». Certains éléments associés à cette approche ont été pris en compte, notamment l'évolution du nombre de pages, l'apparition de nouvelles chroniques, la fréquence de parution du périodique et l'ajout de nouvelles polices et fioritures visant à rendre *Le Bien public* plus attrayant. Ces indices allaient permettre d'évaluer la santé du journal. Mais plus que la « manière de faire », c'est l'importance relative des deux directeurs à différentes époques et les collaborateurs de l'hebdo qui ont surtout retenu mon attention. Chaque numéro a donc été consulté pour relever les diverses signatures et voir ainsi évoluer le réseau de rédacteurs, souvent bénévoles, qui participent à la survie du vieux périodique. Il ne s'agit pas non plus d'une analyse de l'idéologie du journal.

La présente thèse se veut davantage une contribution aux études de réseaux et aux recherches en histoire de l'édition. Comme je le disais, la longue période d'activité de l'entreprise mauricienne permet d'observer le comportement d'une maison d'édition régionale dans divers contextes. Par exemple, le véritable envol des Éditions du *Bien public* coïncide avec l'apparition, dans l'entre-deux-guerres, des premiers éditeurs professionnels. En montrant comment Tessier procède pour recruter des auteurs, vendre et publiciser des « Pages trifluviennes », dans les années 1930, on éclaire aussi la naissance du métier d'éditeur au Québec. De même, il sera intéressant de voir comment les nouvelles presses du *Bien public* redonnent de la vitalité à l'entreprise durant la Seconde Guerre mondiale et deviennent une assise

⁹⁶ Dominique Marquis, *La presse catholique au Québec : 1910-1940*, p. 32.

financière solide pour franchir le cap de l'après-guerre, alors que tant d'éditeurs périssent durant cette crise.

J'évoquerai donc au fil de la thèse différents facteurs qui contribuent à la réussite du Bien public, alors que la conjoncture semble plutôt défavorable à d'autres maisons d'édition. Parmi ces facteurs se trouvent toujours, en toile de fond ou à l'avant-plan, les réseaux des trois dirigeants. Les contacts de ceux-ci dans différents milieux n'expliquent en aucun cas à eux seuls la trajectoire de l'entreprise trifluvienne, mais ils constituent une clé fondamentale pour comprendre son étonnante longévité. Par ailleurs, la riche correspondance de Clément Marchand et Albert Tessier permet d'approfondir cet aspect.

1.5 MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de la présente recherche, le Bien public est considéré principalement comme une entreprise qui comprend un journal, une maison d'édition et une imprimerie partageant le même nom. Je m'intéresse également aux périodiques imprimés au Bien public, dans la mesure où plusieurs de leurs collaborateurs font partie des réseaux des trois directeurs. Par exemple, la revue *Marie* est dirigée par un ami de Clément Marchand, Roger Brien. Les *Cahiers des Dix* sont issus d'un groupe qui comprend entre autres Albert Tessier et Raymond Douville. De plus, une proportion importante des premiers membres de la Société des Dix publie une brochure au Bien public dans les années 1930. La revue *Le Mauricien* (*Horizons*), dirigée par Marchand et Douville, reçoit des textes des écrivains les plus en vogue côtoyés par les deux hommes à l'occasion des soirées littéraires. La revue *Le Mauricien médical* contient une partie culturelle dont les textes proviennent presque exclusivement d'individus ayant déjà écrit dans *Le Bien public* ou fait publier un livre à cette enseigne. De plus, certaines séries d'articles sur l'histoire de Trois-Rivières paraissent dans cette publication trimestrielle avant d'être

éditées au Bien public. Ainsi, le catalogue de la maison d'édition mauricienne et les tables des matières des périodiques associés à cette entreprise me serviront surtout à mieux circonscrire les réseaux qui s'activent autour du Bien public.

J'ai choisi en effet de mettre l'accent davantage sur la pluralité des réseaux que sur les frontières servant à délimiter chacun d'eux. Il faut dire que les réseaux de l'entreprise sont constitués des réseaux personnels que mobilise chacun des principaux acteurs (Marchand, Douville et Tessier). Or, un même individu pouvait être à la fois une connaissance de Marchand et un ami de Douville, et les sources historiques ne permettaient pas de mesurer systématiquement la force des liens unissant un acteur à l'un ou l'autre des dirigeants. De même, on ne pouvait pas toujours tracer de lignes franches entre les réseaux qui s'enracinent dans le milieu littéraire et ceux davantage associés au monde politique, religieux ou autres. J'ai donc cherché surtout à mettre en relief l'usage que font Marchand, Douville et Tessier de ce large éventail de relations pour développer des trois facettes de l'entreprise.

Le sociologue Michel Forsé note que les études sur les réseaux sociaux portent principalement sur trois points : leur fonctionnalité, leur forme et le contenu des relations⁹⁷. Certaines, en effet, s'intéressent aux rapports qu'entretiennent différents réseaux (fonctionnalité), relevant par exemple les situations de conflits et de coopération. D'autres se penchent sur les caractéristiques formelles des connexions au sein d'un réseau donné, en montrant, souvent à l'aide de graphes, sa densité, la position relative des acteurs, les groupes sociaux représentés, etc. Enfin, d'autres études proposent d'examiner le contenu des relations, c'est-à-dire les échanges de ressources qui s'opèrent dans un réseau. Cette thèse sur le Bien public s'inscrit dans cette troisième voie.

⁹⁷ Michel Forsé, « Les réseaux de sociabilité: un état des lieux », p. 252-253.

Deux méthodes de recherche sont empruntées pour cerner ces réseaux. D'une part, il s'agit d'explorer la correspondance des trois directeurs, en portant attention aux rôles de chacun dans l'entreprise et aux services échangés à la faveur du Bien public. Dans l'ensemble des lettres reçues et envoyées par les trois hommes, j'ai donc retenu celles qui abordent directement l'entreprise trifluvienne et ses diverses publications, de même que celles qui mettent en relief l'importance des ressources que sont en mesure d'offrir les trois épistoliers, montrant leur influence dans différents milieux. Par exemple, Tessier et Marchand sont appelés à intervenir auprès de Maurice Duplessis pour qu'il redonne un emploi à un membre du réseau. Ce type d'appui, par ailleurs, est souvent accompagné d'un soutien au Bien public. Ainsi, les échanges épistolaires des trois directeurs permettent d'identifier des individus qui, sans faire partie des auteurs associés à l'entreprise mauricienne, participent à la réussite et au développement de celle-ci. Certains, par exemple, ne publient pas un texte ou un ouvrage à l'enseigne du Bien public, mais contribuent à publiciser ces publications et à les distribuer.

Si les lettres donnent accès à des indices subtils, au degré de contribution de plusieurs des acteurs du « réseau Bien public », il faut se référer également à d'autres sources, car ce ne sont pas tous ces individus qui ont correspondu avec les trois directeurs. La deuxième méthode employée pour circonscrire le réseau associé au Bien public est donc de repérer l'éventail d'auteurs qui ont été édités au Bien public ou ont écrit dans les pages des différents périodiques imprimés par la maison d'édition trifluvienne. En procédant ainsi, c'est-à-dire en relevant les individus associés aux différentes instances de sociabilité liées au Bien public, il est possible de voir émerger un noyau de personnes qui multiplient les collaborations. Dans ce groupe, certaines caractéristiques communes ressortent qui sont révélatrices du bassin de recrutement dans lequel les directeurs du Bien public puisent des auteurs. Par exemple, une large proportion de ceux-ci sont d'anciens étudiants du Séminaire de Trois-Rivières.

Pour faciliter la cueillette d'informations et surtout mieux voir les liens entre les membres du réseau étudié, une base de données relationnelle a été élaborée à partir du logiciel Helix. Grâce à celle-ci, les fiches consacrées aux individus sont reliées aux lettres qu'ils ont échangées avec les directeurs du Bien public, de même qu'à la référence des livres qu'ils ont publiés, si c'est le cas, à la maison trifluvienne. De plus, des cases à cocher permettent de savoir, d'un seul coup d'œil, si l'individu a fréquenté le Séminaire de Trois-Rivières, s'il a collaboré à tel périodique publié au Bien public ou s'il a participé aux soirées littéraires en compagnie de Clément Marchand. Grâce à ces champs et aux fichiers liés, il est possible d'évaluer le rôle et l'importance d'un individu dans le réseau du Bien public. Cet outil informatique a aussi l'avantage de permettre le classement des fiches selon différents paramètres. Par exemple, en accédant à la liste des lettres par date, cela permet d'avoir une vision d'ensemble de la correspondance des trois directeurs et d'identifier plus facilement des périodes, des moments clés de l'entreprise trifluvienne.

Voyons maintenant les différentes sources utilisées dans le cadre de cette thèse, leurs apports et leurs faiblesses.

1.6 SOURCES

La correspondance est sans doute la source la plus riche dont je dispose. Les lettres de Raymond Douville, probablement moins abondantes que celles de Marchand et Tessier, sont dispersées dans différents fonds d'archives. Les deux fonds à son nom, au Séminaire de Nicolet (F260) et aux Archives nationales du Québec à Québec (P380), ne contiennent pas de correspondance liée à sa fonction de directeur du Bien public. À Nicolet sont déposés les manuscrits et les notes de ses recherches historiques et à Québec, les échanges épistolaires et les dossiers relatifs à son travail à la Commission des monuments historiques. C'est en consultant les archives de ses divers correspondants, notamment Marchand, Tessier, Maurice

Duplessis et Roger Brien, que j'ai pu repérer une centaine de lettres ayant trait au Bien public.

Pour ce qui est de la correspondance de Clément Marchand, les lettres envoyées par lui sont éparpillées dans différents fonds, mais celles qu'il a reçues sont regroupées dans sa maison, à Trois-Rivières. Marchand m'a donné accès à ces précieux documents. Sauf sa correspondance avec Alfred DesRochers, qui a fait l'objet d'une étude⁹⁸, et celle avec Jacques Ferron, en partie publiée⁹⁹, le courrier du poète trifluvien n'avait jamais été prêté pour une recherche. Environ 500 de ses lettres ont été retenues pour ma thèse.

Enfin, les lettres d'Albert Tessier sont rassemblées dans un fonds volumineux¹⁰⁰ aux archives du Séminaire de Trois-Rivières, qu'il a lui-même fondées. Les documents, regroupés par individu, ont été classés par Tessier. Ce dernier, dans un grand souci de conservation, a inclus dans les chemises une copie de ses réponses, lorsqu'elles étaient jugées importantes. J'ai trouvé également plusieurs lettres de Tessier dans les fonds des écrivains qu'il côtoyait. Au total, près de 1 000 de ces envois et billets reçus ont retenu mon attention.

Aussi riche soit la correspondance comme source pour les études de réseaux, il ne faut pas perdre de vue les limites de ce type de document. En effet, comme l'écrit Michel Lacroix, « si la lettre est le signe d'une relation concrète entre individus, elle est aussi sa mise en scène, sa représentation dans le cadre du genre épistolaire¹⁰¹. » Elle ne permet donc que partiellement de juger de la qualité du lien

⁹⁸ Joseph Bonenfant, « Une emprise réciproque: Clément Marchand-Alfred DesRochers (1931-1949) », *Voix & images*, 46 (automne 1990): 53-63.

⁹⁹ *L'autre Ferron* (sous la direction de Ginette Michaud), Montréal, Fides, 1995, 466 p.

¹⁰⁰ Le fonds 0014 contient 88 boîtes.

¹⁰¹ Michel Lacroix, « Littérature, analyse de réseaux et centralisé... », p. 484.

entre deux individus, de même qu'elle ne témoigne que de quelques-unes des ressources échangées au sein d'un groupe d'individus. Toutefois, considérant que les réseaux historiques « ne sont accessibles qu'au travers de représentations¹⁰² », les échanges épistolaires demeurent la principale voie d'entrée pour leur analyse.

Outre ses milliers de lettres, le fonds Albert Tessier contient aussi, dans les dossiers sur les auteurs édités par cet abbé, des articles de journaux concernant ces publications et, parfois, des factures de l'Imprimerie St-Joseph (1932-1938) et de l'Imprimerie du Bien public (1938...) adressées à Tessier. Près d'une soixantaine ont été retrouvées. Elles indiquent le nombre d'exemplaires produits, le montant exigé, le type de papier et la date du paiement. Ces documents sont d'autant plus précieux que les bilans financiers du Bien public ont presque tous été détruits dans l'incendie de l'imprimerie en 1983.

Ainsi, la période pour laquelle il existe le plus grand nombre de données quantitatives est celle qui va de 1909 à 1933, alors que *Le Bien public* appartenait à la Corporation épiscopale de Trois-Rivières. En effet, les Archives de l'Évêché de cette ville ont conservé les procès-verbaux de la Compagnie du Bien public, ainsi que les livres de recettes et dépenses du journal. Concernant le demi-siècle sous la gouverne de Marchand et compagnie, il ne reste que les états de compte du Bien public pour les années 1953 à 1957 et un survol économique des dépenses et revenus de Tessier entre 1925 et 1967, préparé par lui à l'aide de ses livrets de banque et des factures qu'il avait conservées. Les premiers, disponibles pour seulement quatre années, ne permettent pas de connaître l'état de santé de l'entreprise tout au long de sa vie, mais livrent quelques indices importants sur son fonctionnement et sur le rôle de Tessier. Le survol économique, quant à lui, donne un aperçu de la diversité de ses investissements et permet d'identifier les années de plus grande activité.

¹⁰² Michel Lacroix, « Littérature, analyse de réseaux et centralisé... », p. 484.

Les préfaces d'ouvrages constituent également une source d'informations intéressante. Quand elles ne sont pas écrites par Tessier, démontrant qu'il assume la responsabilité de présenter le volume et d'en souligner la qualité, ce sont les auteurs eux-mêmes qui prennent la plume et racontent la détermination de l'éditeur dans son travail de recrutement. On voit comment l'homme use de ses réseaux pour trouver des auteurs pour la maison d'édition. Les préfaces signées par d'autres individus, souvent des personnes gravitant autour du Bien public, témoignent pour leur part du « réseau symbolique¹⁰³ » que constitue le catalogue de l'éditeur.

En effet, on peut noter des gestes d'entraide, voire des liens d'amitié, chez les écrivains et journalistes associés au Bien public. La correspondance montre qu'ils se lisent et se soutiennent dans la promotion de leurs œuvres. Il faut dire que plusieurs se côtoient dans différents lieux de sociabilité créés par l'éditeur trifluvien, publiant dans les mêmes périodiques imprimés au Bien public, en plus de faire partie du catalogue de l'éditeur. Il s'avère donc important de reconstituer de façon exhaustive la liste des participants à ces diverses publications, pour voir les réseaux prendre forme et mieux dégager les ressources échangées au sein de ceux-ci. Ce travail de repérage des collaborateurs doit être fait puisque les ouvrages de référence sur la presse québécoise¹⁰⁴ n'énumèrent qu'une partie des journalistes ayant écrit dans les différents périodiques retenus.

Enfin, des entrevues avec Clément Marchand et Raymond Douville apportent des informations supplémentaires sur le fonctionnement de l'entreprise et le rôle de chacun dans cette longue aventure. Les deux hommes ont été interrogés en 1985 et 1986 par trois chercheurs du GRÉLQ, Richard Giguère, Jacques Michon et Dominique Garand. Malheureusement, ces entrevues ont servi de prémisses à la

¹⁰³ Isabelle Boisclair, p. 163.

¹⁰⁴ André Beaulieu, Jean Hamelin et al., *La presse québécoise. Des origines à nos jours*, Québec, PUL, volumes 4 (1979) et 7 (1985).

recherche de Garand sur le Bien public plutôt que d'aider ce dernier à approfondir certains aspects déjà traités dans les sources. Les informations ainsi recueillies sont de moindre intérêt, se retrouvant de façon plus précises dans certains documents. De plus, il arrive que les intervieweurs suggèrent les réponses, laissant des doutes sur la valeur des renseignements ainsi obtenus, surtout lorsque Marchand ou Douville disent « oui, oui » et passent immédiatement à un autre sujet. Néanmoins, ces témoignages, auxquels le GRÉLQ m'a gentiment donné accès, m'ont révélé des détails intéressants sur le travail de Raymond Douville aux Éditions Albert Lévêque et sur le contexte des différentes décennies traversées par l'entreprise.

J'ai moi-même réalisé des entrevues avec Marchand entre 2002 et 2006. S'il ne se souvenait pas toujours des dates et des montants d'argent associés à l'histoire du Bien public, il pouvait raconter en détails et avec émotion certains événements marquants de la vie de son entreprise, de même que des anecdotes savoureuses concernant ses amis du monde littéraire. Ces rencontres ont donné vie à certains individus côtoyés seulement à travers la correspondance, du moins de palper la représentation que se fait Marchand, aujourd'hui, des acteurs clés de son réseau. Les renseignements divulgués par l'ancien éditeur, à la parole facile et au regard vif, m'ont permis de me lancer sur de nouvelles pistes de recherche.

Raymond Douville et Albert Tessier sont décédés avant que j'entreprenne cette recherche. Par contre, j'ai pu interroger certains individus ayant gravité autour du Bien public : Claude Létourneau, qui a racheté l'entreprise en 1978; Jean Panneton, dont plusieurs membres de sa famille ont publié à cette maison d'édition ; René Verrette, secrétaire du *Bien public* de 1976 à 1978 ; Denis Vaugeois, fondateur du Boréal Express, une maison d'édition concurrente; Gaston Bellemare, responsable des Écrits des Forges dont les premiers recueils sortent des presses du Bien public; Jean-Louis Boivin, trésorier du *Mauricien médical*, imprimé au Bien public; Marcel Nadeau, collaborateur du *Bien public*.

CHAPITRE II

AVANT LA RELANCE DU BIEN PUBLIC (1909-1933)

Lorsque *Le Bien public* passe aux mains de laïcs dans les années 1930, le journal catholique a célébré son vingt-quatrième anniversaire. Quant à l'abbé Albert Tessier, Raymond Douville et Clément Marchand, ils bénéficient déjà d'un capital social important et, pour les deux premiers surtout, de compétences dans les domaines du journalisme et de l'édition. Il apparaissait donc essentiel, pour comprendre le rôle des réseaux dans le développement de l'entreprise, de connaître le bagage d'expériences et les contacts dont disposent les trois individus avant de prendre en charge *Le Bien public* et la maison d'édition associée. Il importe également de prendre en compte le passé de l'hebdomadaire pour bien saisir les changements qui s'opèrent dans les années 1930, sous la nouvelle direction.

Ce chapitre est divisé en deux grandes parties. La première s'attarde au journal *Bien public* (1909-1933) et à l'imprimerie du même nom (1912-1926). J'expliquerai pourquoi l'évêché abandonne finalement cette tribune, après un quart de siècle d'investissements. La seconde section s'intéresse à Tessier, Douville et Marchand. Il s'agit de mettre en relief, pour chacun d'eux, les expériences professionnelles et les réseaux dans lesquels ils sont insérés avant de s'associer dans cette grande aventure journalistique et éditoriale.

D'abord, voyons comment l'entreprise survit jusqu'aux années 1930, grâce à la protection financière de la Corporation épiscopale, à la détermination de l'évêque François-Xavier Cloutier et à la mobilisation d'un groupe d'individus dévoués réunis autour de ce dernier.

2.1 LA PREMIÈRE VIE DU BIEN PUBLIC

2.1.1 La fondation du journal et de l'imprimerie (1909-1914)

Avant la création du *Bien public* en 1909, le principal journal de la ville était un bi-hebdomadaire, *Le Trifluvien*. Fondé en 1888 par Paul-Victor Ayotte, ce périodique constituait un « porte-parole précieux¹ » du milieu ecclésiastique. Or, il disparaît, vingt ans après sa création, lors du grand feu de Trois-Rivières. Dès avril 1908, Mgr F.-X. Cloutier propose l'implantation d'un journal catholique pour remplacer *Le Trifluvien*². L'idée est renforcée par les écrits du pape Pie X qui, en 1905³, rappelait l'importance de la presse catholique pour combattre l'influence de la presse neutre, faire obstacle au socialisme et diffuser la doctrine sociale contenue dans l'encyclique *Rerum novarum* (1891)⁴. *Le Devoir* (1910) et *L'Action catholique* (1907), fondés à la même époque, s'inscrivent d'ailleurs dans ce mouvement.

Pour organiser la mise en place d'un hebdomadaire, Mgr Cloutier rassemble dans la salle d'étude du Séminaire de Trois-Rivières certains curés et notables. L'avocat Joseph Barnard (1872-1939)⁵, connu pour ses articles politiques dans *Le Trifluvien*, est désigné pour diriger le nouveau périodique, qui paraît pour la première fois le 8 juin 1909. Barnard, fils d'un ancien Zouave⁶, est un fervent catholique. Néanmoins, il devra se rapporter dès 1911 à un conseil de direction s'assurant que le

¹ *Histoire de la Mauricie* (sous la direction de René Hardy et Normand Séguin), Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 2004, p. 804.

² Actes et délibérations du chapitre de la Cathédrale des Trois-Rivières, 9 avril 1908 (25, 2) : 343. (Archives de l'évêché de Trois-Rivières (AETR), Fonds Mgr F.-X. Cloutier)

³ *Il fermo proposito*, encyclique de Pie X, 11 juin 1905.

⁴ En effet, le pape Léon XIII, auteur de cette encyclique, est le premier à avoir souligné l'importance des journaux catholiques. *Rerum novarum* est un texte de référence souvent cité par les apôtres de la bonne presse.

⁵ Barnard a fait son cours classique au Séminaire de Trois-Rivières et des études en droit à l'Université Laval. Il a pratiqué le métier d'avocat à Montréal avant d'ouvrir un bureau à Trois-Rivières en 1902. Il est dès lors chargé de la rédaction politique du *Trifluvien*.

⁶ James Barnard, le père de Joseph, s'est battu à Rome à partir de 1867. (Lettre de James Barnard à Edward Barnard, 19 février 1867, BAnQ-MRC, Fonds Edward Barnard, 3414-7101B)

journal ne « s'écarter jamais du jugement de l'Évêque⁷ ». Mgr Cloutier précise dans une circulaire que *Le Bien public* ne sera pas l'organe du clergé, mais qu'il respectera certains principes moraux édictés par lui⁸. Par exemple, l'hebdomadaire donne son appui au mouvement de tempérance dans de nombreux articles et éditoriaux. Il assure également une bonne visibilité aux œuvres sociales, aux coopératives, aux syndicats agricoles et ouvriers, aux caisses d'épargne et de crédit. Barnard admet qu'il doit s'en remettre à l'évêque pour « ce qui touche de près ou de loin à la religion », mais il soutient que, dans les domaines profanes, *Le Bien public* « ne réclame que le droit qu'ont tous les citoyens, de dire son opinion, de l'établir, de la défendre, de la propager⁹ ».

Jusqu'en 1914, Joseph Barnard est présenté, dans l'en-tête du *Bien public*, comme le rédacteur en chef et l'éditeur-propriétaire du journal. En fait, les deux premières années, la Corporation épiscopale de Trois-Rivières assume entièrement les coûts de l'hebdomadaire. En effet, *Le Bien public* fait alors partie des dépenses extraordinaires de l'évêché. Un premier montant de 2 991,94\$ est investi en 1909 pour lancer le périodique¹⁰. L'année suivante, la Corporation épiscopale débourse la somme de 8 071,78\$ alors que le journal ne lui rapporte que 4 631,78\$¹¹.

D'abord mal informé et croyant que les recettes et dépenses « balancent à peu de choses près », F.-X. Cloutier propose, en décembre 1910, de « vendre le journal au rédacteur actuel et de lui fournir les moyens d'acheter une imprimerie [environ

⁷ « Circulaire au clergé [93] (15 février 1911) », dans Mgr F.-X. Cloutier, *Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.-X. Cloutier*, t.3: 1909-1914, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1914, p. 548.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Le Bien public*, 27 janvier 1916, p. 1.

¹⁰ Cahier de reddition des comptes 1899-1945, p. 43. (AETR, Fonds de la Corporation épiscopale (C.é.))

¹¹ *Ibid.*, p. 46-47.

11 000\$]¹² ». Lorsque Mgr Cloutier constate, quelques jours plus tard, l'état réel des finances du *Bien public*, l'investissement envisagé est remis à plus tard. Le plus urgent est de mobiliser les curés du diocèse pour qu'ils viennent en aide au journal. Dans une lettre pastorale, l'évêque demande à ceux-ci de prendre leurs responsabilités à l'égard de la presse catholique¹³. Pour apporter au *Bien public* le soutien dont il a besoin, Mgr Cloutier suggère ceci. D'abord, les curés sont appelés à percevoir les abonnements et à remettre l'argent à Joseph Barnard. De plus, chacun devrait fournir à l'hebdomadaire, deux fois par mois, des informations sur leur paroisse. Pour cela, un modèle de rapport, avec des questions précises, leur est fourni. L'objectif est d'attiser l'intérêt des populations rurales à l'égard du *Bien public*. Ce lectorat est d'une telle importance qu'une édition spéciale distribuée le samedi et axée sur les sujets agricoles est mise sur pied en 1909, sans succès cependant¹⁴.

Outre un nombre croissant d'abonnements, *Le Bien public* doit obtenir des revenus publicitaires grandissants. En 1911, l'évêque de Trois-Rivières souligne d'ailleurs le caractère fondamental de ces revenus lors d'une assemblée du Chapitre de la Cathédrale: « On s'occupe sérieusement à diminuer les dépenses et à augmenter les recettes, particulièrement par les annonces¹⁵. » C'est pourquoi les commerçants, notables et industriels de la Vallée du Saint-Maurice ont une place de choix dans les lignes publicitaires du journal. Pour les convaincre de choisir *Le Bien public*, l'éditeur affiche le tirage à chaque numéro, dans la partie supérieure gauche de la première page, pour montrer qu'il est en constante augmentation. D'après ces

¹² Actes et délibérations du chapitre de la Cathédrale des Trois-Rivières, 6 décembre 1910 (27, 3) : 352. (AETR, Fonds Mgr F.-X. Cloutier)

¹³ « Circulaire au clergé [92] (7 janvier 1911) », dans Mgr F.-X. Cloutier, *Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.-X. Cloutier*, t.3: 1909-1914, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1914, p. 217-234.

¹⁴ *Le Bien public*, 14 septembre 1909, p. 1.

¹⁵ Actes et délibérations du chapitre de la Cathédrale des Trois-Rivières, 8 février 1911 (28, 1) : 353. (AETR, Fonds Mgr F.-X. Cloutier)

données, le nombre d'exemplaires en circulation serait de 3 050 en mars 1910¹⁶, ce qui constitue déjà un record à Trois-Rivières¹⁷. D'après le répertoire des publications canadiennes, le tirage serait de 5 000 en 1915¹⁸.

Néanmoins, la situation financière du *Bien public* reste fragile. C'est pourquoi, en mai 1911, l'administration est confiée aux imprimeurs du journal, Vanasse & Lefrançois (125 rue du Platon). Pour 65\$ par semaine, ces derniers sont chargés de corriger les épreuves, de solliciter des annonces et de percevoir le prix des abonnements¹⁹. L'entente prévoit également qu'un individu sera présent à des heures déterminées pour répondre au téléphone. La Corporation épiscopale de Trois-Rivières espère ainsi faciliter les échanges avec la clientèle²⁰. Lorsque prend fin ce contrat de cinq mois, F.-X. Vanasse vend à Joseph Barnard tout le matériel de l'imprimerie et l'assortiment de papier, pour un total de 7 000\$, payable en versements de 500\$ par mois²¹. À cela s'ajoute un loyer de 25\$ pour la boutique attenante à l'imprimerie, qui abritera le bureau de rédaction et l'administration du journal. Cette transaction, au terme de l'année 1911, est rendue possible grâce à des recettes (8 935,05\$) qui surpassent les dépenses (5 002,12\$)²², pour la première fois depuis la fondation de l'hebdo.

¹⁶ *Le Bien public*, 22 mars 1910, p. 1.

¹⁷ *Le Journal des Trois-Rivières* n'aurait pas dépassé les 2 800 exemplaires. (*Ibid.*)

¹⁸ *The McKim's Directory of Canadian Publications*, Montréal & Toronto, A. McKim, Limited.

¹⁹ Convention entre Vanasse & Lefrançois et Joseph Barnard, le 12 mai 1911 (AETR, Fonds Bien public (B.p.))

²⁰ *Le Bien public*, 26 mai 1911, p. 1.

²¹ Projet de contrat entre F.-X. Vanasse et Joseph Barnard, le 27 octobre 1911 (AETR, Fonds B.p.). Le contrat est signé le 14 novembre 1911.

²² Cahier de reddition des comptes 1899-1945, p. 50. (AETR, Fonds C.é.)

À partir du 1^{er} février 1912, *Le Bien public* a donc ses propres presses, sous la direction du chef d'atelier Georges Lefrançois²³. Un mois après l'entrée en fonction de l'Imprimerie du Bien public²⁴, le projet d'un bi-hebdomadaire est annoncé²⁵. Or, cette nouvelle édition ne voit le jour que le 7 mai et disparaît aussitôt. Puis, en août, dans sa circulaire au clergé, Mgr Cloutier reconsidère cette option et réfléchit aux meilleurs moyens à prendre pour encourager *Le Bien public* :

L'existence du journal dépend de trois sources de revenus: les abonnements, les annonces, le travail d'imprimerie. Serait-il à propos de revenir à la publication bi-hebdomadaire, à condition d'élever l'abonnement ? Ne serait-il pas possible d'amener au journal les annonces de tout le district ? La vie actuelle du journal, vu les difficultés de recrutement et de perception, repose dans une grande mesure sur l'encouragement donné à l'imprimerie et à la papeterie²⁶.

Dans un éditorial, Joseph Barnard exprime lui aussi les difficultés, pour un journal catholique, de vivre des revenus publicitaires. En effet, ne devant pas dévier de son programme, il ne peut accepter n'importe quelle publicité²⁷. Par exemple, le fait qu'il encourage la campagne en faveur de la tempérance l'amène à interdire la parution de réclames de bières ou de spiritueux²⁸, comme *L'Action catholique* de Québec à la même époque²⁹. Ainsi, à la fin de 1912, la Corporation épiscopale de Trois-Rivières doit admettre que les nouvelles presses du Bien public ne suffisent pas

²³ *Le Bien public*, 25 janvier 1912, p. 1.

²⁴ Ses nouveaux bureaux administratifs sont situés au 3 rue Hart.

²⁵ *Le Bien public*, 29 février 1912, p. 1.

²⁶ « Circulaire au clergé [107] (8 août 1912) », dans Mgr F.-X. Cloutier, *Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.-X. Cloutier*, t.3: 1909-1914, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1914, p. 556.

²⁷ *Le Bien public*, 13 juin 1912, p. 1.

²⁸ La première annonce d'alcool apparaît en 1922 : la bière Beaver de la brasserie Spenard à Trois-Rivières. Par la suite, d'autres boissons alcoolisées s'affichent régulièrement dans *Le Bien public*.

²⁹ Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église. L'Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac, 2004, p. 161.

à régler les difficultés financières de l'entreprise, qui se retrouve encore devant un solde annuel négatif (tableau 2.1)³⁰.

Tableau 2.1 : Recettes et dépenses du Bien public, entre 1912 et 1924

Année	Dépenses ordinaires*	Recettes ordinaires**	Sous-total (\$)	Dépenses extra-ordinaires***	Recettes extra-ordinaires****	Total des opérations (\$)
1912	7 339,56	7 243,85	-95,71			-95,71
1913	10 902,96	9 073,01	-1 829,95			-1 829,95
1914	11 113,71	10 998,75	-114,96		1 728,16	1 613,20
1915	12 271,54	9 901,56	-2 369,98	2 478,13	5 308,51	460,40
1916	12 748,15	13 767,84	1 019,69	3 658,04	2 390,00	-248,35
1917	13 100,64	12 734,76	-365,88	8 274,50	8 640,38	0
1918	13 542,47	13 595,74	53,27	6 891,57	6 838,30	0
1919	22 048,47	24 318,84	2 270,37	11 532,82	9 262,45	0
1920	35 537,73	36 361,69	823,96	21 195,96	20 372,00	0
1921	37 990,74	43 872,62	5 881,88	11 211,68	5 329,80	0
1922	45 628,72	44 060,28	-1 568,44	6 996,75	8 565,19	0
1923	45 835,08	38 017,78	-7 817,30	0,00	7 817,30	0
1924	45 509,88	37 167,72	-8 342,16	0,00	8 342,16	0

* Cette catégorie comprend les dépenses relatives au journal, au magasin et à l'imprimerie, le salaire des employés, le charbon et l'entretien, l'électricité et le téléphone.

** Cette catégorie comprend les revenus tirés des abonnements, des annonces, de l'imprimerie et du magasin (tab. 2.2).

*** Cette catégorie comprend l'achat de presses, l'installation et la réparation de machinerie, l'achat de papier pour un important contrat d'impression, etc. (tab. 2.4).

**** Cette catégorie comprend les prêts de la Corporation épiscopale, les prêts de la caisse, les actions, les dons et les montants obtenus à la suite d'une collecte ou d'une succession (tab. 2.5).

Sources: Cahiers des revenus et dépenses du Bien public (1912-1924) et procès-verbaux de la Compagnie du « Bien public » (1914-1924), AETR, Fonds B.p.

En septembre 1913, une lettre est donc adressée aux curés du diocèse de Trois-Rivières, à la demande de Mgr Cloutier, pour leur demander de faire davantage de propagande en faveur du journal et de son imprimerie. Il est suggéré de solliciter l'aide des « maîtresses d'école » et des « jeunes gens » dans ce travail. Joseph

³⁰ Cahier des recettes et dépenses du Bien public, 1912-1925 (AETR, Fonds B.p.)

Barnard autorise même « une remise de 20% sur tous les argents [*sic*]³¹ » perçus pour les abonnements. Mais ces efforts sont vains, puisque l'année financière de 1913 se conclut finalement par un déficit de 1 829,95\$³². De plus, au cours de cette année-là, l'évêché a dû payer une partie du loyer³³ des bureaux du *Bien public* et prêter 740,61\$³⁴ à Joseph Barnard, pour lui permettre d'honorer sa dette envers F.-X. Vanasse, l'ancien propriétaire de l'imprimerie.

Après cinq ans de vaines tentatives, il devient évident qu'un individu ne peut assumer à lui seul les frais d'une telle entreprise. La Corporation épiscopale, qui a déjà investi beaucoup d'argent dans cet outil de propagande, souhaite désormais partager les risques financiers. La création d'une compagnie répond à ce besoin.

2.1.2 Sous la gérance de la Compagnie du « Bien public » (1914-1925)

La Compagnie du « Bien public », constituée par lettre patente le 1^{er} décembre 1913, vend la moitié des parts à la Corporation épiscopale de Trois-Rivières, soit 225 actions à 100\$, sur un fonds social de 45 000\$³⁵. Deux mois plus tard, la Corporation devient, en tant qu'actionnaire majoritaire, propriétaire du terrain de la rue Hart et de tous les droits de propriété, titres et intérêts du journal *Le Bien public*, incluant la liste des abonnés, l'imprimerie, la machinerie et ses accessoires, la librairie et le fonds de commerce du magasin³⁶. La Corporation s'engage également

³¹ Lettre modèle s'adressant à chaque curé du diocèse, le 8 septembre 1913 (lettre insérée dans le cahier des dépenses de l'évêché, AETR, Fonds C.é.)

³² Cahier des recettes et dépenses du Bien public, 1912-1925 (AETR, Fonds B.p.)

³³ À partir de février 1913, des montants variant entre 8,78\$ et 29\$ par mois sont consacrés au *Bien public*. (Cahier des dépenses de l'évêché, AETR, Fonds C.é.)

³⁴ Il s'agit d'un montant de 240,61\$ en mars 1913 et de 500\$ en octobre 1913. (*Ibid.*)

³⁵ Procès-verbaux des réunions des directeurs de la Compagnie du « Bien public », 4 février 1914 (AETR, Fonds B.p.).

³⁶ Vente par Joseph Barnard en faveur de la Corporation épiscopale de Trois-Rivières, le 5 février 1914 (AETR, Fonds B.p.).

à payer toutes les dettes et obligations de Joseph Barnard en rapport avec l'exploitation de la librairie, de l'imprimerie et du journal.

Ce type d'entente n'est pas sans rappeler la structure mise en place pour la publication de *L'Action catholique* de Québec. En effet, l'archevêché et la corporation épiscopale (l'Action sociale catholique) créent en 1908 la compagnie l'Action sociale ltée. Les deux premiers s'engagent à soutenir le journal, en tant qu'actionnaires importants³⁷ de la compagnie, et cette dernière veille en retour à « assumer les dépenses courantes et [...] à atteindre l'équilibre budgétaire³⁸. » L'Action sociale catholique et l'Action sociale ltée sont donc des « entités légales distinctes », mais entretiennent des relations financières « manifestes »³⁹.

Les affaires de la Compagnie du « Bien public » sont gérées par un bureau composé de sept personnes élues, soit le président J.-Ephrem Paquin (procureur de l'évêché de Trois-Rivières), le secrétaire Joseph Barnard (avocat) et cinq directeurs : le chanoine Prosper Cloutier (curé de Champlain), le chanoine Jules Massicotte, l'abbé J.-Edmond Poisson (curé de Pointe-du-Lac), Anselme Dubé (entrepreneur) et Georges Lefrançois (typographe en chef de l'atelier d'imprimerie). Qui sont alors les actionnaires ? En 1915, sur 50 individus, 30 sont des membres du clergé, incluant les personnes morales, telles que la Corporation épiscopale et les Oblats du Cap-de-la-Madeleine. Trois hommes travaillent pour l'évêché à titre de procureur, vice-chancelier et chancelier. Les autres sont des laïcs, parmi lesquels on retrouve principalement des marchands et des avocats, de même que le typographe du *Bien public*, Georges Lefrançois (appendice A.1, p. 323-324).

³⁷ L'actionnaire majoritaire est l'imprimeur Édouard Marcotte (5 000\$ d'actions). L'Action sociale catholique possède 1 400\$ d'actions et l'archevêché, 1 000\$. (Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église...*, p. 176-177.)

³⁸ *Ibid.*, p. 175.

³⁹ *Ibid.*

À la première réunion des directeurs, Mgr Cloutier libère Joseph Barnard du travail de gérant, qu'il confie par la suite aux abbés Ephrem Paquin (1914), Téléphore Giroux (1915-1919) et Dionis Gélinas (1919-1932). Puis, il souligne à grands traits qu'il détient, comme titulaire de la Corporation épiscopale, la majorité des parts et qu'il entend « s'y faire étroitement représenter⁴⁰ ». L'article 30 des règlements constitutifs explique les liens qui unissent la Compagnie à l'évêché:

Pour tout ce qui concerne la rédaction du journal « LE BIEN PUBLIC », le Bureau de Direction s'en rapportera exclusivement aux décisions prises par le « Comité de la Bonne Presse » présidé par Sa Grandeur Mgr l'Évêque des Trois-Rivières, et affilié à l'Oeuvre de l'Action Sociale Catholique du diocèse. La direction morale, politique et littéraire du dit journal, comme le choix des rédacteurs, relèveront du dit Comité de la Bonne Presse...⁴¹

Notons qu'à Québec, l'Action sociale catholique (la corporation) se réserve aussi un « droit de regard » sur l'embauche du personnel et le contenu du journal⁴².

À Trois-Rivières, Mgr Cloutier et son entourage pouvaient se permettre de jouer les idéologues, puisque la Corporation tenait véritablement les cordons de la bourse. En effet, l'examen des dépenses et recettes de l'évêché montre que le « palais épiscopal » recevait chaque semaine des factures à payer (salaires des employés, téléphone, assurances, taxes, etc.) et des recettes provenant du Bien public⁴³. D'ailleurs, des lettres du gérant de la Compagnie du « Bien public », Dionis Gélinas, adressées vraisemblablement au responsable de la procure de l'évêché, confirment les relations étroites entre les deux entités. Dans ces documents manuscrits, on retrouve les dépenses liées à l'imprimerie et au journal, de même que les recettes perçues et à venir. L'abbé Gélinas demande ensuite au destinataire

⁴⁰ Procès-verbaux des réunions des directeurs de la Compagnie du « Bien public », 1^{er} décembre 1914 (AETR, Fonds B.p.).

⁴¹ Procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires de la Compagnie du Bien public, 4 février 1914 (AETR, Fonds B.p.).

⁴² Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église...*, p. 174.

⁴³ Cahiers de revenus et dépenses de l'évêché (AETR, Fonds C.é.)

« d'acquitter cette facture immédiatement. Notre année fiscale se termine le 31 janvier et nous voudrions, pour cette date, voir rentrer tous nos crédits⁴⁴. »

À quoi sert la Compagnie si la responsabilité financière incombe encore à l'évêché ? En mettant en place une telle structure administrative, avec des détenteurs d'action(s) qui ont à cœur la réussite de leur entreprise, la Corporation épiscopale désirait insuffler un certain dynamisme à l'hebdomadaire et favoriser l'essor des nouvelles presses. En partie grâce à la collaboration de commerçants et de curés de paroisse devenus actionnaires (appendice A.1), les revenus tirés des abonnements connaissent une augmentation en dents de scie entre 1913 et 1916 (tableau 2.2).

Tableau 2.2 : Recettes ordinaires du Bien public, entre 1912 et 1924

Année	Abonnements	Annonces	Imprimerie	Magasin	Divers	Total (\$)
1912	1 869,64	1 857,14	2 912,39	525,18	79,51	7 243,85
1913	2 125,20	2 150,25	3 693,13	1 059,11	45,32	9 073,01
1914	3 537,40	2 235,92	4 066,00	1 057,25	102,18	10 998,75
1915	4 015,57	1 657,71	3 509,84	713,44	5,00	9 901,56
1916	3 676,78	4 024,84	5 225,69	840,53		13 767,84
1917	4 082,59	3 689,44	4 906,40	56,33		12 734,76
1918	4 365,25	4 494,64	4 735,85			13 595,74
1919	4 564,65	6 427,87	13 326,32			24 318,84
1920	4 825,41	9 896,83	21 639,33			36 361,69
1921	6 778,80	11 452,51	25 641,31			43 872,62
1922	6 658,21	11 769,02	25 633,05			44 060,28
1923	4 381,21	11 842,88	21 793,69			38 017,78
1924	6 383,31	9 162,89	21 621,52			37 167,72

Sources: Cahiers des revenus et dépenses du Bien public (1912-1924) et procès-verbaux de la Compagnie du « Bien public » (1914-1924), AETR, Fonds B.p.

Les annonces rapportent pour leur part deux fois plus d'argent au journal en 1916 qu'avant la création de la Compagnie. Par contre, l'imprimerie ne génère pas suffisamment de bénéfices pour compenser les investissements visant à « donner plus

⁴⁴ Lettre de Dionis Gélinas à « Monsieur », le 15 janvier 1923 (AETR, Fonds B.p.)

de satisfaction à la clientèle⁴⁵ », soit l'achat d'une machine à composer (1915) et l'érection d'un deuxième étage à la bâtisse du Bien public (1916)⁴⁶. Dans l'ensemble, le total des opérations de l'année⁴⁷ suit donc une pente descendante entre 1914 et 1916, jusqu'au bilan financier négatif de 1916 (tableau 2.1, p. 48).

Pour rétablir l'équilibre budgétaire, la Compagnie du « Bien public » souhaite recruter un plus grand nombre d'actionnaires et ainsi « augmenter les fonds nécessaires au développement de l'entreprise⁴⁸. ». Un comité de trois personnes est formé à cet effet. Pourtant, déjà le mois suivant, sans attendre les résultats de cette campagne de recrutement, la Compagnie, qui demeure responsable de la publication du journal⁴⁹, cède son actif⁵⁰ à la Corporation, qui la libère alors de ses dettes. En effet, dès 1917, l'évêché s'assure, en ajustant le montant de ses prêts⁵¹ (recettes extraordinaires de la Compagnie), que le bilan annuel des opérations soit toujours nul (tableau 2.1, p. 48). À partir de cette année-là, on peut également remarquer un surplus de l'actif sur le passif, pour la première fois depuis la création de la Compagnie (tableau 2.3).

⁴⁵ Procès-verbaux des réunions des directeurs de la Compagnie du « Bien public », 11 février 1915 (AETR, Fonds B.p.)

⁴⁶ Procès-verbaux des réunions des directeurs de la Compagnie du « Bien public », 10 novembre 1916 (AETR, Fonds B.p.)

⁴⁷ Ce total tient compte également des dépenses extraordinaires (matériaux, équipements et installations) et des recettes extraordinaires (actions, emprunts, dons).

⁴⁸ Procès-verbaux des assemblées générales de la Compagnie du Bien public, 1^{er} décembre 1916 (AETR, Fonds B.p.)

⁴⁹ Lettre à Mgr F.-X. Cloutier, non datée et non signée (AETR, Fonds B.p.)

⁵⁰ Le montant est calculé ainsi : des prêts totalisant 5 977,92\$ et 225 actions à 100\$ (avec les intérêts 25 937,82\$) pour un total de 31 915,74\$. (Entente entre la Corporation épiscopale et la Compagnie du Bien public, le 1^{er} janvier 1917, AETR, Fonds B.p.) Le montant de l'actif est ici légèrement inférieur à celui qui apparaît dans les procès-verbaux de la Compagnie (tableau 2.3). Le mois où le calcul a été effectué peut expliquer cette différence.

⁵¹ Les prêts de la Corporation épiscopale sont à 5% d'intérêt.

**Tableau 2.3 : Actif et passif de la Compagnie du « Bien public »,
entre 1914 et 1924**

Année	Dettes actives*	Dettes passives**	Actif***	Passif****	Actif - Passif
1914	?	?	25 122,63	26 001,16	-878,53
1915	7 621,80	9 687,64	31 912,72	33 162,64	-1 249,92
1916	5 116,88	11 437,44	33 662,38	35 637,44	-1 975,06
1917	6 085,64	4 523,38	32 442,35	28 823,38	3 618,97
1918	9 289,60	10 461,68	34 802,48	28 861,68	5 940,80
1919	23 344,92	22 474,13	47 582,16	40 924,13	6 658,03
1920	34 881,36	37 540,58	65 694,88	55 900,58	9 794,30
1921	20 961,34	42 870,38	65 961,54	61 320,38	4 641,16
1922	17 708,71	51 883,57	65 208,71	70 333,57	-5 124,86
1923	14 845,60	59 492,28	68 721,47	77 942,28	-9 220,81
1924	11 222,26	66 148,56	65 998,13	84 748,56	-18 750,43

* Les dettes actives comprennent la librairie, l'imprimerie, les comptes dus, les abonnements dus, les commandes à livrer et les dépôts à la Banque.

** Les dettes passives comprennent l'emprunt à la Corporation épiscopale, les comptes courants, les intérêts dus, l'argent dû sur le terrain et les actions reçues.

*** L'actif comprend la valeur de l'immeuble en déduisant 5% d'intérêt, la valeur de l'équipement et les dettes actives.

**** Le passif comprend l'argent dû aux actionnaires et les dettes passives.

Source: Procès-verbaux de la Compagnie du « Bien public » (1914-1924), AETR, Fonds B.p.

Pour réduire les coûts de fonctionnement de l'entreprise, deux solutions sont d'abord envisagées : une entente avec une imprimerie de Trois-Rivières ou avec les presses de L'Action catholique de Québec⁵². Les cahiers des revenus et dépenses du Bien public indiquent plutôt la fermeture du magasin en 1917. L'atelier reste en fonction, grâce aux dons (12 900\$) de 28 abbés et chanoines, dont près de la moitié (12) sont des actionnaires de la Compagnie du « Bien public » (appendice A.2, p. 325). Une partie du montant sert à acheter de nouveaux équipements (tableau 2.4). Le reste est utilisé pour rembourser en partie l'argent dû à la Corporation épiscopale (tableau 2.5).

⁵² Lettre à Mgr F.-X. Cloutier, non datée et non signée (AETR, Fonds B.p.)

Tableau 2.4 : Dépenses extraordinaires de la Compagnie du « Bien public », entre 1915 et 1922

Année	Description	Montant	Total (\$)
1915	presse monotype et installation	2 478,13	2 478,13
1916	Alexandre Marineau a/c contrat	2 415,00	3 658,04
	Charles Ed. Hamelin & Fils (fournaise)	200,00	
	presse monotype	967,31	
	installation électrique et trottoir	75,73	
1917	Corporation épiscopale (capital et intérêt)	6 027,00	8 274,50
	presse monotype (paiements mensuels)	1 096,98	
	Alexandre Marineau a/c balance contrat	337,95	
	L.P. Guillet, avocat (cause P. Joachin)	129,80	
	divers	682,77	
1918	machine monotype (paiements mensuels)	1 089,66	6 891,57
	papier pour Annales du Rosaire (Oblats Cap-de-la-Madeleine)	4 435,91	
	divers	1 366,00	
1919	presse	6 463,14	11 532,82
	papier, journal et Annales du Rosaire (Oblats Cap-de-la-Madeleine)	2 220,00	
	monotype, balance ancienne/acompte nouveau	774,92	
	Installation de presses et autres machines	1 003,90	
	North Shore Power	376,00	
	intérêt des emprunts	694,86	
1920	papier pour Annales du Rosaire (Oblats Cap-de-la-Madeleine)	15 289,79	21 195,96
	presse monotype	4 611,77	
	réparations par Anselme Dubé (entrepreneur actionnaire de la Compagnie)	427,06	
	intérêts pour emprunt à la Corporation épiscopale	822,74	
	cause Lambert-Sévigny	44,60	
1921	presse monotype, achat et réparation	8 925,94	11 211,68
	intérêts payés sur emprunt à la Corporation épiscopale	2 166,54	
	réparations par Anselme Dubé (entrepreneur actionnaire de la Compagnie)	119,20	
1922	papier pour Annales du Rosaire (Oblats Cap-de-la-Madeleine)	3 998,68	6 996,75
	presse monotype	1 500,00	
	automobile pour le concours du journal <i>Le Bien public</i>	670,00	
	réparations par Anselme Dubé (entrepreneur actionnaire de la Compagnie)	682,81	
	Charles Ed. Hamelin (fournaise)	145,26	

Sources: Cahiers des revenus et dépenses du Bien public (1912-1924) et procès-verbaux de la Compagnie du « Bien public » (1914-1924), AETR, Fonds B.p.

Tableau 2.5 : Recettes extraordinaires de la Compagnie du « Bien public », entre 1914 et 1924

Année	Prêts de la Corpo*	Prêt de la caisse	Actions	Dons	Succession et collecte	Total (\$)
1914	1 628,16		100,00			1 728,16
1915	4 783,51		525,00			5 308,51
1916	715,00	1 000,00	675,00			2 390,00
1917	1 323,38		1 290,00	6 027,00		8 640,38
1918	6 838,30					6 838,30
1919	8 712,45		50,00	500,00		9 262,45
1920	20 372,02					20 372,02
1921	5 329,80					5 329,80
1922	8 565,19					8 565,19
1923	7 817,30					7 817,30
1924	6 656,28		150,00	200,00	1 335,88	8 342,16
Total	72 741,39	1 000,00	2 790,00	6 727,00	1 335,88	84 594,27

***Corporation épiscopale de Trois-Rivières**

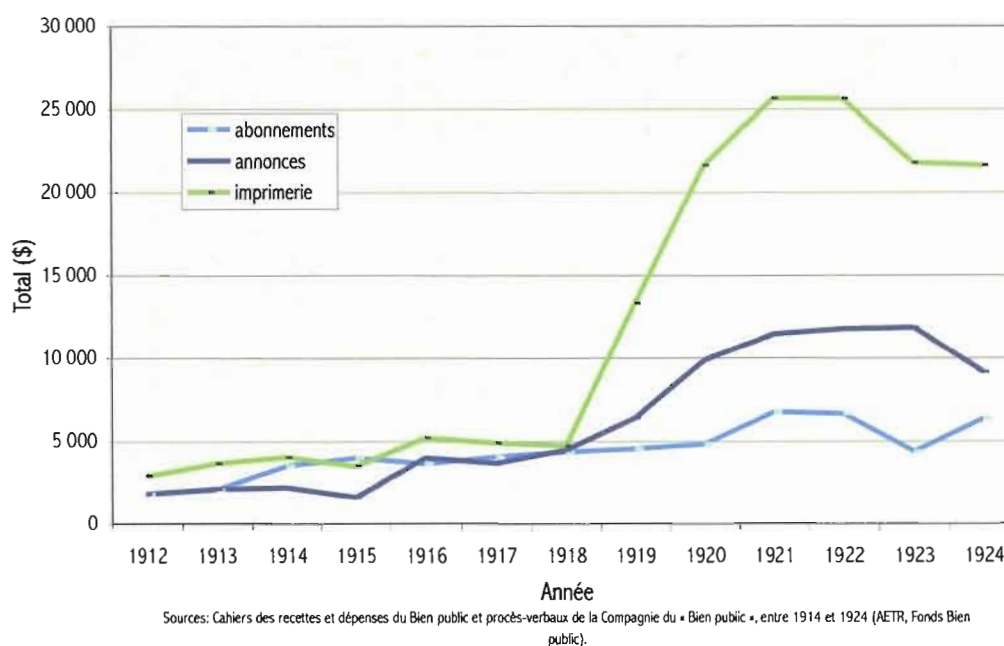
Sources: Cahiers des revenus et dépenses du Bien public (1912-1924) et procès-verbaux de la Compagnie du « Bien public » (1914-1924), AETR, Fonds B.p.

Pour permettre au *Bien public* de survivre, outre le soutien financier constant de la corporation, des actionnaires et des donateurs, il fallait rentabiliser davantage l'imprimerie. À cet effet, on achète en 1919 une presse plus rapide et une plieuse (tableau 2.4, p. 55). Selon Barnard, « cette presse dernier modèle était devenue urgente⁵³ », notamment pour que l'atelier soit plus ponctuel dans la livraison. Muni d'un tel équipement, il pouvait obtenir des contrats intéressants. L'un d'eux s'avère crucial : il s'agit de l'impression des Annales du Rosaire des Oblats du Cap-de-la-Madeleine⁵⁴, qui sont des actionnaires de la Compagnie du « Bien public ». La réalisation de ce travail, qui justifie par ailleurs l'achat d'une nouvelle machine monotype en 1920, permet à l'imprimerie de tripler ses recettes dès 1919 et de connaître une croissance jusqu'en 1922 (figure 2.1).

⁵³ *Le Bien public*, 6 mars 1919, p. 1.

⁵⁴ Procès-verbaux des réunions des directeurs de la Compagnie du « Bien public », 3 novembre 1919 (AETR, Fonds B.p.)

Figure 2.1 : Recettes ordinaires principales du Bien public, entre 1912 et 1924



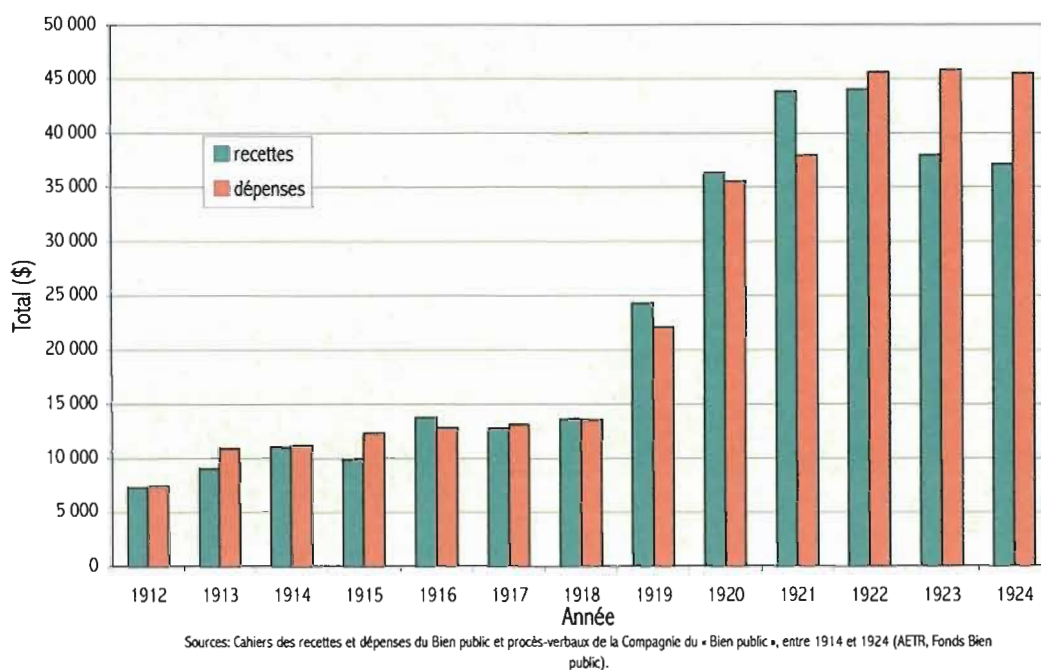
Au cours de cette période, les dépenses liées au salaire des employés triplent également, passant de 7 700,10\$ en 1917 à 24 167,99\$ en 1922. La fin du contrat avec les Oblats aura donc des conséquences dramatiques pour l'atelier d'imprimerie du Bien public. En effet, dès 1922, la Compagnie du « Bien public » fait face à un solde négatif, ce qui n'était plus le cas depuis 1918 (figure 2.2).

Durant les bonnes années de l'imprimerie, quelle est la situation de l'hebdomadaire? Avec la fondation en 1920 d'un premier quotidien d'information à Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, le journal catholique fait face à un solide concurrent. Jusque-là, seul *Le Nouveau Trois-Rivières* (1908) fait office de compétiteur⁵⁵, mais

⁵⁵ Les journaux anglophones et les mensuels ne sont pas considérés comme de véritables concurrents.

son tirage ne dépasse pas 3 000 exemplaires⁵⁶ alors que *Le Bien public* dépasse ce cap dès mars 1910⁵⁷. En 1920, *Le Nouveau Trois-Rivières*, dirigé par Jean-Baptiste Meilleur-Barthe, cède ses actifs au *Nouvelliste*. Joseph-Hermann Fortier (1875-1975), son fondateur, contrôle également *L'Événement* de Québec et occupe la vice-présidence de la Compagnie de publication « La Patrie » de Montréal. *Le Nouvelliste* vise à « donner un support publicitaire à sa chaîne de magasins⁵⁸ », P.T. Légaré, qui vend des meubles et des machines aratoires. Fortier entend plus largement stimuler « l'activité et l'initiative commerciales de la population trifluvienne⁵⁹ ».

Figure 2.2 : Recettes et dépenses ordinaires du Bien public, entre 1912 et 1924



⁵⁶ Ce tirage est atteint en 1919. (*The Canadian Newspaper Directory*, Montréal & Toronto, A. McKim & Company, 1919, p. 137.)

⁵⁷ *Le Bien public*, 22 mars 1910, p. 1.

⁵⁸ *The McKim's Directory of Canadian Publications*, 1921, p. 139.

⁵⁹ *Le Nouvelliste*, 3 novembre 1920, p. 4.

En plus des commerçants et industriels, *Le Nouvelliste* veut séduire un large lectorat et tente de rassurer la population sur ses valeurs catholiques : « nous adhérons aux croyances de nos pères et sommes entièrement soumis aux enseignements de l'Église⁶⁰. » De plus, comme *Le Bien public*, il se présente comme un journal d'information, indépendant des partis politiques⁶¹. Ces précisions faites, *Le Nouvelliste* gagne en popularité et surpasse, dès 1924, le tirage du *Bien public*. À noter qu'en 1922, le quotidien engageait deux secrétaires, des solliciteurs et un chef du tirage, Laurent Paradis, pour faire mousser les ventes du journal. Différents concours sont alors organisés. Le journal offre également des primes à l'achat d'abonnements. Quatre mille dollars par année sont consacrés à cette promotion⁶². Le nombre d'exemplaires vendus double entre 1921 (3 750) et 1926 (7 228), puis double encore entre 1926 et 1932 (13 014).

Devant cette percée importante, le journal catholique doit réagir. Il pose un premier geste en prenant la forme durable d'un bi-hebdomadaire de huit pages, à partir du 1^{er} mars 1921. Le contenu ne subit toutefois pas de grandes transformations. On retrouve dans le journal un éditorial en première page; les nouvelles des différentes localités de la région; un coin des dames; une page sportive et une rubrique s'adressant aux agriculteurs. Certaines chroniques nouvelles apparaissent et disparaissent, sans modifier de façon significative la structure générale décrite précédemment et les sujets abordés. D'ailleurs, en 1923, Joseph Barnard convient dans son éditorial que si l'apparence du journal a changé dans les dernières années, il ne peut en dire autant du « fond ». À ce chapitre, affirme-t-il fièrement, « le "Bien public" est resté lui-même depuis quinze ans. Nous avouons qu'il nous en a coûté parfois beaucoup pour qu'il en soit ainsi, et nous pensons

⁶⁰ *Le Nouvelliste*, 20 octobre 1920, p. 4.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Le Nouvelliste, 75 ans de vie régionale, 1920-1995*, Trois-Rivières, Association des retraité(e)s et des aîné(e)s Le Nouvelliste, 1995, p. 102.

d'avoir quelque raison d'en être satisfait⁶³. » Certaines personnes se seraient plaintes qu'il n'y avait pas suffisamment de nouvelles. À cela, Barnard répond que *Le Bien public* n'est pas un quotidien mais un bi-hebdomadaire et que malgré tout, son journal a « souvent la primeur des très récents événements. » Il insiste sur la « large place » consacrée au sport et sur l'intérêt que trouve chaque membre de la famille à la lecture du périodique. D'ailleurs, les publicités qui paraissent à la même époque dans les pages du journal sont révélatrices de l'image que tente de se donner le bi-hebdomadaire. D'un côté, il se dit moralement irréprochable : « Vous voulez un journal que votre femme, vos enfants pourront toujours lire sans danger! Prenez un abonnement au "Bien public"⁶⁴. » De l'autre, il ne veut pas que sa qualité de journal catholique devienne une étiquette réductrice : « Le Bien public n'est pas "une sorte de publication pieuse, uniquement intéressée aux oeuvres de dévotion"⁶⁵. » La diversité des chroniques est ensuite mise en évidence.

Notons que le journal *L'Action catholique* de Québec doit lui aussi s'adapter à la popularité croissante du *Soleil* et de *L'Événement*, et se prêter à des transformations, encore plus marquées à partir du milieu des années 1920⁶⁶. Dans le cas de *L'Action catholique*, la prise en compte des nouvelles exigences du lectorat, qui a accès à des quotidiens d'informations attrayants, se traduit par des rubriques plus variées, notamment une couverture des faits divers et des sports.

Pour survivre à la concurrence du quotidien, il ne suffisait pas au *Bien public* d'offrir un numéro de plus par semaine : il lui fallait mettre en relief ses atouts et courtiser la population. En 1921, une grande campagne est lancée par l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.) de Trois-Rivières pour

⁶³ *Le Bien public*, 12 juin 1923, p. 3.

⁶⁴ Publicité qui paraît le 1^{er} mai 1923 dans *Le Bien public* (p. 3).

⁶⁵ Publicité qui paraît le 1^{er} mai 1923 dans *Le Bien public* (p. 1).

⁶⁶ Dominique Marquis, « Un nouveau combat pour l'Église: la presse catholique d'information, 1907-1940 », *Études d'histoire religieuse*, 68 (2002): 75.

recruter de nouveaux abonnés et amasser des fonds pour la presse catholique, non seulement *Le Bien public*, mais aussi *Le Devoir*, *L'Action catholique*, *Le Droit* et *La Revue nationale*. Deux comités sont constitués pour organiser la propagande⁶⁷. Ils réunissent 39 personnes (appendice A.3, p. 326), dont treize membres du clergé. La moitié d'entre eux (7) sont actionnaires de la Compagnie du « Bien public ». Soulignons également la présence de l'abbé Albert Tessier, alors professeur au Séminaire de Trois-Rivières. Les autres individus sont des notables locaux (médecins, avocats, notaires, banquiers, commerçants, etc.), dont une majorité représente des associations, notamment l'A.C.J.C., les Chevaliers de Colomb et la Chambre de commerce.

De quelles façons pense-t-on gagner l'appui de la population ? Dans un article du *Devoir* écrit par Omer Héroux et repris dans *Le Bien public*, il est dit que la campagne « s'appuie sur une préparation méthodique par le discours [par exemple, une conférence d'Henri Bourassa], le journal, la brochure et la conversation particulière⁶⁸ ». En effet, des propagandistes passent de maison en maison pour recueillir les abonnements et des montants d'argent. Le nom des donateurs est ensuite publié dans les journaux chaque semaine, ainsi que le nombre de nouveaux abonnés par paroisse. Le comité de propagande cesse ses activités en ville le 22 mai 1921, le jour de la fête de Dollard, puis inaugure un mouvement rural pour atteindre l'ensemble du diocèse. Des comptes-rendus de cette campagne paraissent régulièrement. En octobre, Alide Mineau, l'organisateur du comité exécutif, remet un chèque de 1 378,50\$ au *Bien public* et annonce que 851 abonnés ont été recrutés au cours de la dernière année⁶⁹. À la suite de cette campagne, l'éditorialiste estime que le journal a atteint un tirage record de 5 600 exemplaires⁷⁰. On peut d'ailleurs

⁶⁷ *Le Bien public*, 10 février 1921, p. 1.

⁶⁸ *Le Bien public*, 10 mars 1921, p. 1.

⁶⁹ *Le Bien public*, 4 octobre 1921, p. 1.

⁷⁰ *Le Bien public*, 9 juin 1921, p. 1.

observer une hausse des revenus liés aux abonnements entre 1920 (4 825,41\$) et 1921 (6 778,80\$)⁷¹.

Pour faire durer cet essor, *Le Bien public* engage en janvier 1922 Paul Dupuis, ancien agent d'annonces au *Nouvelliste*, pour diriger un nouveau département de publicité⁷². L'homme organise dès lors des concours, notamment le tirage d'une voiture Ford⁷³ et d'une laveuse électrique, pour inciter les gens à s'abonner. Quatre mois plus tard, le journal catholique annonce l'embauche d'un nouveau représentant, Joseph Desmarais, qui visitera Maskinongé et Saint-Justin pour recruter des abonnés⁷⁴. L'année suivante, *Le Bien public* s'affiche comme un membre en règle de l'« Audit Bureau of Circulation » (ABC), qui recense et vérifie chaque année le tirage de ses adhérents. Puisque *Le Nouvelliste* s'annonçait en 1922 comme le seul journal de la région appartenant à cette organisation, *Le Bien public* s'inscrit lui aussi pour conserver l'attention des annonceurs.

De 1923 à 1925, le bi-hebdomadaire connaît une période de léthargie, qui s'explique probablement par un manque d'argent. Rappelons que la fin du contrat d'impression avec les Oblats du Cap-de-la-Madeleine (p. 57) entraîne en 1923 le retour des déficits financiers pour la Compagnie du « Bien public » (figure 2.2, p. 58). Le manque de vitalité du journal s'observe par l'absence de diversité dans les chroniques, qui reviennent semaine après semaine, presque toujours aux mêmes pages. De plus, les publicités à l'intérieur du périodique sont rares et jamais renouvelées. Il n'y a plus de concours pour favoriser les abonnements ni de campagne de promotion. Étant sans cesse comparé au *Nouvelliste*, le journal

⁷¹ Cahiers des revenus et dépenses du Bien public (1912-1924) et procès-verbaux de la Compagnie du « Bien public » (1914-1924), AETR, Fonds B.p.

⁷² *Le Bien public*, 3 janvier 1922, p. 1.

⁷³ Cette voiture coûte 670\$ à la Compagnie du « Bien public ». (Procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires de la Compagnie du « Bien public », février 1922 (AETR, Fonds B.p.)

⁷⁴ *Le Bien public*, 16 mai 1922, p. 1.

catholique choisit de discréditer son concurrent aux yeux des familles chrétiennes plutôt que de revitaliser son contenu. Par exemple, en mai 1923, dans un encadré apparaissant en première page, *Le Bien public* reproche au quotidien d'encourager la population à fréquenter les cinémas alors que l'évêque désapprouve cette activité⁷⁵.

2.1.3 Une ère de changements nécessaires mais insuffisants (1925-1933)

Il faudra attendre que l'abbé Albert Tessier revienne d'Europe, en 1925, pour sentir les premiers signes d'un réveil, après un long hiver sans surprise. *Le Bien public* présente alors quelques nouvelles chroniques⁷⁶, soulignées à grands traits par Joseph Barnard : « Nos lecteurs pourront constater avec plaisir que de nouvelles rubriques continuent à s'ouvrir dans notre journal. Nous voulons faire du *Bien public* un substantiel journal de famille, et de précieuses collaborations sont en train de nous permettre d'arriver à nos vues⁷⁷. »

À la même époque, le bi-hebdomadaire devient l'apôtre du régionalisme mauricien, mouvement qui encourage une littérature inspirée de la région (son passé, ses personnages, sa faune et sa flore). Selon Pierre Hébert, il y a au Québec une omniprésence des écrits régionalistes durant les années 1920⁷⁸. *Le Bien public* profite de cet essor et multiplie dans ses pages les chroniques sur l'histoire de la Vallée du Saint-Maurice, de même que les textes de poètes locaux. L'abbé Tessier, leader du mouvement dans la région et collaborateur du *Bien public*, justifie cet intérêt croissant pour l'histoire et la littérature régionale par l'approche des fêtes du tricentenaire de Trois-Rivières (1934), qu'il convient de préparer de longue date. Le lancement précoce de ces préparatifs constitue également une stratégie consciente

⁷⁵ *Le Bien public*, 3 mai 1923, p. 1.

⁷⁶ Les faits divers, les mots croisés, les chroniques « À travers le monde » et « La grande et la petite histoire » sont des exemples de nouveautés.

⁷⁷ *Le Bien public*, 3 novembre 1925, p. 1.

⁷⁸ Pierre Hébert, *Censure et littérature au Québec. Des vieux couvents au plaisir de vivre 1920-1959*, Montréal, Éditions Fides, 2004, p. 63.

d'offrir aux lecteurs du bi-hebdomadaire une saveur renouvelée. En 1926, dans une lettre pastorale aux membres du clergé, Mgr F.-X. Cloutier note d'ailleurs: « Tous se plaisent à reconnaître que le "Bien Public", depuis plusieurs mois, est devenu plus attrayant et plus varié⁷⁹. »

Or, ces changements, aussi nécessaires soient-ils, ne redonnent pas à l'entreprise sa santé financière. Les actionnaires se réunissent en mai 1925 pour « considérer la situation générale de la Compagnie⁸⁰. » La première option envisagée est de louer l'équipement du Bien public aux imprimeurs Turcotte & Bergeron, tout en conservant une part des profits. La proposition de la Compagnie du « Bien public » prévoit ceci :

...usage de l'immeuble, des ateliers, presses, machines, etc. du Bien public avec charge de payer les taxes, entretien, réparations, assurances, etc.; 10 à 15% des recettes brutes sur impression sont remis au BP [Bien public]; MM. T&B [Turcotte & Bergeron] éditent (impriment avec leur papier, expédient, administrent) le BP à leur frais, 2 ou 3 fois la semaine, 6 ou 8 pages; ils retiennent tout le produit des annonces et abonnements⁸¹.

Aux yeux des actionnaires, un tel contrat mettrait fin aux déficits. De plus, il s'agit d'imprimeurs trifluviens, qui de surcroît ont déjà une bonne clientèle. L'offre de la Compagnie du « Bien public » est toutefois rejetée par Émile Turcotte et Philippe A. Bergeron, qui la jugent insensée : « il est moralement impossible de faire un succès financier avec une entreprise comme la vôtre; et pour ce dire, nous nous basons sur le capital investi, le personnel employé et les résultats déjà obtenus. Il serait même oisif de croire qu'un ou des intéressés puissent mener l'entreprise à bien avec le même outillage⁸². » Turcotte & Bergeron proposent plutôt d'acheter une

⁷⁹ *Le Bien public*, 3 novembre 1925, p. 1.

⁸⁰ Lettre de Joseph Barnard aux actionnaires de la Compagnie, 4 mai 1925 (AETR, Fonds B.p.)

⁸¹ Projet de contrat avec les imprimeurs Turcotte & Bergeron (AETR, Fonds B.p.)

⁸² Réponse des imprimeurs Turcotte & Bergeron à l'offre de la Compagnie, le 11 mai 1925 (AETR, Fonds B.p.)

partie du matériel et des machineries du Bien public, « pour quelques milliers de piastres », et d'imprimer le journal à contrat, dans leurs locaux agrandis au besoin. Pour rembourser l'équipement, l'imprimerie donnerait chaque mois 7,5% de son chiffre d'affaires brut.

Or, cette contre-proposition ne convient pas aux principaux actionnaires de la Compagnie. Les directeurs sont alors Mgr J.-Elphège Paquin (président), Joseph Barnard (secrétaire), Georges Lefrançois (chef de l'atelier d'imprimerie), le chanoine François Boulay, les abbés J. Edmond Poisson, Joseph-Guérin Gélinas (préfet des études au Séminaire de Trois-Rivières) et Dionis Gélinas (gérant de la Compagnie)⁸³. Ces individus ont tous participé en 1914 à la fondation de la Compagnie, qui compte désormais 44 actionnaires. Puisque la Corporation épiscopale détient encore la majorité des parts et « qu'elle a comblé le déficit de chaque année par des prêts⁸⁴ », la seule dette de la Compagnie est la somme de ses emprunts. Treize actionnaires, représentant plus des deux tiers du capital, entérinent donc une proposition voulant que la Compagnie cède tous ses droits, biens meubles et immeubles à la Corporation, et qu'elle « cesse ses opérations et soit dissoute à toutes fins que de droit⁸⁵ ». Elle n'a donc plus d'existence légale. Pourtant, jusqu'au changement de propriétaires qui a lieu en septembre 1933, la note suivante continue de paraître dans un encadré, à chaque numéro : « *Le Bien public* est édité par la Cie du Bien public Ltée, dont Mgr Dionis Gélinas est le gérant ». Il semble que la Corporation épiscopale procède ainsi pour éviter de mettre à nu la fragilité du journal et d'apeurer les annonceurs. En fait, pour tout ce qui concerne l'hebdo, elle agit encore au nom de ladite compagnie, même si cette dernière ne possède plus une personnalité juridique lui permettant de faire des emprunts et autres opérations financières.

⁸³ Liste des directeurs de la Compagnie du Bien public en 1924. (AETR, Fonds B.p.)

⁸⁴ Procès-verbaux des réunions des directeurs de la Compagnie du « Bien public », 14 mai 1925 (AETR, Fonds B.p.)

⁸⁵ Procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires de la Compagnie du Bien public, 14 mai 1925 (AETR, Fonds B.p.)

Ainsi, lorsque les sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception prennent possession de l'atelier du Bien public, le 1^{er} mai 1926⁸⁶, l'entente prévoit que « Le journal "Le Bien public" reste la propriété de la Compagnie du "Bien public" et [que] l'impression seule en sera donnée aux Révérendes Sœurs, comme un contrat d'impression ordinaire à tant le numéro [95\$ pour 5 500 copies]⁸⁷. » Pourquoi la Corporation épiscopale choisit-elle de vendre son atelier aux sœurs missionnaires, alors que les franciscains de Trois-Rivières avaient présenté une offre « aux mêmes conditions⁸⁸ »⁸⁹ ? D'une part, les religieuses possèdent une expérience dans le domaine de l'imprimerie. En effet, la création d'ateliers destinés à répandre la saine littérature faisait déjà partie des objectifs de la congrégation⁹⁰. Sa vocation principale, à Trois-Rivières, Québec, Rimouski et Joliette, sera toutefois la prise en charge du Bureau diocésain de l'œuvre de la Sainte-Enfance⁹¹. D'autre part, l'évêché a pu profiter, pendant une période indéterminée, du travail bénévole des sœurs.

⁸⁶ Vente par le « Bien public » en faveur de l'Institut des sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception, le 1^{er} mai 1926 (AETR, Fonds B.p.). Le nouvel atelier, qui prend le nom d'Imprimerie Saint-Joseph, est installé dans les locaux de la rue Hart, puis déménage dès 1927 au 50 Bonaventure.

⁸⁷ L'abbé Dionis Gélinas, Statuts du « Bien public » en rapport avec la Communauté des révérendes sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception, 30 mars 1926 (ASMIC, 612/2130-00). Le coût pour 5 500 copies apparaît dans le compte des sœurs missionnaires adressé à la procure de l'évêché de Trois-Rivières, entre mai 1926 et septembre 1927. (AETR, Fonds B.p.)

⁸⁸ Les deux parties offrent 29 000\$. (Le montant proposé par les sœurs apparaît dans le Cahier de reddition des comptes 1899-1945, p. 128. (AETR, Fonds C.é.). Le même montant est offert par les franciscains : Actes et délibérations du chapitre de la Cathédrale des Trois-Rivières, 14 janvier 1926 (43, 1) : 413. (AETR, Fonds Mgr F.-X. Cloutier))

⁸⁹ Les sœurs s'excusent d'ailleurs auprès des franciscains : « Dans notre désir d'être reçues dans le diocèse de Trois-Rivières, nous avons peut-être eu tort de faire des démarches concernant l'achat de l'imprimerie, sachant que les R.R. P.P. Franciscains en avaient fait de leur côté. » (Lettre de sœur Délia Tétreault m.i.c. au chanoine Léon Lamothe, le 29 janvier 1926, Archives des sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception (ASMIC), *Pensées*, fascicule 10, coll. « D'un pôle à l'autre », 1988, p. 16.)

⁹⁰ « Lettre pastorale [207] annonçant l'établissement des sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception aux Trois-Rivières (19 mai 1926) », dans Mgr F.-X. Cloutier, *Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.-X. Cloutier*, t.5: 1923-1932, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1923, p. 296.)

⁹¹ Dépliant de promotion, s.d., AETR, Fonds des sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception.

En effet, en mai 1926, selon des chroniques qu'elles rédigent presque quotidiennement, il est dit que l'abbé Dionis Gélinas attend qu'un montant soit déterminé par les nouvelles propriétaires de l'atelier pour l'impression du journal⁹². En août, aucune entente n'ayant été signée, la Mère supérieure demande à la responsable de l'atelier d'insister auprès de l'abbé Gélinas sur les « dépenses considérables » qu'elle doit faire, afin que la procure de l'évêché lui donne un « meilleur salaire »⁹³. En décembre, le ton conciliant fait place à la fermeté : « Jusqu'ici je crois que vous n'avez reçu que le salaire des hommes⁹⁴, vraiment les Sœurs ne peuvent travailler gratuitement...⁹⁵ » En attendant que le responsable de la procure remédie à cette situation, la Mère supérieure suggère, pour éviter la « banqueroute », de ne pas entreprendre de nouveaux travaux d'impression. L'argent sauvé par la Corporation épiscopale grâce au travail bénévole des sœurs explique sans doute que le journal n'ait pas été déficitaire en 1926 (figure 2.3). Si, dès l'année suivante, le journal coûte plus cher que ce qu'il rapporte, peut-on penser que les sœurs ont finalement obtenu la rémunération qu'elles souhaitaient ? Une chose est sûre, elles se disent délivrées, à l'automne de 1933, lorsque l'atelier du *Nouvelliste* accepte d'imprimer *Le Bien public*⁹⁶. Il faut dire que la congrégation ne se sent plus obligée de produire le journal à partir du moment où l'œuvre de Mgr Cloutier n'est plus gérée par l'administration épiscopale⁹⁷.

⁹² Chroniques des sœurs de l'Immaculée Conception, 13 mai 1926, ASMIC, 612/7600-00/1.

⁹³ Lettre de sœur Délia Tétreault m.i.c. (Mère supérieure) à sœur St-Jean Baptiste m.i.c., 8 août 1926, ASMIC, 612/7600-00/1.

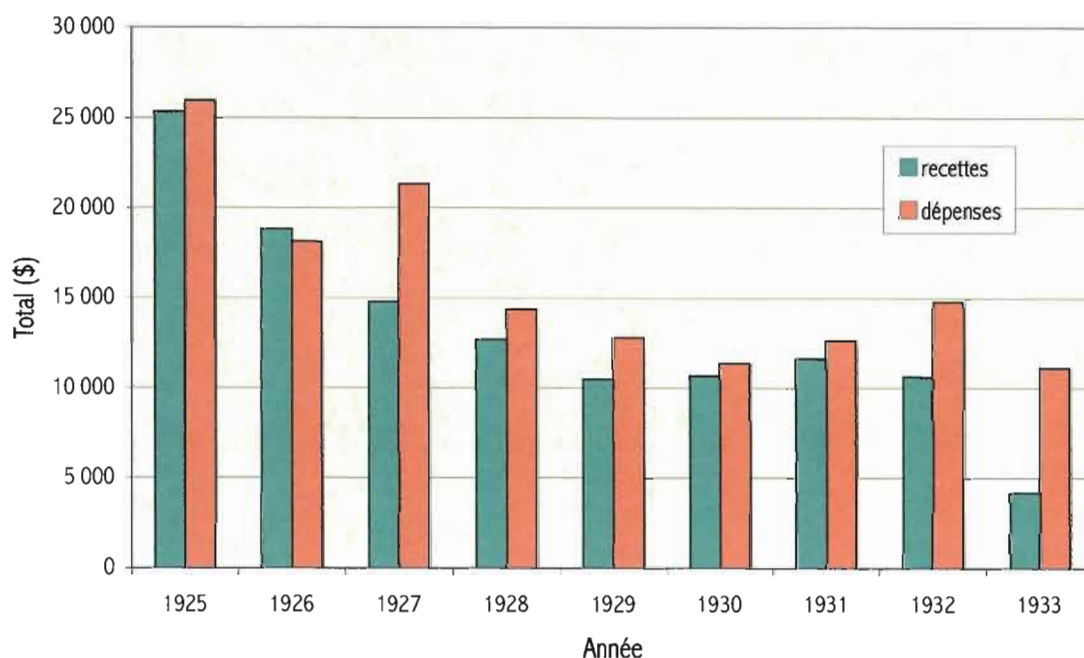
⁹⁴ Un montant de 35\$ par semaine est affecté au « salaire » (des hommes) dès mai 1926. (Cahier des dépenses de l'évêché de Trois-Rivières, AETR, Fonds C.é.)

⁹⁵ Lettre de sœur Délia Tétreault m.i.c. à sœur St-Jean Baptiste m.i.c., 19 décembre 1926, ASMIC, 612/7600-00/1.

⁹⁶ Lettre de sœur Jean de l'Évangéliste m.i.c. à sœur St-Jean Baptiste m.i.c., 11 septembre 1933, ASMIC, 612/7600-00/1.

⁹⁷ Lettre de sœur Marie du Saint-Esprit m.i.c. à Mgr A.-C. Comtois (nouvel évêque de Trois-Rivières), s.d., ASMIC, 612/7600-00/1.

Figure 2.3 : Recettes et dépenses de l'évêché de Trois-Rivières relativement au journal *Le Bien public*, entre 1925 et 1933



Sources: Cahiers des dépenses et recettes de l'Évêché de Trois-Rivières, 1925-1933 (AETR, Fonds de la Coporation épiscopale)

Avec la crise économique qui sévit et les montants importants déboursés au fil des ans pour maintenir en vie la « bonne presse » dans le diocèse de Trois-Rivières, Mgr Cloutier, à qui *Le Bien public* a causé « tant de peines et de soucis⁹⁸ », choisit finalement de se départir du périodique en le léguant à deux jeunes laïcs. Notons qu'en 1934, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, qui appartenait jusque-là au diocèse, est vendu à des hommes d'affaires⁹⁹. À partir de 1930, le quotidien catholique de Québec opère lui aussi des changements vitaux : « Pour faire de L'Action catholique un journal moderne et attrayant, les dirigeants ont un peu mis de côté les anciennes

⁹⁸ Lors d'une visite aux sœurs nouvellement installées à Trois-Rivières, Mgr Cloutier aurait dit cela. (Chroniques des sœurs de l'Immaculée Conception, 6 mai 1926, ASMIC.)

⁹⁹ *Conversation poétique. Correspondance entre Harry Bernard et Alfred DesRochers* (édition préparée par Micheline Tremblay et Guy Gaudreau), Ottawa, Les Éditions David, 2005, p. 304.

collaborations cléricales et ont laissé plus de place aux journalistes dont la pratique se rapproche davantage de celle des grands quotidiens d'information¹⁰⁰. »

L'abbé Tessier raconte dans ses Mémoires avoir suggéré à l'évêque Cloutier d'offrir *Le Bien public* à Clément Marchand et Raymond Douville, qui prendraient la direction du journal avec son aide : « En retour, nous promettons de continuer le journal dans le même esprit. Et l'Évêché n'aurait pas à rembourser les abonnés. Cet argument pesa dans la balance¹⁰¹ ». Il sera question dans la seconde partie de ce chapitre du capital social impressionnant dont dispose le trio Douville-Marchand-Tessier alors qu'ils s'associent dans ce projet.

2.2 LES FUTURS DIRIGEANTS DU BIEN PUBLIC

2.2.1 Albert Tessier

Tessier est un autodidacte dans plusieurs domaines. Prêtre et enseignant au Séminaire de Trois-Rivières, il devient historien amateur, archiviste, photographe, cinéaste, journaliste et éditeur. Le fil conducteur de son apostolat : faire aimer la région de la Vallée du Saint-Maurice, comme l'avait fait l'abbé Joseph-Gérin Gélinas (1874-1927), son professeur d'histoire du temps de son cours classique et son inspirateur. Fin propagandiste, Tessier multiplie les lieux de promotion du régionalisme mauricien. Étant présent sur plusieurs tribunes, il élargit également son réseau. Intéressons-nous d'abord à ce qui lie Tessier au journal catholique trifluvien, une quinzaine d'années avant de fonder les Éditions du Bien public.

¹⁰⁰ Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église...*, p. 202.

¹⁰¹ Albert Tessier, *Souvenirs en vrac*, Trois-Rivières, Les Éditions du Boréal Express, 1975, p. 169-170.

2.2.1.1 Un attachement particulier au Bien public

Après des études classiques au Séminaire de Trois-Rivières, Albert Tessier entreprend en 1916 des cours de théologie et de spiritualité au Grand Séminaire, bâtisse attenante à la précédente institution. En tant que séminariste, il doit occuper une fonction de discipline ou de professorat. L'abbé Gélinas, alors préfet des études, lui confie le poste nouvellement créé de secrétaire-archiviste à la préfecture. Cet emploi l'amène à contrevenir aux règlements du Grand Séminaire lui interdisant de s'intéresser à l'actualité. Devant mettre de l'ordre dans les articles de périodiques rassemblés par son employeur pour ses cours d'histoire, Tessier lit chaque semaine *Le Bien public*, puis devient lui-même collaborateur occasionnel sous des pseudonymes variés¹⁰². Tessier affirme dans ses mémoires : « Je me donnais bonne conscience en me disant que j'aidais la Bonne Presse!¹⁰³ » L'évêque de Trois-Rivières a dû percevoir ainsi la collaboration du jeune prêtre et apprécier ses articles, puisqu'en 1921, Mgr F.-X. Cloutier lui aurait « offert en coulisse » la direction du journal¹⁰⁴. Tessier doit cependant refuser l'offre, l'abbé Gélinas lui ordonnant de se rendre en Europe poursuivre ses études. Après deux ans de théologie à Rome (1921-1922) et deux ans de lettres à Paris (1923-1924), Tessier revient au bercail et devient rapidement préfet du Séminaire. En effet, à l'âge de 32 ans, il est appelé à remplacer l'abbé Gélinas, décédé subitement le 24 janvier 1927.

Dès son retour à Trois-Rivières, Tessier reprend ses écrits dans *Le Bien public*. Le 22 octobre 1925, il inaugure une page consacrée à « La Grande et la Petite histoire », visant à préparer la population de Trois-Rivières au tricentenaire de leur ville, qui aura lieu en 1934. Sous le pseudonyme d'Historicus, Tessier utilise

¹⁰² Dans ses Mémoires, Tessier en énumère quelques-uns : « Laper (La Pérade), Le Tisserand, Glaçon, Le passé, A. du Terroir, Jean Rivard, Je me souviens, Le Dernier des Mohicans, Madelon, Jacques ». Albert Tessier, *Souvenirs en vrac*, p. 73.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 87.

également cette vitrine pour solliciter des documents pouvant enrichir les archives régionales et peut-être recruter des passionnés d'histoire pour une future société historique. Lorsque celle-ci est fondée, en mai 1926, les conférences de ses membres sont systématiquement reproduites dans *Le Bien public* et les événements patronnés par l'association trouvent de nombreux échos dans le journal. Pour donner un rayonnement à la société d'histoire, Tessier contacte également ses amis journalistes, notamment Omer Héroux¹⁰⁵, ancien étudiant du Séminaire de Trois-Rivières et rédacteur en chef du *Devoir*, qu'il présente dans les pages du *Bien public* comme un homme qui « a gardé le culte de sa petite patrie¹⁰⁶ ».

Grâce à une participation régulière et aux soins qu'il porte au *Bien public*, Tessier semble gravir les échelons. De simple chroniqueur écrivant sous de faux noms, il devient un collaborateur bien connu signant Albert Tessier ou A.T. À partir de 1932, il paraît même accéder à un poste de direction au journal, puisque cette année-là, le poète Alfred DesRochers, alors chef de la publicité à *La Tribune*, le remercie d'avoir mis son journal sur la liste de distribution du *Bien public*¹⁰⁷. Les lettres que lui adresse Edmond Cloutier, gérant général du *Droit*, vont également en ce sens. En effet, en novembre 1932, il s'adresse à Tessier pour lui proposer de fournir au *Bien public* une matière de base qu'il paierait¹⁰⁸. Puis, en septembre 1933, Cloutier s'assure auprès du préfet du Séminaire que *Le Droit* demeure sur la liste de distribution du *Bien public*¹⁰⁹.

¹⁰⁵ Natif de Saint-Maurice de Champlain (1876), il a fait son cours classique au Séminaire de Trois-Rivières et a commencé sa carrière de journaliste au *Trifluvien*, avant de travailler pour différents journaux, à Montréal et à Québec (*Journal de Montréal*, *La Patrie*, *La Vérité*, *L'Action catholique*, *Le Devoir*).

¹⁰⁶ *Le Bien public*, 19 juillet 1928, p. 5.

¹⁰⁷ Lettre d'Alfred DesRochers à Albert Tessier (A. Tessier), le 20 juin 1932, Archives du Séminaire de Trois-Rivières (ASTR), Fonds A. T., 0014-P1-85.

¹⁰⁸ Lettre d'Edmond Cloutier à A. Tessier, le 21 octobre 1932, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-64.

¹⁰⁹ Lettre d'E. Cloutier à A. Tessier, le 29 septembre 1933, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-64.

Au début des années 1930, l'abbé Tessier est donc un collaborateur important du journal, voire l'une des têtes dirigeantes, et il tient à sa survie : « J'étais attaché au *Bien Public* depuis plus de vingt ans. Il était un peu mon journal¹¹⁰. » Lorsqu'il suggère à Mgr F.-X. Cloutier de donner le périodique à deux individus en qui il a confiance, l'évêque y voit certainement un avis éclairé. Non seulement Marchand et Douville assureraient-ils la pérennité du journal, mais ils laisseraient à Tessier la manœuvre dont il a besoin pour promouvoir l'histoire régionale et développer le secteur éditorial de l'entreprise. Douville est son petit cousin¹¹¹, en plus d'être un passionné d'histoire. Marchand, qui a été son élève au Séminaire, lui doit son intégration aux cercles littéraires, des encouragements à écrire et peut-être son emploi au *Bien public*. Avec ces jeunes hommes à la tête du journal, Tessier pourrait disposer encore de cet outil de propagande, sans les responsabilités exigées par le poste de directeur. Le temps ainsi gagné serait investi dans l'édition. Voyons à présent les compétences d'éditeur développées par Tessier avant de mettre sur pied la collection « Les Pages trifluviennes » dans les années 1930.

2.2.1.2 Ses premières expériences de l'édition

Au début du XX^e siècle, un éditeur cumule plusieurs fonctions. Il repère des auteurs, propose des améliorations aux manuscrits, cherche du financement et des points de vente, s'assure d'une bonne publicité dans les périodiques ou à la radio. Albert Tessier expérimente ces diverses tâches à quelques reprises dès sa jeune vingtaine, parfois pour des ouvrages dont il était l'éditeur officiel, d'autres fois de façon bénévole, à titre de conseiller littéraire.

Alors qu'il était encore séminariste, au moins deux auteurs ont permis à Tessier de s'initier au travail d'éditeur et de propagandiste. D'abord, Michelle

¹¹⁰ Albert Tessier, *Souvenirs en vrac*, p. 170.

¹¹¹ Leurs grand-mères étaient sœurs. (R. Douville, entrevue réalisée par Jacques Michon et Dominique Garand à Québec le 28 février 1986, AGRELQ, chemise *Bien public*.)

Le Normand lui offre l'occasion d'une « première expérience réussie de propagande littéraire canadienne¹¹². » En 1916, Tessier, qui lisait déjà les billets hebdomadaires de l'auteure dans *Le Devoir*, achète son volume *Autour de la maison*. Ce livre étant pour lui une révélation, il propose à l'écrivaine d'en vendre 100 exemplaires à son entourage. Deux mois plus tard, mission accomplie, il lui envoie un chèque. Par la suite, Michelle Le Normand fera de Tessier l'un de ses conseillers littéraires. Nous verrons au cours des prochains chapitres qu'un lien durable s'établit alors entre lui et la journaliste.

Puis, à sa sortie du Grand Séminaire, Tessier publie à l'enseigne de la Compagnie du « Bien public » le recueil de son ami et ancien confrère de classe Louis-Georges Godin, *Les « Dicts » du Passant* (1921). Ce volume rassemble les « billets du jeudi » parus dans l'hebdomadaire catholique trifluvien. À propos de cette première aventure dans le domaine de l'édition, Tessier note dans ses Mémoires : « L'ouvrage ne connut pas un succès foudroyant, mais les recettes me permirent de payer les frais d'impression!¹¹³ » Il faut dire que le livre a bénéficié de la politique d'encouragement du secrétaire provincial Athanase David. *Le Bien public* remercie en effet ce dernier « d'avoir fait une belle part des subsides destinés à l'achat de livres de prix¹¹⁴ à l'ouvrage de notre collaborateur "Le Passant"¹¹⁵. »

Cette année-là, Tessier part étudier en Europe. À son retour, quatre ans plus tard, il multiplie les expériences pertinentes à l'apprentissage du travail d'éditeur, notamment au sein de la Société d'histoire régionale, qu'il fonde en 1926. Secrétaire de cette organisation, il réunit autour de lui 47 individus. De ce nombre, huit travaillent avec lui au Séminaire de Trois-Rivières et neuf ont été actionnaires de la

¹¹² Albert Tessier, *Souvenirs en vrac*, p. 71.

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ Il s'agit de livres servant de prix de fin d'année pour distribution dans les écoles.

¹¹⁵ *Le Bien public*, 1^{er} septembre 1921, p. 1.

Compagnie du « Bien public ». La moitié (26) sont des clercs. Les autres membres se recrutent principalement parmi les professionnels de Trois-Rivières (médecins, avocats, notaires, etc.). Les Éditions du Bien public trouveront au sein de ce groupe d'historiens amateurs un bassin d'auteurs.

Avant de diriger cette nouvelle maison d'édition, Tessier s'exerce en publiant les meilleurs travaux de la Société d'histoire régionale sous la forme de fascicules. En 1928, un premier cahier est publié. Il s'agit de *La naissance des Trois-Rivières* (1928), écrit par Montarville Boucher de la Bruère. L'auteur travaille alors aux Archives publiques du Canada (Montréal) et fait partie de la Société historique de Montréal. Pierre Boucher étant l'un de ses ancêtres, l'historien a probablement un attachement particulier pour la ville qui fêtera prochainement son tricentenaire. Il accepte donc l'invitation de Tessier de préparer une étude sur Trois-Rivières¹¹⁶. Un mois plus tard, le conférencier donne le feu vert pour la vente de la brochure et sa publication dans les pages du *Bien public*¹¹⁷. À titre d'éditeur, Tessier propose une typographie, fait les corrections d'épreuve et écrit une introduction. Il assume également les frais d'impression¹¹⁸, sauf pour les 50 exemplaires de luxe, payés par l'auteur¹¹⁹. Sur un total de 1 028 exemplaires (82,60\$), Boucher de la Bruère suggère à son éditeur d'en offrir 400 au secrétaire de la province, Athanase David, en « lui disant que la vente est au bénéfice de la Société d'histoire, qu'elle a besoin de fonds à ses débuts »¹²⁰. En 1931, Tessier écrit à Maurice Duplessis, député de Trois-Rivières, que le Secrétariat de la province « avait encouragé substantiellement le

¹¹⁶ Lettre de M. B. de la Bruère à A. Tessier, le 13 mars 1928, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-34b.

¹¹⁷ Lettre de M. B. de la Bruère à A. Tessier, le 23 avril 1928, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-34b.

¹¹⁸ Facture de l'Imprimerie Saint-Joseph (9 juin 1938), ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-17a.

¹¹⁹ Lettre de M. B. de la Bruère à A. Tessier, le 3 mai 1928, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-34b.

¹²⁰ Lettre de M. B. de la Bruère à A. Tessier, le 13 juin 1928, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-34b.

Cahier no. I¹²¹. » En fait, sans l'assistance financière du gouvernement et de la Commission scolaire de Trois-Rivières, la Société d'histoire régionale aurait dû « payer elle-même les 9/10 des frais d'impression¹²². » L'éditeur demande alors à Duplessis d'obtenir une aide aussi généreuse pour le cahier de l'abbé Henri Vallée. L'année suivante, Tessier propose cette fois au député d'acheter 1 000 exemplaires de ses *Fastes trifluviennes*, une brochure de propagande parue en collaboration avec la Société Saint-Jean Baptiste et la Société d'histoire régionale et qui traite des fêtes du tricentenaire. Le ton de la lettre montre que Tessier maîtrise déjà l'art de flatter son interlocuteur pour obtenir un service et le tutoiement indique une certaine proximité entre les deux hommes : « si tu peux mettre la main à la roue avec le brio que tu sais déployer quand tu pousses sur quelque chose, je pense que tu pourras rendre de grands services à l'histoire locale et à ceux qui se donnent pour la faire aimer¹²³. » Comme secrétaire de la Société d'histoire régionale, Tessier s'exerce donc à la recherche de financement et de débouchés pour les livres qu'il édite.

Parallèlement à ses tâches au sein de ce groupe, Tessier est appelé à vendre les publications d'amis écrivains, à solliciter du financement pour leurs ouvrages et à les publiciser. En 1927, il vient en aide à l'une des collaboratrices du *Bien public*, Moïsette Olier, qui publie *L'homme à la physionomie macabre* chez Édouard Garand. À la sortie de son livre, l'écrivaine de Shawinigan fait appel au jeune préfet du Séminaire pour qu'il écrive un article sur son roman, qui paraîtrait simultanément dans *Le Bien public* et *Le Nouvelliste*¹²⁴. Tessier ayant accepté spontanément sa demande, elle lui envoie dès le lendemain une douzaine d'exemplaires de son livre

¹²¹ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, le 17 mars 1931, ASTR, Fonds Maurice Duplessis (M.D.), FN-0019-C-09.0916.

¹²² Lettre d'A. Tessier à M. Duplessis, le 24 janvier 1932, ASTR, Fonds M. D., FN-0019-C-09.0916.

¹²³ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, le 24 janvier 1932, ASTR, Fonds M. D., FN-0019-C-09.0916.

¹²⁴ Lettre de Moïsette Olier à A. Tessier, le 20 octobre 1927, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-82.

qu'il vendra auprès de ses proches ou au collège¹²⁵. Puis, Olier le remercie pour une commande de la Commission scolaire de Trois-Rivières qu'elle pense avoir obtenue grâce à lui¹²⁶. Tessier fait également office de conseiller littéraire pour Moïsette Olier qui, heureuse de ce soutien bénévole, prend bonne note des multiples suggestions de son guide : « J'ai envoyé des livres, barbouillé du papier, vu des gens, etc.¹²⁷ » Il en va de même pour son deuxième roman, *Cendres*, qui paraît d'abord sous la forme d'un feuilleton dans *Le Bien public* avant d'être publié aux Éditions Albert Lévesque en 1932¹²⁸. L'exclusivité obtenue par l'hebdomadaire catholique n'est sûrement pas étrangère au travail souterrain de l'abbé Tessier.

En 1928, Tessier joue également un rôle de conseiller auprès du poète Nérée Beauchemin, qui a d'ailleurs admis le rôle fondamental de celui-ci dans l'édition de *Patrie intime* : « sans vous, je ne me serais jamais décidé à publier¹²⁹. » L'abbé trifluvien éclaire Beauchemin sur les questions de droit d'auteur¹³⁰ avant que le recueil soit finalement édité par la Librairie d'Action canadienne-française. Le contrat d'impression revient à l'Imprimerie Saint-Joseph de Trois-Rivières. Il faut dire que plusieurs poèmes ont déjà paru dans *Le Bien public*, œuvre du même atelier. Tessier sert d'ailleurs d'intermédiaire auprès du personnel de l'imprimerie, pour la correction d'épreuves et la typographie¹³¹. De plus, le bureau du préfet constitue l'un des trois points de vente du recueil, après la résidence de Beauchemin et la maison d'édition¹³². Tessier se charge aussi de promouvoir le recueil au Québec et en

¹²⁵ Lettre de Moïsette Olier à A. Tessier, le 21 octobre 1927, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-82.

¹²⁶ Lettre de Moïsette Olier à A. Tessier, le 30 novembre 1927, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-82.

¹²⁷ Lettre de Moïsette Olier à A. Tessier, le 3 novembre 1927, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-82.

¹²⁸ Lettre de Moïsette Olier à A. Tessier, le 14 septembre 1933, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-82.

¹²⁹ Lettre de N. Beauchemin à A. Tessier, le 17 février 1928, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-17a.

¹³⁰ Lettre de N. Beauchemin à A. Tessier, le 16 avril 1928, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-17a.

¹³¹ Lettre de N. Beauchemin à A. Tessier, le 17 février 1928, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-17a.

¹³² *Le Bien public*, 16 mai 1928, p. 1.

France. En effet, en juin 1928, le journaliste français Henri Pourrat écrit à Tessier qu'il vantera *Patrie intime* dans un article¹³³. Enfin, Tessier trouve des fonds auprès du Secrétariat de la province. Dans ses *Souvenirs en vrac*, il raconte que le poète n'avait vendu qu'une cinquantaine d'exemplaires de ses *Floraisons matutinales* en 1897 et ne voulait pas répéter cette mauvaise expérience. Tessier aurait obtenu 250\$ pour des exemplaires de ce premier recueil, restés dans le grenier chez l'auteur, et 500\$ pour le nouveau volume : « Je savais [...] que Nérée Beauchemin n'était pas *du bon côté* en politique. Je rappelai au ministre libéral [Athanasie David] que son père L.-O. David et Nérée Beauchemin avaient participé ensemble à l'inauguration du monument au poète Crémazie¹³⁴. » Une lettre du poète à l'abbé Tessier révèle du moins la garantie d'un montant de 200\$ qui lui serait remis par Maurice Duplessis, député de Trois-Rivières, de la part du secrétaire de la province. Duplessis lui fait d'ailleurs promettre « de ne pas donner de publicité à cet octroi, pour ne pas froisser, dit-il, la sensibilité de ses adversaires politiques¹³⁵. »

Par la suite, plusieurs auteurs font appel à Tessier pour qu'il vende des exemplaires de leurs volumes dans son entourage, notamment aux élèves du Séminaire de Trois-Rivières. En effet, le titre de préfet lui permet de répandre parmi ses collègues et ses étudiants des ouvrages et périodiques. Voici quelques exemples qui illustrent bien ce rôle joué par l'abbé trifluvien à l'intérieur de son réseau intellectuel, notamment pour les autres membres de la Ligue d'Action nationale. Albert Tessier fait partie du comité de relance de la revue *L'Action française* en 1929, puis de la première cohorte de la revue *L'Action nationale* et de la ligue du même nom, en 1933. Au début des années 1930, Tessier offre son aide à trois de ses confrères, Lionel Groulx, Harry Bernard et Joseph-Papin Archambault.

¹³³ Lettre d'Henri Pourrat à A. Tessier, le 17 février 1928, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-103.

¹³⁴ A. Tessier, *Souvenirs en vrac*, p. 148.

¹³⁵ Lettre de Nérée Beauchemin à A. Tessier, 24 avril 1929, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-17a.

Ce dernier s'occupe alors de l'administration et du recrutement des abonnés pour la revue *L'Action nationale*. Il compte sur le préfet pour vanter la publication dans les réunions auxquelles il prend part, dans les pages du *Bien public*¹³⁶ et au Séminaire de Trois-Rivières. En janvier 1933, Tessier demande un coût d'abonnement réduit pour les étudiants mais le périodique ne dispose pas d'une santé financière suffisamment bonne à ce moment-là¹³⁷. Il obtient ce rabais deux ans plus tard, preuve qu'il travaille encore à faire vendre la revue¹³⁸. Si Tessier est d'une grande efficacité dans les murs de son école, J.-P. Archambault le gratifie également du titre de meilleur vendeur auprès des politiciens : « Je vous remercie pour les nouveaux abonnements. Vous avez le record pour les députés¹³⁹. »

Durant les mêmes années, Groulx fait appel à lui pour vendre sa brochure sur Dollard (mai 1932)¹⁴⁰, puis son livre écrit sous le pseudonyme d'Alonié de Lestre (octobre 1932)¹⁴¹. Deux ans plus tard, Tessier lui rend encore ce type de service, puisque Groulx le remercie pour une commande en janvier 1934¹⁴². En échange de cette propagande, le leader du mouvement régionaliste mauricien espère de l'abbé montréalais qu'il participe au concours d'histoire pour le tricentenaire, mais ce dernier prétend que sa santé ne lui permet pas un tel effort¹⁴³.

De son côté, Harry Bernard profite des qualités de propagandiste de Tessier pour faire vendre ses volumes à Trois-Rivières. En 1931, Bernard, directeur du

¹³⁶ Lettre de Joseph-P. Archambault à A. Tessier, le 18 novembre 1932, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-7.

¹³⁷ Lettre de J.-P. Archambault à A. Tessier, le 14 janvier 1933, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-7.

¹³⁸ Lettre de J.-P. Archambault à A. Tessier, le 17 décembre 1934, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-7.

¹³⁹ Lettre de J.-P. Archambault à A. Tessier, le 20 janvier 1933, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-7.

¹⁴⁰ Lettre de Lionel Groulx à A. Tessier, le 8 mai 1932, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-148.

¹⁴¹ Lettre de Lionel Groulx à A. Tessier, le 29 octobre 1932, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-148.

¹⁴² Lettre de Lionel Groulx à A. Tessier, le 13 janvier 1934, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-148.

¹⁴³ Lettre de Lionel Groulx à A. Tessier, le 9 avril 1932, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-148.

Courrier de Saint-Hyacinthe, écrit à son collègue journaliste : « Vous êtes bien aimable et je vous remercie. Mais tâchez de donner au plus vite tous ces livres que vous avez, afin de pouvoir en acheter d'énormes quantités de vos amis. Sinon, que vont faire les écrivains? Vous savez que nous n'avons, nous autres, que nos amis à exploiter¹⁴⁴. » En 1933, conscient des pouvoirs que confère à Tessier son rôle de préfet, Bernard lui demande d'écouler à bon prix des exemplaires comme prix de fin d'année au Séminaire¹⁴⁵. Tessier s'y prête effectivement, puisque l'auteur lui répond : « Si tous les collègues me donnaient autant, je serais plus que satisfait¹⁴⁶. » Nous verrons qu'Harry Bernard, qui se lie également d'amitié avec Clément Marchand et Raymond Douville, demeure jusqu'aux années 1970 un proche du Bien public.

D'autres auteurs sollicitent l'aide de Tessier au début des années 1930, notamment Omer Héroux, qui reçoit son soutien pour la vente de son volume *En Louisiane*¹⁴⁷, et Gérard Malchelosse, historien de Montréal qui publie entre 1918 et 1934 une série de 21 volumes sur Benjamin Sulte (*Mélanges historiques*). Puisque Sulte est un Trifluvien et que ces volumes contribuent au mouvement régionaliste, Tessier achète, à partir de 1931, 200 exemplaires (60\$) de chacun des cinq derniers tomes¹⁴⁸. Il convainc aussi la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières¹⁴⁹ et la commission pédagogique¹⁵⁰ d'acheter ces publications. Étant donné le contenu exclusivement trifluvien de la série, qui prend le nom de *Trois-Rivières*

¹⁴⁴ Lettre d'Harry Bernard à A. Tessier, le 11 février 1931, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-25.

¹⁴⁵ Lettre d'Harry Bernard à A. Tessier, le 11 avril 1933, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-25.

¹⁴⁶ Lettre d'Harry Bernard à A. Tessier, le 25 avril 1933, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-25.

¹⁴⁷ Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 23 novembre 1931, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-3.

¹⁴⁸ Lettre de Gérard Malchelosse à A. Tessier, le 27 avril 1931, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-49.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ Lettre de Gérard Malchelosse à A. Tessier, le 12 mai 1932, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-49.

d'autrefois en 1931, Malchelosse compte énormément sur le support de Tessier, qui devient un conseiller important.

Durant cette même période, Albert Tessier est sollicité par un Français, Léo Leymarie, qui souhaite vendre dans la région mauricienne son livre portant sur les dates importantes de l'histoire de Trois-Rivières. Le préfet du Séminaire trouve pour lui une librairie prête à acheter son volume¹⁵¹. Soulignons que Tessier avait déjà épaulé Leymarie en 1927, alors que ce dernier préparait des célébrations en l'honneur de Pierre Boucher à Paris¹⁵². D'ailleurs, à partir de cette année-là, l'homme qui se passionne pour l'histoire du Québec devient un correspondant de la société historique de Trois-Rivières, puis un collaborateur du *Bien public*, en 1931.

Ainsi, l'abbé Tessier ne découvre pas le travail d'éditeur en lançant les « Pages trifluviennes ». Il a déjà une expérience dans le domaine et de nombreux contacts, à Trois-Rivières mais aussi à l'extérieur de sa région. Nous verrons que les soirées littéraires qu'il fréquente à Montréal, Sherbrooke et Trois-Rivières contribuent par ailleurs à élargir son réseau.

2.2.1.3 *Un intellectuel qui sort de la Mauricie et promeut sa région*

À la fin des années 1920 et dans la première moitié de la décennie suivante, surtout, les poètes, journalistes, éditeurs et critiques se réunissent chez quelques membres de cette communauté littéraire. Parmi les hôtes montréalais, on trouve Jovette Bernier, Émile Coderre, Olivar Asselin, Albert Lévesque et Albert Pelletier. À l'extérieur de la métropole, les réunions les plus fréquentées sont certainement celles organisées par Alfred DesRochers à Sherbrooke, mais Albert Tessier et Clément Marchand proposent eux aussi de recevoir cette faune d'écrivains. À propos de ces soirées, Micheline Cambron affirme avec raison : « Le caractère informel de

¹⁵¹ Lettre de Léo Leymarie à A. Tessier, le 20 juin 1933, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-43.

¹⁵² Lettre de Léo Leymarie à A. Tessier, le 16 février 1927, ASTR, Fonds A. T., 0014-P2-43.

ces rencontres ne doit pas nous tromper, il y a là un véritable réseau d'amitiés littéraires sur l'échiquier duquel Montréal semble un point parmi d'autres et qui place les littératures régionales dans une commune mouvance¹⁵³. »

Lieu de retrouvailles pour les gens de lettres entretenant surtout des échanges épistolaires, occasion de faire connaissance avec les nouveaux venus, tel le jeune poète Marchand, ce type d'événement est axé sur des sujets littéraires, mais il sert aussi à échanger les dernières nouvelles avec les amis plus intimes. Raymond Douville et Clément Marchand, déjà complices à l'aube des années 1930, attendent avec hâte ces veillées¹⁵⁴, même si le contexte ne se prête pas toujours aux confidences. Douville le déplore dans une lettre à son camarade trifluvien: « Je regrette que les maudites exigences de la vie montréalaise ne nous aient pas permis de jaser plus longtemps. Merde à l'avenir de ces réunions d'abâtardis qui nous écrasent le tympan de leurs absurdités et de leur érudition mal digérée¹⁵⁵. » Douville est bien conscient de l'importance de ces soirées, parfois « ennuyeuses », mais combien nécessaires pour rester branché au milieu littéraire et y développer des relations utiles avec les critiques, les directeurs de périodiques, bref les alliés potentiels.

Au début des années 1930, l'abbé Tessier introduit à ces rencontres Marchand, mais aussi Charles-Auguste Saint-Arnaud, éditeur du journal *La Chronique de la vallée du Saint-Maurice*, et le poète Ulric Louis Gingras, membre fondateur de la Société d'histoire régionale de Trois-Rivières¹⁵⁶. Pourquoi Tessier

¹⁵³ Micheline Cambron, « Le concept de littérature régionale » dans *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire* (sous la direction de Fernand Harvey), Québec, IQRC, 1994, p. 151.

¹⁵⁴ Douville est alors secrétaire de l'éditeur Albert Lévesque, à Montréal, et ces soirées sont les seules occasions où il peut voir Marchand.

¹⁵⁵ Lettre de Raymond Douville (R. Douville) à Clément Marchand (C. Marchand), le 25 novembre 1932, Collection personnelle de Clément Marchand (CPCM).

¹⁵⁶ Des individus inconnus sont également du voyage en 1931 : maître Bourbeau et M. Pleau. (Lettre d'Ulric Gingras à C. Marchand, le 14 juillet 1931, CPCM.) Il y avait peut-être d'autres invités

cherche-t-il à élargir la délégation trifluvienne présente à ces réunions littéraires ? Il espère qu'ainsi la région mauricienne, ses publications et ses activités culturelles acquièrent une plus grande visibilité. De plus, à partir du moment où Tessier n'est plus l'unique représentant de cette ville, il devient possible d'organiser des rencontres à Trois-Rivières. Nous ne pouvons affirmer que le préfet du Séminaire agit avec cette intention, mais sa correspondance laisse voir une grande satisfaction lorsque des intellectuels et des littéraires de Montréal et de Sherbrooke se réunissent enfin en Mauricie. En effet, lorsqu'il accueille le groupe de *L'Action française* au Séminaire, pour une réunion, Tessier s'exclame : « Preuve que nous sommes en train de devenir un centre...central!¹⁵⁷ »

La première soirée littéraire se tenant chez Albert Tessier a lieu le 19 septembre 1931. Alfred DesRochers, qui répond positivement à l'invitation¹⁵⁸, promet de s'y rendre avec Albert Pelletier¹⁵⁹. Il est intéressant de noter qu'avec le carton d'invitation, Tessier glisse une copie des *Fastes trifluviennes*, espérant peut-être récolter les idées du groupe d'écrivains qu'il rassemble chez lui. En effet, à la suite de la rencontre de septembre, durant laquelle les fêtes du tricentenaire sont sûrement abordées, DesRochers propose à Tessier d'organiser un concours¹⁶⁰ de poésie en vue du tricentenaire¹⁶¹. En distribuant les *Fastes trifluviennes* à ses invités de marque, Tessier souhaite probablement susciter des discussions dont on entendrait des échos à Montréal et Sherbrooke, lieux de résidence de ses amis journalistes.

de Trois-Rivières aux soirées de Sherbrooke, mais la correspondance retrouvée n'en dévoile pas davantage.

¹⁵⁷ Lettre d'A. Tessier à J.-P. Archambault, le 12 avril 1933, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-7.

¹⁵⁸ Les échanges épistolaires ne mentionnent pas les autres personnes présentes.

¹⁵⁹ Lettre d'Alfred DesRochers à A. Tessier, le 25 juillet 1931, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-85.

¹⁶⁰ Le concours aura bel et bien lieu l'année suivante. (Lettre d'Alfred DesRochers à A. Tessier, le 11 mars 1932, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-85.)

¹⁶¹ Lettre d'A. DesRochers à A. Tessier, le 21 septembre 1931, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-85.

Comment se déroulaient ces réunions littéraires ? Parmi les soirées les mieux connues se trouvent celles organisées par Alfred DesRochers, à Sherbrooke. Les nombreuses lettres que s'échangent Marchand et Douville au début des années 1930, avant de diriger *Le Bien public*, mettent en relief l'importance de ce lieu de rendez-vous. Les rencontres estriennes, qui duraient une partie de la nuit, ont des airs de fête¹⁶². Marchand se souvient que « chez DesRochers, toutes les fenêtres étaient ouvertes et la fumée sortait¹⁶³. » Sur la rue Saint-Georges, dans le nord de Sherbrooke, se réunissaient un petit nombre d'invités sélectionnés, dont Louis Dantin, Robert Choquette, Albert Lévesque, Albert Pelletier, Émile Coderre, Harry Bernard, Gustave Lamarche, Rina Lasnier, en plus des représentants trifluviens. Certains d'entre eux organiseront aussi des soirées chez eux. Tessier ne court pas tous ces événements.

À cette époque, le préfet du Séminaire semble fréquenter surtout, dans la métropole, les membres de la Société historique de Montréal et les intellectuels du groupe de l'Action française. Le réseau qu'il s'efforce de développer et d'alimenter est celui qui contribuera au mouvement régionaliste : les auteurs aptes à publier une page d'histoire mauricienne, les journalistes prêts à les faire connaître, les directeurs de périodiques souhaitant lui donner la parole et les politiciens désireux de financer ses projets. Au début des années 1930, ses expériences et ses contacts font de Tessier la personne toute désignée pour diriger les Éditions du Bien public, à partir de 1932.

Voyons maintenant pourquoi Raymond Douville s'avère pour sa part un candidat de premier choix pour assurer la survie d'un hebdomadaire qui vivote depuis ses débuts.

¹⁶² Richard Giguère, « Alfred DesRochers, animateur littéraire et culturel des années trente et quarante », *Revue d'études des Cantons de l'Est*, 1 (automne 1992): 8.

¹⁶³ C. Marchand, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 20 septembre 2002.

2.2.2 Raymond Douville

Originaire de Sainte-Anne de la Pérade, comme l'abbé Tessier, Raymond Douville fréquente le collège du Sacré-Cœur, dans son village, puis le Séminaire de Nicolet. Il complète ensuite des études en littérature à l'Université de Montréal (1928-1930). Dès 1928¹⁶⁴, Douville, encore étudiant, fait ses premières armes en journalisme au quotidien *Le Nouvelliste*, à Trois-Rivières. Jusqu'à ce qu'il termine ses études, Douville envoie probablement la majorité de ses articles par la poste, avant d'emménager à Trois-Rivières en 1930, pour un an. Dès lors, il fait la connaissance des intellectuels travaillant à la préparation des fêtes du tricentenaire. Albert Tessier lui présente Clément Marchand, encore étudiant du Séminaire, avec qui il établit dès lors un lien d'amitié, palpable dans le ton intime de leurs lettres. Par l'intermédiaire de l'abbé Tessier, Douville rencontre le poète Ulric Gingras, qu'il convie d'ailleurs chez lui, avec Marchand, dès qu'il déménage à Montréal en 1931¹⁶⁵. À ce moment-là, il écrit à son jeune complice : « J'espère [...] retourner quelquefois aux Trois-Rivières, revoir les bons amis que j'y ai laissés. Je me propose d'y aller à la mi-juin. Si tu n'es pas en vacances, je pousserai une pointe vers le Séminaire et j'en profiterai pour aller saluer l'abbé Albert¹⁶⁶. »

Alors qu'il est au service du *Nouvelliste*, Douville entre également en contact avec Maurice Duplessis, député de Trois-Rivières. Après avoir créé une page littéraire mettant à profit sa formation en lettres¹⁶⁷, Douville est rapidement attiré à la section politique du journal. On lui propose en effet de devenir courriériste

¹⁶⁴ Douville écrit à Marchand qu'il a travaillé « deux ans et demi » au *Nouvelliste*. Il aurait donc commencé en 1928. (Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 3 mai 1932, CPCM.)

¹⁶⁵ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 16 janvier 1931, CPCM.

¹⁶⁶ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 21 mai 1931, CPCM.

¹⁶⁷ Louis-Philippe Poisson, *Bibliographie de R. Douville, journaliste et historien*, École de bibliothéconomie de l'Université de Montréal, 1946, p. 6.

parlementaire. Devant pour cela assister aux débats en chambre¹⁶⁸, il développe des relations amicales avec Duplessis. Nous verrons que Douville démontre un appui total à cet ami politicien dès qu'il quitte son poste de journaliste, en 1931.

Cette année-là, Douville devient secrétaire de la maison d'édition dirigée par Albert Lévesque. Il confie à Marchand l'enthousiasme qui l'anime face à cet emploi : « Quant à moi, cette nouvelle situation me plaît au possible. La différence avec ma précédente est comme le jour et la nuit. De belles heures de travail, occupation intéressante, milieu sympathique, tout jusqu'ici m'a souri et je n'ai pas à regretter ma décision¹⁶⁹. » Aux côtés de Lévesque, il apprend comment lire les manuscrits, négocier avec les auteurs, publiciser les publications, etc. Grâce à son travail, Douville fait la connaissance d'un grand nombre d'écrivains, dans les bureaux de la maison d'édition et les soirées de discussion auquel il est convié. Son horaire lui permet également d'écrire son premier livre, *La vie aventureuse d'Arthur Buies*, publié en 1933.

Néanmoins, un an après son entrée au service des Éditions Albert Lévesque, Douville « éprouve un grand désir de retourner au journalisme¹⁷⁰ », qu'il considère comme une « vocation ». Ainsi, dès l'été de 1932, il devient collaborateur du *Bien public*, faisant publier proses et poèmes en quantité. À Marchand, responsable de la page littéraire, il adresse ce commentaire indiquant que les lecteurs mauriciens ont largement profité de sa plume dans les six premiers mois de sa collaboration : « Je suis à la veille de t'envoyer mon compte de droits d'auteur pour mes poésies que tu publies gloutonnement dans le "Mal Public"¹⁷¹. »

¹⁶⁸ Lettre de R. Douville à Maurice Duplessis, le 8 novembre 1932, ASTR, Fonds M. D., FN-0019-C-09.237.

¹⁶⁹ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 21 mai 1931, CPCM.

¹⁷⁰ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 17 avril 1932, CPCM. (Marchand rapporte les paroles de Douville.)

¹⁷¹ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 4 octobre 1932, CPCM.

Lorsque son livre paraît aux Éditions Albert Lévesque, Douville bénéficie du soutien de son réseau trifluvien. D'abord, Tessier lui aurait indiqué sa voie. Dans l'exemplaire dédié à ce dernier, Douville écrit : « À l'abbé Albert Tessier qui, un jour, m'a dit: "Écris en prose, si tu veux écrire". Voici le premier fruit tombé de l'arbre de vos conseils¹⁷². » L'historien amateur réserve aussi des remerciements à son ami Ulric Gingras et à l'abbé Eddie Hamelin, professeur d'histoire au Séminaire. Ces derniers ont contribué à la vente de son ouvrage. À propos de l'abbé Hamelin, Douville affirme qu'il s'agit d'un « chic type. 100 ex[emplaires] de mon *Buies* qu'il me commande, sans plus de marchandage, sans même savoir qu'il s'agit là d'un vase d'immondices ou d'un plat de lentilles¹⁷³. » À Marchand, il envoie un exemplaire de luxe en précisant : « Toi, c'est à part, dans le casier de la reconnaissance qui comporte un couloir vers celui de l'amitié¹⁷⁴. »

Si Raymond Douville possède des relations privilégiées avec de nombreux représentants du milieu littéraire québécois, il possède de plus des contacts dans la sphère politique. Lorsque Douville quitte la région mauricienne, il entretient une correspondance avec le député trifluvien, qui met en lumière un lien privilégié entre les deux hommes. D'abord, en août 1931, le secrétaire d'Albert Lévesque félicite Duplessis pour sa victoire à l'investiture de son parti, lui offrant même d'aller voter à Trois-Rivières, où il fait encore partie des listes électorales : « Si vous le croyez nécessaire, je me ferai un plaisir et un devoir d'y aller; sinon, je m'en dispenserai, mon gérant étant actuellement seul pour les affaires du bureau¹⁷⁵. » En 1932, lorsque Duplessis est nommé chef parlementaire de l'opposition provinciale, Douville envoie de nouveau une lettre à ce dernier, pleine d'éloges à l'endroit du politicien : « Votre

¹⁷² Note manuscrite dans l'exemplaire conservé aux Archives du Séminaire de Trois-Rivières.

¹⁷³ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 7 avril 1933, CPCM.

¹⁷⁴ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 3 juin 1933, CPCM.

¹⁷⁵ Lettre de R. Douville à Maurice Duplessis, le 14 août 1931, ASTR, Fonds M. D., FN-0019-C-09.237.

expérience politique, votre jugement sûr, votre solide érudition, votre optimisme contagieux, toutes ces qualités que, pour ma part, j'ai eu l'occasion d'apprécier plus d'une fois, vous désignaient plus que tout autre à ce poste¹⁷⁶. »

Après lui avoir témoigné un encouragement sans borne, Douville se permet de réclamer un coup de main pour la vente de son livre. Il attend du député qu'il dise un « bon mot » au Département de l'Instruction publique ou au Secrétariat de la Province « pour que l'on m'en commande une couple de cent exemplaires¹⁷⁷ ». À cette époque, et jusqu'à la fin des années 1950, ces commandes de livres aux éditeurs constituent la forme principale de soutien à la littérature. Il n'existe pas toujours une relation directe entre l'aide obtenue par un éditeur et l'amitié qui le lie aux politiciens concernés, mais ceux qui connaissent personnellement le secrétaire de la province ou un intermédiaire influent jouent néanmoins cette carte pour retenir l'attention des subventionnaires. C'est ce qu'a montré François Landry à propos de Beauchemin¹⁷⁸. Les Éditions Albert Lévesque en sont également un bon exemple. Dans une entrevue avec Jacques Michon, Douville raconte à propos de Lévesque et lui: « On était bien amis avec Athanase David, qui automatiquement achetait 100 à 200 exemplaires de tous les livres qui sortaient¹⁷⁹. » Bien qu'il entretienne de bonnes relations avec le secrétaire de la province, Douville s'adresse aussi à Duplessis, donnant ainsi plus de poids à sa demande.

¹⁷⁶ Lettre de R. Douville à Maurice Duplessis, le 8 novembre 1932, ASTR, Fonds M. D., FN-0019-C-09.237.

¹⁷⁷ Lettre de R. Douville à Maurice Duplessis, le 12 avril 1933, ASTR, Fonds M. D., FN-0019-C-09.237.

¹⁷⁸ François Landry, *Beauchemin et l'édition au Québec, 1840-1940 : une culture modèle*, Montréal, Fides, 1997, 367 p.

¹⁷⁹ Jacques Michon, «Albert Lévesque, entre "individualistes" et nationalistes» dans *L'édition littéraire en quête d'autonomie. Albert Lévesque et son temps* (sous la dir. de Jacques Michon), Sainte-Foy, PUL, 1994, p. 113.

Parallèlement à son travail de secrétaire chez Albert Lévesque, il diversifie donc ses activités, se faisant auteur et journaliste pour s'assurer un revenu supplémentaire. À la veille de se lancer dans l'aventure du *Bien public*, l'homme est « cassé » au point de devoir emprunter pour se rendre à la prochaine soirée littéraire à Trois-Rivières¹⁸⁰. Ni la vente de son livre ni les sketches radiophoniques, qui lui rapportent « quelques sous¹⁸¹ », ne suffisent à renflouer son compte bancaire. Même le jeune Marchand lui prête de l'argent, et il doit attendre le chèque de la Commission scolaire de Trois-Rivières, qui lui a commandé 100 exemplaires de *Buies*¹⁸², pour rembourser son comparse¹⁸³. Ainsi, en 1933, lorsqu'il accepte la direction du *Bien public*, Douville espère remédier à ses problèmes d'argent. D'ailleurs, il considère cette option dès l'automne de 1932. En effet, en novembre, il écrit à son jeune ami : « Tiens-moi au courant de toutes les mutations probables au *Bien Public*. Je suis toujours open¹⁸⁴. »

Aux yeux de l'abbé Tessier, Raymond Douville possède de nombreux atouts pour diriger l'hebdomadaire trifluvien. D'abord, il a fait l'expérience du journalisme, bien qu'il n'ait pratiqué ce métier à temps plein qu'une seule année, lors de son passage au *Nouvelliste*. Ses talents de correcteur d'épreuves et l'entregent développé dans les bureaux d'Albert Lévesque, comme secrétaire et « homme à tout faire¹⁸⁵ », font également de lui un bon candidat pour diriger un journal, puisque cela

¹⁸⁰ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 9 juin 1933, CPCM.

¹⁸¹ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 4 octobre 1932, CPCM.

¹⁸² Lettre de R. Douville à M. Duplessis, le 12 avril 1933, ASTR, Fonds M. D., FN-0019-C-09.237.

¹⁸³ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 9 juin 1933, CPCM.

¹⁸⁴ Le mot « open » est souligné par R. Douville. (Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 21 novembre 1932, CPCM.)

¹⁸⁵ En entrevue, Douville dit ceci de sa fonction aux Éditions Albert Lévesque : « J'étais l'homme à tout faire. J'étais supposé être son adjoint, je l'étais aussi, mais il ne se tenait jamais au bureau. » (R. Douville, entrevue réalisée par Jacques Michon et Dominique Garand à Québec le 28 février 1986, AGRELQ, chemise Bien public.)

exige des qualités de gestionnaire et des aptitudes de rédacteur et de lecteur. De plus, Douville possède un large réseau de relations. Il connaît bien Duplessis et Athanase David. Il a participé à plusieurs soirées littéraires à Montréal et à Sherbrooke, en plus de fréquenter les auteurs édités chez Lévesque dans le cadre de son travail. Enfin, il n'est pas considéré comme un étranger à Trois-Rivières. Non seulement s'est-il fait connaître en collaborant au *Nouvelliste* et au *Bien public*, mais il a toujours maintenu les liens créés en 1930 avec les écrivains trifluviens. Douville constituait donc le meilleur des équipiers pour la relance du fragile hebdomadaire, depuis si longtemps menacé de faillite.

Maintenant, que dire de Marchand, qui aura 21 ans quelques jours après la signature du contrat le liant au *Bien public* ? Voyons dans quelle mesure il s'agit d'un candidat prometteur.

2.2.3 Clément Marchand

Avant d'aborder ses premiers contacts avec les poètes, critiques et journalistes de la province, il importe de mentionner que Marchand est devenu au Séminaire de Trois-Rivières l'un des protégés de l'abbé Tessier¹⁸⁶. Après lui avoir fait découvrir de grands auteurs par l'intermédiaire des livres, ce dernier le met en contact avec les écrivains d'ici, par le courrier d'abord, puis à l'occasion de soirées littéraires. Si bien qu'avant même d'atteindre la majorité, Marchand est déjà le bienvenu dans les lieux de rencontres propres à enrichir son capital social. Il devient dès lors un candidat intéressant pour diriger *Le Bien public*. Avant de s'intéresser à l'expérience de Marchand en journalisme, j'évoquerai les principaux guides qui facilitent son entrée dans le monde littéraire et les ressources dont il bénéficie grâce à ses réseaux.

¹⁸⁶ Durant trois ans, Marchand a pu étudier gratuitement, en échange du travail de secrétariat qu'il effectuait pour l'abbé Tessier. (C. Marchand, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 23 juin 2005.)

2.2.3.1 Des guides littéraires serviables

Orphelin dès l'âge de cinq ans, Marchand se forge de nouvelles familles : au Jardin d'enfance, au Séminaire, puis dans le cercle restreint des auteurs québécois. Quelques-uns, parmi les plus importants, le lisent, le conseillent, l'encouragent et font de Marchand un débutant choyé. En 1941, il explique dans la revue *L'enseignement secondaire* ses premiers pas dans le monde des lettres. Ce qu'il raconte des individus marquants de sa carrière mérite d'être cité longuement :

L'abbé Tessier ne m'ouvrit non seulement sa bibliothèque¹⁸⁷ où figuraient tant de beaux titres, il me présenta au vieux maître Nérée Beauchemin qui corrigea et annota de sa main, quelques mois avant sa fin, le millier de vers qui composait mon églogue [...]. M. Tessier me conseilla d'adresser à [Alfred] DesRochers mon poème « Le geste de la Croix » [...]. DesRochers et [Albert] Pelletier, en passant, me donnèrent sur ce travail des avis très précieux. [Olivar] Asselin lut en manuscrit la plupart des « Courriers des villages ». Je communiquai à DesRochers mon poème « Les soirs rouges » [...]. Que de fautes grossières il m'a évité! Je me liai d'amitié avec Raymond Douville, devenu plus tard mon associé. Je connaissais François Hertel de vieille date. Quand je sortis du séminaire, à dix-neuf ans, mon bachot sous le bras, tout pou d'écritoire que je fus, j'avais déjà l'oreille sympathique des écrivains nommés ci-haut. J'avais même dans mes cartons des lettres de [Robert] Choquette, [Harry] Bernard et du puissant Valdombre [Claude-Henri Grignon], devenu depuis mon ami. Je vous donne à penser tout le bien qu'un « fort en composition » a pu retirer de ces échanges qui l'ont peut-être empêché de se figer dans un narcissisme scolaire et de couvrir son talent d'un manteau de Noé¹⁸⁸.

Il a été question précédemment des liens privilégiés qu'entretient Marchand avec Tessier et Douville avant de diriger *Le Bien public*. Voyons qui d'autre fait partie de ses premiers alliés dans le monde des lettres.

¹⁸⁷ Dans une lettre à Alfred DesRochers, Marchand écrit : « Comme tous les soirs de congé, par une permission clandestine de M. l'Abbé Tessier, je m'héberge fort heureusement dans la bibliothèque du "Conclave", attenant aux appartements de la préfecture. » (Lettre de C. Marchand à A. DesRochers, le 24 mars 1931, CPCM.)

¹⁸⁸ C. Marchand, « Comment j'en vins à écrire », *L'enseignement secondaire*, 21, 3 (décembre 1941): 201-202.

Harry Bernard, directeur du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, est l'un de ces conseillers littéraires. Dès 1930, il rassure Marchand à propos de son talent, lui fait promettre de ne jamais jeter de manuscrit et de prendre au sérieux ses études. Il ajoute : « Je regrette pour ma part, chaque jour, de ne pas avoir approfondi plus avant les matières collégiales, qui me semblaient autrefois si indigestes et si peu nécessaires¹⁸⁹. » Marchand profite également de tête-à-tête avec le journaliste¹⁹⁰. En effet, dans une lettre à DesRochers, le jeune poète écrit : « Bernard est venu aux Trois-Rivières, dimanche passé. Il a passé l'après-midi chez moi. Nous avons discuté de ses vers¹⁹¹. » Bernard lui envoie également un manuscrit par la poste pour savoir ce qu'il en pense, ajoutant que si Tessier pouvait lui donner un deuxième avis, ce serait encore mieux¹⁹². Après quelques années, il y a donc de véritables échanges : Marchand n'est plus seulement l'élève.

À noter qu'il en va de même avec Ulric Gingras, connu lui aussi par l'intermédiaire du préfet du Séminaire, en 1930. Clément Marchand a alors 18 ans et Gingras, le double. Le dimanche, ce dernier rend visite au pensionnaire. Dans la bibliothèque de l'abbé Tessier, ils discutent ensemble de poésie, des nouveaux écrivains et de leur grande admiration pour Alfred DesRochers. Avant d'entreprendre l'analyse du recueil de Gingras dans la page littéraire du *Bien public*, Marchand raconte les débuts de sa relation avec l'auteur :

Il me lisait ses poèmes, écoutait les miens. [...] Il me disait alors avec bonhomie que mes connaissances sur l'art ne me conféraient pas le droit de le complimenter. J'étais un garçon terrible et incorrigible quand il s'agissait de tresser des louanges autour de mes idoles. Et que dire de l'hospitalité

¹⁸⁹ Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, le 27 janvier 1930, CPCM.

¹⁹⁰ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 12 mai 1933, CPCM.

¹⁹¹ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 12 mai 1933, CPCM.

¹⁹² Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, le 8 février 1933, CPCM.

généreuse que je reçus, si souvent, au 5, rue Saint-Stanislas. Je profitais de mes congés pour jouir de la bonne table que l'épouse du poète soignait avec art¹⁹³.

Au fil des rencontres, une confiance s'établit entre eux. Dès juin 1931, Gingras souhaite que Marchand l'aide à corriger ses vers : « j'escompte que vous voudrez bien soigner la ponctuation, la partie grammaticale...enfin le tout¹⁹⁴. » L'été suivant, Gingras supplie de nouveau son jeune ami de donner un « coup de pouce » à ses poèmes, pour en « faire quelque chose de présentable¹⁹⁵. » Et pourquoi pas inscrire ensuite l'un d'eux au concours « Ma course à la mort » ? Gingras n'en demande pas moins¹⁹⁶.

Si Marchand joue rapidement le rôle de critique pour quelques individus, d'autres ont surtout constitué des guides. Il bénéficie notamment des commentaires du père Rodolphe Dubé, dit François Hertel, qui corrige sa versification¹⁹⁷. Le jésuite a côtoyé l'abbé Tessier lors de ses études au Séminaire de Trois-Rivières et c'est par lui qu'il fait la connaissance du jeune poète. Dubé a le même âge que Raymond Douville et, comme lui, il réside à Montréal, travaillant comme professeur au Collège Jean-de-Brébeuf (1931-1934).

À la même époque, Marchand profite des conseils de Nérée Beauchemin pour son poème « La Geste de la Croix ». L'étudiant espère ensuite un avis sur un deuxième texte, « Les javeleurs »¹⁹⁸. Beauchemin décède toutefois quelques jours plus tard, le 29 juin 1931. Heureusement, Marchand a eu la chance de rencontrer le

¹⁹³ *Le Bien public*, 20 avril 1933, p. 5

¹⁹⁴ Lettre d'Ulric L. Gingras à C. Marchand, le 29 juin 1931, CPCM.

¹⁹⁵ Lettre d'Ulric L. Gingras à C. Marchand, le 20 juin 1932, CPCM. Même demande dans les lettres du 22 juin et du 7 juillet 1932. (CPCM)

¹⁹⁶ Lettre d'Ulric L. Gingras à C. Marchand, s.d., CPCM.

¹⁹⁷ Lettre de Rodolphe Dubé à C. Marchand, le 2 avril 1933, CPCM.

¹⁹⁸ Lettre de C. Marchand à Nérée Beauchemin, le 25 juin 1931, ASTR, Fonds 0011-277.

célèbre poète à sa résidence de Yamachiche, l'été précédent, en compagnie de l'abbé Tessier. Lors de cet entretien marquant, raconté dans les pages du *Bien public*, Marchand promène son regard sur la bibliothèque du cabinet de travail et écoute attentivement les critiques du vieil homme à propos de ses derniers vers¹⁹⁹.

À partir de 1931, Marchand obtient également l'avis d'Albert Pelletier, directeur de la revue littéraire *Les Idées*. Le critique, qui fréquente depuis peu l'étudiant dans les soirées littéraires de Sherbrooke, remercie même ce dernier de lui faire mieux connaître Alfred DesRochers, leur « ami commun »²⁰⁰. Il est déjà palpable, dans les lettres qu'ils s'échangent alors, que Marchand fait partie d'un groupe littéraire qui se réunit régulièrement et qu'une complicité certaine se développe entre les membres de ce réseau. En septembre de la même année, Pelletier suggère à Marchand de délaisser le sonnet, mais l'encourage à poursuivre dans le domaine de la poésie : « Je vous remercie beaucoup de m'avoir communiqué vos vers: ils me font connaître l'une des plus belles promesses pour la littérature en notre pays²⁰¹. » L'année suivante, Marchand étant assuré de l'amitié de son aîné, celui-ci se permet des commentaires plus tranchants. Le ton demeure néanmoins humoristique, signe de l'estime de Pelletier pour le débutant²⁰².

Si le critique littéraire montréalais constitue pour Marchand un protecteur important, le soutien de DesRochers s'avère aussi un atout considérable. Dès 1931, le poète de Sherbrooke se considère comme son professeur particulier, au même titre que l'abbé Tessier. Il écrit d'ailleurs à celui-ci, à propos de leur élève : « Ce gars-là a du talent à revendre à tous les rimeurs du pays²⁰³ ». Quelques mois plus tard, il

¹⁹⁹ *Le Bien public*, 21 septembre 1933, p. 12.

²⁰⁰ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 22 janvier 1931, CPCM.

²⁰¹ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 21 septembre 1931, CPCM.

²⁰² Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 9 février 1932, CPCM.

²⁰³ Lettre d'Alfred DesRochers à A. Tessier, le 27 mai 1931, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-85.

encourage le préfet à poursuivre à ses côtés un travail de pédagogue, jusqu'à ce que Marchand développe sa propre personnalité : « Je sais qu'il a grande confiance en votre jugement, et je me flatte de penser qu'il ne me voit pas trop d'un mauvais oeil. Mais pour qu'il soit Clément Marchand, il faut qu'il ne soit ni Tessier ni DesRochers. [...] Il finira probablement par envoyer tout le monde au Platon, et il s'occupera de ses seuls points de vue²⁰⁴. » Soulignons que Tessier a toujours encouragé l'amitié « précieuse » entre Marchand et DesRochers, faisant valoir au premier « l'esprit de clairvoyance » du second²⁰⁵. Le préfet du Séminaire surveille également son élève pour qu'il n'importune pas le poète. En effet, aux dires de Marchand qui ne s'en offusque pas, Tessier conserve ses poèmes dans ses « tiroirs verrouillés », pour s'assurer qu'il n'impose pas de trop fréquentes lectures à DesRochers²⁰⁶. L'abbé mauricien accompagne même l'étudiant à Sherbrooke, à l'été de 1931, lors de la soirée littéraire où Marchand rencontre pour la première fois son complice en poésie²⁰⁷.

À l'occasion de cette soirée, il fait également la connaissance de Robert Choquette²⁰⁸, qui le considère d'abord avec un « auguste mépris ». En effet, Marchand confie à DesRochers que l'accueil du romancier a été « fidèle à la consigne très canadienne de ne pas s'occuper d'un type qui n'a jamais publié²⁰⁹ ». L'attitude de Choquette change quelques mois plus tard, après avoir entendu les éloges d'Albert Pelletier à l'endroit du jeune poète. En mars 1932, Marchand a droit

²⁰⁴ Lettre d'Alfred DesRochers à A. Tessier, le 19 janvier 1932, ASTR, Fonds A. T., 0014-P1-85.

²⁰⁵ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 2 mars 1931, CPCM.

²⁰⁶ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 18 avril 1931, CPCM.

²⁰⁷ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 10 juillet 1931, CPCM.

²⁰⁸ Il est né en 1905 à Manchester, au New Hampshire. Il a fait ses études classiques à Montréal. De 1928 à 1931, il a travaillé pour la *Gazette de Montréal* et la *Revue moderne*, dont il fut rédacteur en chef. Il a également été secrétaire et bibliothécaire de l'École des Beaux Arts de Montréal. En 1931, il commence à gagner sa vie en écrivant des romans radiophoniques.

²⁰⁹ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 20 juillet 1931, CPCM.

aux appréciations de Choquette concernant deux de ses pièces de vers. L'écrivain montréalais remarque alors que DesRochers le fait travailler dans un style qui ne lui convient pas vraiment : « Vous me faites l'effet d'un vigoureux adolescent dont les coudes crèvent un gilet de l'année précédente²¹⁰. » En terminant, il salue Tessier, comme plusieurs des correspondants de Marchand à cette époque. Dès l'automne suivant, Choquette invite le jeune poète chez lui, mais avoue manquer de temps pour se rendre à la soirée chez Marchand, à sa résidence de la rue Sainte-Ursule²¹¹.

Tous ces individus que Marchand côtoie lors des soirées littéraires lui portent une attention spéciale. Certains agissent comme intermédiaires pour faciliter la publication de ses écrits dans les journaux et revues. D'autres lui proposent ni plus ni moins un emploi comme journaliste. Ces gestes démontrent que le talent de Marchand est reconnu, même en dehors de Trois-Rivières, et que son réseau lui prête assistance pour lancer sa carrière.

Le premier à intervenir pour convaincre ses pairs de la valeur de cet écrivain de la relève est Raymond Douville. Tel un agent travaillant à la promotion de son poulain, il souhaite parler de Marchand dans l'anthologie qu'il prépare²¹². Il tâche également de vendre des exemplaires du premier recueil auquel participe son ami, *Bas-reliefs*²¹³. De plus, grâce à ses démarches, les poèmes de Marchand sont récités à l'Heure de la poésie et de la musique de la Semaine du Livre, qui a lieu en novembre 1932²¹⁴. Le printemps suivant, Raymond Douville encourage son comparse à profiter de sa présence aux Éditions Albert Lévesque pour soumettre une

²¹⁰ Lettre de Robert Choquette à C. Marchand, le 4 mars 1932, CPCM.

²¹¹ Lettre de Robert Choquette à C. Marchand, le 2 octobre 1932, CPCM.

²¹² Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 2 juin 1931, CPCM.

²¹³ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 12 octobre 1932, CPCM.

²¹⁴ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 7 novembre 1932, CPCM.

demande en bonne et due forme concernant la publication des « Soirs rouges »²¹⁵. Mais le recueil n'est pas terminé. Il ne paraîtra qu'en 1947 aux Éditions du Bien public, trois ans après l'attribution du prix David au tapuscrit.

Grâce aux bons mots de Tessier, Douville, DesRochers, Pelletier et d'un nombre croissant de personnalités du monde littéraire, Marchand se fait connaître en dehors de Trois-Rivières en multipliant les collaborations à des périodiques bien connus. Par exemple, lorsqu'il s'adresse à Jean Bruchési, rédacteur en chef de la *Revue moderne* (Montréal), ce dernier accepte de vanter Marchand auprès du propriétaire de la revue. Il dit vouloir « plaire à M. l'abbé Tessier, digne en tout de l'hommage que vous lui rendez! »²¹⁶ Par la suite, Bruchési, également président de l'Association des auteurs canadiens, met les poèmes de la nouvelle recrue au programme d'une soirée du groupe littéraire²¹⁷. Toujours en 1932, Olivar Asselin convainc la directrice du *Canada*, « Madame Jules Fournier », de publier trois de ses poèmes²¹⁸. Enfin, Harry Bernard lui donne un coup de pouce lorsqu'il devient directeur de *L'Action nationale* (janvier 1933) : il demande aussitôt à Marchand de lui envoyer des vers classiques, accompagnés d'une note biographique²¹⁹.

À partir du moment où l'étudiant achève son cours classique et devient disponible sur le marché de l'emploi, il déploie toutes ses énergies pour se trouver un gagne-pain, dans une bibliothèque, une revue ou un journal. Échouant dans ses démarches, Marchand pense même travailler comme soudeur dans une usine de son oncle, à Montréal, ou devenir cultivateur, mais il n'a pas les moyens financiers de se

²¹⁵ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 13 juin 1933, CPCM.

²¹⁶ Lettre de Jean Bruchési à C. Marchand, le 27 avril 1932, CPCM.

²¹⁷ Lettre de Jean Bruchési à C. Marchand, le 15 novembre 1932, CPCM.

²¹⁸ Lettre d'Olivar Asselin à C. Marchand, le 26 novembre 1932, CPCM.

²¹⁹ Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, le 2 janvier 1933, CPCM.

lancer dans une telle entreprise, confie-t-il à DesRochers²²⁰. En mai 1932, Marchand espère encore obtenir un poste de journaliste dans la métropole et, à cet effet, demande conseil à Raymond Douville. Celui-ci ne l'encourage pas à quitter Trois-Rivières, du moins à ses débuts : « Permits-moi de te dire [...] que pour un jeune qui désire d'abord se perfectionner dans les rouages du journal, ce ne sont pas les journaux des grandes villes qui nous favorisent le plus. On nous case dans un service et on nous y laisse. Pour moi, je ne regretterai jamais d'avoir passé deux ans et demi au *Nouvelliste*, même à un salaire ridicule, parce que j'y ai acquis une expérience qui m'aurait certainement manqué à Montréal. Je l'ai su depuis²²¹. » Il incite donc Marchand à se faire les dents au sein d'un hebdomadaire régional. Notons que, dans cette même lettre, Douville s'informe de ce que pense Tessier de son « désir d'embrasser le journalisme ».

Le poste qu'obtient finalement Marchand au *Bien public*, à sa sortie du Séminaire, fournit la réponse. Le préfet des études use en effet de son influence au *Bien public* pour que Marchand joigne l'équipe de l'hebdomadaire trifluvien. Mais avant que les démarches souterraines de Tessier se matérialisent et que Marchand obtienne le gagne-pain qu'il attendait, le jeune homme s'interroge sur le comportement plutôt inhabituel de son ami, qui semble lui refuser son aide : « M. l'Abbé Tessier n'a pas fait un pouce pour moi dans cette affaire²²² », confie-t-il à DesRochers. Plus tard, en entrevue, Marchand dira : « J'avais eu des occasions de travailler à Montréal maintes et maintes fois, mais ça ne marchait pas, parce qu'il [Tessier] était toujours contre²²³. » L'abbé réfléchissait probablement déjà au rôle de premier plan qu'il voudrait lui faire jouer au sein du journal trifluvien.

²²⁰ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 17 avril 1932, CPCM.

²²¹ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 3 mai 1932, CPCM.

²²² Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 17 avril 1932, CPCM.

²²³ C. Marchand, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 20 septembre 2002.

2.2.3.2 Une première expérience en journalisme au *Bien public*

Dès qu'il termine son cours classique, en juin 1932, Marchand est donc engagé au *Bien public*. Avant qu'il obtienne ce poste de collaborateur officiel, les abonnés ont pu lire à quelques reprises les poèmes de l'étudiant, dès 1929²²⁴. Ils le connaissent également comme un lauréat de prix littéraires. En effet, en août 1930, sa composition « Jean de Brébeuf », gagnante du concours Sir Gilbert Parker s'adressant aux étudiants en rhétorique, est publiée dans la page historique²²⁵. Deux ans plus tard, il remporte le premier prix, chez les moins de 20 ans, au concours littéraire du *Bien public* portant sur des sujets liés à l'histoire locale²²⁶.

Dès le 18 août 1932, Marchand lance une page littéraire²²⁷ où il tient une chronique et signe la majorité des critiques de livres. Il utilise alors ses contacts dans le milieu des écrivains et des critiques littéraires pour recruter des collaborateurs. Cette tribune lui permet également de faire valoir les dernières publications de ses nouveaux amis auteurs. Les faire connaître dans sa région, voilà un premier service que peut rendre le jeune journaliste à ses conseillers et complices, au réseau qui lui a tant apporté au cours des années précédentes.

Lors des premières semaines de Marchand au *Bien public*, Raymond Douville devient collaborateur, envoyant à son jeune ami un texte à faire paraître²²⁸. Avant que Marchand et lui soient directeurs du journal, Douville publie une dizaine de poèmes inédits dans la page littéraire. Le secrétaire d'Albert Lévesque aide

²²⁴ *Le Bien public*, 3 octobre 1929, p. 5.

²²⁵ *Le Bien public*, 7 août 1930, p. 5.

²²⁶ *Le Bien public*, 14 juin 1932, p. 1.

²²⁷ C. Marchand signe également le « Billet du jeudi », le « Billet du mardi », les chroniques « En promenant la loupe » (articles sur différents sujets: timbres de Noël, l'hygiène, etc.), « Gloses du matin » (petites histoires) et « Pochades trifluviennes » (récits qui se déroulent à Trois-Rivières).

²²⁸ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 8 août 1932, CPCM. La collaboration de Douville se poursuivra, à la demande du directeur du journal. (Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 14 septembre 1932, CPCM.)

également son ami à obtenir des textes pour cette page. Par exemple, il s'adresse à Marchand dès que Pierre Daviault lui soumet un roman-feuilleton à faire paraître dans *Le Bien public*²²⁹. Il recommande aussi à son confrère de publier une note de Robert Rumilly : « Fais un effort et fais-lui plaisir. Ça en vaut peut-être la peine et ça remplira une demi-colonne de journal, ce qui n'est pas à dédaigner²³⁰. » Douville s'assure de ne pas décevoir les individus qui l'utilisent comme voie d'entrée au *Bien public*, conscient de l'importance de chacun de ces contacts pour le périodique trifluvien, où il espère occuper éventuellement un poste de décideur²³¹.

Parmi les écrivains que fréquente alors Marchand, on peut noter la collaboration régulière de François Hertel à la page littéraire. La correspondance révèle que ce dernier répond parfois à des commandes du jeune journaliste. En avril 1933, par exemple, il s'excuse de ne pouvoir fournir dans le délai souhaité un texte « d'intérêt régional »²³². Pour ce qui est des poèmes, Hertel est l'un des plus volontaires : « Si tu veux d'autres vers, dis-le, j'en ai encore une cargaison...de valeur inégale sans doute...mais enfin, si ça fait ton affaire, je t'en expédierai²³³. » En effet, il offre à son ami quatorze de ses récentes compositions entre août 1932 et septembre 1933.

Outre les textes portant sur la littérature et les proses inédites, Marchand publie aussi dans les pages de son journal des extraits de volumes, donnant ainsi une visibilité dans la région de Trois-Rivières à des écrivains de l'extérieur. Les

²²⁹ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 16 juin 1933, CPCM. (Le roman-feuilleton de Daviault paraîtra en 1935. Lettre de Pierre Daviault à C. Marchand, le 21 janvier 1935, CPCM.)

²³⁰ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 3 juin 1933, CPCM.

²³¹ Rappelons que dès novembre 1932, il souhaite renouer avec le journalisme et demande à Marchand de le tenir au courant des « mutations probables au Bien public. » (Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 21 novembre 1932, CPCM.)

²³² Lettre de Rodolphe Dubé à C. Marchand, le 2 avril 1933, CPCM.

²³³ *Ibid.*

ouvrages d'Harry Bernard (*Dolorès et Juana mon aimée*), Robert Choquette (*Pension Leblanc*) et Ulric Gingras (*Du Soleil sur l'étang noir*) profitent d'une telle vitrine. Bernard permet même à Marchand d'utiliser gratuitement son roman, alors que des droits de reproduction de 25\$ sont généralement demandés²³⁴. L'auteur souhaite que le journaliste dise aux lecteurs que de tels droits ont été payés, puisqu'il a refusé auparavant de céder à ce type de requête. Il s'agit donc véritablement d'un privilège. À noter que pour utiliser des parties de volumes en feuilleton, Marchand devait également obtenir la permission de l'éditeur. Or, le journaliste disposait d'un allié de taille aux Éditions Albert Lévesque. Pour un roman d'Harry Bernard, par exemple, Douville demande à son employeur une autorisation pour sa reproduction partielle dans *Le Bien public*²³⁵.

Pour donner un certain rayonnement à leurs livres, les auteurs de l'entourage de Marchand comptent sur des critiques dans les pages du journal trifluvien. L'analyse du contenu de la page littéraire du *Bien public* permet d'affirmer que les commentaires signés par Marchand concernent presque exclusivement des écrivains qui font partie de son réseau. D'abord, les œuvres d'Ulric Gingras et Raymond Douville reçoivent un accueil enviable : le recueil de poésie *Du soleil sur l'étang noir*, signé Gingras, donne lieu à une série de quatre articles²³⁶, et la biographie romancée d'Arthur Buies retient l'attention de Marchand pendant trois semaines²³⁷. Bien sûr, Alfred DesRochers est également encensé. En effet, le jeune journaliste lui attribue une grande part de l'éveil que connaît le régionalisme littéraire dans les années 1920²³⁸. Puis, lorsque le poète de Sherbrooke remporte un prix David, un

²³⁴ Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, le 17 mars 1933, CPCM.

²³⁵ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 20 mai 1933, CPCM.

²³⁶ Du 20 avril au 18 mai 1933.

²³⁷ Du 22 juin au 6 juillet 1933.

²³⁸ *Le Bien public*, 18 août 1932, p. 3.

long paragraphe est consacré à ses qualités d'auteur²³⁹. Harry Bernard et Robert Choquette, qui obtiennent également cette récompense, ont droit dans le même article à de semblables éloges. Par la suite, Marchand consacre aussi deux critiques à Choquette : *Poésies nouvelles* le 2 février 1933 et *Suite maritime*, la semaine suivante. Harry Bernard n'est pas en reste. Il exprime d'ailleurs à Marchand sa reconnaissance pour la belle critique de *Dolorès*²⁴⁰. De même, le plus récent livre de Jean Bruchési – celui qui, quelques mois plus tôt, avait introduit le poète trifluvien à *La Revue moderne* – a droit aux commentaires personnels de Marchand dans la page littéraire²⁴¹. En effet, ce dernier choisit les ouvrages dont il rend compte, faisant appel, pour les autres titres, à des collaborateurs tels que François Hertel, Albert Tessier et Ulric Gingras. Il apparaît donc significatif que les volumes sélectionnés par Marchand soient surtout ceux produits par son cercle d'amis, dont une majorité est publiée chez Albert Lévesque, où travaille encore Raymond Douville.

Nous l'avons vu, Marchand tente d'apporter un soutien indéfectible aux membres de son réseau. Comme d'autres critiques littéraires qu'il côtoie, il hésite à publier une critique sévère à l'endroit d'un ami auteur²⁴². Par exemple, lorsque Marchand publie un texte d'Albert Pelletier²⁴³ critiquant sévèrement le dernier volume d'Harry Bernard (*Juana mon aimée*), il accompagne le papier d'une « Note de la rédaction » dans laquelle il met en relief le talent et le caractère de l'écrivain de Saint-Hyacinthe, affirmant qu'il est le seul « de nos romanciers canadiens [...] assez

²³⁹ *Le Bien public*, 29 septembre 1932, p. 3.

²⁴⁰ Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, le 2 janvier 1933, CPCM.

²⁴¹ *Le Bien public*, 24 novembre 1932, p. 3.

²⁴² Micheline Tremblay et Guy Gaudreau relèvent quelques lettres dans lesquelles Alfred DesRochers, Harry Bernard et Jean-Charles Harvey confient leur dilemme entre la critique objective et l'appui inconditionnel aux amis. (*Conversation poétique. Correspondance entre Harry Bernard et Alfred DesRochers*, p. 304.)

²⁴³ Pelletier accepte de produire une critique inédite du livre de Bernard en échange d'un abonnement au *Bien public*. (Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 16 août 1932, CPCM.)

fort pour résister à de tels coups de bélier sans cracher le sang²⁴⁴. » Le contenu de la page littéraire indique clairement qu'à ses débuts au *Bien public*, le finissant du Séminaire de Trois-Rivières ne souhaite pas se faire d'ennemis au sein du monde des lettres. Au contraire, cette tribune lui permet de retourner l'ascenseur aux personnes qui lui ont déjà rendu service.

Même à l'aube de la vingtaine, Clément Marchand a donc beaucoup à offrir à ses connaissances du milieu littéraire, mais aussi au *Bien public*, qu'il enrichit de ses propres écrits et de la prose de ses nouveaux compagnons écrivains. En quelques mois, il a démontré qu'il pouvait redonner un certain dynamisme au journal. Tessier convaincra l'évêché de lui donner sa chance comme rédacteur en chef, accompagné de son ami Douville à la direction.

Le journal catholique de Trois-Rivières, comme *L'Action catholique* de Québec, dispose d'un « réseau bien structuré à partir duquel on peut solliciter directement et facilement un très grand nombre de personnes²⁴⁵ ». Qu'il s'agisse des curés qui encouragent l'abonnement de leurs paroissiens et fournissent des nouvelles de leur communauté, des abbés et chanoines appelés à devenir actionnaires ou des commerçants et professionnels payant des lignes de publicité dans le journal, le sort du *Bien public* et de son imprimerie est inextricablement lié aux groupes et aux individus mobilisés par l'évêque Cloutier et autres serviteurs de la presse catholique en Mauricie.

Or, avec l'arrivée du *Nouvelliste* au début des années 1920 et l'attrait croissant du quotidien auprès de la population et des annonceurs, la détermination des actionnaires du *Bien public* ne suffit plus et les déficits s'accumulent. Même la

²⁴⁴ *Le Bien public*, 22 septembre 1932, p. 1 et 5.

²⁴⁵ Dominique Marquis, « Un nouveau combat pour l'Église... », p. 79.

préparation des fêtes du tricentenaire, qui rehausse l'attrait du journal, ne peut arrêter les pertes financières. Avec la grande Dépression, la Corporation épiscopale accepte de laisser *Le Bien public* entre les mains de deux journalistes bien connus des abonnés. Douville a acquis un savoir-faire important comme secrétaire d'Albert Lévesque et a rencontré, à ce titre, un grand nombre d'écrivains. Pour sa part, Marchand a fait sa marque au fil des soirées littéraires, ce qui lui permet de compter sur les conseils des uns et les offres de collaboration des autres.

Le troisième chapitre mettra en scène le journal *Le Bien public* nouvellement dirigé par les deux amis, puis la revue *Le Mauricien*, qu'ils reprennent en 1937. C'est le moment pour eux d'utiliser toutes les ressources dont ils disposent pour assurer la survie de ces périodiques. Le travail de l'abbé Tessier aux Éditions du Bien public sera abordé au quatrième chapitre.

CHAPITRE III

LA RENAISSANCE DU *BIEN PUBLIC* ET DU *MAURICIEN* (1933-1939)

Alors qu'à l'orée de la crise économique *Le Bien public* est menacé de faillite, aux prises avec des déficits depuis ses balbutiements, Clément Marchand et Raymond Douville assurent finalement à l'hebdomadaire une certaine rentabilité. Comment relèvent-ils ce défi, hormis les nombreuses heures de travail qu'ils investissent dans la relance du journal ? La lecture de la correspondance montre que les deux hommes utilisent leurs réseaux pour apprendre les rudiments du métier, obtenir des textes de qualité et de nouveaux collaborateurs. Pour comprendre la renaissance du *Bien public*, il apparaît donc nécessaire de rendre compte des appuis grandissants des jeunes directeurs, plus particulièrement de Clément Marchand, au sein du milieu littéraire. Les écrivains que côtoie alors le poète trifluvien deviennent des alliés pour la renaissance du journal et de la revue *Le Mauricien*.

La deuxième partie de ce chapitre est d'ailleurs consacrée à ce magazine, repris par les directeurs du *Bien public* en 1937 et revivifié grâce à leurs contacts. En effet, nous verrons comment les responsables du mensuel mauricien, avec l'aide de l'abbé Tessier, obtiennent ainsi du financement et des articles à publier. Hormis la collaboration à cette revue, à laquelle se prêtent de bon cœur les amis écrivains, qu'advient-il du réseau littéraire de Marchand dans la seconde partie des années 1930 ? Ce groupe d'auteurs est-il aussi uni qu'au début de la décennie ? Nous tenterons de répondre à ces questions dans la dernière section du chapitre.

3.1 LE BIEN PUBLIC PREND UN NOUVEAU DÉPART

À l'été de 1933, lorsque l'évêché songe à abandonner l'hebdomadaire, Marchand craint de perdre son emploi au *Bien public* : « Du jour au lendemain je deviens chômeur. Je n'ai pas un sou en banque. Ma maison sera probablement vendue par la ville, cet automne¹. » À la suite de cet appel à l'aide, deux de ses proches lui offrent un travail s'il perd le sien : Alfred DesRochers lui propose de devenir son associé à *La Tribune* de Sherbrooke² et Harry Bernard promet de parler pour lui au directeur de *La Patrie*³. Finalement, Marchand et Douville obtiennent les clefs de l'hebdoma mauricien. Pour sauver le périodique plusieurs fois rescapé, ils devront utiliser toutes les ressources dont ils disposent. Nous examinerons les principaux éléments qui ont permis au journal de revivre, avant de nous attarder à l'un d'eux : le réseau littéraire de Clément Marchand.

3.1.1 Les conditions de la relance

Le 31 août 1933, lorsque paraît le dernier numéro du *Bien public* en tant que propriété de la Corporation épiscopale, aucun article ne fait référence aux difficultés que connaît le journal catholique et au sort qui lui est réservé. Joseph Barnard, éditorialiste depuis 1909, ne signale pas non plus son départ. On peut imaginer la surprise des abonnés, des annonceurs et des concurrents quand, deux semaines plus tard, ils reçoivent un périodique d'une apparence nouvelle et dirigé par de jeunes laïcs. Certes, les nouveaux directeurs se font rassurants, insistant dans leur premier éditorial sur le maintien de l'orientation donnée au journal par Mgr Cloutier : « Libre de toute attache financière et politique, catholique avant tout, propre et sain, il

¹ Lettre de C. Marchand à Harry Bernard, le 23 août 1933, BAnQ-M, fonds H. Bernard, 298/046/020.

² Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 9 septembre 1933, CPCM.

³ Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, le 25 août 1933, CPCM.

s'emploiera à réaliser le programme tracé, il y a 25 ans, par son fondateur⁴ ». Toutefois, rien n'est dit sur les motifs expliquant le changement de propriétaire.

Trois semaines plus tard, accusés par Camille Duguay, rédacteur de la *Voix des Bois-Francs*, de n'avoir pas permis à Joseph Barnard de faire ses adieux aux lecteurs, Marchand et Douville sentent le besoin d'apporter des précisions sur les secousses qui ont ébranlé le journal. Ils soulignent que la Corporation épiscopale de Trois-Rivières a dû se départir du périodique « pour des raisons purement financières⁵ ». Dans un premier temps, *Le Bien public* aurait été offert à Barnard, « en reconnaissance des services rendus⁶ », mais l'homme aurait refusé de prendre cette responsabilité. L'éditorialiste d'expérience quitte ensuite le journal, les propriétaires n'ayant pas les moyens de le rémunérer⁷. En réalité, Marchand confie à son ami Harry Bernard que le journal dirigé par l'évêché était une « feuille bien pensante et mal écrite⁸ ». Barnard ne pouvant être congédié, la question financière a pu constituer un prétexte tout désigné pour changer d'éditorialiste. Néanmoins, il est vrai que pour combler seize pages sans être déficitaire, la nouvelle équipe de direction devait, pour une période indéterminée, compter « uniquement sur la collaboration gratuite d'amis bénévoles⁹ ».

Pour assurer la survie du journal, les directeurs mettent tout en œuvre pour réduire les dépenses. En plus de recourir à des journalistes non rémunérés, ils obtiennent un contrat d'impression avantageux avec les presses du *Nouvelliste*, soit

⁴ *Le Bien public*, 14 septembre 1933, p. 1.

⁵ *Le Bien public*, 19 octobre 1933, p. 3.

⁶ *Le Bien public*, 5 octobre 1933, p. 3.

⁷ *Ibid.*

⁸ Lettre de C. Marchand à H. Bernard, le 14 janvier 1933, BAnQ-M, fonds H. Bernard, 298/042/017.

⁹ *Le Bien public*, 5 octobre 1933, p. 3.

35\$ par semaine¹⁰. Le retour à une formule hebdomadaire constitue également une mesure d'économie. En cessant de produire deux numéros par semaine, affirme Marchand, « nous diminuons sensiblement nos chances de rater l'affaire¹¹ ». En effet, même si *Le Bien public* passe de huit à seize pages, il s'avère moins coûteux de publier un seul numéro qui ne monopolise l'imprimerie qu'une fois par semaine. Il faut dire que Marchand considère le bi-hebdomadaire comme « une forme de publication essentiellement bâtarde¹² ». Il craint toutefois que le retour à une formule hebdomadaire soit mal perçu par les lecteurs, les commerçants et les agences de publicité. C'est pourquoi la direction esquivait les critiques éventuelles dès son premier éditorial : « "Le Bien Public" redevient hebdomadaire. Avant de songer à s'en plaindre, on voudra bien attendre que la formule que nous adoptons ait fait ses preuves. Nos abonnés auront quand même, chaque semaine, leurs seize pages de lecture¹³. »

Non seulement fallait-il limiter les frais de fonctionnement, mais il était primordial d'accroître les recettes. Ne pouvant compter sur les bénéfices d'une imprimerie ou d'une papeterie affiliée au journal, il ne restait que deux sources de revenus possibles : les abonnements et les annonces. Pour augmenter le tirage du journal, diverses campagnes de promotion sont lancées dans les pages du *Bien public*. Par exemple, en novembre 1933, le « Service de propagande » du journal consacre une demi-page à une publicité incitant les abonnés à convaincre un proche de lire *Le Bien public*¹⁴, en échange de quoi ils recevront un cadeau d'une valeur supérieure au coût d'un abonnement. Si l'on se fie au *McKim's directory of canadian publications*,

¹⁰ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 1: *La naissance de l'éditeur* (sous la direction de Jacques Michon), Montréal, Fides, 1999, p. 266.

¹¹ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 9 septembre 1933, CPCM.

¹² Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 9 septembre 1933, CPCM.

¹³ *Le Bien public*, 14 septembre 1933, p. 1.

¹⁴ *Le Bien public*, 2 novembre 1933, p. 8.

de pareilles campagnes ainsi que la revitalisation du journal ont permis d'accroître le nombre d'exemplaires distribués. Entre 1934 et 1940, alors que *Le Nouvelliste* perd des lecteurs, le nombre d'abonnés chutant de 11 623 à 10 149, *Le Bien public* en gagne 645, son tirage passant de 2 750 à 3 395.

Or, cette légère hausse ne pouvait à elle seule permettre à l'hebdo d'atteindre l'équilibre budgétaire souhaité. Pour cela, le journal devait absolument accroître ses revenus publicitaires. Afin de persuader les maisons de commerce régionales de faire confiance au *Bien public*, la direction souligne que celui-ci « est publié le jeudi, juste à temps pour indiquer à ses lecteurs vos aubaines de la fin de semaine. » Pour capter l'attention des agences de publicité, qui choisissent dans quels périodiques annoncer les marques de commerce (par exemple, le thé Salada et la bière Molson), il fallait mettre l'accent sur le grand nombre de lecteurs ou, du moins, leur pouvoir d'achat. Comme le constate Dominique Marquis, historienne qui a consacré une thèse à *L'Action catholique*, « s'il est impossible de se distinguer par la quantité, la qualité du lectorat prend la relève¹⁵. » En effet, lorsque le quotidien catholique de Québec possède moins d'abonnés que ses concurrents, il insiste dans sa publicité sur la « classe d'élite » rejointe par le journal. *Le Bien public* fait de même à partir de 1934. Dans le répertoire de journaux canadiens, sa publicité met l'accent sur les moyens financiers de son lectorat : « the class who can pay¹⁶. ». Dans les années suivantes, le message publicitaire est renouvelé, mais ce slogan demeure.

Pour obtenir des publicités nationales, il ne suffisait pas de s'afficher dans un répertoire. Les directeurs de journaux devaient également se rendre dans les diverses agences pour négocier des prix. Cette responsabilité semble incomber surtout à Marchand. Dès qu'il apprend sa nomination à la direction du *Bien public*, il demande

¹⁵ Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église. L'Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac, 2004, p. 145.

¹⁶ *McKim's Directory of Canadian Publications*, 1934, p. 111.

en effet à son ami le poète Alfred DesRochers, directeur du service de publicité à *La Tribune* de Sherbrooke depuis janvier 1930¹⁷, de lui donner « certains trucs qu'il est nécessaire de posséder pour sortir de l'annonce¹⁸ ». DesRochers s'y prête volontiers¹⁹. En consultant *Le Bien public*, on peut d'ailleurs noter le nombre croissant d'annonces, au cours de la première année (septembre 1933 à septembre 1934), provenant des compagnies de tabac et de boissons alcoolisées, mais aussi des institutions financières comme la Banque de Montréal. Malheureusement, aucun document n'indique l'évolution des revenus publicitaires du *Bien public*. Seules quelques lettres nous éclairent sur le sujet. Par exemple, à ses débuts comme directeur, Marchand affirme avoir obtenu 800\$ de publicité pour les quatre derniers numéros²⁰. Trois ans plus tard, il confie à DesRochers : « Au journal, je me suis mis toute la publicité sur le dos depuis un mois et j'ai vendu, depuis, 40 000 lignes de publicité. Tu vois de loin le surmenage héroïque que ces assiduités m'ont imposé. Après cet heureux mois, le *Bien public* se trouve donc dans une assez consolante situation financière²¹. » Ainsi, le sort du journal dépend étroitement des revenus publicitaires et des démarches épuisantes auprès des entreprises et des agences de publicité pour obtenir cet argent. Marchand note par ailleurs que l'arrivée de leur « ami Duplessis » au pouvoir ne les a « pas encore affranchis de la course à la publicité²². »

¹⁷ Marie-Claude Brosseau, *Trois écrivaines de l'entre-deux-guerres: Alice Lemieux, Éva Sénécal et Simone Routier*, Québec, Éditions Nota Bene, 1998, p. 70.

¹⁸ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 9 septembre 1933, CPCM.

¹⁹ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, s. d., CPCM. La lettre doit dater d'octobre 1933 puisque Marchand note que lui et Douville sont directeurs depuis un mois.

²⁰ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, s. d., CPCM. La lettre doit avoir été écrite à la fin de 1933 ou au début de l'année suivante, puisque Marchand parle de la préparation d'un numéro spécial sur le tricentenaire en février 1934.

²¹ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, s. d., CPCM. La lettre doit dater de 1936, puisque Marchand écrit que sa femme accouchera vers le 15 janvier 1937.

²² Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 28 août 1936, CPCM.

Pour permettre au *Bien public* de revivre de ses cendres, il fallait le rendre attrayant aux yeux de la population, séduire le lectorat par une typographie plus soignée, une dose mesurée d'idées neuves et le dynamisme d'une jeune équipe au fait de l'actualité. Marchand et Douville présentent le profil idéal pour insuffler un second souffle au journal, comme Tessier l'avait fait au milieu des années 1920. C'est du moins l'image qu'ils projettent dans le monde des lettres, à en croire l'enthousiasme d'Albert Pelletier, critique littéraire montréalais, à la lecture du premier numéro de la nouvelle édition : « vous [...] méritez des félicitations pour avoir débarrassé Le Bien public des interminables causeries de [Joseph] Barnard sur "le temps qu'il fait" : auteur pacifique et sujet de tout repos qui, ni l'un ni l'autre, ne courraient le risque de passionner les esprits et d'encourager qui que ce soit à la vie intellectuelle!²³ »

Or, l'hebdomadaire ne s'adresse pas qu'aux libres penseurs. Sa survie dépend aussi dans une large mesure des fidèles abonnés, notamment les membres du clergé et les notables locaux intéressés au mouvement régionaliste mauricien²⁴. Ainsi, le nouveau *Bien public*, présenté comme « l'organe du réveil trifluvien », conserve la ligne directrice insufflée au cours des dernières années par l'abbé Tessier. La préparation des fêtes du tricentenaire bat son plein dans les mois qui suivent le changement de directeurs. La promotion des « Pages trifluviennes », collection dirigée par Tessier à l'enseigne des Éditions du Bien public, occupe à elle seule plusieurs lignes du journal. D'ailleurs, au cours de la décennie 1930, la part de l'abbé Tessier comme collaborateur est immense. En effet, il signe une multitude de chroniques dans diverses sections du *Bien public* et même des éditoriaux en première page. La présence d'un journaliste bien connu du lectorat, de surcroît préfet du Séminaire de Trois-Rivières, pouvait rassurer les annonceurs sur la viabilité de

²³ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand et Raymond Douville, le 23 septembre 1933, CPCM.

²⁴ Ce mouvement sera défini plus loin dans ce chapitre.

l'hebdomadaire et donner aux vieux lecteurs l'assurance d'une certaine continuité. Tessier constitue également un allié précieux pour recruter des collaborateurs. En effet, plus de la moitié des individus produisant une brochure pour sa collection collaborent au *Bien public*. De plus, les membres du clergé qui écrivaient déjà dans l'hebdo continuent de fournir des articles, assurés par Tessier de retrouver dans la nouvelle formule un fondement catholique. Ainsi, des individus tels qu'Armand S. Tessier, Alexandre Dugré (jésuite), Alphonse de Gonzague, Armand Bellemare (jésuite), Lionel Boisseau et Gonzalve Poulin (franciscain), attachés au *Bien public* chéri par Mgr Cloutier, demeurent au sein de l'équipe de rédaction. Enfin, Albert Tessier sert d'intermédiaire entre les nouveaux directeurs et les journalistes qui ne les connaissent pas encore. Par exemple, un collaborateur parisien, Léo Leymarie²⁵, vérifie auprès de Tessier si ses chroniques sont encore les bienvenues²⁶.

Si Tessier permet au *Bien public* de connaître une douce transition, Douville, le plus expérimenté des deux dirigeants, sert lui aussi de garantie de succès. En effet, il est présenté dans l'en-tête du journal comme le directeur, alors que Marchand se contente du titre de rédacteur jusqu'à l'achat de l'imprimerie, en novembre 1938. De plus, Douville prend la responsabilité de l'éditorial entre septembre et décembre 1933, jusqu'à ce que Marchand ait pris suffisamment d'expérience pour alterner avec lui. On peut voir là un signe de prudence de la part de la nouvelle équipe de direction. En plus de son travail d'éditorialiste, Douville fait preuve d'une grande polyvalence, son nom ou ses initiales se retrouvant autant dans la page agricole que dans celle consacrée à la littérature, même si cette dernière est principalement le fruit de Marchand.

²⁵ Leymarie correspond avec Tessier depuis 1927. Cette année-là, la Société d'histoire du Canada à Paris, dont Leymarie fait partie, organise une fête en l'honneur de Pierre Boucher. L'historien français écrit alors à Tessier, préfet du Séminaire, pour obtenir des fonds pour l'événement.

²⁶ Lettre de Léo Leymarie à A. Tessier, le 17 novembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-43.

En effet, maintenant qu'il occupe un poste de décideur, le jeune poète fait appel à ses amis écrivains pour développer encore davantage le contenu littéraire du périodique. À ce sujet, il écrit à DesRochers, trois jours après avoir pris la direction du journal : « En plus des rubriques ordinaires, je publierai, bi-mensuellement, une page littéraire [...]. Je veux de l'inédit, du suggestif, du musclé, rien de cheap. Je compte immensément sur ta vieille amitié pour m'aider à faire de cette page la meilleure du Canada-français²⁷. » Pour Marchand et Douville, il est primordial qu'un espace régulier soit consacré à la littérature au sein du *Bien public*. En effet, le premier considère qu'une page littéraire contribue à faire connaître les auteurs d'ici. Selon lui, cette publicité est urgente, puisque même l'élite de la province ne connaît pas l'existence d'Alfred DesRochers et de Claude-Henri Grignon²⁸. Pour sa part, Douville affirme, lors du congrès des hebdomadaires, que de tels journaux devraient parler de littérature pour mieux concurrencer les quotidiens²⁹.

Ainsi, d'un commun accord, Marchand et Douville réservent une attention spéciale à la littérature dès 1933 et durant toute la décennie. Ils mettent d'ailleurs cet aspect à l'avant-plan dans les publicités du *Bien public*. Par exemple, en janvier 1937, la direction souligne dans un encadré qu'il s'agit du « seul journal mauricien qui, grâce à la brillante collaboration d'une cinquantaine d'écrivains, donne un saisissant relief de l'actualité par l'éditorial, le commentaire, le billet, la chronique, le reportage, le conte et l'illustration³⁰. » Alors que *Le Nouvelliste* ne présente qu'un feuillet et, quelquefois par année, des critiques de livres mauriciens, *Le Bien public* consacre une page entière aux lettres, une ou deux fois par mois. On y trouve notamment des poèmes, des extraits de romans, des critiques et des éditoriaux sur le

²⁷ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, s.d., CPCM. Marchand mentionne qu'il est propriétaire du journal depuis « trois jours ».

²⁸ *Le Bien public*, 9 août 1934, p. 12.

²⁹ *Le Bien public*, 11 octobre 1934, p. 9.

³⁰ *Le Bien public*, 14 janvier 1937, p. 15.

milieu littéraire et ses représentants. Comme nous l'avons montré au chapitre précédent, les hommes de plume qui fréquentent Marchand peuvent espérer trouver dans son hebdomadaire, parfois en retour d'une collaboration épisodique au journal, une vitrine pour se faire connaître en Mauricie.

En effet, Marchand obtient des textes d'amis et de gens fréquentés dans les soirées littéraires. Parmi eux, Alfred DesRochers, Lucien Parizeau, Willie Chevalier, Pierre Daviault, Harry Bernard, Françoise Gaudet-Smet, Moïsette Olier et Jean-Charles Harvey. À ces individus s'ajoutent des écrivains qui collaboraient déjà au *Bien public* et qui réitèrent leur soutien aux nouveaux directeurs. Le père Rodolphe Dubé, dit François Hertel, est de ceux-là. Dès juillet 1933, il s'empresse de rassurer ses confrères : « Je tâcherai de collaborer de temps à autre³¹. » Trois ans plus tard, Dubé continue de rédiger des textes pour le journal trifluvien par amitié pour ses dirigeants, même s'il s'était promis d'écrire seulement par plaisir et non pour la publication : « Vous êtes du nombre unique de ceux à qui je ne peux refuser un article³². » Parmi les collaborateurs réguliers de la page littéraire, on trouve également deux amis intimes de Marchand, Ulric Gingras et Roger Brien. Lorsque ce dernier est interpellé en 1934 pour collaborer au *Bien public*, il se montre très volontaire : « Tu m'as reproché de n'avoir rien écrit pour ton si intéressant hebdomadaire. [...] [D]ésormais, tu devras me faire le reproche antipodal³³ ». Il faut dire que la publication fréquente de poèmes constitue une bonne publicité pour son œuvre. D'ailleurs, Brien collectionne les numéros dans lesquels paraissent ses textes et demande à Marchand de lui envoyer des copies supplémentaires³⁴.

³¹ Lettre de François Hertel à Raymond Douville et C. Marchand, le 31 juillet 1933, CPCM.

³² Lettre de François Hertel à C. Marchand, le 31 octobre 1936, CPCM.

³³ Lettre de Roger Brien à C. Marchand, le 25 janvier 1934, CPCM.

³⁴ Lettre de Roger Brien à C. Marchand, le 3 janvier 1936, CPCM.

Si *Le Bien public* brise le cercle des déficits, après des années de pertes financières, cela est dû en partie aux réseaux de Marchand, Douville et Tessier. Sans tous ces gens qu'ils fréquentent et qui ont accepté de collaborer gratuitement à l'hebdomadaire, il aurait été impossible de réduire autant que nécessaire les dépenses du journal. En effet, l'équilibre budgétaire dépend étroitement de ce bénévole, couplé bien sûr à des revenus publicitaires grandissants. Par ailleurs, même dans ce domaine, les contacts de la nouvelle équipe de direction ont un impact positif, puisque DesRochers prodigue des conseils importants à Marchand sur les façons d'obtenir les publicités les plus lucratives.

Nous avons vu au chapitre précédent que le poète mauricien gagne très tôt dans sa carrière le soutien de critiques littéraires et d'écrivains bien connus. Plusieurs indices dans sa correspondance révèlent qu'il bénéficie d'une influence croissante dans ce milieu durant la décennie 1930. La prochaine section s'attarde au rôle actif de Marchand au sein du groupe d'auteurs qu'il côtoie.

3.1.2 Clément Marchand gagne des appuis dans le monde littéraire

Lorsque Marchand prend la tête du *Bien public*, il entretient encore des liens forts avec les acteurs du monde littéraire qui se réunissent fréquemment à Montréal, Sherbrooke et Trois-Rivières, alors que Douville et Tessier, qui l'ont introduit quelques années plus tôt, paraissent s'en détacher davantage. En effet, il arrive de plus en plus souvent que le jeune poète soit invité sans ses deux amis. Par exemple, en octobre 1933, Olivar Asselin, alors rédacteur en chef du journal *Le Canada*, organise une soirée en l'honneur d'Albert Pelletier, lauréat du prix de littérature de la province de Québec. Cette « petite réunion d'amis³⁵ » à l'hôtel Windsor rassemble trente participants. En tête de liste figure le Secrétaire de la province, Athanase David. Le tiers des individus sélectionnés sont les habitués des soirées littéraires

³⁵ Lettre d'Olivar Asselin à Clément Marchand (C. Marchand), le 27 septembre 1933, CPCM.

chez Albert Pelletier : Olivar Asselin, Alfred DesRochers, Clément Marchand, Robert Choquette, Albert Lévesque, Edmond Turcotte, Jean-Charles Harvey, Henri Girard, Lucien Parizeau et Claude-Henri Grignon. À cette rencontre, on retrouve aussi les écrivains Berthelot Brunet et Philippe Panneton (Ringuet), de même que des membres de la Ligue d'action nationale, Arthur Laurendeau (musicien), Lionel Groulx (historien), Aegidius Fauteux (archiviste) et Antonio Perreault (avocat).

Même s'il n'est pas invité à cette fête, Raymond Douville fait partie de l'entourage de Pelletier, puisqu'en février 1934, on sollicite encore sa présence aux veillées « à la bonne franquette » chez le critique littéraire³⁶. Cependant, les nombreuses associations investies par Douville à partir de 1933 permettent de croire que ce dernier délaisse progressivement le milieu des lettres montréalais dès qu'il déménage en Mauricie et prend la direction du journal trifluvien. L'homme se fait plutôt voir sur d'autres tribunes. En effet, il devient directeur de la Jeune Chambre de commerce de Trois-Rivières (1934), puis président de celle-ci (1936). Cette année-là, il participe également aux activités de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières et il se fait élire secrétaire de l'Association des hebdomadaires canadiens-français³⁷. Autre preuve qu'il manque de temps pour les soirées littéraires au cours de cette période : son ouvrage sur Aaron Hart, qu'il s'était engagé à « bâcler » pour septembre 1933³⁸, ne paraît qu'en 1938 aux Éditions du Bien public.

Tandis que Douville développe des contacts parmi les historiens amateurs et les journalistes de la province, en prenant part à diverses organisations, Marchand poursuit son chemin dans le monde des lettres. Cette vie sociale intense l'oblige lui aussi à délaisser sa propre production littéraire, reportant à la fin de la décennie la publication d'un premier recueil de nouvelles, *Courriers des villages* (1940). En

³⁶ Pelletier convie Marchand et Douville à une soirée chez lui en février 1934. (Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 4 février 1934, CPCM.)

³⁷ Il fait partie des membres fondateurs. Il est secrétaire jusqu'en 1949 et président en 1954-1955.

³⁸ Lettre de Raymond Douville à C. Marchand, le 11 juillet 1933, CPCM.

attendant, ses textes paraissent dans différents périodiques et son nom circule dans le milieu littéraire. Dès qu'il peut se libérer du journal ou que ce dernier exige des déplacements, Marchand prend part à des rencontres d'auteurs. Ces dernières prennent par ailleurs plusieurs formes. Il s'agit parfois d'invitations officielles à des réunions (environ une fois par mois, sauf l'hiver) ou de rendez-vous avec des écrivains particuliers³⁹. D'autres fois, ce sont plutôt des visites improvisées, Marchand étant de passage dans la métropole pour négocier des contrats de publicité pour *Le Bien public*⁴⁰. Un simple besoin d'évasion peut l'amener à se réfugier chez ses amis montréalais. Par exemple, lorsque se termine l'année des fêtes du tricentenaire, il écrit à Albert Pelletier : « Je m'en vais [...] me dessoûler à Montréal des fastes trifluviens⁴¹. » Marchand, devenu un intime du critique littéraire, peut même arriver sans prévenir. En effet, Pelletier lui promet de lui réserver sa soirée « à dix minutes d'avis »⁴².

Bien que la majorité des rencontres aient lieu à Sherbrooke et dans la métropole, le poète trifluvien en organise aussi chez lui. Par exemple, en janvier 1934, il reçoit Albert Pelletier, Roger Brien, ainsi que le père et le jeune frère de ce dernier. Brien⁴³ a connu Marchand, son cadet de deux ans, au cours des soirées chez Pelletier, quelques mois plus tôt. Dans la jeune vingtaine, ils tentent tous deux de percer dans le domaine de la poésie. Ils deviennent à cette époque de grands amis et de fidèles épistoliers⁴⁴. D'ailleurs, le premier fils de Clément Marchand, né en 1937, se prénomme Roger en l'honneur de cette amitié.

³⁹ C. Marchand se rend à Montréal pour une « courte entrevue avec Asselin » et passera le reste de la journée avec Roger Brien. (Lettre de C. Marchand à Roger Brien, le 2 novembre 1934, CPCM.)

⁴⁰ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 14 juillet 1934, CPCM.

⁴¹ Lettre de C. Marchand à Roger Brien, le 24 janvier 1935, CPCM.

⁴² Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 29 mai 1936, CPCM.

⁴³ Roger Brien est né à Nicolet en 1910. Il a étudié notamment au Collège séraphique de Trois-Rivières (1923-1930). Sa première publication qui le fait connaître est *Faust aux enfers* (1936).

⁴⁴ Entre 1934 et 1980, Brien et Marchand s'écrivent plus d'une centaine de lettres.

Une deuxième rencontre organisée par Marchand à sa résidence de la rue Sainte-Ursule a lieu l'été du tricentenaire, en juillet 1934. Alfred DesRochers y passera trois jours. Les autres invités participent seulement à une soirée. Parmi eux se trouvent Pierre Daviault⁴⁵, journaliste d'Ottawa, Jean Bruchési⁴⁶, rédacteur en chef de la *Revue moderne*, et Françoise Gaudet-Smet⁴⁷, journaliste et secrétaire d'Olivar Asselin. À noter que cette dernière est l'une des rares femmes rencontrées à cette époque dans la correspondance de Marchand. Ce dernier ayant bien voulu l'inviter chez lui, elle le convie à son tour, le 22 septembre 1934, pour une rencontre avec la poète Simone Routier⁴⁸.

À partir de 1935, les soirées de discussion auxquelles prend part Marchand se font plus rares. Une « besogne prenante⁴⁹ » au *Bien public* l'empêche souvent de quitter sa ville. Un amour naissant réduit également ses disponibilités. En effet, Marchand se marie le 14 septembre 1935. Au cours des mois qui précèdent, malgré bien des promesses, il déçoit souvent par son absence. Par exemple, en août 1935, Pelletier lui reproche de n'être pas arrêté chez lui lors de sa dernière visite à Montréal⁵⁰. Brien l'y aurait attendu toute une journée. Marchand confie alors à ce dernier : « De ces temps-là, je suis bien pressé⁵¹. » Ses proches comprendront mieux les désistements du journaliste trifluvien en recevant l'invitation à son mariage⁵². À

⁴⁵ Lettre de Pierre Daviault à C. Marchand, le 4 août 1934, CPCM.

⁴⁶ Lettre de Jean Bruchési à C. Marchand, le 10 juillet 1934, CPCM.

⁴⁷ Lettre de Françoise Gaudet-Smet à C. Marchand, le 4 août 1934, CPCM.

⁴⁸ Lettre de Françoise Gaudet-Smet à C. Marchand, le 13 septembre 1934, CPCM.

⁴⁹ Lettre de Roger Brien à C. Marchand, le 25 mars 1935, CPCM.

⁵⁰ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 24 août 1935, CPCM.

⁵¹ Lettre de C. Marchand à Roger Brien, le 7 septembre 1935, CPCM.

⁵² D'après la correspondance, les individus suivants ont été invités au mariage de Clément Marchand : Harry Bernard, Alfred DesRochers, Albert Pelletier, Roger Brien, Olivar Asselin, Jean Bruchési et Pierre Daviault. (Lettre de Harry Bernard à C. Marchand, le 9 septembre 1935, CPCM; lettre de Roger Brien à C. Marchand, le 8 septembre 1935, CPCM; lettre d'Olivar Asselin à C.

la suite de cette cérémonie d'engagement, Marchand délaisse encore davantage les rencontres d'écrivains. Une charge de travail importante et les problèmes de santé de son épouse sont évoqués en février 1936⁵³. Cette année-là, ses nombreuses défections l'obligent par ailleurs à rassurer des comparses tels que Brien sur son amitié qui « n'a pas baissé »⁵⁴. En août, il s'excuse cette fois auprès de DesRochers, qu'il n'a pas vu depuis un an⁵⁵. À la même époque, la correspondance de Marchand s'amenuise également. Claude-Henri Grignon s'en plaint d'ailleurs, à l'automne de 1936 : « J'ai vu un temps où vous étiez plus prompt à me répondre⁵⁶. »

De l'étudiant désirant faire annoter ses poèmes, Marchand est devenu en quelques années l'ami de plusieurs, l'invité espéré et l'hôte de quelques soirées. Bien qu'il fréquente moins souvent les réunions littéraires, les quelques écrivains et critiques qu'il côtoie se rendent encore de précieux services pour leurs projets et entreprises respectives. D'abord, Marchand sert d'intermédiaire régional, comme Tessier, pour des amis auteurs qui veulent faire connaître leurs livres en Mauricie. Par exemple, il participe à la vente d'*Un homme et son péché*, écrit par Grignon et publié par Albert Pelletier aux Éditions du Totem. Ce dernier remercie Marchand pour avoir placé douze exemplaires à la librairie Ayotte (Trois-Rivières), réussissant là où il avait lui-même échoué⁵⁷. Le jeune homme prend à cœur ce travail de diffusion, puisqu'il fait d'autres commandes à l'auteur en mai⁵⁸ et en juillet⁵⁹ 1934.

Marchand, le 11 septembre 1935, CPCM; lettres de Jean Bruchési à C. Marchand, les 26 août et 7 septembre 1935, CPCM; lettre de Pierre Daviault à C. Marchand, le 9 septembre 1935, CPCM.)

⁵³ Lettre de Roger Brien à C. Marchand, le 19 mars 1936, CPCM.

⁵⁴ Lettre de C. Marchand à R. Brien, le 5 février 1936, BAnQ-M, fonds R. Brien MSS-352/56.

⁵⁵ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 28 août 1936, CPCM.

⁵⁶ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 12 novembre 1936, CPCM.

⁵⁷ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 16 février 1934, CPCM.

⁵⁸ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 18 mai 1934, CPCM.

⁵⁹ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 5 juillet 1934, CPCM.

En guise de remerciement, Grignon et Pelletier appuient Marchand au concours de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.), qui a lieu au printemps de 1934. Pelletier a le droit de vote⁶⁰ et Grignon écrit aux jurés auxquels il a déjà rendu service pour vanter les talents de Marchand. Grignon conclut, après avoir exposé ses démarches : « vous pouvez décrocher trois voix sur cinq, assuré de celle de votre ami [Albert] Pelletier, qui, je l'espère, ne vous trompera pas⁶¹. » Finalement, il réalise qu'il n'a pas la liste officielle des juges⁶² et un autre écrivain, Lucien Desbiens, remporte le concours avec son livre *Au cœur de la Mauricie*, édité au Bien public. L'année suivante, Marchand tente de nouveau sa chance, toujours avec le soutien de Pelletier⁶³.

D'ailleurs, celui-ci attend beaucoup de son confrère trifluvien au milieu des années 1930. En effet, il souhaite que le poète s'engage dans le mouvement de lutte pour l'affirmation des Canadiens français. Pelletier lui propose de faire paraître ses textes trop osés pour *Le Bien public* dans sa nouvelle revue (*Les Idées*) : « Si tu veux m'envoyer un bel article par mois – rémunéré au pro-rata des profits nets [...] – je te mets en demeure de nous trouver un titre sans banalité et sans panache qui convienne à une revue d'idées : tu es homme à prendre ta part dans un mouvement comme celui-là⁶⁴. » Marchand accepte de collaborer à ce périodique et Pelletier en redemande, soulignant la qualité de ce qu'il écrit⁶⁵.

L'année suivante, le directeur des *Idées* s'adresse de nouveau à lui, cette fois pour qu'il recommande sa candidature de « régistrateur » au Premier ministre et

⁶⁰ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 24 février 1934, CPCM.

⁶¹ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 5 février 1934, CPCM.

⁶² Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 17 février 1934, CPCM.

⁶³ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 25 février 1935, CPCM.

⁶⁴ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 17 août 1934, CPCM.

⁶⁵ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 18 novembre 1935, CPCM.

député de Trois-Rivières⁶⁶. Il faut dire que ses « cordiales relations avec M. Duplessis⁶⁷ » sont connues, puisque *Le Bien public* l'a récemment appuyé. D'ailleurs, le même mois que Pelletier, J.P.L. Brien (père de Roger) sollicite l'aide de son ami trifluvien, son poste d'huissier étant compromis. Il demande à Marchand de plaider en sa faveur auprès du Premier ministre, « car il vous connaît bien, il a souvent lu vos articles et il connaît bien aussi votre journal⁶⁸. » À cela, Roger Brien renchérit : « Un journaliste écrivain comme toi a beaucoup d'influence surtout sur Monsieur Duplessis⁶⁹. » Nous ne savons pas si J.P.L. Brien a reçu l'attention souhaitée, mais une chose est sûre, Marchand est considéré comme un intermédiaire de choix pour toucher Duplessis.

À la même époque, le directeur du *Bien public* est également prisé pour son influence dans le monde des lettres et du journalisme. En effet, Roger Brien souhaite qu'il fasse valoir sa candidature pour le prix David 1935, à la fois par des articles élogieux dans l'hebdo mauricien⁷⁰ et par des discussions avec les juges du concours⁷¹. Brien espère que son ami pourra intéresser Olivar Asselin, membre du jury, à son œuvre : « Je sais que de ta part, ça le fera réfléchir⁷². »

De son côté, Françoise Gaudet-Smet considère que *Le Bien public* mérite d'être lu pour l'opinion qu'y présente Marchand : « Continuez de rester sur la

⁶⁶ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 10 décembre 1936, CPCM. Pelletier est finalement embauché. (Liette Bergeron, « Les Éditions du Totem (1933-1938) », dans *L'édition littéraire en quête d'autonomie. Albert Lévesque et son temps* (sous la direction de Jacques Michon), Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 51.)

⁶⁷ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 10 décembre 1936, CPCM.

⁶⁸ Lettre de J.P.L. Brien à C. Marchand, le 11 décembre 1936, CPCM.

⁶⁹ Lettre de Roger Brien à C. Marchand, le 11 janvier 1937, CPCM.

⁷⁰ Lettre de Roger Brien à Clément Marchand, le 8 mai 1935, CPCM.

⁷¹ Lettre de Roger Brien à Clément Marchand, le 6 décembre 1934, CPCM.

⁷² Lettre de Roger Brien à Clément Marchand, s. d., CPCM.

brèche : votre influence a de la valeur⁷³. » En tant que secrétaire de *L'Ordre*⁷⁴, elle lui demande d'organiser de la réclame d'abonnement dans la région de Trois-Rivières⁷⁵. Ce qu'il fait dans la page littéraire du *Bien public* en 1934. La même année, Olivar Asselin lui-même pose différents gestes qui démontrent sa grande considération à l'égard de Marchand. L'été du tricentenaire, il accepte volontiers de lui écrire une lettre de recommandation pour un stage à l'*Écho de Paris*, mais Tessier refuse que son protégé quitte son travail, même pour quelques semaines⁷⁶. Asselin propose en contrepartie de l'engager comme rédacteur si *L'Ordre* devient un « journal complet »⁷⁷. L'année suivante, ce périodique fait place à *La Renaissance* et son directeur tente encore de recruter Marchand comme rédacteur permanent⁷⁸. S'il insiste tant pour obtenir les services du journaliste, c'est donc qu'il reconnaît son talent. Marchand refuse ce poste, en raison de son attachement au *Bien public*, mais accepte néanmoins de faire partie des collaborateurs⁷⁹.

Toujours à Montréal, Jean Bruchési, rédacteur en chef de *La Revue moderne*, recherche l'appui et la collaboration du jeune Marchand. D'abord, il souhaite que ses œuvres soient critiquées à l'intérieur du journal trifluvien, auquel il prend soin de s'abonner⁸⁰ : « Il me tarde de savoir ce que vous dites de ma personne, non pas que j'attache toujours une grande importance à ce qu'on peut dire de moi, mais parce que

⁷³ Lettre de Françoise-Gaudet Smet à Clément Marchand, le 1^{er} août 1934, CPCM.

⁷⁴ Journal montréalais nouvellement fondé par Olivar Asselin et auquel Marchand collabore.

⁷⁵ Lettre de Françoise-Gaudet Smet à Clément Marchand, le 13 septembre 1934, CPCM.

⁷⁶ Melvin Yoken, *Entretiens québécois*, Montréal, P. Tisseyre, 1986, p. 224.

⁷⁷ Un « journal complet comprendrait deux pages de rédaction, ¾ à 1 page de publicité, 1 page à 1 page ¼ d'informations étrangère et locale. » (Lettre d'Olivar Asselin à C. Marchand, le 28 septembre 1934, CPCM.)

⁷⁸ Lettre d'Olivar Asselin à Clément Marchand, le 15 mai 1935, CPCM.

⁷⁹ Lettre d'Olivar Asselin à Clément Marchand, le 22 mai 1935, CPCM.

⁸⁰ Lettre de Jean Bruchési à Clément Marchand, le 14 septembre 1934, CPCM.

l'opinion de quelques bons amis peut parfois être prise au sérieux⁸¹. » Pour sa part, Marchand continue de collaborer à *La Revue moderne*, même s'il manque de temps pour produire les articles que lui demande Bruchési⁸². Puis, lorsque ce dernier craint la disparition de son périodique, Marchand répond à son appel à l'aide⁸³ et souligne dans les pages du *Bien public* les récents progrès de la revue⁸⁴.

En tant que directeur d'un hebdomadaire régional, Marchand est donc fort bien positionné pour rendre service à ses amis. Il n'hésite pas non plus à fournir des articles et des poèmes aux membres de son réseau qui dirigent des périodiques, sans grands moyens financiers. La crise des années 1930 favorise d'ailleurs cette entraide mutuelle. À la fin de la décennie, même s'il participe moins aux activités du groupe d'écrivains qui lui ont fait une place au début de sa carrière, Marchand continue de correspondre avec plusieurs journalistes, auteurs et critiques littéraires, surtout pour réclamer des textes pour *Le Mauricien*, une revue qu'il co-dirige avec Raymond Douville à partir de 1937. Encore une fois, le financement du magazine et le recrutement des collaborateurs dépendent largement des contacts que les deux directeurs ont su exploiter.

3.3 UNE SECONDE VIE POUR *LE MAURICIEN* ET *HORIZONS* (1937-1939)

La revue *Le Mauricien* est fondée en novembre 1936 par Joseph Barnard (directeur) et Charles-Auguste Saint-Arnaud (rédacteur), ancien journaliste de *La Chronique de la Vallée* et premier secrétaire de l'Association des hebdomadaires canadiens-français⁸⁵. En 1937, Saint-Arnaud propose la direction de son périodique à

⁸¹ Lettre de Jean Bruchési à Clément Marchand, le 10 août 1934, CPCPM.

⁸² Lettres de Jean Bruchési à C. Marchand, les 14 août et 21 octobre 1935, CPCPM.

⁸³ Lettre de Jean Bruchési à C. Marchand, le 1^{er} décembre 1935, CPCPM.

⁸⁴ *Le Bien public*, 24 décembre 1935, p. 3.

⁸⁵ Raymond Douville lui succède en 1936.

Marchand et Douville, ses amis, après avoir accepté un poste au *Droit d'Ottawa*⁸⁶. Rappelons que Saint-Arnaud a participé à leurs côtés à au moins une soirée littéraire à Sherbrooke au début des années 1930 (chapitre II). Il connaît les talents littéraires de ses compagnons et leur dynamisme. Non seulement fréquente-t-il le même cercle d'auteurs, mais il a fondé avec Douville le Jeune commerce, en 1933⁸⁷, en plus de participer aux activités de la Société d'histoire régionale⁸⁸ auprès de l'incontournable Tessier. *Le Mauricien* s'inscrivant dans le mouvement régionaliste, bien qu'il ne cherche pas à s'en faire le guide⁸⁹, les directeurs de l'hebdomadaire le plus étroitement associé à ce courant constituaient probablement les successeurs naturels pour la revue, d'autant plus qu'ils ont fait la preuve de leur efficacité au *Bien public*.

Encore une fois, Joseph Barnard cède sa place aux nouveaux dirigeants sans demeurer au sein de l'équipe. Il est possible qu'une mésentente sur le fond ou la forme de la nouvelle édition du *Mauricien* l'ait incité à partir. Une chose est sûre, il ne quitte pas la revue pour un emploi plus attrayant. En effet, en mars 1938, quelques mois après la démission de Barnard, Tessier écrit à Duplessis pour lui demander de « faire quelque chose pour ce confrère dont les 25 ans de journalisme, les belles qualités intellectuelles et la grande dignité de vie méritent une fin de carrière plus heureuse que celle qu'il connaît⁹⁰. » Il sera finalement nommé inspecteur des archives du Palais de justice de Trois-Rivières⁹¹.

⁸⁶ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 1, p. 268.

⁸⁷ René Verrette, *Le régionalisme mauricien des années 1930*, mémoire en études québécoises, UQTR, 1989, p. 241.

⁸⁸ Liste des membres de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières, le 21 novembre 1936. (ASTR, fonds A.T., 0014-Q3-NT-4)

⁸⁹ *Le Mauricien*, 1, 1 (novembre 1936) : 2.

⁹⁰ Lettre d'A. Tessier à M. Duplessis, le 8 mars 1938, ASTR, fonds Maurice Duplessis (M.D.), FN-0019-C-09.0916.

⁹¹ Il obtient ce nouvel emploi en octobre 1938 et décède le 24 février 1939. (*Le Nouvelliste*, 24 février 1939, p. 3)

En mai 1937, *Le Bien public* annonce en première page qu'il « vient d'acquérir les droits de publication de la revue-magazine "Le Mauricien". [...] Nous avons cru qu'il était dans l'esprit du "Bien public", de continuer cette brillante revue, à laquelle nous voulons donner une présentation et un caractère impeccables⁹². » Marchand et Douville héritent d'un périodique qui n'a que six mois d'existence et dont « les affaires [vont] plutôt mal⁹³ ». Les deux hommes décrivent ainsi la mission qu'ils ont voulu lui donner : « *Le Mauricien* s'est régulièrement préoccupé de faire mieux connaître à ses lecteurs, la littérature, le folklore, les sciences, les beaux-arts, les possibilités de tourisme, le commerce et l'industrie, enfin de tout ce qui dans la province mérite une juste publicité⁹⁴. » Imprimé sur le papier à lettre du *Mauricien*, le document duquel sont tirées les précédentes informations s'adresse probablement aux agences de publicité, aux commerçants, aux gouvernements et à tous ceux qui pourraient venir en aide au mensuel. Les directeurs mettent donc en valeur les collaborateurs les plus célèbres et les récents articles inédits signés par ces individus. Ils soulignent fièrement que leur magazine « a toujours été confectionné de première main⁹⁵ ». En réalité, certains extraits de romans et recueils de poésie se glissent dans les pages du magazine parmi une majorité de textes originaux. La revue contient aussi des portraits d'artistes, des critiques littéraires, des reportages photographiques sur différentes régions du Québec, sur des lieux et des événements culturels québécois, des articles sur des personnages historiques, de même qu'une page féminine (« Le Royaume enchanté de Madame... ») et autres chroniques divertissantes. Tout cela, dans une facture assez moderne par rapport aux autres magazines québécois de l'époque.

⁹² *Le Bien public*, 5 mai 1937, p. 1.

⁹³ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 1, p. 268.

⁹⁴ « Le Mauricien. Son but, ses réalisations, son aspect financier, les témoignages qu'il a reçus, les moyens de l'aider », s.d., p. 1-2 (ASTR, fonds A.T., 0014-P2-51a).

⁹⁵ *Ibid.*, p. 5.

Pour rentabiliser le périodique, les nouveaux propriétaires tâchent non seulement d'obtenir des revenus d'annonces plus élevés, mais aussi de rendre le magazine plus attrayant aux yeux des lecteurs. C'est pourquoi la typographie s'embellit, les illustrations et photographies se multiplient. En plus de ces améliorations de surface, il fallait se débarrasser de l'étiquette mauricienne trop restrictive. Et cela passait d'abord par un changement de titre. Ainsi, en avril 1939, le mensuel produit à Trois-Rivières devient *Horizons* : « *Le Mauricien* avait tout d'abord été fondé pour la région qui lui avait donné son nom et devait lui conserver sa tonalité générale. Mais peu à peu, par la force des choses, sa formule s'élargit et ne fut pas lente à déborder les cadres d'une revue purement régionale⁹⁶. » Jacques Michon considère que la nouvelle appellation « témoigne, de la part de Marchand du moins, d'un désir d'ouverture⁹⁷ », puisque la revue promeut encore davantage la littérature canadienne-française et se détache vraisemblablement d'un contenu mauricien. Ce penchant pour un « humanisme littéraire » est probablement une initiative du jeune directeur. Toutefois, ce geste ne doit pas être perçu comme un acte de dissidence à l'endroit de son protecteur, l'abbé Tessier, leader du mouvement régionaliste en Mauricie. En effet, même ce dernier, à la fin des années 1930, tente d'élargir la vocation des Éditions du Bien public pour répondre aux goûts littéraires de l'heure. Désirant à tout prix le succès de la revue, Tessier ne pouvait qu'encourager Marchand à modifier son titre, conscient qu'il était du déclin de la ferveur régionaliste. Voyons maintenant comment vit et meurt la revue.

3.2.1 Le financement

Dans le document promotionnel produit par les directeurs du *Mauricien*, il est question des principaux revenus et dépenses du mensuel entre septembre 1937 et septembre 1938. Pour cette année-là, Marchand et Douville annoncent un déficit de

⁹⁶ *Horizons*, 3, 4 (avril 1939) : 5.

⁹⁷ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 1, p. 267.

2 500\$ (tableau 3.1)⁹⁸. Deux lettres écrites par Marchand à Alfred DesRochers permettent d'en savoir davantage sur les finances du *Mauricien*, quelques mois après le changement de direction. En novembre 1937, le directeur du magazine trifluvien souligne qu'il s'est vendu près de 2 000 exemplaires dans les dépôts de Trois-Rivières, Montréal et Québec, en plus des 2 500 abonnements⁹⁹. Il y aurait alors trois nouveaux abonnés par jour – donc une vingtaine par semaine. Le mois suivant, Marchand parle d'une centaine par semaine¹⁰⁰. Or, le fruit des ventes ne suffit pas et la revue obtient peu de publicités nationales, qui sont par ailleurs les plus payantes. Pour survivre, le périodique doit donc recevoir chaque mois un montant de 200\$ du *Bien public*¹⁰¹. Ce transfert d'argent paraît nuire au journal.

En effet, le supplément¹⁰² offert aux lecteurs de l'hebdo à partir d'avril 1937 disparaît en mars 1938, probablement pour des raisons financières. Quand la « section magazine » est abolie, on ne donne aucune explication dans les pages du journal. Par contre, les directeurs avaient clairement indiqué, dans un encadré destiné aux collaborateurs de l'hebdo qui se plaignaient que leur article ne soit pas publié rapidement : « Si nos revenus égalaient [votre] bonne volonté [...], nous pourrions doubler le nombre de nos pages...¹⁰³ ». Il semble qu'un an plus tard, ces revenus étaient devenus insuffisants pour assurer la parution du supplément.

⁹⁸ « Le Mauricien. Son but, ses réalisations... », p. 5.

⁹⁹ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 4 novembre 1937, CPCM.

¹⁰⁰ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 11 décembre 1937, CPCM.

¹⁰¹ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 4 novembre 1937, CPCM.

¹⁰² Il s'agit d'une « section magazine » de douze à seize pages introduite au milieu du journal. On y trouve à la fois des nouvelles, contes et récits illustrés, des pages de mode et de recettes culinaires, des pages pour les enfants, des critiques littéraires, un forum, des articles sur l'histoire régionale, des bandes dessinées et des mots croisés.

¹⁰³ *Le Bien public*, 8 avril 1937, p. 1.

Tableau 3.1 : Revenus et dépenses du *Mauricien* entre septembre 1937 et septembre 1938

Dépenses	Montant (\$)
Coût d'impression	6 500
Coût des photographies	500
Coût des vignettes	1 500
Frais de poste, de collaboration, etc.	1 000
Total	9 500
Revenus	
Revenus d'annonces	4 000
Revenus d'abonnements et de ventes	3 000
Total	7 000

Source: « Le Mauricien. Son but, ses réalisations, son aspect financier, les témoignages qu'il a reçus, les moyens de l'aider », s.d., p. 5 (STR, Fonds Albert Tessier, 0014-P2-51a)

Au printemps de 1938, Marchand et Douville, inquiets pour leur magazine, font appel à l'abbé Tessier pour solliciter l'appui du gouvernement. En mai, il lance en effet un cri du cœur à Louis Coderre, sous-ministre du Commerce et de l'industrie, pour que son ministère fasse paraître des annonces dans la revue :

Le premier ministre [Duplessis] est très favorable au *Mauricien* et à ses deux jeunes directeurs. Et il faut les aider maintenant... ils traversent la plus dure période. Ils tirent tout de même à 6 000, ce qui est fort bien pour une jeune revue mauricienne... Seulement, chaque numéro se solde par un déficit et en attendant la fin du remous, les deux directeurs (mariés tous deux) se paient une quinzaine de piastres de salaire hebdomadaire!¹⁰⁴

Duplessis a de bonnes raisons d'être « favorable » au *Mauricien*, puisque la revue, au dire de Claude-Henri Grignon, accorde sa faveur au Premier ministre. À Clément Marchand, le pamphlétaire écrit: « tu défends beaucoup trop un Ministère, mille fois plus pourri encore [que le parti libéral]¹⁰⁵ ». Qu'en est-il du soutien des autorités politiques provinciales au magazine trifluvien ? Grâce aux comptes publics

¹⁰⁴ Lettre d'A. Tessier à Sarah Larkin, le 18 mai 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-11.

¹⁰⁵ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 10 juillet 1937, CPCM.

du Québec, nous savons qu'en 1939, *Horizons* reçoit 495\$ de différents ministères pour de la publicité à l'intérieur du magazine (tableau 3.2).

Tableau 3.2 : Montants donnés par des ministères québécois pour de la publicité dans les pages du *Mauricien* (1939)

Ministères	Montant (\$)
Secrétariat de la province	75
Département de la santé	75
Mines et pêcheries	75
Agriculture	60
Terres et forêts	60
Affaires municipales, industries et commerce	150
Total	495

Source: État des comptes publics de la province de Québec, Québec, Imprimeur de Son Excellente Majesté le Roi, 1939, p. 180-188.

Tessier lance tout de même un ultime appel au gouvernement, en avril 1939, expliquant que la revue a besoin de « quelque trois mille dollars » pour reprendre vie. À Georges Léveillé, chef de cabinet de Duplessis, qui craint qu'un montant supplémentaire soit perçu comme un « passe-droits », il répond : « Une revue qui commence mérite plus, demande plus d'appui. Et quand cette revue affiche ouvertement des idéals [*sic*] bienfaisants, rien n'empêche les Gouvernants de reconnaître les services spéciaux qu'elle rend à la population. Il n'y a à cela aucune objection de justice distributive¹⁰⁶. » La manœuvre de sauvetage espérée n'a pas lieu, puisque la revue mauricienne s'éteint en novembre, ce même automne où Duplessis perd les élections provinciales.

Durant sa brève existence, *Horizons* aura bénéficié d'un soutien important de la part d'Albert Tessier, qui donne au magazine sa voix de propagandiste, des photos et son argent. Par exemple, au printemps de 1939, il remet aux directeurs une

¹⁰⁶ Lettre d'A. Tessier à G. Léveillé, le 16 avril 1939, ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

obligation d'épargne d'une valeur de 1 000\$¹⁰⁷. Marchand et Douville ne peuvent donc pas se permettre de déplaire à leur aîné dans les pages du magazine. Ainsi, lorsque Tessier relève un texte « tomb[ant] dans certains écarts¹⁰⁸ » et demande d'opérer à l'avenir « une censure compétente et intelligente¹⁰⁹ », Marchand prétend ne pas l'avoir lu et s'empresse de promettre une plus ample vigilance dans le choix de ses collaborateurs. Il termine sa lettre de repentir en disant : « Nous espérons que, moyennant cette assurance qui part d'une absolue sincérité, vous nous continuerez votre collaboration sans laquelle, croyons-nous, il serait difficile de maintenir notre publication à son niveau d'intérêt actuel, ce qui serait vivement regrettable¹¹⁰. » Tessier menaçait de ne plus signer ses photos qui tapissent la revue et de cesser la publicité qu'il faisait à celle-ci auprès des séminaires et des couvents.

L'année suivante, le jeune directeur d'*Horizons* reçoit deux réprimandes concernant cette fois ses propres écrits : l'une du prêtre trifluvien Georges Panneton, en janvier 1939¹¹¹; l'autre de l'abbé Tessier, en mars. Il s'agit en fait d'un vieil article que Marchand avait d'abord publié dans *Le Bien public*, plusieurs années auparavant. Au dire du poète, Tessier aurait cru que l'article visait certaines personnes alors qu'il critiquait « une mentalité et un état d'esprit¹¹². » Cette fois, Marchand affirme qu'il n'a pas l'intention de s'excuser. Néanmoins, des dispositions sont prises pour enlever du magazine la page en question, avant qu'il ne soit livré. Le directeur ne prend donc pas le risque de froisser l'abbé Tessier, qui est prêt à livrer

¹⁰⁷ Lettre d'A. Tessier à G. Léveillé, le 16 avril 1939, ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

¹⁰⁸ Lettre d'A. Tessier à C. Marchand, le 17 juillet 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-51a.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ Lettre de C. Marchand à A. Tessier, le 19 juillet 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-51a.

¹¹¹ Lettre de Georges Panneton à C. Marchand, le 3 janvier 1939, CPCM.

¹¹² Lettre de C. Marchand à A. Tessier, le 31 mars 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-51a.

« le reste de [s]es économies¹¹³ » pour sauver la revue mauricienne. Les besoins financiers de celle-ci guident donc les actions de Marchand.

Lorsque toutes les démarches ont été entreprises pour aider le magazine, dont le déficit s'accroît sans cesse, Tessier tente une dernière manœuvre : il demande à Émile Jean, le directeur du *Nouvelliste*, de reprendre le « fruit presque mûr¹¹⁴ ». Cette proposition reste cependant lettre morte, le défi financier étant probablement trop important. La revue mauricienne fusionne alors avec le mensuel *Paysana*, dirigé par Françoise Gaudet-Smet. Ainsi, les directeurs d'*Horizons* n'ont pas à rembourser leurs abonnés, ceux-ci pouvant recevoir jusqu'à la fin de l'année une autre revue. En échange, la directrice de *Paysana* s'engage à proposer un contenu plus familial et moins féminin pour satisfaire le nouveau public auquel s'adresse désormais le périodique. Selon Tessier, cette entente n'est d'ailleurs pas respectée : « Paysana-Horizons n'apportent pas grand changement au visage et au ton de Paysana fille! [...] Je crains que les abonnés de Horizons ne soient déçus¹¹⁵. » Il lui demande en conclusion d'élargir son programme.

Dans la revue de la Jeunesse étudiante catholique (*JEC*) de janvier 1940, Tessier écrit un article qui tente d'expliquer la disparition d'*Horizons*. Il mentionne d'abord l'insuffisance, à eux seuls, des revenus d'abonnements et de vente, qui ne couvrent pas le prix du papier. Or, ajoute-t-il, les revenus d'annonces, essentiels, étaient difficilement accessibles : « on [les agences de publicité] remettait à plus tard [l'achat d'annonces à la revue], préférant attendre... L'attente tue souvent plus sûrement que les coups directs... Vous savez le reste¹¹⁶. » Selon Richard Giguère, le mensuel mauricien est victime de son succès, comme le périodique *Les Idées* qui

¹¹³ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, s. d., ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

¹¹⁴ Lettre d'A. Tessier à Émile Jean, le 23 novembre 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-Q2-40.

¹¹⁵ Lettre d'A. Tessier à Françoise Gaudet-Smet, le 7 février 1940, Archives du Séminaire de Nicolet, fonds Françoise Gaudet-Smet, F261/B6/2.

¹¹⁶ *JEC Journal de la vie étudiante*, 6, 1 (janvier 1940) : 10.

disparaît la même année¹¹⁷. En effet, les deux revues connaissent l'une et l'autre un tirage d'une progression inattendue¹¹⁸, demandant des énergies et des moyens financiers additionnels impossibles à réunir. En effet, le tirage d'*Horizons* passe de 3 000 en 1937, à 7 867 en 1938, à 9 862 en 1939¹¹⁹. Or, Clément Marchand, comme Albert Pelletier, assume presque seul le travail de rédacteur en chef, la recherche d'auteurs, la correction d'épreuves et l'administration, en plus d'occuper un autre emploi prenant, Marchand au *Bien public*, Pelletier à sa maison d'édition et au bureau d'enregistrement. Au printemps de 1939, le journaliste trifluvien confie à son ami DesRochers : « depuis que j'ai en main le Mauricien, j'ai l'impression de ne plus m'appartenir, tant la besogne qui tourne autour de ce magazine est diversifiée et pratiquement incontrôlable pour un seul homme. » En effet, dans cette aventure, Douville semble jouer un rôle plus effacé, signant seulement six textes par rapport à 38 pour Marchand. Ce dernier y laisse donc plusieurs heures de sommeil et l'entreprise¹²⁰ hérite d'un déficit difficile à éponger. En 1941, Marchand écrit à Roger Brien que les séquelles d'*Horizons* sont encore palpables :

Je dois te dire, très confidentiellement, que notre entreprise a connu et connaît encore de très sérieuses difficultés financières. Nous avons administré nos affaires avec le plus grand sens des économies. Mais l'un et l'autre, nous ne sommes pas après tout des hommes d'affaires. Voilà pourquoi certaines chances ont été gâtées. Et il ne faut pas oublier que la source de tous nos ennuis vient d'*Horizons*. Ce magazine, en trois ans de publication, nous a enfoncé pour plus de 10 000\$. C'est proprement effrayant¹²¹.

¹¹⁷ Richard Giguère, « Ces jeunes contestataires des années 1930: Albert Pelletier-Alfred DesRochers », *Voix et images*, 46 (automne 1990): 25.

¹¹⁸ Le tirage de la revue *Les Idées* passe de 1 000 à 4 000 entre janvier 1935 et février 1936. « Un tel succès prend Pelletier au dépourvu. » (Liette Bergeron, *Les Éditions du Totem (1933-1939) et la revue Les Idées: une mission à accomplir*, Mémoire de maîtrise en études françaises, Université de Sherbrooke, 1992, p. 74.)

¹¹⁹ *McKim's Directory of Canadian Publications, 1937-1939*.

¹²⁰ À partir de novembre 1938, Marchand et Douville sont également propriétaires de l'Imprimerie du Bien public, qui imprime le journal *Le Bien public* et les volumes publiés aux Éditions du Bien public.

¹²¹ Lettre de C. Marchand à R. Brien, le 25 avril 1941, BAnQ-M, fonds R.B., MSS-352/56.

Certes, la publication de cette revue mauricienne se solde par un échec financier. Néanmoins, il importe de souligner le rayonnement qu'elle a eu dans la province durant sa courte existence, grâce aux collaborateurs de qualité que Marchand et ses acolytes ont su rassembler. Voyons comment ils ont utilisé leurs contacts pour enrichir le contenu du *Mauricien*, puis d'*Horizons*.

3.2.2 Le recrutement des collaborateurs

Entre juin 1937 et décembre 1939, la table des matières du magazine contient 141 collaborateurs, incluant les deux directeurs et leur plus proche allié, l'abbé Tessier. Il ne s'agit pas ici de déterminer l'importance de chacun en fonction du nombre d'articles publiés, mais plutôt d'identifier les principaux lieux de recrutement des 49 auteurs qui entretiennent un lien connu avec Marchand, Douville ou Tessier (tableau 3.3). Il faut dire que les individus qui n'apparaissent pas dans ce tableau n'écrivent pour la plupart (62 sur 89) qu'une seule fois dans la revue. Moins nombreux, les auteurs identifiés sont cependant ceux qui contribuent le plus à faire vendre la revue, puisqu'il s'agit essentiellement d'écrivains, de critiques littéraires et de journalistes qui ont fait leur marque dans le monde des lettres ou dans le milieu intellectuel. Sans ces gens, le magazine n'aurait pu obtenir un tel succès en Mauricie ni à l'extérieur de la région.

D'abord, Marchand et ses complices parviennent à convaincre 28 des collaborateurs de l'hebdo de publier au moins un article dans le magazine trifluvien. De plus, 17 des auteurs qui font paraître un volume aux Éditions du Bien public entre 1932 et 1939 écriront dans le périodique. Parfois, des articles parus dans le magazine mauricien donnent lieu à une publication en volume. C'est le cas des nouvelles humoristiques sur les animaux, qui forment la matière de *Dimo et autres histoires de bêtes* (Sarah Larkin, 1940). Il en va de même des entrevues commandées par Marchand à Adrienne Choquette, qui seront éditées au Bien public sous le titre de *Confidences d'écrivains canadiens-français* (1939). Soulignons que la moitié des

auteurs interrogés par Choquette (15 sur 29) écrivent alors dans le magazine. On peut reconnaître au sein du groupe d'interviewés plusieurs des participants aux soirées littéraires.

Tableau 3.3 : Collaborateurs du *Mauricien/Horizons* qui entretiennent un lien connu avec Clément Marchand, Raymond Douville ou Albert Tessier (1ère partie)

Nom des collaborateurs	Nombre d'articles publiés	Présence aux soirées littéraires	Collabore au <i>Bien public</i>	Édité au <i>Bien public</i> *	Société historique T.-R.	Société historique de Montréal	Société des Dix*	Action nationale*	Autre lien (voir texte)
Auger, Lorenzo	1								X
Bernard, Harry	2	X	X					X	
Bilodeau, Ernest	1		X						
Biron, Hervé	2		X		X				
Bourgeois, Marguerite	2		X	X (1935)					
Breton, Paul-Émile	1		X	X (1937)	X				
Brien, Roger	2	X	X						
Brouillard, Carmel	1	X						X	
Carignan, J.- B. (abbé)	1		X			X			
Choquette, Adrienne	9			x (1939)					
Choquette, Robert	2	X							
Coderre, Émile	3	X							
Cossette, J.O. (abbé)	1								X
Dantin, Louis (Eugène Seers)	1	X							
Davault, Pierre	1	X	X						
Désilets, Auguste	2		X	X (1933)	X				
Desmarchais, Rex	5							X	
DesRochers, Alfred	6	X	X						
Desrosiers, Léo-Paul	1					X		X	
Douville, Raymond	6	X	X	X (1938)	X				
Dubé, Dollard	1		X	X (1933)	X				
Duguay, Jeanne-l'Archevêque	2		X	X (1934)					
Duhamel, Roger	2							X	
Télesphore Giroux	1		X	X (1935)	X				
Durand, Louis Delavoie	1		X		X				

* avant 1939

Tableau 3.3 : Collaborateurs du *Mauricien/Horizons* qui entretiennent un lien connu avec Clément Marchand, Raymond Douville ou Albert Tessier (2e partie)

Nom des collaborateurs	Nombre d'articles publiés	Présence aux soirées littéraires	Collabore au <i>Bien public</i>	Édité au <i>Bien public</i> *	Société historique T.-R.	Société historique de Montréal	Société des Dix*	Action nationale*	Autre lien (voir texte)
Francoeur, Louis	1								X
Gaudet-Smet, Françoise	1	X	X						
Gauvreau, Jean-Marie	2								
Grignon, Claude-Henri	2	X							
Guèvremont, Germaine	3								X
Harvey, Jean-Charles	1	X	X						
Hébert, Anne	1								X
Hébert, Maurice	2		X						
Héroux, Onésime	3				X				
Hertel, François	6		X	X (1932)	X			X	
Landry, Armour	4		X	X (1932)	X				
Larkin, Sarah	6			X (1938)					
Lauzon, Chrysostome	5				X				
Le Normand, Michelle	1			x (1939)					
Mac D. Little, Duncan	3								X
Marchand, Clément	38	X	X	X (1932)					
Maurault, Olivier	1						X (1935)	X	
Morin, Victor	1		X				X (1935)		
Olier, Moïsette	3	X	X	X (1934)					
Panneton, Auguste	1		X	X (1933)	X				
Potvin, Damase	4		X						
Savard, Félix-Antoine	3								X
Sénécal, Éva	5	X							
Sylvestre, Guy	6								X
Tanghe, Raymond	1		X	X (1932)	X				
Tessier, Albert	9	X	X	X (1931)	X	X	X (1935)	X	
Tessier, Armand-S.	1		X		X			X	
* avant 1939		16	28	17	15	3	3	4	8

D'ailleurs, au moins 16 des collaborateurs de la revue assistent durant les années 1930 à ces rencontres d'écrivains. En plus des directeurs du *Mauricien* et de leur ami Tessier, ce cercle d'auteurs et de critiques littéraires comprend Harry Bernard, Roger Brien, Carmel Brouillard, Robert Choquette, Émile Coderre (Jean Narrache), Eugène Seers (Louis Dantin), Pierre Daviault, Alfred DesRochers, Françoise Gaudet-Smet, Claude-Henri Grignon, Jean-Charles Harvey, Moïsette Olier et Éva Sénécal. La correspondance montre que certains d'entre eux acceptent de ne pas être rémunérés pour leur collaboration. Par exemple, Moïsette Olier veut démontrer ainsi sa reconnaissance envers Marchand et Douville. Elle écrit en effet à l'abbé Tessier, son éditeur : « J'ai une telle dette dont je veux m'acquitter auprès de ces jeunes amis, pour la belle publicité qu'ils m'ont faite [dans *Le Bien public*]¹²² ». Pour sa part, Jean-Charles Harvey permet à Marchand de reprendre une nouvelle de son recueil *Art et combat*, à condition qu'il en indique la provenance et qu'il fasse une « petite réclame à l'auteur »¹²³. Enfin, Grignon demande un abonnement à la revue en échange d'une de ses nouvelles¹²⁴. Lorsque Marchand prend l'initiative de reproduire d'autres passages du roman, l'auteur sollicite seulement une publicité pour son nouveau périodique, les *Pamphlets de Valdombre*¹²⁵. Ce qui fut fait¹²⁶. À son tour, le critique littéraire vante le magazine trifluvien dans ses *Pamphlets*¹²⁷ et dans la revue *En avant* : « Tout cela, non pas pour te flatter et pour obtenir de toi certaines faveurs, mais simplement parce que je crois ce que j'écris et qu'il est temps que je l'écrive¹²⁸. »

¹²² Lettre de Moïsette Olier à A. Tessier, le 16 décembre 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-82.

¹²³ Lettre de Jean-Charles Harvey à C. Marchand, le 21 octobre 1937, CPCPM.

¹²⁴ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 14 juin 1937, CPCPM.

¹²⁵ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 26 août 1937, CPCPM.

¹²⁶ *Le Mauricien*, 1, 11 (octobre 1937) : 31.

¹²⁷ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 25 juillet 1938, CPCPM.

¹²⁸ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 17 septembre 1937, CPCPM.

D'autres individus ne participent pas nécessairement aux soirées littéraires fréquentées par Marchand et ses collègues trifluviens, mais entretiennent néanmoins avec l'un ou l'autre des relations privilégiées. Par exemple, Maurice Hébert a bien connu Raymond Douville alors que ce dernier travaillait aux Éditions Albert Lévesque, au début des années 1930. Critique littéraire de renom, Hébert est naturellement sollicité par les directeurs du *Mauricien* pour collaborer à cette revue¹²⁹. Non seulement s'y prête-t-il à deux reprises, en novembre 1937 et en février 1938, mais il fait valoir dans une de ses causeries radiophoniques la qualité des inédits publiés dans le magazine trifluvien¹³⁰. C'est probablement lui qui suggère à sa fille, Anne Hébert, d'écrire un texte pour *Le Mauricien*. En effet, en 1938, elle n'a que 22 ans et son père guide encore sa carrière. De même, Germaine Guèvremont, qui n'a pas encore connu de succès comme romancière, rencontre peut-être les directeurs d'*Horizons* par l'intermédiaire de son cousin, Claude-Henri Grignon. Avec un réseau littéraire élargi, qui déborde des frontières mauriciennes et même québécoises, Marchand et Douville ont ainsi accès à des auteurs de la relève, en plus des grands noms de la littérature.

Grâce à l'abbé Tessier, les directeurs du *Mauricien* obtiennent également des articles d'un autre ordre, qui diversifient le contenu du magazine et permettent d'attirer un plus grand lectorat. En effet, au milieu des contes, poèmes et critiques littéraires, des historiens amateurs et autres intellectuels fournissent des enquêtes historiques, des reportages sur l'économie, la géographie ou la vie sociale. Parmi ces collaborateurs, sept côtoient l'éditeur trifluvien à la Ligue d'action nationale, notamment Roger Duhamel et Olivier Maurault. Deux auteurs font partie de la première cohorte de la Société des Dix à ses côtés et plus d'une quinzaine d'individus fréquentent avec lui les sociétés historiques de Montréal (2) et Trois-Rivières (15).

¹²⁹ Dans une publicité du *Bien public*, le 14 janvier 1937 (p. 15), Maurice Hébert est également présenté comme un collaborateur de ce journal pour la prochaine année.

¹³⁰ Lettre de Maurice Hébert à C. Marchand, le 30 novembre 1937, CPCM.

D'autres ont pu être recrutés par Tessier. C'est le cas de Lorenzo Auger, architecte, qui signe un article historique à sa demande¹³¹. De même, Félix-Antoine Savard, auteur de *Menaud, maître-draveur* (1937), correspond alors avec le préfet du Séminaire, ce qui laisse croire que les textes de l'écrivain régionaliste dans la revue ont été obtenus grâce au leader de ce mouvement en Mauricie¹³². Pour ce qui est du journaliste montréalais Louis Francoeur, « l'admiration » qu'il dit vouer à la « forme éminemment utile d'apostolat¹³³ » à laquelle s'associe Tessier donne à penser que sa participation au magazine trifluvien est due au dynamique préfet. Enfin, l'abbé J.O. Cossette, professeur au Séminaire de Trois-Rivières, et Duncan Mac D. Little, cinéaste de la première classique de canot de La Tuque en 1934 et correspondant de Tessier, ont certainement répondu à l'appel du prêtre photographe.

Ainsi, Tessier joue un rôle important pour attirer des auteurs de marque à la revue mauricienne. Étant l'un des mécènes, il a tout intérêt à ce que le périodique fasse enfin ses frais, et la qualité des collaborateurs constitue un facteur de réussite indéniable. Il ne faut pas non plus sous-estimer le travail de Raymond Douville, bien qu'il consacrait la plus grande part de ses énergies au *Bien public*. Historien amateur et membre de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières depuis 1936, il a certainement convaincu quelques-uns de ses confrères d'écrire pour son périodique. Quant à Marchand, il a su regrouper suffisamment d'écrivains connus pour attirer l'attention sur le magazine. Il n'est pas question avec *Horizons* de former une communauté littéraire unie autour du mouvement de fierté mauricienne. Les auteurs qui participent à la revue sont recrutés dans différents réseaux. Il se dessine en fait deux ensembles bien distincts : les partisans et promoteurs du régionalisme (rédacteurs du *Bien public*, auteurs publiés aux Éditions du Bien public et membres de sociétés historiques) et les écrivains et critiques associés à divers courants

¹³¹ Lettre de Lorenzo Auger à Albert Tessier, le 18 août 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-11a.

¹³² ASTR, fonds A. Tessier, 0014-P2-124.

¹³³ Lettre de L. Francoeur à Albert Tessier, le 11 janvier 1940, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-121.

littéraires et venant de différents coins du Québec, avec qui Marchand a noué des liens depuis les débuts de sa carrière.

Pour le poète trifluvien qui fréquente de moins en moins les soirées littéraires, une certaine gêne prévaut parfois quand vient le temps de solliciter ses confrères. Par exemple, lorsqu'il demande à Robert Choquette la permission de publier un extrait de *Suite maritime*, il s'excuse de réclamer un tel service, lui qui n'a pas entretenu une correspondance suivie avec l'auteur¹³⁴. Nous poserons dans les pages qui suivent quelques hypothèses concernant le déclin du réseau littéraire de Marchand. En effet, *Le Mauricien (Horizons)* constitue à Trois-Rivières la dernière manifestation de ce réseau. C'est la fin d'une époque effervescente d'échanges épistolaires et de rencontres, qui amène Marchand à développer d'autres contacts pour son entreprise.

3.3 LE DÉCLIN DU RÉSEAU LITTÉRAIRE DE MARCHAND

Quand il abandonne la publication d'*Horizons*, Marchand ne peut que constater l'écart qui s'est creusé entre lui et nombre d'amis auteurs et journalistes. Des changements s'opèrent au sein de son réseau littéraire. Voyons ce qui a pu favoriser l'espacement des rencontres, physiques et épistolaires, qui unissaient les compagnons d'écriture de Marchand.

D'abord, l'harmonie au sein de ce groupe d'écrivains se fragilise en raison des tensions grandissantes entre les auteurs associés au régionalisme ou au terroirisme, et ceux qui s'opposent à l'ascendance de ces courants sur les lettres. En effet, depuis les années 1920, des critiques littéraires influents, tels que Lionel Groulx, Carmel Brouillard et Camille Roy, tentent d'imposer aux poètes et romanciers des thèmes qui glorifient la nation canadienne-française catholique, son passé et ses ancêtres. Cette

¹³⁴ Lettre de C. Marchand à R. Choquette, le 10 mai 1939, BAnQ-M, fonds Robert Choquette, MSS-413.

mission est centrale dans la littérature du terroir, qui entretient « la méfiance envers la ville, le progrès, les étrangers (même Français et Américains) et [cherche] à valoriser la terre¹³⁵ », mais aussi dans le programme régionaliste, qui attend des écrivains qu'ils développent l'amour de la petite patrie (la région) en « se serv[a]nt de mots d'ici, de paysages d'ici, de la faune et de la flore d'ici¹³⁶. » Selon Pierre Hébert, le régionalisme et le terroirisme sont deux courants littéraires distincts qui « servent une même visée censoriale¹³⁷ ». L'auteur considère que les critiques, journalistes et éditeurs qui prônent la nationalisation de la littérature tendent à restreindre la liberté des écrivains qui, pour recevoir des prix, une bonne publicité dans les journaux ou être publiés, doivent se conformer au programme littéraire dominant.

À l'opposé de cette conception de la littérature, les exotistes « tirent leur inspiration d'outre-mer croyant ainsi répondre à l'idéal d'universalité¹³⁸ ». Ce sont des partisans de l'art pour l'art. Pour eux, qui ne souhaitent pas être au service d'une cause, le mouvement régionaliste, jugé enfermante, est immédiatement assimilé au « terroirisme ». Puisque cette appellation prend un sens péjoratif dans les années 1930, des individus comme Harry Bernard et Albert Tessier rappellent constamment à leurs amis les plus réticents (Olivar Asselin, Albert Pelletier, Jean-Charles Harvey et Louis Dantin) la distinction entre la littérature du terroir et le régionalisme qu'ils prônent. Nous y reviendrons au prochain chapitre. Pour sa part, Marchand tente de rallier ses amis des deux camps en mettant sur pied une revue, *Horizons*, ouverte à différents courants littéraires. Il demeure néanmoins perçu comme un partisan du

¹³⁵ *Conversation poétique. Correspondance entre Harry Bernard et Alfred DesRochers* (édition préparée par Micheline Tremblay et Guy Gaudreau), Ottawa, Les Éditions David, coll. « Voix retrouvées », 2005, p. 298.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 298-299.

¹³⁷ Pierre Hébert, *Censure et littérature au Québec. Des vieux couvents au plaisir de vivre, 1920-1959*, Montréal, Fides, 2004, p. 64.

¹³⁸ Micheline Tremblay et Guy Gaudreau, « Le régionalisme littéraire au Canada français. Le point de vue de Harry Bernard », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, 5, 1 (2002): 165.

régionalisme mauricien, étant donné ses relations avec l'abbé Tessier. La direction du *Bien public* et certains de ses écrits tendent également à l'associer au mouvement. Selon René Verrette, Marchand prône un « régionalisme ouvert » :

...le rédacteur du *Bien public* insiste sur la nécessité de se pénétrer du génie de la stylistique des auteurs français tout en dégagant la personnalité canadienne-française. Initié tôt aux régionalistes français par Tessier, Clément Marchand les propose comme modèles. Quelques années plus tard, déplorant l'essoufflement du mouvement littéraire des années 1930-1935, il propose, afin de raviver ce courant, de lui assigner une mission élevée (au-delà du militantisme et de l'utilitarisme), celle de définisseur de la nation, en prenant la littérature française comme exemple¹³⁹.

Aux yeux de contestataires comme Albert Pelletier, Marchand paraît néanmoins prisonnier d'une conception étroite de la littérature. D'ailleurs, le critique littéraire est l'un des seuls, parmi les amis montréalais, à n'avoir pas fourni de texte au *Mauricien*. Pourtant, Marchand est un fidèle collaborateur de sa revue *Les Idées*. Les échanges épistolaires permettent de mieux comprendre le froid qui s'installe entre les deux hommes, à partir de l'automne de 1937. À la suite d'un article du jeune trifluvien dans la revue *Œuvres d'aujourd'hui*, Pelletier le provoque en affirmant qu'il n'est pas totalement maître de sa plume : « quoi que tu en dises, ce sont les régionalistes qui t'ont fait écrire dans ce genre, qui t'ont fait voir l'accessoire et négliger l'essentiel¹⁴⁰ ». Grignon a vent de cette querelle et, dans une lettre pleine d'empathie, confie à Marchand : « L'ami Pelletier a perdu la tête. Il t'adorait; aujourd'hui, il te hait et c'est visible et c'est dégoûtant¹⁴¹. » Il promet de le défendre dans son prochain *Pamphlet*.

Quelques mois plus tard, Pelletier n'en démord pas : « tu es toujours pour moi le brave homme trop riche de talents pour son milieu et qui ne doit pas pour tout l'or du monde finir ses jours dans le sentier régionaliste, à moins qu'il n'y apporte, dans

¹³⁹ René Verrette, p. 176.

¹⁴⁰ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 15 novembre 1937, CPCM.

¹⁴¹ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 15 janvier 1938, CPCM.

ce sentier, des valeurs universelles¹⁴². » D'une part, Pelletier considère que le journalisme, en tant que « masturbation intellectuelle », ne permettra jamais à Marchand de développer pleinement son talent de poète. D'autre part, il est insulté d'avoir été comparé à Valdombre (Grignon) par son confrère mauricien. Pelletier soutient par ailleurs que ce dernier le contamine beaucoup trop¹⁴³. Il félicite tout de même Marchand pour son prix David, en 1939¹⁴⁴, mais ce sera la fin de leur correspondance.

Jusque-là, Marchand avait fait en sorte de multiplier les appuis au sein du milieu littéraire, évitant autant que possible de prendre position en faveur d'un ami écrivain au détriment d'un autre. À partir du moment où Grignon et lui se défendent mutuellement, cette fragile neutralité disparaît, le pamphlétaire ayant plusieurs ennemis, dont Pelletier et Jean-Charles Harvey¹⁴⁵. En effet, depuis la parution de ses *Pamphlets de Valdombre* (1936), dans lesquels il sème à tout vent des critiques sur les plus célèbres écrivains et journalistes, Grignon collectionne les adversaires. Faisant partie de ses protégés, Marchand perd nécessairement quelques appuis au sein de son réseau. Certes, il parvient à obtenir pour sa revue la collaboration d'une majorité de ses connaissances – Harvey y compris –, mais la distance que prend Pelletier par rapport au poète mauricien contribue à diviser le monde littéraire à son endroit.

La seconde moitié des années 1930 fait place à des tensions de plus en plus insurmontables au sein du petit groupe d'auteurs qui aimaient se réunir pour discuter. Il faut dire qu'au fil des ans et des rencontres, des liens d'intimité se sont créés. Dans

¹⁴² Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 5 mai 1938, CPCM.

¹⁴³ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 11 mai 1938, CPCM.

¹⁴⁴ Lettre d'Albert Pelletier à C. Marchand, le 29 septembre 1939, CPCM. Pelletier faisait d'ailleurs partie du jury.

¹⁴⁵ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 30 mai 1938, CPCM.

ces conditions, les jugements sévères des uns sur les œuvres des autres ne sont pas reçus de la même façon. L'amitié fait naître des attentes et une susceptibilité excessive, qui ont des répercussions directes sur les relations entre les membres du réseau investi par Marchand. La lettre du père de Roger Brien au directeur du *Mauricien* le montre bien :

Vous m'aviez dit que Valdombre réhabiliterait Roger, je me suis abonné à ses maudits cahiers [*Les Pamphlets de Valdombre*], il finit de le descendre. [...] Je vois d'ici Roger découragé, et avec raison. Je croyais que la plume du Père Lamarche, de DesRochers, la vôtre, Brouillard et tant d'autres, valaient celles de Pelletier et Valdombre, qui font cause commune pour abattre Roger tout en se décimant entre eux¹⁴⁶.

De la fin des années 1920 jusque vers 1935, « une nouvelle génération d'écrivains cherche à se faire connaître¹⁴⁷ » et ce groupe d'individus trouvent réconfort les uns auprès des autres. La correspondance joue alors un rôle majeur, puisqu'elle « brise l'isolement psychologique de l'auteur face aux critiques. En se confiant à l'ami, on réclame ainsi sa complicité, sa compassion et sa solidarité dans l'adversité¹⁴⁸. » Or, à partir du moment où les écrits de ces gens s'affrontent dans les mêmes concours, une certaine compétition s'installe nécessairement. Des individus comme Harry Bernard choisissent de ne pas produire de critiques littéraires, évitant ainsi de blesser des amis. D'autres, dont Pelletier, Asselin et Grignon, assument ce travail ingrat par lequel ils peuvent à la fois lancer une carrière et y mettre fin. Or, parmi les personnes touchées par leurs grands sabres se trouvent de vieux compagnons. Plusieurs n'ont pas su faire la différence entre les critiques littéraires et les individus derrière les plumes virulentes. Certaines attaques ont donc généré des alliances – par exemple, Grignon qui prend le parti de Marchand contre Pelletier – et, par le fait même, des divisions.

¹⁴⁶ Lettre de J.P.L. Brien à C. Marchand, le 10 février 1938, CPCM.

¹⁴⁷ *Conversation poétique...*, p. 18.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 21.

Aussi nuisibles soient ces frictions pour l'avenir des soirées littéraires, l'espacement des rencontres et la fin de l'effervescence épistolaire s'expliquent aussi par d'autres facteurs. D'abord, à partir du milieu des années 1930, plusieurs individus de ce réseau manquent de temps pour alimenter les amitiés littéraires, trop pris qu'ils sont par leurs activités professionnelles. Rappelons que Pelletier, lorsqu'il fonde *Les Idées* en 1935, cumule aussi deux autres emplois. De son côté, Harry Bernard dirige *L'Action nationale* (1933), puis le *Courrier de Saint-Hyacinthe*, en plus de connaître des problèmes de santé. Même chose pour Alfred DesRochers, souvent malade et surchargé de travail à partir de 1934, avec la mise sur pied du *Progrès de l'Est*. Et que dire de Marchand, qui prend sur ses jeunes épaules *Le Bien public*, puis *Le Mauricien*. En 1939, il écrit à DesRochers qu'avec la direction de cette revue, les lettres aux amis ont été « pendant quelques mois abandonnées, faute de pouvoir y mettre toute la lucidité et l'entrain que je voudrais¹⁴⁹. »

Avec ses nombreuses responsabilités, Marchand doit délaisser la correspondance, sauf pour ce qui concerne directement ses périodiques. Ses échanges épistolaires, même avec ses plus proches complices, cessent pendant un certain temps et parfois pour toujours. Non seulement perd-il de vue Albert Pelletier, mais les lettres de Grignon s'interrompent complètement en 1942. Leurs rencontres deviennent également rares et précieuses. Par exemple, au début des années 1940, Grignon accepte de donner une conférence devant la Jeune Chambre de commerce de Trois-Rivières pour la seule raison qu'il pourra passer le reste de la soirée avec son ami journaliste¹⁵⁰. La correspondance avec Harry Bernard, son grand ami, cesse en 1941 et ne reprend que dans les années 1950, après les études doctorales de celui-ci aux États-Unis. Pour sa part, Roger Brien, pourtant un fidèle épistolier, suspend ses rapports écrits avec Marchand pendant quatre ans, de 1942 à 1946, alors qu'il

¹⁴⁹ Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 14 mars 1939, CPCM.

¹⁵⁰ Lettre de Claude-Henri Grignon à C. Marchand, le 15 octobre 1942, CPCM.

travaille à Québec. Il renoue seulement en 1947, avec la direction de la revue *Marie* imprimée au Bien public. Pierre Daviault, cet ami d'Ottawa qui écrivait régulièrement à Marchand depuis 1934, cesse d'alimenter ces échanges à l'aube des années 1940¹⁵¹. Avec Alfred DesRochers, la correspondance se clôt en 1948, après une pause d'une décennie. Par ailleurs, cette dernière lettre est un mot d'excuse du poète trifluvien, désolé du peu de temps qu'il a pu consacrer à la littérature et aux rencontres littéraires dans les dernières années, « [d]omestiqué [qu'il était] par les soucis d'affaires¹⁵² ».

Ainsi, Marchand et ses comparses courent après les heures pour s'écrire et se fréquenter, mais aussi pour produire. Les écrivains ayant connu leurs heures de gloire durant l'entre-deux-guerres, la « génération de transition », cessent presque tous de publier après 1939¹⁵³. Alfred DesRochers, Albert Pelletier, Robert Choquette, Claude-Henri Grignon et Simone Routier font partie de cette génération née entre 1893 et 1905. Plus jeune qu'eux, Marchand apprend à leurs côtés, vit au rythme des veillées fréquentées par ces individus. Bien qu'il n'appartienne pas à cette génération, il est nécessairement affecté par son déclin. Au début des années 1940, en pleine Guerre mondiale, le journaliste trifluvien constate avec nostalgie que les soirées littéraires se font plus rares, comme si chacun écrivait dans son coin, sans discuter comme avant de leurs textes en cours de production : « Je n'ai pas revu mes anciens amis, les écrivains. D'ailleurs, toute la vie intellectuelle est paralysée. Je ne sais si on prépare des oeuvres dans le silence. Je crois plutôt qu'on ne fiche rien et qu'on se laisse vivre, en attendant la suite des événements. Cela reviendra, nous n'en

¹⁵¹ On peut signaler une dernière lettre, isolée, en 1944. (Lettre de Pierre Daviault à C. Marchand, le 27 juillet 1944, CPCM.)

¹⁵² Lettre de C. Marchand à Alfred DesRochers, le 13 janvier 1948, CPCM.

¹⁵³ Richard Giguère, « Sociabilité et formation des écrivains de l'entre-deux-guerres. Le cas des réseaux de correspondance d'Alfred DesRochers », dans *Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec*, p. 39-40.

pouvons douter¹⁵⁴. » Il faudra attendre les années 1960 pour que Marchand retrouve, avec les poètes qu'il édite, une famille littéraire animée et enveloppante. De la belle époque où il lançait sa carrière, Marchand conserve deux amis fidèles, Bernard et Brien, qui demeureront dans le réseau du Bien public.

Au fil des ans, Marchand gagne donc de l'influence dans le milieu du journalisme et des lettres, ce qui lui permet d'élargir son réseau et d'y devenir un intermédiaire important. Les indices recueillis dans sa correspondance permettent de montrer que le noyau d'individus participant aux soirées littéraires possède une forte cohésion interne dans la première partie des années 1930. Entre ces gens qui voyagent ensemble, correspondent et se côtoient, les échanges épistolaires révèlent plusieurs liens forts. Les sociologues Alain Degenne et Michel Forsé estiment qu'une relation « forte » implique intimité, réciprocité et intensité émotionnelle. Les acteurs doivent également y consacrer beaucoup de temps et échanger une pluralité de ressources¹⁵⁵.

Pour plusieurs raisons, à force d'espacer les rencontres et de multiplier les mésententes, la seconde moitié des années 1930 est moins propice à ce type de relations au sein du réseau de Marchand. Ainsi, des triades jadis complètes et mutuelles, par exemple celle formée de Roger Brien, Clément Marchand et Albert Pelletier, deviennent déséquilibrées. Dans ce cas-ci, Pelletier prend ses distances à l'égard des deux autres. Ne reste alors qu'un seul lien actif, alors qu'auparavant les trois hommes entretenaient une amitié certaine. De telles situations se reproduisant à plusieurs endroits du réseau, notamment dans les triades de Claude-Henri Grignon, un relâchement ne pouvait qu'apparaître, lentement mais sûrement.

¹⁵⁴ Lettre de C. Marchand à Roger Brien, le 25 juillet 1940, CPCM.

¹⁵⁵ Alain Degenne et Michel Forsé, *Les réseaux sociaux : une analyse structurale en sociologie*, Paris, Armand Colin, « U Sociologie », 1994, p. 128-131.

Ainsi, dans ses meilleures années, ce groupe d'auteurs contribue à la réussite du nouveau *Bien public*. *Le Mauricien* et *Horizons* bénéficient également de ce bassin de collaborateurs. Pelletier est en fin de compte le seul au sein de ce réseau littéraire à montrer ouvertement des désaccords à l'endroit de Marchand. Les autres, même s'ils n'ont que rarement des nouvelles de ce dernier ou le contestent en son absence, acceptent malgré tout d'écrire dans sa revue. Cette dernière meurt finalement d'un manque de moyens financiers, et non du soutien déclinant de ses confrères écrivains. Il faut dire que les individus participant aux soirées littéraires ne représentent qu'une partie du réseau mobilisé pour redonner vie au *Bien public* et au *Mauricien*. Les partisans du mouvement régionaliste mauricien, qui gravitent autour de l'abbé Tessier, constituent aussi des alliés de taille.

Le prochain chapitre s'intéressera au rôle de ces derniers, cette fois dans le lancement réussi de la première collection des Éditions du Bien public, les « Pages trifluviennes ». Nous verrons comment Albert Tessier, grâce à ses contacts, parvient à recruter des auteurs, à publiciser et à vendre les brochures.

CHAPITRE IV

LES ÉDITIONS DU BIEN PUBLIC PRENNENT LEUR ENVOL SOUS LA DIRECTION DE L'ABBÉ ALBERT TESSIER (1932-1939)

Si le journal *Le Bien public* et la revue *Horizons* ont largement profité des réseaux littéraires de Clément Marchand et Raymond Douville, l'essor de la maison d'édition rattachée à l'hebdomadaire trifluvien est pour sa part étroitement associé aux nombreux contacts du directeur des Éditions du Bien public, l'abbé Albert Tessier. En 1932, lorsque ce dernier lance sa première collection, les « Pages trifluviennes », il peut compter sur des appuis régionaux de taille et sur une multitude de complices à l'extérieur de la Mauricie, tant au gouvernement que parmi les journalistes, bibliothécaires, commissaires d'écoles, etc. L'éditeur bénéficie également d'un contexte propice pour des brochures traitant de sujets mauriciens, puisque la société historique régionale et *Le Bien public* ont préparé de longue date le tricentenaire de Trois-Rivières (1934). De plus, des acteurs locaux tels que Maurice Duplessis cherchent à profiter de cet événement pour se faire valoir. Tessier, fin stratège et leader trifluvien connu, sait mettre en valeur les avantages que tireraient ses amis et connaissances de cette collection et du mouvement régionaliste encore en vogue, du moins dans la première moitié de la décennie.

En effet, avec la crise qui se prolonge et les fêtes du tricentenaire terminées, Tessier manque peu à peu de financement et peine à vendre les volumes de son catalogue. Il sera question à la fin de ce chapitre des signes d'essoufflement que connaissent les « Pages trifluviennes » dans les années qui suivent le troisième centenaire. La partie la plus substantielle porte toutefois sur l'essor de la maison d'édition, entre 1932 et 1935. Nous verrons comment Tessier utilise les ressources de son réseau pour recruter des auteurs, publiciser sa collection et la financer. Mais

dans un premier temps, soulignons les principales qualités des entreprises éditoriales qui, comme les Éditions du Bien public, survivent à la crise des années 1930.

4.1 L'ÉDITION ET LA CRISE DES ANNÉES 1930 AU QUÉBEC

Les « crises de l'édition ne coïncident pas nécessairement avec les crises économiques¹ », puisque la décennie 1930 a constitué une période prospère pour l'édition américaine et la décennie 1980, pour l'édition canadienne. Cette dernière a cependant ressenti de plein fouet les suites du crash boursier de 1929. Au Québec, l'essor de la presse et de l'édition nationaliste qui suit la Première Guerre mondiale est freiné par la crise. Des journaux-éditeurs comme *Le Devoir* et *Le Bien public* sont menacés de faillite et effectuent des changements à la tête de leurs entreprises qui s'avèreront salutaires². Même la Librairie Beauchemin connaît une baisse de ses activités commerciales dès 1926 mais de façon plus marquée à partir de 1931, si bien qu'« au sortir des années les plus noires de la Grande Dépression, [elle] n'est plus l'entreprise conquérante du début du siècle³. » Granger Frères fait face à une semblable stagnation au cours de cette période. Les deux libraires-éditeurs se voient forcés, pour survivre, de se concentrer « sur leur vocation de grossistes et de commerçants⁴ », alors que d'autres entreprises, moins fortunées que ces géants, dépérissent et meurent. C'est le cas notamment des Éditions du Mercure (1927-1930) et des Éditions Albert Lévesque (1928-1937).

¹ Jacques Michon, « Albert Lévesque, entre "individualistes" et nationalistes », dans *L'édition littéraire en quête d'autonomie. Albert Lévesque et son temps* (sous la direction de Jacques Michon), Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 109. Concernant l'édition américaine, Michon se réfère à John Tebbel, *A History of Book Publishing in the United States*, New York et Londres, R.R. Bowker company, 1981, p. 283). Au sujet de l'édition canadienne, il tient cette information de *Quill & Quire* (décembre 1987) : 7.

² *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 1: *La naissance de l'éditeur* (sous la dir. de Jacques Michon), Montréal, Fides, 1999, p. 247.

³ *Ibid.*, p. 224.

⁴ *Ibid.*, p. 391.

Comme nous l'avons évoqué au premier chapitre, la survie financière de la maison d'édition dirigée par Lévesque dépendait dans une large mesure des commandes régulières de livres en provenance du Secrétariat provincial. Sous le règne des libéraux, le responsable de ce ministère, Athanase David, entretenait des relations d'amitié avec l'éditeur montréalais. À partir de 1935, lorsque David cesse de siéger au parlement⁵, la maison d'édition montréalaise perd cette source de revenus. L'arrivée au pouvoir de Duplessis n'améliore pas la situation et Lévesque doit vendre son entreprise⁶. En effet, sans l'aide du Département de l'Instruction publique, sous la responsabilité du Secrétariat de la province, il est difficile pour une maison d'édition de se maintenir, qu'elle soit située dans la métropole ou dans une ville moyenne.

Dans un contexte où l'instruction progresse et où le nombre d'étudiants s'accroît, le secret du succès pour un éditeur des années 1930 passe par le marché scolaire⁷, qui connaît un essor sans précédent au Québec. La loi Choquette de 1925, obligeant les commissions scolaires à acheter des livres canadiens pour au moins la moitié des prix de fin d'année, encourage les éditeurs québécois à publier des ouvrages pour les jeunes, écrits par des auteurs d'ici. Les écoles, les bibliothèques et les maisons d'enseignement constituent les principaux débouchés des collections pour la jeunesse⁸. Les maisons d'édition du Québec tentent de s'allier cette nouvelle clientèle en faisant « vibrer la corde sensible d'un patriotisme littéraire indissociable

⁵ David aurait cessé de siéger au parlement à partir du moment où il est réélu dans son comté par seulement une voix de majorité : « Il a été tellement insulté qu'il n'a plus remis les pieds au parlement. » (Jacques Michon, « Albert Lévesque, entre "individualistes" et nationalistes », p. 114.)

⁶ *Ibid.*

⁷ Lucie Robert « Prolégomènes à une étude sur les transformations du marché du livre au Québec (1900-1940) » dans *L'imprimé au Québec. Aspects historiques, 18^e-20^e siècles* (sous la direction d'Yvan Lamonde), Québec, IQRC, 1983, p. 235.

⁸ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 1, p. 384.

de la quête identitaire des élites intellectuelles⁹. » D'ailleurs, les ouvrages scolaires les plus primés par la critique traitent d'histoire et de géographie, deux matières qui prennent une importance croissante dans les institutions d'enseignement¹⁰, et qui constituent des voies royales pour inculquer aux jeunes l'amour de leur région, de leur pays. De façon générale, l'histoire régionale est l'un des trois secteurs éditoriaux qui se démarquent pendant la crise, parallèlement à la littérature pour la jeunesse et au roman populaire¹¹.

À cette époque où le mouvement régionaliste connaît un essor important (chapitre III), la maison d'édition dirigée par Tessier possède plusieurs clés pour percer dans le monde du livre. D'abord, Albert Tessier profite du tricentenaire de Trois-Rivières (1934) et de l'engouement pour le régionalisme pour lancer une collection qui glorifie l'histoire régionale et ses personnages. Aux écrivains qu'il mobilise, l'abbé Tessier propose des sujets, voire des plans de rédaction, pour que les « Pages trifluviennes » s'inscrivent bien dans le créneau du régionalisme mauricien dont il est le principal propagandiste. La maison d'édition trifluvienne dispose également d'un hebdomadaire, *Le Bien public*, pour publiciser ses publications par toutes sortes de moyens (critiques, concours, feuilletons, etc.). Nous avons vu que les directeurs du journal possèdent eux aussi de nombreux amis dans le milieu littéraire. Ensemble, Marchand, Douville et Tessier entretiennent des liens privilégiés avec les apôtres du régionalisme tels que Lionel Groulx¹², Omer Héroux et Harry Bernard, mais aussi avec ses contestataires, dont Albert Pelletier, Olivar Asselin et Louis Dantin. Ce réseau permettra au directeur des Éditions du Bien public d'obtenir un

⁹ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 1, p. 384.

¹⁰ *Ibid.*, p. 383.

¹¹ *Ibid.*, p. 384.

¹² Groulx se dit d'ailleurs « impressionné » par le programme littéraire que tente de mettre en place Tessier en Mauricie : « Vous faites une belle et féconde besogne en votre coin. » (Lettre de Lionel Groulx à Albert Tessier, le 29 février 1932, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-148.)

large éventail d'appuis pour diffuser les volumes de sa collection et obtenir des critiques favorables. Les « Pages trifluviennes » ont aussi l'avantage de se prêter au marché scolaire, qui se montre d'autant plus accueillant que l'éditeur est également préfet du Séminaire de Trois-Rivières. Enfin, l'abbé Tessier bénéficie des encouragements d'amis précieux au sein du gouvernement : le Secrétaire de la province, Athanase David, son successeur, Jean Bruchési, et le député de Trois-Rivières, Maurice Duplessis, Premier ministre à partir de 1936.

Avant 1940, le Québec littéraire est encore formé de plusieurs centres relativement autonomes : Montréal n'est pas encore ce foyer culturel où se concentrent presque tous les appareils de distribution¹³. Le fait d'être situé à Trois-Rivières ne constitue donc pas un obstacle pour le nouvel éditeur, qui de surcroît possède de nombreux contacts dans la métropole montréalaise et dans les autres centres que sont Québec, Sherbrooke et Ottawa. Que demander de mieux pour démarrer une entreprise d'édition que tous ces alliés de divers horizons qui vous tendent la main ? Dans la première moitié de la décennie, tous les ingrédients sont réunis pour permettre aux Éditions du Bien public de se tailler une place.

4.2 LES PAGES TRIFLUVIENNES, UNE COLLECTION MOBILISATRICE (1932-1935)

Entre 1914 et 1924, la Compagnie du « Bien public » avait apposé son nom comme imprimeur sur une douzaine d'ouvrages à compte d'auteur (appendice B, p. 327) et vendus aux bureaux du journal, sans grande publicité. Les « Pages trifluviennes », collection qui comprend 39 titres, marquent véritablement le début des Éditions du Bien public. Cette série est le fruit d'une collaboration entre la maison d'édition dirigée par l'abbé Tessier et la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières qui, depuis 1926, travaille « méthodiquement » avec *Le Bien public* au

¹³ Jacques Michon, « L'édition littéraire à Montréal depuis 1940 » dans *Marseille-Montréal, centres culturels cosmopolites*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 228-229.

réveil trifluvien¹⁴. L'objectif, écrit-on dans la présentation du premier volume de la collection, est de « faire connaître et aimer les choses et les gens de notre région trifluvienne » et ce, avant l'anniversaire de 1934. Pour ce faire, l'éditeur ne souhaite pas publier des titres qui contribuent à « l'histoire savante », mais faire preuve d'un « effort de vulgarisation ». D'ailleurs, la première brochure est née d'un concours dans les pages du *Bien public* invitant les historiens amateurs à répondre aux questions du public sur l'histoire locale.

Dans les années 1930, Albert Tessier joue seul le rôle d'éditeur, Marchand et Douville se concentrant sur la direction du journal. Une centaine de lettres par année rendent compte du travail d'édition de Tessier. Cette correspondance permet de voir comment le préfet du Séminaire mobilise son réseau de relations pour recruter des auteurs, donner de la visibilité à sa collection, trouver du financement et des débouchés. Les échanges épistolaires montrent également ce que l'abbé mauricien offre en échange de ces différents services. Dans les pages qui vont suivre, vous pourrez donc observer les échanges de ressources, raison d'être du réseau en tant que système social.

4.2.1 Le recrutement

Dans ses Mémoires, Tessier écrit : « Tous les amis capables de tenir une plume furent mobilisés de force¹⁵ » pour publier une brochure aux Éditions du Bien public. Dans une étude américaine s'intéressant au rôle des réseaux dans le domaine de l'édition, les auteurs notent que, pour un éditeur, la situation idéale est de faire partie d'un cercle d'écrivains qui lui font confiance et dont il connaît les qualités, la

¹⁴ Armour Landry, *Bribes d'histoire*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, coll. « Pages trifluviennes », série A, no. 1, « présentation ».

¹⁵ A. Tessier, *Souvenirs en vrac*, Trois-Rivières, Les Éditions du Boréal Express, 1975, p. 164.

rapidité à produire et le statut dans le milieu littéraire¹⁶. Tessier se trouve dans une telle situation lorsqu'il lance sa collection. En effet, sur les 30 individus recrutés, au moins 16 l'ont côtoyé au Séminaire de Trois-Rivières à titre de professeurs ou d'étudiants, 14 ont été membres avec lui de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières et quatre, de la Société historique de Montréal (tableau 4.1)¹⁷. De plus, la moitié (16) collaborent ou ont collaboré au journal *Le Bien public* dans les mêmes années que Tessier. Enfin, la majorité des auteurs résident soit à Trois-Rivières (13), soit dans une localité périphérique (6). Et parmi ceux qui habitent à Montréal (7) ou à Ottawa (2), la moitié sont membres de la Société historique de Montréal (4). Sauf Raymond Tanghe, ceux qui résident à l'extérieur sont originaires de la région mauricienne (Desbiens vient de Grand-Mère) ou ont fait leurs études au Séminaire (Dubé et Brouillette).

Pour mettre en place sa collection, l'abbé Tessier choisit des auteurs aptes à remettre un manuscrit dans de brefs délais et il les talonne tant que le paquet de feuilles ne trône pas sur son bureau. Par exemple, pour s'assurer qu'Auguste Désilets produise une étude historique de Grand-Mère¹⁸ dans le délai prévu, il le questionne mois après mois pour connaître l'avancée des travaux. Voici un billet assez représentatif des avertissements qu'il professe alors aux écrivains de son écurie: « Vous savez que je ne lâche pas mes victimes! [...] Ne comptez pas sur les loisirs du printemps pour me donner ce que je demande. [...] Il vous reste donc le mois de mars seulement¹⁹. » C'est incisif et sans appel!

¹⁶ Lewis A. Coser, *Books : the Culture and Commerce of Publishing*, États-Unis, Basic Books Inc., 1982, p. 86.

¹⁷ Les nombres présentés excluent bien sûr Tessier lui-même, alors que les totaux du tableau l'incluent, puisqu'il est l'auteur de trois volumes dans sa propre collection.

¹⁸ Auguste Désilets, *La Grand'Mère*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, coll. « Pages trifluviennes », no. 10, série A, 1933.

¹⁹ Lettre d'A. Tessier à Auguste Désilets, le 5 mars 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-83.

Tableau 4.1: Les « Pages trifluviennes » et leurs auteurs

Auteurs	Titres	BP	STR	SHRTR	SHM	Résidence
Audet, Francis-J.	Le comté de Maskinongé...; Députés de Trois-Rivières (1808-1838); Les députés de la région des Trois-Rivières (1841-1867); Députés de St-Maurice (1808-1838) et de Champlain (1838-1838)				X	Ottawa
Barrette, Victor	Tableaux d'histoire trifluvienne... (1935)		X			Ottawa
Bellemare, P.-A.-Adéland	co-auteur de St-François-Xavier de Batiscan (1933)		X			Batiscan
Biron, Georges (abbé)	Deux cents ans de vie paroissiale (1738-1938)... (1939)		X	X		Champlain
Boucher de la Bruère, M.	Chapelles et églises trifluviennes (1933)	X		X	X	Montréal
Bourgeois, Marguerite	La belle au bois dormant (1935)	X				Trois-Rivières
Breton, P.-Émile (o.m.i.)	Cap-de-la Madelaine. Cité mystique de Marie (1937)			X		Cap-de-la-Madelaine
Brouillette, Benoît	Développement industriel de la Vallée du St-Maurice (1932)		X			Montréal
Desaulniers, J. (abbé)	Reliques trifluviennes (1933)	X				
Desbiens, Lucien	Au coeur de la Mauricie (1933)					Montréal
Désilets, Auguste	La Grand'Mère (1933)		X	X		Grand-Mère
Dubé, Dollard	Les vieilles forges..., Légendes indiennes du St-Maurice (1933)	X	X	X		Trois-Rivières
Dubé, Rodolphe	Bas-Reliefs (1932)	X	X			Montréal
Dugré, Alexandre (s.j.)	La Pointe-du-Lac (1934)	X	X			Pointe-du-Lac
Giroux, Télesphore	Anciens chantiers du St-Maurice (1935)		X	X		Trois-Rivières
Godbout, A. (o.f.m.)	Les pionniers de la région trifluvienne : 1634-1647 (1934)			X		Trois-Rivières
Godin, Louis-Georges	Mémorial trifluvien (première et deuxième partie, 1932)	X	X	X		Trois-Rivières
Hamelin, Eddie (abbé)	La paroisse de Champlain (1934)	X	X	X		Trois-Rivières
Landry, Armour	Bribes d'histoire (1932)	X		X		Trois-Rivières
L'Archevêque-Duguay, J.	Écrin (1934)	X				Nicolet
Marchand, Clément	Bas-Reliefs (1932) (deuxième partie signée Rodolphe Dubé)	X	X			Trois-Rivières
Massicotte, E.-Zotique	Ste-Geneviève de Batiscan (1936)				X	Montréal
Olier, Moïsette	Cha8nigane (1934)	X				Shawinigan
Panneton, Auguste	Mon petit pays (1933), En flânant dans les portages (1934)	X	X	X		Trois-Rivières
Plante, Hermann (abbé)	Saint-Justin, foyer de sérénité rurale (1937)	X	X			Sainte-Geneviève
Poulin, Gonzalve (o.f.m.)	Nérée Beauchemin (1934)	X				Trois-Rivières
Surveyer, E.-Fabre	Députés des Trois-Rivières de 1792 à 1808 (1933); Députés de St-Maurice ... (1792-1908) (1934) F.-J. Audet co-auteur				X	Montréal
Tanghe, Raymond	Au pays de l'énergie (1932) (première partie signée Moïsette Olier)			X		Montréal
Tessier, Albert (abbé)	Troisième centenaire trifluvien (1934) ; Jacques Buteux... (1934); Les Trois-Rivières. Quatre siècles d'histoire (1535-1935) (1935)	X	X	X	X	Trois-Rivières
Trudel, Hervé (abbé)	St-François-Xavier de Batiscan (1933) (Co-auteur: P.-A.-A. Bellemare)		X	X		Shawinigan
Vallée, Henri (abbé)	Les journaux trifluviens de 1817 à 1933 (1933)	X	X	X		Trois-Rivières
31 auteurs	39 titres	17	17	15	5	

BP: collabore au *Bien public* **STR**: a fréquenté ou enseigne au Séminaire de Trois-Rivières **SHRTR**: fait partie de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières **SHM**: fait partie de la Société historique de Montréal

Afin d'obtenir en temps voulu un manuscrit, Tessier veille même à ce que les autres activités professionnelles d'un auteur ne nuisent pas à la « page trifluvienne » en cours. Par exemple, lorsque Moïsette Olier écrit la monographie sur Shawinigan, elle produit au même moment un roman (*Cendres*) qui paraîtra aux Éditions Albert Lévesque. Tessier fait office de conseiller littéraire pour ce livre, d'abord paru en feuilleton dans *Le Bien public*, et il ne se gêne pas pour avertir son confrère éditeur que l'écrivaine doit d'abord produire sa brochure mauricienne : « Je lui ai demandé de ne plus penser à son roman [*Cendres*] d'ici un mois!²⁰ » Après, et après seulement, Tessier acceptera de discuter avec elle du volume attendu par Lévesque.

L'année suivante, le journaliste Victor Barrette se plaint de ne pas disposer des heures nécessaires à l'écriture des tableaux d'histoire²¹ commandés par Tessier, son employeur au *Droit* lui donnant trop de travail²². Edmond Cloutier, gérant général de ce journal, se plie dès lors à une requête de l'éditeur trifluvien : « Tu peux croire que je ferai tout mon possible pour lui faciliter [à Barrette] la tâche que tu lui suggères²³. » Il faut dire que Cloutier est l'un des membres fondateurs de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières. Il connaît donc personnellement le préfet du Séminaire. Il adhère également au mouvement régionaliste promu par celui-ci et encourage à sa façon le développement des « Pages trifluviennes ».

Si Tessier trouve dans son entourage de nombreux individus prêts à consacrer temps et énergie à ses projets, c'est qu'il a su rendre service à plusieurs d'entre eux. En effet, son influence est connue à travers la province et quiconque satisfait les demandes du propagandiste peut espérer en retour un coup de main, au moment

²⁰ Lettre d'A. Tessier à Albert Lévesque, le 18 février 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-66.

²¹ Au départ, il s'agissait d'une pièce de théâtre qui devait être jouée par les étudiants du Séminaire et publiée dans les pages du *Droit*. (Lettre d'A. Tessier à Victor Barrette, le 6 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-14.)

²² Lettre de Victor Barrette à A. Tessier, le 5 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-14.

²³ Lettre d'Edmond Cloutier à A. Tessier, le 9 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-64.

opportun. Par ailleurs, certains ont déjà une dette envers le préfet lorsqu'ils acceptent de produire une « page trifluvienne ». C'est le cas de Moïsette Olier et de Jeanne L'Archevêque-Duguay. La première doit beaucoup à Tessier, qui l'a aidé à faire vendre son premier roman (chapitre II). La seconde a tant bénéficié de la générosité de l'abbé Tessier envers sa famille qu'elle ne peut lui refuser son soutien. En effet, l'éditeur constitue pour son mari, le peintre Rodolphe Duguay²⁴, un véritable mécène, lui commandant des toiles et vantant l'artiste auprès des membres de son réseau²⁵. En produisant une brochure pour sa collection, Jeanne L'Archevêque-Duguay répond à une commande de Tessier, qui souhaite un livre pour enfants dans un cadre trifluvien²⁶. Il s'agit également pour l'auteure d'un moyen supplémentaire de nourrir les siens, en visant le marché plus lucratif des écoles.

En ce contexte économique difficile, les occasions pour l'abbé Tessier de tendre la main aux amis dans le besoin ne manquent pas. Au cours de cette décennie de misère, le préfet du Séminaire aide deux autres individus, futurs auteurs de sa collection, à conserver ou obtenir un emploi. En 1930, il écrit des notes louangeuses concernant Dollard Dubé, un de ses anciens élèves, pour qu'il obtienne un poste au *Devoir*, mais aucun emploi de rédacteur n'est alors disponible²⁷. Dubé se rappelle néanmoins ce geste lorsque l'éditeur lui demande de produire une brochure. Il dédie d'ailleurs l'une d'elles à l'abbé Tessier, envers qui il conserve une « vive reconnaissance²⁸ ».

²⁴ Certaines brochures faisant partie des « Pages trifluviennes » sont illustrées par ses dessins.

²⁵ Le fonds Albert Tessier au Séminaire de Trois-Rivières contient de nombreuses lettres qui témoignent de l'appui de l'abbé mauricien envers la famille Duguay. Voir notamment les chemises de correspondance de Jeanne L'Archevêque-Duguay (0014-P1-98a) et Rodolphe Duguay (0014-P1-98b).

²⁶ Lettre d'A. Tessier à Jeanne L'Archevêque-Duguay, le 19 janvier 1933, Séminaire de Nicolet, fonds Jeanne L'Archevêque-Duguay, F377/A2/7.

²⁷ Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 3 septembre 1930, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-3.

²⁸ Dollard Dubé, *Les vieilles forges il y a 60 ans*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, coll. « Pages trifluviennes », 4A, 1933.

L'éditeur intervient également en faveur de Francis-J. Audet lorsque que son travail de chef de l'information aux Archives publiques du Canada est menacé. Tessier écrit en effet au Secrétaire d'État du Canada²⁹ et à Maurice Duplessis³⁰. Sans ses démarches et celles d'autres connaissances du milieu des historiens, notamment le juge Édouard Fabre-Surveyer³¹, Audet aurait été forcé de prendre sa retraite³². Il obtient plutôt une année de sursis, qui lui permettra de fournir une quatrième brochure pour les « Pages trifluviennes »³³. Tessier a tout intérêt à ce que l'auteur conserve son poste, le centre d'archives étant le lieu principal de ses recherches. Comme il l'avait fait pour Victor Barrette et Moïsette Olier, l'éditeur tente de réunir les conditions propices à la production de brochures pour sa collection.

Il faut dire que le temps alloué à l'écriture de ces volumes est très court. Pour profiter du battage publicitaire entourant les fêtes du tricentenaire, il fallait lancer le plus grand nombre de numéros avant les festivités. Par conséquent, Tessier accepte de publier des textes d'une qualité inégale. Pour quelques auteurs, le défi d'un volume vite fait est plus facile à relever. Par exemple, Édouard-Zotique Massicotte, qui retrouve dans ses tiroirs des notes sur le village natal de son père³⁴, n'a qu'à finaliser un travail de recherche bien amorcé. C'est le cas également de Montarville Boucher de la Bruère et de Benoît Brouillette, qui adaptent leurs « thèses » pour la publication. Lorsque Tessier demande de rédiger un ouvrage de A à Z, en quelques semaines, même les amis les plus coopératifs peuvent démissionner. Par exemple, Alfred DesRochers refuse de produire un recueil bâclé de 75-80 pages à l'intérieur

²⁹ Lettre d'A. Tessier à Charles-Hazlitt Cahan, le 1^{er} mars 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-11.

³⁰ Lettre de Francis-J. Audet à A. Tessier, le 3 mars 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-11.

³¹ Lettre de Francis-J. Audet à A. Tessier, le 12 mars 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-11.

³² Lettre de Francis-J. Audet à A. Tessier, le 7 mars 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-11.

³³ Lettre de Francis-J. Audet à A. Tessier, le 12 septembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-11.

³⁴ Lettre d'Édouard-Z. Massicotte à A. Tessier, le 6 mars 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-57.

d'un mois et demi³⁵. Même si l'éditeur lui fournit un plan et de la documentation sur la région du Saint-Maurice, DesRochers juge la commande impossible à remplir en moins d'un an³⁶. Il propose plutôt d'écrire un petit fascicule qui prendrait pour titre « Métabéroutin »³⁷, mais il ne livre jamais le manuscrit en question et il le regrette profondément, plusieurs années plus tard³⁸. Il en va de même pour Omer Héroux, rédacteur en chef du *Devoir*, qui abandonne le projet d'écriture soumis par Tessier en 1933³⁹... et demeure hanté par lui en 1937, rêvant encore de trouver les heures nécessaires pour pondre la brochure⁴⁰.

En effet, les échanges épistolaires montrent que les auteurs approchés par l'abbé éditeur pour produire un volume hésitent à faire faux-bond à l'important personnage. Ceux qui s'y hasardent offrent au moins une autre forme de soutien à sa collection. Prenons l'exemple de Gérard Malchelosse. En 1932, il propose à Tessier de le « fournir pour une brochure, soit du Sulte ou du mien sur votre chère ville⁴¹. » Mais l'étude inédite que lui demande Tessier exige trop de temps et Malchelosse retire son offre⁴². Il s'assure cependant que les nouveaux numéros de la série qu'il dirige sur Benjamin Sulte (chapitre II) n'apparaissent pas sur les étagères au même moment que les publications des Éditions du Bien public, d'autant plus que Tessier a acheté 200 copies de chacune des quatre dernières brochures publiées par Malchelosse. En 1934, ce dernier explique en effet à son confrère qu'il ne souhaite

³⁵ Lettre d'A. Tessier à Alfred DesRochers, le 14 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-85.

³⁶ Lettre d'A. Tessier à Alfred DesRochers, le 17 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-85.

³⁷ Lettre d'A. Tessier à Alfred DesRochers, le 24 avril 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-85.

³⁸ Lettre d'A. Tessier à Alfred DesRochers, le 28 avril 1942, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-85.

³⁹ Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 30 mai 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-4.

⁴⁰ Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 21 octobre 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-4.

⁴¹ Lettre de G. Malchelosse à A. Tessier, le 21 novembre 1932, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-49.

⁴² Lettre de G. Malchelosse à A. Tessier, le 30 novembre 1932, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-49. En 1935, preuve que l'historien est mal à l'aise avec ce refus, il essaie encore de trouver un manuscrit qui pourrait s'avérer pertinent pour la collection dirigée par Tessier. (Lettre de G. Malchelosse à A. Tessier, le 25 mai 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-50.)

pas lui faire concurrence : « Je songerais bien à imprimer une étude de généalogie sur les familles Sulte et ses alliées, pour septembre, cependant j'hésite en songeant que votre marché sera encombré de productions locales et qu'il faut un marché ouvert pour les 30 bonnes et instructives leçons [les « Pages trifluviennes »] que vous nous donnez⁴³. » L'année suivante, il repousse⁴⁴ pour la même raison la sortie de son prochain volume. L'appartenance des deux individus à la Société des Dix, créée en 1935, favorise par ailleurs la poursuite de ce soutien mutuel entre les éditeurs. En effet, les dix historiens qui adhèrent à cette société s'engagent à s'entraider dans leurs recherches et leurs projets de publications⁴⁵. Malchelosse évoque cette règle lorsqu'il choisit de retarder la parution du 22^e volume sur Benjamin Sulte : « Il est écrit que nous nous devons soutien au besoin⁴⁶. » D'ailleurs, quatre des dix membres de la première cohorte publient une brochure aux Éditions du Bien public : Tessier lui-même, M. Boucher de la Bruère, É.-Z. Massicotte et Francis-J. Audet. Sauf Aristide Beaugrand-Champagne, tous collaboreront de près ou de loin au projet régionaliste de l'abbé Tessier, que ce soit en collectionnant des « Pages trifluviennes » ou en écrivant pour l'un des périodiques associés à la maison d'édition mauricienne.

Pour convaincre une trentaine d'auteurs de produire un texte pour sa collection, souvent en quelques mois, Tessier fait preuve d'une grande détermination. Aux passionnés d'histoire, il souligne l'importance de faire découvrir aux jeunes leur patelin, d'instruire les gens de tous âges sur les personnages et événements marquants du passé local. Aux écrivains de sa région, l'éditeur évoque le bel incubateur que constitua la Mauricie pour lancer leur carrière et, surtout, la nécessité de préparer les esprits pour les fêtes du tricentenaire. Chacun des individus recrutés avaient déjà

⁴³ Lettre de G. Malchelosse à A. Tessier, le 13 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-49.

⁴⁴ Finalement, ce 22^e cahier ne voit pas le jour, Malchelosse n'ayant plus les moyens financiers de poursuivre cette série. (Lettre de G. Malchelosse à A. Tessier, le 23 mai 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-49.)

⁴⁵ Lettre de G. Malchelosse à A. Tessier, le 2 mai 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-49.

⁴⁶ Lettre de Gérard Malchelosse à A. Tessier, le 8 avril 1936, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-49.

côtoyé l'abbé Tessier, que ce soit au Séminaire, dans une société historique ou dans les bureaux du *Bien public*. Tous et toutes connaissent donc la ténacité du personnage et adhèrent avec plus ou moins de conviction au mouvement régionaliste qu'il promeut depuis déjà plusieurs années, notamment dans les pages de l'hebdomadaire trifluvien.

La prochaine section aborde la publicité faite aux « Pages trifluviennes ». Ici encore, l'éditeur recourt à ses connaissances et amis, cette fois dans le domaine du journalisme.

4.2.2 La publicité

Pour assurer une bonne publicité à sa collection, Tessier ne se contente pas de poster des exemplaires aux critiques littéraires des différents journaux, à Montréal, Québec, Sherbrooke et Ottawa. La correspondance montre qu'il s'adresse presque toujours à des gens qu'il a déjà fréquentés, lors de soirées littéraires ou dans différentes associations. Il fait valoir l'importance d'un mouvement régionaliste, suscitant fierté et sentiment d'appartenance, pour combattre la morosité en cette période de crise. Nous verrons dans cette section comment l'abbé Tessier mobilise les membres de son réseau pour assurer une vitrine publicitaire adéquate aux publications des Éditions du Bien public, d'abord en Mauricie, puis à l'extérieur de la région.

4.2.2.1 Trois-Rivières

Bien sûr, *Le Bien public* constitue le plus fidèle complice de la maison d'édition du même nom. Il faut dire que chaque collaborateur de ce journal côtoie l'abbé Tessier, souvent depuis plusieurs années, et adhère au mouvement régionaliste mauricien auquel s'associe l'hebdomadaire et la collection lancée en 1932. D'ailleurs, à la suite des fêtes du tricentenaire, un encadré publicitaire rappelle que la devise du *Bien public*, « L'organe du réveil trifluvien », « prend un sens, quand on

connaît la trentaine de brochures publiées spécialement pour faire connaître Trois-Rivières et toute la région⁴⁷. »

Au fil des ans, par différents moyens, l'hebdomadaire tente d'inciter ses lecteurs à acheter et à lire ces volumes. D'abord, *Le Bien public* présente périodiquement une liste exhaustive des titres de la collection, sur deux colonnes ou une page complète. De plus, chaque fois qu'un nouveau volume est publié, des critiques le plus souvent élogieuses sont publiées dans les semaines suivantes, notamment dans la rubrique littéraire. Par exemple, à l'automne de 1935, lors de la parution de *Quatre siècles d'histoire 1535-1935*⁴⁸, Clément Marchand y consacre des articles de deux colonnes, en première page, durant quatre semaines consécutives⁴⁹. Pour sa part, Raymond Douville rappelle, au sujet de la même brochure, le nombre record d'exemplaires écoulés (2 000 copies vendues dans le temps des fêtes⁵⁰). Il souligne ensuite, toujours en première page, qu'une deuxième édition (2 285 nouveaux exemplaires) est disponible en librairie⁵¹.

Le journal recourt également à une stratégie publicitaire plus originale en lançant, l'été du tricentenaire, un concours portant sur l'histoire de Trois-Rivières⁵². Chaque semaine, une série de questions est soumise aux lecteurs qui, pour répondre correctement, sont appelés à consulter les « Pages trifluviennes ». Ce concours a sans doute été mis sur pied par Albert Tessier lui-même, ce dernier étant responsable dans

⁴⁷ Encadré publicitaire, *Le Bien public*, 11 octobre 1934, 26, 41, p. 1.

⁴⁸ Cette brochure de l'abbé Tessier est la seule, parmi les « Pages trifluviennes », à n'être pas éditée au *Bien public*. Pourquoi ? Les textes de la brochure ayant déjà paru dans le journal *Le Bien public*, imprimé au Nouvelliste, il était probablement moins coûteux de faire imprimer le volume sur les mêmes presses plutôt que de faire recomposer par l'Imprimerie St-Joseph.

⁴⁹ Les 31 octobre, 8, 15 et 22 novembre 1935.

⁵⁰ *Le Bien public*, 28 mars 1935, p. 1.

⁵¹ *Le Bien public*, 18 avril 1935, p. 1.

⁵² *Le Bien public*, 14 juin 1934, p. 7.

les années 1930 de la page consacrée à l'histoire régionale. En fait, l'éditeur dispose, au *Bien public*, d'un réseau d'intimes pour publiciser sa collection. Nul besoin d'écrire de longues lettres convaincantes pour obtenir le soutien désiré.

Il en va de même au *Nouvelliste*. En effet, le directeur du journal, Émile Jean, fait partie des compagnons trifluviens de Marchand, Tessier et Douville. En 1934, les quatre individus se rencontrent régulièrement au sein du « comité publicité » des fêtes du tricentenaire⁵³. Amis de la cause régionale, leurs entreprises respectives gagnent à ce que les festivités de 1934 aient bel et bien lieu. Le quotidien et l'hebdomadaire se sont associés très tôt à cet événement et tout ce qui peut contribuer à sa réalisation trouve un écho dans leurs pages. La collection dirigée par l'abbé Tessier obtient donc dans *Le Nouvelliste* un accueil très favorable. En effet, chaque fois qu'une nouvelle brochure sort des presses, un article louangeur paraît. L'éditorialiste, Onésime Héroux (Bourgainville)⁵⁴, incite également les commissions scolaires à se procurer des « Pages trifluviennes »⁵⁵. Il faut dire que ce journaliste, ancien du Séminaire de Trois-Rivières, côtoie Albert Tessier à la société d'histoire régionale. *Le Nouvelliste* étant le journal le plus lu à Trois-Rivières, l'enthousiasme qu'il démontre vis-à-vis la collection des Éditions du Bien public rapporte certainement des bénéfices à l'entreprise éditoriale.

À la même époque, le mensuel du Séminaire de Trois-Rivières, *Le Ralliement*, apporte également son soutien aux « Pages trifluviennes ». Notons que l'éditeur est l'un des principaux collaborateurs et qu'il signe la majorité des comptes-rendus et critiques portant sur les brochures de sa collection. Tessier prend parfois pour prétexte les « Nouvelles des anciens⁵⁶ » ou les « Activités littéraires de nos

⁵³ *Le Nouvelliste*, 27 avril 1934, p. 3.

⁵⁴ Il s'agit du frère d'Omer Héroux, rédacteur en chef du *Devoir*.

⁵⁵ *Le Nouvelliste*, 27 avril 1934, p. 2.

⁵⁶ *Le Ralliement*, 2, 15 (nov.-déc. 1932) : 236-237.

anciens⁵⁷ », signalant que tel individu ayant jadis étudié au Séminaire vient de faire paraître un volume sur la région du Saint-Maurice. Le préfet ne se gêne pas non plus pour utiliser une pleine page destinée à faire valoir les nouvelles parutions et souligner l'importance de la série qu'il édite, surtout à la veille du tricentenaire⁵⁸. La revue étant distribuée à 3 000 personnes⁵⁹, dont plusieurs ont côtoyé l'abbé Tessier lors de leur passage au collège, il s'agit d'une vitrine importante pour faire connaître les volumes mauriciens.

Dans la seconde partie des années 1930, *Le Mauricien* et la revue *Le Flambeau*⁶⁰ (1935-1936), auxquelles collaborent par ailleurs Marchand, Tessier et Douville, mettent également en valeur les « Pages trifluviennes ». Il est possible que d'autres journaux de Trois-Rivières et ses environs aient participé à la promotion de cette collection, celle-ci constituant une source de fierté régionale sans pareille dans la grisaille de la crise. Les périodiques consultés suffisent à démontrer les appuis dont dispose l'éditeur en Mauricie. Maintenant, comment gagne-t-il le soutien des périodiques à l'extérieur de la région, alors que le troisième centenaire et la vocation régionaliste des Éditions du Bien public ne suscitent pas d'emblée la ferveur des journalistes ? À Trois-Rivières ou ailleurs, Tessier sait faire appel aux amis les plus sensibles à sa cause et convaincre les plus influents de présenter sa collection. Les articles ne sont pas toujours écrits de la plume qu'il aurait souhaitée, mais l'éditeur obtient une diversité d'espaces publicitaires, grâce à son réseau.

⁵⁷ *Le Ralliement*, 2, 17 (mars-avril 1933) : 266.

⁵⁸ *Le Ralliement*, 2, 15 (nov.-déc. 1932) : 239. / *Le Ralliement*, 2, 18 (mai-juin 1933) : 282-283. / *Le Ralliement*, 3, 1 (sept.-oct. 1933) : 3.

⁵⁹ *Le Ralliement*, 2, 1 (sept.-oct. 1930) : 3.

⁶⁰ La revue *Le Flambeau*, dirigée par Philippe Poisson et imprimée par Le Nouvelliste, veut encourager « le développement des arts, des sciences et des lettres, veut faire de Trois-Rivières un centre intellectuel du Canada français. » (André Beaulieu et al., *La presse québécoise. Des origines à nos jours*, tome 7: 1935-1944, Québec, PUL, 1985, p. 8.)

4.2.2.2 À l'extérieur de la Mauricie

De tous les périodiques qui confèrent aux « Pages trifluviennés » un traitement avantageux, *Le Devoir* est sans doute celui qui démontre le plus d'enthousiasme. Au sein de ce quotidien, Tessier dispose de précieux alliés. Les principaux sont le rédacteur en chef, Omer Héroux, ancien du Séminaire de Trois-Rivières, et Lucien Desbiens, journaliste originaire de La Tuque. Examinons d'abord le rôle du premier dans la mise en valeur de la collection trifluvienne.

Dans les années 1920, alors qu'il était simple journaliste au *Devoir*, Héroux n'avait pas hésité à faire de la publicité pour la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières qui souhaitait amasser des documents en vue d'études sur la région. En 1931, lorsque paraît la brochure d'Albert Tessier sur les *Fastes trifluviennes*⁶¹, Héroux propose d'écrire un article d'ensemble sur l'histoire régionale à partir de ce volume, mais craint de voir ce projet freiné par ses supérieurs : « j'ai l'air d'être toujours à vanter les gars de par chez nous⁶². » Héroux va tout de même de l'avant. En octobre 1932, il annonce à Tessier qu'il fera paraître deux articles prochainement : un sur les fêtes du tricentenaire, écrit par Louis D. Durand, avocat membre de la société historique de Trois-Rivières, et un sur les « Pages trifluviennes », produit par Rodolphe Dubé, poète qui a signé un recueil dans cette collection⁶³. La semaine suivante, *Le Devoir* publie effectivement quelques lignes sur le tricentenaire et les publications associées, mais l'article n'est pas signé⁶⁴.

⁶¹ Cette brochure ne fait pas partie des « Pages trifluviennes ». Elle paraît en collaboration avec la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières et la Société Saint-Jean Baptiste.

⁶² Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 29 juin 1931, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-3.

⁶³ Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 17 octobre 1932, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-3.

⁶⁴ *Le Devoir*, 24 octobre 1932, p. 1.

Puis, en février 1933, Héroux confie officiellement à Lucien Desbiens le rôle de couvrir les titres parus au Bien public⁶⁵. Au même moment, le journaliste écrit une brochure sur La Tuque à la demande de Tessier⁶⁶. Ce volume, intitulé *Au cœur de la Mauricie*, lance par ailleurs une polémique autour du terme « Mauricie », employé pour la première fois dans une publication. En acceptant d'assumer ce mot inventé par Tessier pour désigner la région du Saint-Maurice, le journaliste devenait un promoteur du mouvement régionaliste. En effet, Desbiens entretient la controverse à propos du mot « Mauricie », laquelle constitue, à son avis, une « excellente publicité » pour son ouvrage et pour la région⁶⁷.

Même si cet auteur constitue un bon ambassadeur pour les « Pages trifluviennes », Tessier ose encore solliciter Héroux à quelques reprises, ce dernier ayant une plus grande influence, de par le poste qu'il occupe au sein du journal. L'homme devra une fois de plus avouer à Tessier qu'il ne peut faire toute la place qu'il voudrait aux événements trifluviens dans ses propres articles : « les bonnes gens commencent, j'en ai bien peur, à être fatiguées de m'entendre parler des Trois-Rivières. En tant que rédacteur du journal, je suis naturellement obligé de porter mes regards sur beaucoup d'autres choses⁶⁸. » Héroux considère également qu'il manquerait d'objectivité s'il critiquait certaines publications du Bien public dont il a connu les auteurs. C'est la raison qu'il donne pour faire écrire par un autre journaliste la critique du livre de Moïsette Olier : « je serais bien tenté de glisser dans l'appréciation une note peut-être un peu personnelle. Je me rappelle trop vivement la gamine de 6 ou 7 ans qui courait au bord du Saint-Maurice⁶⁹. »

⁶⁵ Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 6 février 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-3.

⁶⁶ Lettre de Lucien Desbiens à A. Tessier, le 5 janvier 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-81.

⁶⁷ Lettre de Lucien Desbiens à A. Tessier, le 30 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-81.

⁶⁸ Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 14 mars 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-4. Héroux le lui répète un mois plus tard, le 11 avril 1933.

⁶⁹ Lettre d'Omer Héroux à A. Tessier, le 3 octobre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-4.

Soulignons que Desbiens est lui aussi confronté au regard de ses confrères de travail, lassés d'entendre parler des publications mauriciennes. Dans un premier temps, il fait fi des commentaires et parle abondamment de la collection dirigée par Tessier. Aucune page n'étant consacrée à la littérature, Desbiens utilise sa chronique « L'Actualité », en première page, pour évoquer les « Pages trifluviennes ». L'homme ne cache pas son amitié pour les auteurs (« mon ami Sylvain⁷⁰ ») et son amour pour la Mauricie. En fait, il chante ni plus ni moins les trésors de sa région et les vertus du régionalisme qui s'y développe. Voici un extrait qui montre bien sa grande admiration envers l'éditeur :

Mais voilà que, dans la cité de Laviolette, un jeune apôtre est sorti de l'ombre de son collège et a lancé le cri de ralliement. Aussitôt, des Vieilles Forges Saint-Maurice jusqu'aux frontières lointaines du pays, des Tête-de-Boule ont surgi des poètes, des romanciers, des historiens. Des plumes jusque-là inactives ont recommencé à vivre, des lyres muettes ont réappris à vibrer⁷¹.

Deux mois plus tard, en août 1933, Desbiens souligne encore les bienfaits du mouvement régionaliste et l'exemple que constitue la Mauricie dans le domaine. Il ne cache pas son intention de se « faire l'écho de la parole juste et opportune de l'apôtre de la Mauricie⁷². » Puis, à partir d'octobre, le journaliste propose une série de textes publicitaires, « À la gloire de la Mauricie » ou « L'épopée de la Mauricie », dans lesquels il louange la collection et résume chacune des nouvelles brochures. Présentés sur deux colonnes, ces textes sont repris presque chaque mois, avec quelques variantes⁷³.

⁷⁰ *Le Devoir*, 15 juin 1933, p. 1.

⁷¹ *Le Devoir*, 17 juin 1933, p. 1.

⁷² *Le Devoir*, 12 août 1933, p. 1.

⁷³ Voici les dates où paraissent ces articles publicitaires. En 1933 : 30 octobre (p. 4) et 4 novembre (p. 4). En 1934 : 27 janvier (p. 7), 10 février (p. 2), 17 février (p. 2), 28 février (p. 7), 3 mars (p. 7), 19 avril (p. 6), 12 mai (p. 6), 23 mai (p. 6), 6 juin (p. 4), 14 juillet (p. 4).

Lorsque prennent fin fêtes du tricentenaire, qui ont lieu à l'été de 1934, le Desbiens se fait soudain plus discret, au grand déplaisir de Tessier et des auteurs qui trouvaient dans *Le Devoir* une vitrine appréciable. Par exemple, à l'automne de 1935, Victor Barrette se plaint que son volume ne soit pas publicisé dans les autres journaux catholiques : « Je cherche dans le "Devoir" ce qu'on y pense des Tableaux [d'histoire trifluvienne]. Héroux doit pourtant savoir. Et l'A.C. [Action catholique] de Québec ? Curieux, comme nos bons journaux s'aiment!!!⁷⁴ » Desbiens explique ainsi à Tessier le peu de visibilité que donne alors le quotidien montréalais à sa collection :

Il est vrai que j'ai apparemment négligé depuis quelques mois le lancement des « Pages trifluviennes ». Mais, veuillez croire, que je n'y suis pour rien. Certains de mes collègues m'ont demandé de « laisser reposer » les lecteurs du *Devoir* pendant quelque temps avec mon « enthousiasme sur la Mauricie ». Cela m'a piqué un peu, mais j'ai compris qu'ils avaient peut-être un peu raison et qu'il ne me fallait pas oublier que je travaille pour un journal montréalais⁷⁵.

Cette lettre met fin aux échanges épistolaires qu'entretient Tessier avec Héroux et Desbiens. *Le Devoir* continue tout de même de parler des nouvelles publications trifluviennes⁷⁶, mais rien d'équivalent à la publicité des années 1933 et 1934. Il faut dire que le nombre de « Pages trifluviennes » connaît une baisse considérable après le tricentenaire et que l'intérêt pour cette collection et le mouvement régionaliste tend également à décroître.

Néanmoins, la collection trouve encore un écho favorable dans certains périodiques montréalais. En septembre 1934, le rédacteur en chef de *La Revue moderne*, Jean Bruchési, écrit à son ami Clément Marchand pour obtenir un exemplaire de chacune des brochures éditées aux Éditions du Bien public, dans le but

⁷⁴ Lettre de Victor Barrette à A. Tessier, le 5 novembre 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-14.

⁷⁵ Lettre de Lucien Desbiens à A. Tessier, le 2 septembre 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-81.

⁷⁶ Par exemple, en 1937, Hermann Plante demande à Tessier de lui faire parvenir le numéro du *Nouvelliste* qui reproduit l'article d'Héroux sur son livre paru au Bien public. (Lettre d'Hermann Plante à A. Tessier, le 24 septembre 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-98.)

d'en faire une recension⁷⁷. Bruchési propose de livrer des critiques littéraires et de souligner l'importance de la collection et du travail de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières, à laquelle elle est associée⁷⁸. Chaque fois qu'il rend compte d'un des livres de la collection, il en avertit Tessier⁷⁹. Les articles sur les « Pages trifluviennes » ne sont pas nombreux⁸⁰, mais ils sont signés par Bruchési lui-même, dans sa chronique sur « Le monde des lettres », et ils mettent en valeur la collection et son éditeur. Par exemple, en juillet 1935, le rédacteur en chef écrit au sujet de ce dernier : « Nul plus que lui n'aura contribué à faire connaître aux Trifluviens eux-mêmes et à tous les Canadiens français l'histoire et les caractères de la Mauricie⁸¹. » Rappelons que le journaliste, grâce aux soirées littéraires chez Clément Marchand (chapitre III), a créé un lien privilégié avec les écrivains trifluviens. Dans ses lettres à Marchand, il prend des nouvelles des uns et des autres. Ses liens d'amitié avec des auteurs de la région mauricienne l'ont certainement incité à porter une attention spéciale à leurs publications.

À la même époque, Robert Rumilly assure à l'abbé Tessier sa pleine collaboration en tant qu'éditorialiste du *Petit journal* : « À votre disposition si je puis en quoi que ce soit vous être agréable, et seconder, même dans une mesure infime, les beaux efforts que vous accomplissez⁸². » En mars 1934, le préfet du Séminaire de Trois-Rivières inclut les livres de Rumilly dans la liste des prix de fin d'année du collège, une initiative qui ravit l'auteur⁸³. Par la suite, comme Bruchési, Rumilly ne

⁷⁷ Lettre de Jean Bruchési à C. Marchand, le 14 septembre 1934, CPCM.

⁷⁸ Lettre de Jean Bruchési à C. Marchand, le 1^{er} mai 1935, CPCM.

⁷⁹ Lettres de Jean Bruchési à A. Tessier, les 10 novembre 1934 et 1^{er} mai 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

⁸⁰ Entre 1933 et 1937, trois articles portent sur les « Pages trifluviennes » dans *La Revue moderne* : novembre 1934 (16, 1, p. 9); avril 1935 (16, 6, p. 12); juillet 1935 (16, 9, p. 8).

⁸¹ Jean Bruchési, « Trois-Rivières », *La Revue moderne*, juillet 1935 (16, 9, p. 8).

⁸² Lettre de Robert Rumilly à A. Tessier, le 16 juin 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-119.

⁸³ Lettre de Robert Rumilly à A. Tessier, le 13 mars 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-119.

se contente pas d'écrire de bons mots dans son journal à propos des récentes publications trifluviennes, il le souligne à grands traits à l'éditeur chaque fois qu'il signe un article sur sa collection⁸⁴. Rumilly fait partie des nombreux appuis dont jouit Tessier dans le milieu des historiens.

En 1934 et 1935, les « Pages trifluviennes » et le régionalisme mauricien bénéficient également d'un espace publicitaire dans *L'Action nationale*. Rappelons que Tessier effectue depuis 1933 un travail de propagande efficace pour cette revue, vendant des exemplaires de celle-ci parmi ses connaissances, notamment au Séminaire de Trois-Rivières (chapitre II). Harry Bernard le surnomme même « cher co-directeur⁸⁵ », ce qui laisse voir l'important soutien qu'il attend de son ami. En échange de ses bons services, l'abbé Tessier obtient la promesse d'un article sur le tricentenaire et le mouvement régionaliste dans les pages du périodique montréalais. En avril 1933, Joseph-Papin Archambault, secrétaire de la revue, l'assure qu'un tel papier paraîtra⁸⁶. Qui en sera l'auteur ? Archambault propose que Tessier écrive lui-même l'article, signé d'un pseudonyme, ou de faire appel au père Alexandre Dugré, auteur d'une « page trifluvienne »⁸⁷. L'éditeur mauricien émet plutôt une préférence pour Lionel Groulx, qui ne vient pas de Trois-Rivières et n'aura pas l'air intéressé⁸⁸. Finalement, l'article, qui paraît un an plus tard, porte la signature de Lucien Desbiens, écrivain de son catalogue et journaliste au *Devoir*. Ce dernier met en relief l'activité intellectuelle intense qui prévaut autour des fêtes du tricentenaire : « Toutes les plumes se sont aiguisées pour raconter l'épopée des Trois-Rivières, toutes les lyres se sont mises à vibrer pour chanter le fleuve noir, les lacs, les montagnes et le

⁸⁴ Lettres de R. Rumilly à A. Tessier, les 3, 14 et 20 mai 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-119.

⁸⁵ Lettre d'Harry Bernard à A. Tessier, le 14 mars 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-25.

⁸⁶ Lettre de Joseph-P. Archambault à A. Tessier, le 3 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-7.

⁸⁷ Lettre de Joseph-P. Archambault à A. Tessier, le 10 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-7.

⁸⁸ Lettre de Joseph-P. Archambault à A. Tessier, le 12 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-7.

Dispensateur de tous ces trésors⁸⁹. » Toutefois, il demeure vague en ce qui a trait à la collection du Bien public. Il faudra attendre l'automne de 1935 pour que deux textes vantent concrètement les « Pages trifluviennes ». L'un, signé François Hertel, décrit l'abbé Tessier comme l'homme derrière le régionalisme mauricien. Pour lui, la société historique, les brochures, le journal *Le Bien public*, les conférences et les films du préfet font partie d'un tout destiné à promouvoir un mouvement qu'il résume ainsi : « le culte intelligent du coin de pays où l'on vit⁹⁰. » L'autre article, produit par Lionel Groulx, accorde autant de mérite à son ami abbé : « Il aura plus fait, pour la Mauricie, que tous les barrages et toutes les usines⁹¹. » Groulx recommande la lecture de la dernière brochure de Tessier. Celui-ci attendait depuis bien longtemps cette publicité pour sa collection et les fêtes du tricentenaire.

En effet, dès le printemps de 1933, Tessier part à la recherche d'appuis au sein de ses confrères journalistes. Il considère que des articles publiés un peu partout dans la province aideront le Comité du tricentenaire à convaincre les gouvernements de financer les festivités de 1934 : « Les opinions de l'extérieur sont un puissant réconfort. [...] On nous a bien accueillis, mais si la presse vient à la rescousse les résultats seront plus assurés⁹². » Le gouvernement du Québec avait promis 100 000\$ si le gouvernement fédéral en offrait autant. Finalement, ce dernier ne donne rien et Québec fournit 35 000\$. Soulignons que le préfet du Séminaire profite de ses démarches auprès des médias pour évoquer la pertinence de sa collection de brochures et du mouvement régionaliste qui motive la publication des « Pages trifluviennes ». La même semaine, en avril 1933, il s'adresse à Olivar Asselin, rédacteur en chef du *Canada*, à Alfred DesRochers⁹³, journaliste à *La Tribune*

⁸⁹ *L'Action nationale*, 3 (juin 1934) : 345.

⁹⁰ *L'Action nationale*, 6 (octobre 1935) : 114-115.

⁹¹ *Ibid.*, 133.

⁹² Lettre d'A. Tessier à Olivar Asselin, le 2 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-8.

⁹³ Lettre d'A. Tessier à Alfred DesRochers, le 2 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-85.

(Sherbrooke), et à Jean-Charles Harvey⁹⁴, directeur du *Soleil* (Québec). Malheureusement pour l'éditeur, aucun de ces journaux n'abordera concrètement sa collection, se concentrant sur le projet de troisième centenaire auquel « tout Canadien bien pensant doit accorder le plus complet appui⁹⁵ ». Dans le quotidien de Québec, Tessier obtient néanmoins une page frontispice sur Trois-Rivières⁹⁶, Harvey voulant démontrer au leader mauricien qu'il « admire [son] activité⁹⁷ ». Dans *Le Canada*, on fait davantage allusion à la collection, mais l'article n'est pas signé de la main d'Asselin. Prenons cet exemple pour montrer comment le directeur des Éditions du Bien public tente de convaincre ses interlocuteurs de lui donner un coup de pouce.

Olivar Asselin étant demeuré muet à sa première lettre⁹⁸, Tessier réécrit au journaliste pour justifier et définir son « effort "régionalisant" », à ne pas confondre avec du « terroirisme »:

En publiant les « pages trifluviennes » nous visons à révéler aux Trifluviens les richesses de leur histoire, le charme [de] leur terre aux lignes adoucies... et la grandeur farouche de leurs rivières aux lourdes eaux bronzées! Il me semble qu'on les attache plus sûrement à la patrie en procédant de cette façon logique qu'en essayant de leur révéler que les Rocheuses sont épatantes! [...] Développer le sens de l'observation chez les jeunes; leur apprendre à voir plus loin que l'écorce, à pénétrer l'âme des choses parmi lesquelles ils vivent... n'est-ce pas un peu du régionalisme?⁹⁹

Nous savons qu'Asselin n'a pas une très haute opinion des Trifluviens. En effet, lorsque Clément Marchand l'invite à participer aux fêtes du tricentenaire, l'année suivante, il se désiste en confiant à son jeune correspondant: « je souffrirais

⁹⁴ Lettre d'A. Tessier à Jean-Charles Harvey, le 3 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-2.

⁹⁵ *La Tribune*, le 5 avril 1933, p. 4.

⁹⁶ *Le Soleil*, 11 mai 1933, p. 1-4.

⁹⁷ Lettre de Jean-Charles Harvey à A. Tessier, le 2 mai 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-2.

⁹⁸ En effet, Tessier commence sa lettre du 2 avril en admettant qu'il est tenace: « J'avais sollicité un mot de commentaire sur nos projets de célébration pour 1934. Puis-je revenir à la charge? Ténacité encombrante des nordiques! »

⁹⁹ Lettre d'A. Tessier à Olivar Asselin, le 2 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-8.

de constater une fois de plus, sur place et de visu, qu'après trois siècles d'existence Trois-Rivières n'a guère à montrer à l'étranger qu'une population d'ouvriers dominée par une poignée de capitalistes étrangers, sous un régime municipal qui de tout temps a brillé plus par le péculet et l'ignorance que par la fierté française et le civisme¹⁰⁰. » Aussi, lorsque Tessier réclame un article de sa main, Asselin se dit trop épuisé pour lire et commenter une pile de brochures. Il propose plutôt de faire rédiger l'article par un journaliste de l'entourage de Tessier et d'accompagner le texte d'une « note approbative »¹⁰¹. L'éditeur refuse d'abord cette offre : « Je pourrais peut-être trouver "un ami qui écrive en français ce que nous voulons que vous disiez", mais cela ne nous avancerait guère parce que c'est votre opinion que je demandais, non la nôtre¹⁰². » Asselin fait tout de même composer un texte par Philippe Panneton (Ringuet), assurant Tessier qu'il n'y a « aucune mauvaise volonté » dans son geste¹⁰³. C'est effectivement cet écrivain originaire de Trois-Rivières qui signe l'article. Il écrit entre autres : « Sous l'impulsion d'un jeune abbé auquel se sont joints médecins, avocats, curés, voire même des notaires, s'est formé là toute une petite troupe de bonne volonté; on y écrit, parfois quelconquement, souvent bien, de l'époque charmante où le Saint-Maurice tout comme le Saint-Laurent étaient fleuves aventureux. Et cela est bien près d'intéresser tout le monde¹⁰⁴. » Sur une colonne et demi, Panneton parle de l'intérêt des fêtes en préparation mais demeure vague en ce qui a trait à la collection. Pour ceux qui comprendraient la référence aux « Pages trifluviennes », l'article laisse tout de même entendre une appréciation globalement positive des publications mauriciennes et l'intérêt de celles-ci en dehors de cette région.

¹⁰⁰ Lettre d'Olivar Asselin à C. Marchand, le 14 juillet 1934, CPCM.

¹⁰¹ Lettre d'Olivar Asselin à A. Tessier, le 4 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-8.

¹⁰² Lettre d'A. Tessier à Olivar Asselin, le 5 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-8.

¹⁰³ Lettre d'Olivar Asselin à A. Tessier, le 8 avril 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-8.

¹⁰⁴ *Le Canada*, 20 avril 1933, p. 2.

Ainsi, Tessier travaille d'arrache-pied pour obtenir des critiques signées par les rédacteurs en chef de renom des journaux de la métropole. Omer Héroux satisfait un temps à la demande, mais comme Asselin, il passe rapidement le flambeau à des collaborateurs mauriciens ou d'origine mauricienne. À la veille du tricentenaire, Tessier n'hésite pas à faire jouer simultanément plusieurs cordes de son réseau pour obtenir une bonne couverture médiatique. S'il concentre ses efforts sur les périodiques montréalais, l'éditeur s'adresse également à d'autres journaux et revues de la province et d'ailleurs.

Par exemple, l'historien amateur Élie-J. Auclair, ancien directeur de *La Revue canadienne* (1908-1922) avoue à l'éditeur mauricien qu'il le « sui[t] de loin avec beaucoup d'intérêt¹⁰⁵. » À la demande des périodiques auxquels il collabore, notamment *L'Avenir du Nord* (Saint-Jérôme), le journaliste de Saint-Polycarpe de Soulanges veut préparer un article à l'occasion des fêtes du tricentenaire. Il aurait pu se contenter d'un papier d'ordre général, qui serait repris dans différents journaux, mais il souhaite apporter une plus grande contribution au mouvement régionaliste mauricien. Il écrit donc à l'abbé Tessier pour s'abonner aux « Pages trifluviennes »¹⁰⁶ et offrir aux lecteurs une recension des différentes publications. L'année suivante, Auclair promet d'autres articles, dans le journal de Saint-Jérôme, sur les nouvelles brochures parues à Trois-Rivières¹⁰⁷. Il faut dire qu'entre temps, Tessier se procure pour le Séminaire trois volumes de chacune des deux séries de *Figures canadiennes*, écrites par l'abbé Auclair¹⁰⁸. Cet achat peut paraître timide à côté des commandes de livres que le préfet s'engage à faire pour certains amis, dont Gérard Malchelosse, mais ce geste amical encourage néanmoins le journaliste à poursuivre sa campagne en faveur de la collection mauricienne.

¹⁰⁵ Lettre d'Élie-J. Auclair à A. Tessier, le 24 mars 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-10.

¹⁰⁶ Lettre d'Élie-J. Auclair à A. Tessier, le 28 mars 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-10.

¹⁰⁷ Lettre d'Élie-J. Auclair à A. Tessier, le 15 février 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-10.

¹⁰⁸ Lettres d'Élie-J. Auclair à A. Tessier, les 4 et 13 février 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-10.

À Québec, les publications des Éditions du Bien public sont supportées par l'abbé Émile Bégin, à *L'Action catholique*. Il faut dire que dans les années 1930, ce journaliste collabore également, aux côtés de Tessier, à la revue *L'Action nationale*. Ils font donc partie du même réseau symbolique. Nous ne savons pas si les deux hommes se côtoient alors, mais ils partagent un certain engouement à l'égard du régionalisme. L'abbé Bégin ne cache pas son enthousiasme face aux actions entreprises par son confrère à Trois-Rivières. En effet, en juin 1934, il écrit à « Monsieur le Préfet » pour lui faire savoir qu'il fera paraître la semaine suivante un article sur les livres de Sylvain (Auguste Panneton) et du père Gonzalve Poulin¹⁰⁹ : « À lire toutes ces pages trifluviennes, il nous prend une ferveur qui fait penser à l'enthousiasme des vieux amis de 1860. Vous êtes comme animateur, un autre abbé Casgrain... Et je ne vous fais pas ici un petit éloge!¹¹⁰ » Il le considère donc comme un propagandiste influent et se fait un devoir de saluer le dynamisme de l'éditeur mauricien, non seulement dans *L'Action catholique*, mais aussi dans *L'Enseignement secondaire*¹¹¹.

À l'extérieur du Québec, Tessier possède également quelques contacts privilégiés. L'année du tricentenaire, les « Pages trifluviennes » gagnent des appuis au *Droit* d'Ottawa, parmi les journalistes qui connaissent déjà les auteurs mauriciens. Par exemple, Victor Barrette et Pierre Daviault souhaitent faire valoir la collection en produisant l'un et l'autre des critiques. En février 1934, Barrette, qui rédige au même moment une brochure pour la collection de Tessier, parle du livre de Dollard Dubé et le signale à Tessier : « Aujourd'hui, dans le "Droit", un mot pour vous faire plaisir¹¹². » La même année, son confrère Pierre Daviault promet de saisir toutes les occasions de parler des publications du Bien public dans ses chroniques du *Droit*.

¹⁰⁹ *L'Action catholique*, 22 juin 1934, p. 4.

¹¹⁰ Lettre d'Émile Bégin à A. Tessier, le 5 juin 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-20.

¹¹¹ Lettre d'Émile Bégin à A. Tessier, sans date, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-20.

¹¹² Lettre de Victor Barrette à A. Tessier, le 12 février 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-14.

« J'admire ce que vous avez accompli à Trois-Rivières¹¹³ », confie-t-il à l'éditeur trifluvien. Dans ce journal, Daviault ne fait pas que produire des comptes-rendus sur les fascicules trifluviens, il traite également du mouvement régionaliste dans le but de « secouer quelques-uns de [s]es concitoyens outaouais, qui, même dans certains milieux où l'on s'attendrait à autre chose, n'ont pas le sens de la grandeur de leur race. Vous avez réveillé les vôtres. Peut-être qu'en montrant souvent cet exemple, on fera naître ici une étincelle...¹¹⁴ » En 1935, Daviault signale également à Marchand qu'à partir du 6 avril, il fera la chronique bibliographique de Radio-Canada pendant tout le mois¹¹⁵. Dans le cadre de cette émission, il a consacré une critique au volume d'Eddie Hamelin et il compte aborder le dernier livre de Marguerite Bourgeois paru dans la collection mauricienne¹¹⁶. Puis, à l'automne de 1935, Daviault écrit un article sur Trois-Rivières qui est reproduit dans *Le Bien public*¹¹⁷. Il parle des effets durables du tricentenaire : les monuments historiques, la revitalisation du *Bien public*, le Syndicat d'initiative et les « Pages trifluviennes ». Il souligne aussi le rôle d'un « animateur extraordinaire », l'abbé Tessier. Sans aucun doute, le journaliste, impressionné par le « réveil trifluvien », constitue pour l'éditeur un intermédiaire de choix pour faire connaître sa collection dans la capitale canadienne.

Ailleurs au Canada, nous avons pu relever le soutien d'un chroniqueur albertain, sensible à la « belle et bonne œuvre » de Tessier aux Trois-Rivières. Georges Bugnet souhaite apporter sa contribution en écrivant une critique du livre de Gonzalve Poulin dans *La Survivance* : « Je ne m'abuse pas sur le résultat. Parler littérature, et surtout poésie, dans l'Ouest, c'est : *vox clamans in deserto*. Pourtant,

¹¹³ Lettre de Pierre Daviault à A. Tessier, le 3 octobre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76.

¹¹⁴ Lettre de Pierre Daviault à A. Tessier, le 25 septembre 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76.

¹¹⁵ Lettre de Pierre Daviault à A. Tessier, le 1^{er} avril 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76.

¹¹⁶ Lettre de Pierre Daviault à C. Marchand, le 1^{er} avril 1935, CPCM.

¹¹⁷ *Le Bien public*, 19 septembre 1935, p. 7.

quelques oreilles et quelques bourses pourraient s'en ouvrir, on ne sait jamais¹¹⁸. » Tessier, touché par cette initiative, envoie à Bugnet d'autres brochures, à l'automne de 1934¹¹⁹. Toutefois, l'éditeur n'investit pas davantage dans le développement du marché albertain.

Là-bas, comme en France, sa collection ne trouverait pas suffisamment de supporteurs pour justifier des efforts promotionnels. Mentionnons tout de même l'attention que prête le journaliste français J. Gruninger aux « Pages trifluviennes ». Fidèle lecteur de *L'Action nationale*, il a appris dans cette revue l'existence de la série éditée en Mauricie. Il écrit alors des articles sur les livres canadiens-français dans le périodique *Paris-Canada* et souhaite recevoir un exemplaire de certaines brochures pour en faire une recension. Il dit admirer « l'œuvre magnifique de renaissance régionaliste entreprise par [Tessier] en Mauricie¹²⁰. » En fait, selon Gruninger, le régionalisme est « à l'ordre du jour » en France¹²¹. En 1937, il souhaite toujours rendre compte des progrès de ce mouvement à travers les volumes du *Bien public*. Pour ce faire, il espère recevoir non seulement la monographie sur la paroisse de Saint-Justin mais également « une petite documentation sur l'essor toujours plus grand du régionalisme mauricien¹²² ».

Enfin, notons que l'écrivain et critique Louis Dantin (Eugène Seers), qui a fréquenté Marchand et Tessier au cours des soirées littéraires chez Alfred DesRochers, approuve et reconnaît les efforts de l'éditeur trifluvien pour dynamiser sa région. De Cambridge aux États-Unis, où il réside alors, il écrit au préfet du Séminaire : « Je puis être étranger à certains idéals [sic] que représente cette œuvre :

¹¹⁸ Lettre de Georges Bugnet à A. Tessier, le 14 août 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-51.

¹¹⁹ Lettre de Georges Bugnet à A. Tessier, le 15 septembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-51.

¹²⁰ Lettre de J. Gruninger à A. Tessier, le 5 novembre 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-149.

¹²¹ Lettre de J. Gruninger à A. Tessier, le 7 février 1936, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-149.

¹²² Lettre de J. Gruninger à A. Tessier, le 7 juin 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-149.

mais quant à méconnaître les services qu'elle rend tous les jours à notre culture intellectuelle et à notre cohésion nationale, c'est une injustice dont je ne suis même pas tenté¹²³. » Lorsqu'il vivait au Québec, Dantin ne constituait pas un apôtre du régionalisme, revendiquant une plus grande liberté d'expression pour les auteurs d'ici plutôt qu'un programme littéraire quel qu'il soit¹²⁴. Il félicite néanmoins l'éditeur pour la qualité des ouvrages parus dans la série trifluvienne. Même si Dantin a « renoncé à la critique à ciel ouvert¹²⁵ », Tessier reproduit sa lettre dans les pages du *Bien public*, soulignant que l'auteur « tient dans la critique canadienne une place qui lui confère une autorité indiscutable¹²⁶ ».

Si Tessier ne convainc pas toujours ses contacts d'utiliser les médias pour publiciser sa collection, il n'hésite pas à se vanter d'un excellent taux de réussite. En effet, il dresse avec une fierté palpable le bilan de sa campagne publicitaire : « J'ai près de 150 articles consacrés par nos journaux et nos revues à l'activité littéraire trifluvienne... À cette propagande écrite est venue s'ajouter la propagande parlée (3 causeries à la radio) et la propagande filmée. En moins d'un an : 52 conférences... devant un public global de 15 000 auditeurs. Et je ne parle pas des conférences de chambre données à des visiteurs de qualité : Français et Américains!¹²⁷ » À force de persévérance, voire d'acharnement, et grâce à un capital social impressionnant, le directeur des Éditions du *Bien public* a pu recruter en quelques mois une trentaine d'auteurs pour sa collection et persuader une ribambelle de journalistes d'écrire sur sa collection. Voyons maintenant comment s'y prend Tessier pour financer et vendre ses publications. Quelle partie de son réseau parvient-il cette fois à mobiliser ?

¹²³ Lettre d'Eugène Seers à A. Tessier, 29 août [?], ASTR, fonds A. T., 0014-P1-73.

¹²⁴ Pierre Hébert, *Censure et littérature au Québec...*, p. 24-26.

¹²⁵ Lettre d'Eugène Seers à A. Tessier, 9 novembre [?], ASTR, fonds A. T., 0014-P1-73.

¹²⁶ *Le Bien public*, 14 novembre 1935, p. 3.

¹²⁷ Lettre d'A. Tessier à Louis-D. Durand, le 26 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-105a.

4.2.3 Le financement et la vente

Jusqu'en décembre 1933, Tessier affirme que les factures de l'Imprimerie Saint-Joseph sont payées par *Le Bien public*¹²⁸. Après cette date, c'est le préfet du Séminaire qui avance les montants nécessaires à l'impression des brochures¹²⁹, de même que les frais de circulaires, de timbres, de papeterie, d'emballage, etc. Certains auteurs paient une partie de l'impression. En effet, Francis-J. Audet assume les coûts de 50 exemplaires, pour chacun de ses quatre volumes¹³⁰. De son côté, Auguste Désilets espère que Tessier accepte son chèque de 100\$, pour rembourser une partie de la somme investie par l'éditeur¹³¹. D'autres commandent des brochures pour distribuer dans leur entourage, ce qui permet à l'éditeur d'imprimer sans crainte un plus grand nombre d'exemplaires, convaincu de pouvoir couvrir une partie des frais. Ainsi, Edouard-Fabre Surveyer commande 25 exemplaires de chacune de ses deux brochures¹³², Lucien Desbiens en réclame 20¹³³, Alexandre Dugré 300¹³⁴ et Auguste Désilets 120¹³⁵.

Si les dépenses incombent principalement à l'abbé Tessier, les montants provenant des ventes lui reviennent aussi. En effet, l'éditeur ne semble accorder

¹²⁸ Lettre d'A. Tessier à Louis-D. Durand, le 26 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-105a.

¹²⁹ Lorsque l'Imprimerie St-Joseph cesse d'imprimer *Le Bien public*, sa survie dépend des contrats d'impression du préfet du Séminaire, notamment les « Pages trifluviennes ». En effet, au dire de sœur S. Jean Évangéliste, « ce sont ces dernières qui nous entretiennent presque continuellement depuis le mois de septembre... ». (Lettre de sœur S. Jean Évangéliste à la supérieure générale et à la sœur assistante, le 20 février 1934, correspondance non cotée, ASMIC.)

¹³⁰ Lettre de Francis-J. Audet à A. Tessier, le 21 février 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-11.

¹³¹ Lettre d'Auguste Désilets à A. Tessier, le 18 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-83.

¹³² Lettre d'E.-F. Surveyer à A. Tessier, le 26 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-134a.

¹³³ Lettre de Lucien Desbiens à A. Tessier, le 24 mai 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-81.

¹³⁴ Lettre d'Alexandre Dugré à A. Tessier, le 4 juin 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-100.

¹³⁵ Lettres d'Auguste Désilets à A. Tessier, les 15 janvier 1934 et 11 décembre 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-83. Désilets paie aussi la couverture et les hors-texte. (lettre du 11 décembre 1935.)

comme droits d'auteur que des exemplaires gratuits¹³⁶. Notons qu'en janvier 1934, Edmond Cloutier, gérant-général du *Droit*, lui avait déconseillé de donner des royautés : « il suffit que tu insères au début ou à la fin de ton livre les mots suivants : "Droits réservés", cela te protège totalement¹³⁷. » Tessier n'a pas pris ce type de précaution. Des ententes verbales ont probablement tenu lieu de contrats et des copies cadeaux ont dû constituer la récompense la plus courante, du moins dans les années 1930.

Les documents trouvés dans ses archives donnent un aperçu des montants importants déboursés au cours de cette période par l'éditeur mauricien, seulement en frais d'imprimerie (tableau 4.2). En tenant compte des « Pages trifluviennes » dont nous avons retracé les factures et des ouvrages parus chez d'autres éditeurs mais dont l'abbé Tessier assumait les dépenses d'impression, nous obtenons un total de 4 656,41\$, déboursés entre 1933 et 1937. Et ce montant représente environ la moitié des sommes investies par le préfet pour l'impression de volumes, puisque nous ignorons les coûts des autres brochures.

Pour faire face à de telles dépenses, Tessier possède son revenu de préfet des études (245\$ par année)¹³⁸. Les 52 conférences prononcées à travers la province en 1933 et 1934 lui rapportent 318\$¹³⁹. Il obtient en 1935 une royauté pour son ouvrage paru aux Éditions du Zodiaque (150\$ et 0,10\$ par exemplaire vendu)¹⁴⁰. Il s'agit là des principaux revenus de l'abbé Tessier. Même si ces montants ne sont pas

¹³⁶ Nous savons que Tessier offre à titre de droit d'auteur 50 exemplaires à Montarville Boucher de la Bruère et 20 à Lucien Desbiens. (Lettres de Montarville Boucher de la Bruère à A. Tessier, les 1^{er} février et 6 mars 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-34b; Lettre d'A. Tessier à Lucien Desbiens, le 24 mai 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-81.)

¹³⁷ Lettre d'Edmond Cloutier à A. Tessier, le 10 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-64.

¹³⁸ Lettre d'A. Tessier à Louis-D. Durand, le 26 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-105a.

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ Lettres d'Eugène Achard à A. Tessier, les 14 mai 1934 et 2 juillet 1936, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-3. Lettre d'A. Tessier à Eugène Achard, le 4 juillet 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-3.

exhaustifs, on peut néanmoins constater la marge considérable qui existe entre l'argent personnel dont dispose l'éditeur et les frais d'impression astronomiques dont il prend alors la responsabilité, en plus d'investir son argent personnel dans *Le Mauricien*. En fait, il n'aurait pu prendre de tels risques sans les subventions et les commandes de livres dont il a bénéficié.

Tableau 4.2 : Factures d'imprimerie payées par Albert Tessier entre 1933 et 1937

Date	Titres	Auteurs	Quantité	Total (\$)
09/06/28	La naissance des Trois-Rivières	Montarville Boucher de la Bruère	1 028	83,05
09/01/33	Légendes indiennes Saint-Maurice	Dollard Dubé	1 100	159,74
30/11/33	Députés de Trois-Rivières (1792-1808)	Édouard Fabre-Surveyer/F.-J. Audet	500	111,19
30/01/34	Députés de Saint-Maurice et Buckinghamshire	Édouard Fabre-Surveyer/F.-J. Audet	500	124,66
15/03/34	Nérée Beauchemin	Gonzalve Poulin	1 200	206,91
27/03/34	En flânant dans les portages	Sylvain	800	151,63
18/04/34	Députés de Trois-Rivières 1808-1838	Fabre-Surveyer/F.-J. Audet	550	108,24
19/04/34	Députés de Saint-Maurice et Champlain	F.-J. Audet	550	124,01
05/05/34	Jacques Buteux	Albert Tessier	1 200	215,69
24/05/34	Écrin	Jeanne l'Archevêque-Duguay	1 000	195,57
25/05/34	Députés de la région des Trois-Rivières	F.-J. Audet	600	148,18
05/07/34	La Pointe-du-Lac	Alexandre Dugré	1 000	218,52
14/07/34	Les pionniers de la région trifluvienne	Archange Godbout	500	128,88
17/08/34	Sha8inigane	Moïsette Olier	1 000	157,94
15/10/34	Le comté de Maskinongé 1853-1867	F.-J. Audet	550	82,46
19/01/35	En flânant dans les portages (2e édition)	Sylvain	700	114,54
26/01/35	Légendes indiennes Saint-Maurice (2e édition)	Dollard Dubé	700	132,86
29/03/35	La belle au bois dormant	Marguerite Bourgeois	800	156,27
02/11/35	Tableaux d'histoire trifluvienne	Victor Barrette	600	83,05
1936	Sainte-Geneviève de Batiscan	E.-Z. Massicotte		179,30
1937	Saint-Justin	Hermann Plante		227,25
01/12/35	Les Trois-Rivières. Quatre siècles d'histoire	Albert Tessier		930,48
19/04/35	Ceux qui firent notre pays	Albert Tessier		154,00
1936	Étincelles	Moïsette Olier		390,00
1936	Cantilènes	Jeanne l'Archevêque-Duguay		299,24
				4 656,41

Sources: Chemises portant le nom des auteurs dans le Fonds Albert Tessier (0014) aux Archives du Séminaire de Trois-Rivières. Voir aussi chemise regroupant des documents divers, dont le «Survul économique» préparé par A. Tessier en 1967 (Q2-117).

Pour obtenir le soutien financier nécessaire et écouler les brochures mauriciennes, Tessier s'adresse aux individus qu'il connaît dans les écoles ou parmi les politiciens. Propagandiste talentueux, il possède l'art de parler aux bonnes personnes avec le discours le plus convaincant. De plus, son large réseau lui permet de choisir parmi ses contacts les personnes les plus influentes. Le sociologue Nan Lin écrit ceci à propos des acteurs centraux tels que Tessier : « À partir d'une position initiale proche du sommet de la structure, il y a avantage à utiliser des liens forts qui fournissent des ressources sociales semblables ou meilleures¹⁴¹. » C'est ce que fait l'éditeur mauricien pour mobiliser des acteurs à l'extérieur de sa région. Tous ne sont pas sympathiques à la cause du régionalisme mauricien, mais la plupart respecte l'homme et approuve ses efforts pour publier des auteurs canadiens-français et revitaliser son coin de pays en temps de crise. Dans la Vallée du Saint-Maurice, Tessier est précédé de sa réputation d'homme dévoué à sa région et n'a pas besoin de faire appel à des proches (liens forts) pour obtenir un quelconque soutien. En effet, le dynamique personnage est suffisamment connu dans plusieurs milieux (histoire et littérature, éducation, politique), pour que ses demandes soient prises au sérieux. De par la position élevée qu'il occupe dans différents réseaux, l'abbé Tessier possède une vue d'ensemble qui lui permet de localiser les ressources (les services que peuvent rendre tel et tel individu) et les meilleures voies d'accès à celles-ci.

Voyons comment le directeur des Éditions du Bien public utilise ses contacts pour financer et vendre les brochures de sa collection. Il ne s'agit pas ici de présenter tous les apports financiers ayant permis aux « Pages trifluviennes » de voir le jour¹⁴², mais plutôt de mettre en relief le rôle des réseaux dans la diffusion des publications mauriciennes.

¹⁴¹ Nan Lin, « Les ressources sociales: une théorie du capital social », *Revue française de sociologie*, 36 (1995): 688.

¹⁴² Par exemple, il ne sera pas question de la Chambre de commerce et du Cercle local des Voyageurs catholiques, qui ont donné chacun 25,00\$ en 1932 pour encourager le lancement de la collection. (*Le Ralliement*, 2, 15 (nov.-déc. 1932) : 239.)

4.2.3.1 Abonnements

Dès 1932, Tessier envoie une lettre invitant « les professionnels, les éducateurs, les chefs de famille », à souscrire à sa collection. Les destinataires sont priés d'envoyer un montant de 2\$, en échange de quoi ils recevront les huit prochaines brochures. L'éditeur énumère six raisons de s'abonner aux « Pages trifluviennes » :

- 1) Vous aiderez à la formation d'un « esprit trifluvien ».
- 2) Vous assurerez la possession d'une collection historique dont vous trouverez l'équivalent nulle part ailleurs.
- 3) Vous vous préparerez à mieux comprendre le sens et la portée du grand anniversaire de 1934.
- 4) Vous sauverez du temps et des frais de correspondance.
- 5) Vous vous épargnerez –et vous nous épargnerez– d'ennuyeuses démarches de sollicitation pour chaque publication nouvelle.
- 6) Vous assurerez, en créant un fonds stable, la publication régulière de ces « pages » appelées à faire mieux connaître notre histoire aux Triflubiens et aux gens du dehors¹⁴³.

Cet automne-là, Tessier demande à différents journaux de répandre cet appel à la souscription. En septembre 1932, on voit notamment Omer Héroux (*Le Devoir*), Camille Duguay (*La Voix des Bois-Francs*), Harry Bernard (*Courrier de Saint-Hyacinthe*) et Eugène L'Heureux (*L'Action catholique*) transmettre à leurs lecteurs les souhaits de l'éditeur trifluvien¹⁴⁴. L'année suivante, Alfred DesRochers (*La Tribune*) fait de même à Sherbrooke¹⁴⁵. Jusqu'aux fêtes du tricentenaire, Tessier multiplie les lettres¹⁴⁶ visant à accroître le nombre d'abonnements, espérant qu'ils constituent un apport financier croissant. À l'automne de 1932, Tessier soutient dans *Le Ralliement* qu'il y a plus de 130 souscripteurs pour la première série de

¹⁴³ Lettre-modèle écrite par Albert Tessier pour solliciter un abonnement aux « Pages trifluviennes », 31 août 1932. (ASTR, fonds A. T., 0014-Q3-NT4.)

¹⁴⁴ Ces articles sont regroupés dans un dossier de presse préparé par Tessier : *Le Devoir*, 17 septembre 1932; *La Voix des Bois-Francs*, 22 septembre 1932; *Courrier de Saint-Hyacinthe*, 27 septembre 1932; *L'Action catholique*, 27 septembre 1932. (ASTR, fonds A. T., 0014-Q3-NT4.)

¹⁴⁵ *La Tribune*, 25 mars 1933. (ASTR, fonds A. T., 0014-Q3-NT4.)

¹⁴⁶ J'ai retrouvé quatre lettres semblables à celle du 31 août 1932 : les 28 février, 24 mars et 26 novembre 1933, et le 5 mai 1934. (ASTR, fonds A. T., 0014-P3-74.)

brochures¹⁴⁷. Malheureusement, aucune source ne permet d'évaluer l'apport de ces souscriptions par la suite. De plus, il s'avérait impossible de circonscrire le réseau que Tessier cherchait alors à mobiliser, puisque ses archives ne contenaient pas la liste d'individus auxquels il a fait parvenir des lettres. S'agissait-il des « chefs de famille » dont le nom figurait dans les annuaires d'adresses de Trois-Rivières ? Concentrait-il ses efforts sur les notables locaux qu'il côtoyait dans les différents comités et associations auxquels il participait ?

Quant aux échanges épistolaires qu'entretient l'éditeur au début des années 1930, ils montrent que Tessier distribue à plusieurs personnes des brochures de sa collection, espérant leur souscription. Or, si plusieurs le remercient du cadeau, rares sont ceux qui réclament la série complète ou un abonnement à quelques numéros. Que les connaissances et amis ne souscrivent pas davantage laisse croire que cette campagne de financement apporte son lot de déception, malgré le discours tenu dans *Le Bien public* à l'effet que des collectionneurs américains tentent en vain d'obtenir l'ensemble de la série¹⁴⁸. Ces encadrés visent à souligner la rareté des collections complètes de brochures, afin que les lecteurs s'empressent de se les procurer toutes. L'éditeur va même jusqu'à proposer aux gens qui posséderaient tel ou tel titre de les lui rapporter en échange d'autres volumes de la série, toujours pour satisfaire les « collectionneurs ».

Si les abonnements constituent une façon parmi d'autres de vendre des brochures, Tessier ne peut y consacrer qu'une infime partie de ses énergies, puisque les frais d'édition qu'il doit déboursier nécessitent des commandes de livres beaucoup plus substantielles en provenance des commerces et institutions, et non pas seulement des particuliers. C'est donc surtout à cette fin qu'il tente de mettre à profit son réseau épistolaire.

¹⁴⁷ *Le Ralliement*, 2, 15 (nov.-déc. 1932) : 239.

¹⁴⁸ Encadré publicitaire dans *Le Bien public* du 17 mai 1934 (26, 20, p. 7).

4.2.3.1 Librairies, bibliothèques et centres d'archives

Grâce aux encadrés publicitaires publiés dans les journaux, nous savons que des librairies de Trois-Rivières (Ayotte), Shawinigan (librairie Sauvageau), Montréal (librairie du *Devoir*) et Québec (librairie de *L'Action catholique*) se sont procuré les brochures en question, de même que des commerces trifluviens tels que les restaurants Henri Cloutier et la boutique l'Art chez soi. Or, l'objectif n'est pas ici de repérer l'ensemble des acheteurs et points de vente, mais de cerner l'utilisation que fait Tessier de son réseau pour écouler et financer sa collection. La correspondance de l'éditeur s'avère alors essentielle, puisqu'elle dévoile le rôle des amitiés particulières dans la diffusion des volumes du Bien public. Voyons quelques exemples de gestes d'entraide posés par des amis libraires, archivistes et bibliothécaires.

À Montréal, l'abbé Tessier peut compter sur quelques individus bien intentionnés. Par exemple, Gérard Malchelosse, qui travaille pour la librairie Ducharme, fait acheter par le commerce une douzaine d'exemplaires des dernières brochures mauriciennes. Rappelons que Malchelosse, membre-fondateur de la Société des Dix, a déjà reçu de bons coups de pouce de Tessier pour sa série sur Benjamin Sulte. Il est donc fier de pouvoir lui rendre la pareille : « Vous voyez que je suis bon commissionnaire en librairie!¹⁴⁹ »

Toujours dans la métropole, Tessier peut compter sur ses amis de la société historique. L'un d'eux, Aegidius Fauteux, occupe le poste de conservateur de la Bibliothèque de la ville de Montréal. Les deux hommes se sont également connus comme collaborateurs de *L'Action française*, puis de *L'Action nationale*. Entre 1933 et 1936, Fauteux achète tous les numéros de la collection trifluvienne, pour la

¹⁴⁹ Lettre de G. Malchelosse à A. Tessier, le 18 novembre 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-50.

Bibliothèque et pour lui-même¹⁵⁰. Certes, il en va de son travail de conservateur de rassembler les brochures publiées en Mauricie, mais l'achat de volumes pour sa bibliothèque personnelle montre l'intérêt qu'il porte à ces publications et sa volonté d'encourager le mouvement dirigé par l'abbé Tessier. En échange, ce dernier lui promet un accueil de qualité lors de son prochain voyage à Trois-Rivières avec la Société historique de Montréal : « Toutes nos "énergies" sont à votre disposition ! »

À la même époque, Pierre-Georges Roy, membre de cette association d'historiens amateurs et archiviste de la province, accorde lui aussi son appui à l'éditeur. Bien que limité par les règles de son institution, il assure à Tessier : « Notre département ne peut souscrire d'avance aux publications canadiennes et autres, seulement quand vous publierez quelque chose envoyez-le-moi toujours avec un compte et nous serons heureux de l'acheter¹⁵¹. » Comme Fauteux, Roy s'assure de compléter sa propre collection de « Pages trifluviennes ». Il en distribue également à ses parents et amis¹⁵². En 1932 et 1933, l'archiviste commande six fascicules différents et le nombre d'exemplaires varie entre 4 et 25. Or, dès novembre 1933, le fonctionnaire de Québec explique qu'il ne peut faire davantage pour la série trifluvienne, ne disposant plus du budget nécessaire. En cette période de crise, le gouvernement provincial aide les chômeurs et donne moins de crédits aux Archives, au Musée provincial et à la Commission des Monuments historiques¹⁵³. Déçu de ne pouvoir aider davantage la collection de Tessier, Roy tente à tout le moins d'aider le Séminaire de Trois-Rivières, en envoyant gratuitement plusieurs livres pour sa bibliothèque¹⁵⁴.

¹⁵⁰ Lettre de A. Tessier à Aegidius Fauteux, le 14 juin 1933; lettres d'Aegidius Fauteux à A. Tessier, les 5 octobre 1933, 6 novembre 1934, 29 novembre 1925 et 15 janvier 1936, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-113.

¹⁵¹ Lettre de P.-Georges Roy à A. Tessier, le 5 octobre 1932, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-116.

¹⁵² Lettre d'A. Tessier à P.-Georges Roy, le 13 juin 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-116.

¹⁵³ Lettre de P.-Georges Roy à A. Tessier, le 21 novembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-116.

¹⁵⁴ Lettre de P.-Georges Roy à A. Tessier, le 15 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-116.

En juin 1933, Tessier sollicite également le bibliothécaire du Parlement d'Ottawa, Félix DesRochers, pour qu'il achète trois exemplaires des dix derniers fascicules parus. À l'automne précédent, l'éditeur avait obtenu une telle commande pour les trois premières brochures, grâce à l'intervention du député fédéral de Trois-Rivières, l'avocat Charles Bourgeois¹⁵⁵. Ce dernier connaît l'abbé Tessier depuis une dizaine d'années au moins. En effet, les deux hommes faisaient partie en 1921 du comité en faveur de la bonne presse dans le diocèse de Trois-Rivières (chapitre II). Soulignons que Tessier utilise le même intermédiaire pour convaincre le responsable des Archives publiques du Canada, A.-G. Doughty, ce dernier ne faisant pas partie de son cercle d'amis¹⁵⁶. Les sources disponibles ne permettent pas de savoir si ces nouvelles requêtes ont été obtenues, ni dans le cas de la Bibliothèque du Parlement ni dans celui des Archives. Néanmoins, ces deux exemples montrent que Tessier n'hésite pas à utiliser l'aide du député trifluvien pour faciliter la vente des publications mauriciennes aux institutions fédérales.

Nous verrons que l'éditeur, dans sa région, possède un réseau très riche qui lui permet, dans la majorité des cas, de s'adresser directement aux responsables des comités et commissions scolaires.

4.2.3.3 *Subventions du Comité du tricentenaire*

Le 18 avril 1932, un comité provisoire est mis sur pied pour organiser les fêtes du tricentenaire. Il a notamment pour mandat de servir d'agent de liaison entre les citoyens, le conseil de ville et les diverses associations de la ville¹⁵⁷. Il doit également publiciser ces fêtes, par des causeries à la radio, des correspondances avec les écrivains et sociétés d'histoire, des articles, etc. Sur ce comité siègent, parmi d'autres, Louis-Delavoie Durand (directeur), Armour Landry et Auguste Panneton.

¹⁵⁵ Lettre d'A. Tessier à Félix DesRochers, le 13 juin 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-299.

¹⁵⁶ Lettre d'A. Tessier à A.-G. Doughty, le 13 juin 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-300.

¹⁵⁷ *Le Nouvelliste*, 27 février 1933, p. 3.

Les deux derniers font partie des auteurs de « Pages trifluviennes ». Tous trois collaborent au journal *Le Bien public* et sont membres de la Société d'histoire régionale. Ce sont donc des individus sensibles au mouvement régionaliste et déjà convaincus de l'importance de la collection dirigée par le préfet du Séminaire. De surcroît, cette année-là, Tessier est secrétaire du comité¹⁵⁸, responsable des communications et il est fort probablement à l'origine de ce groupe chargé de planifier les festivités de 1934. Dès la mise en place du comité, « environ 150\$ » sont alloués à l'éditeur pour payer 500 exemplaires de sa collection, destinés au service de presse. En effet, ces numéros seront distribués à 35 périodiques, au Canada et aux États-Unis¹⁵⁹.

Deux ans plus tard, le comité chargé de l'organisation du tricentenaire a gagné de nombreux membres. Le comité exécutif, qui prend les décisions financières, compte à lui seul 26 personnes¹⁶⁰. Parmi elles, sept appartiennent à la Société d'histoire régionale, notamment le président (Louis-D. Durand), le trésorier (Édouard Langlois), le secrétaire (Victor Abran) et l'assistant secrétaire (Armour Landry). S'ajoutent à ces historiens amateurs deux politiciens bien connus du préfet, le maire de Trois-Rivières, Georges-Henri Robichon, et Philippe Bigué, qui a dirigé en 1929 la campagne financière pour la reconstruction du Séminaire de Trois-Rivières. En mai 1934, l'éditeur, membre du « comité publicité », déclare qu'il devra abandonner le service de presse pour sa collection s'il n'obtient pas un nouveau soutien financier : « Depuis décembre, je mène la barque seul. J'ai ajouté 10 brochures à la série et je me suis débattu pour en placer le plus possible! Assez pour couvrir environ 60% de mes frais d'impression...¹⁶¹ » Tessier réclame 200\$ supplémentaires, soulignant

¹⁵⁸ *Le Nouvelliste*, 27 février 1933, p. 3.

¹⁵⁹ Lettre d'A. Tessier à Louis-D. Durand, le 26 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-105a.

¹⁶⁰ La liste des individus membres du Comité du tricentenaire en 1934 apparaît sur le papier à lettres de Louis-D. Durand (26 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-105a).

¹⁶¹ Lettre d'A. Tessier à Louis-D. Durand, le 26 mai 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-105a.

l'importance de ce battage publicitaire pour le succès des « Pages trifluviennes » et pour la ville de Trois-Rivières. Il reçoit finalement 500\$, pour « défrayer les dépenses que [lui] occasionne ce travail si intelligent et si profitable pour toute [la] région¹⁶². » Cette réponse montre bien les appuis importants qu'il possède au sein du comité exécutif.

Malheureusement pour l'éditeur, ce Comité du tricentenaire, si coopératif, disparaît à la suite des festivités pour lesquelles il avait été créé. Par la suite, ce sont surtout les commandes de livres qui permettent aux Éditions du Bien public de se développer. Et à ce titre, les commissions scolaires forment une clientèle importante.

4.2.3.4 Commissions scolaires

En 1932, alors que son projet de collection est encore à l'état embryonnaire, Tessier veut s'assurer un appui financier suffisant avant de publier une grande quantité de brochures sur l'histoire régionale. Il espère de la Commission scolaire de Trois-Rivières une commande de 25\$ pour chacune des dix premières brochures, qui serviraient de prix de fin d'année pour les élèves¹⁶³. Selon *Le Nouvelliste*, il aurait obtenu de la part des écoles trifluviennes une « commande intéressante des différentes brochures qui ont vu le jour jusqu'à date [sic] et de celles qui suivront¹⁶⁴. » Il faut dire que l'éditeur dispose d'un allié naturel, puisque le président de cette commission scolaire, le notaire J.-Arthur Trudel, fait partie des membres fondateurs de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières, laquelle collabore étroitement à la publication des « Pages trifluviennes ». Trudel endosse donc sûrement le projet de collection élaboré par le préfet du Séminaire, qui vise notamment à faire connaître l'histoire régionale aux jeunes¹⁶⁵. L'année du

¹⁶² Lettre de Louis-D. Durand à A. Tessier, le 2 juin 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-105a.

¹⁶³ Lettre d'A. Tessier à J.-Arthur Trudel, le 19 août 1932, ASTR, fonds A. T., 0014-Q3-NT-4.

¹⁶⁴ *Le Nouvelliste*, 8 avril 1933, p. 3.

¹⁶⁵ *Le Bien public*, 7 juin 1934, p. 1.

tricentenaire, l'éditeur est d'ailleurs invité à donner des leçons d'histoire et de patriotisme dans les classes. En 1934, les brochures des Éditions du Bien public sont « données en prix [...] dans toutes les écoles de la ville¹⁶⁶. » Selon cet article du *Nouvelliste*, les commissions scolaires de Grand-Mère et de Sainte-Flore auraient fait de même pour une deuxième année. En effet, en 1933, Tessier reçoit une commande de 30\$ de la Commission scolaire de Grand-Mère¹⁶⁷. Il est fort probable que les écoles de La Tuque aient également offert des brochures aux élèves cette année-là, puisque le préfet entretient un contact privilégié avec le président : « Mon bon ami le Dr [Lucien] Ringuet est bien aimable de plaider la cause de nos "pages trifluviennes" devant la Commission scolaire de La Tuque¹⁶⁸. »

Puis, les fêtes du tricentenaire terminées, Tessier sollicite de nouveau cette clientèle. Pour prolonger l'effet bénéfique des festivités sur le sentiment de fierté régionale... et sur la vente de ses brochures, Tessier doit user d'une autre stratégie. Il prétend alors que les livres reçus par les élèves ne sont pas nécessairement gages d'une meilleure connaissance de la région, puisque les jeunes ne lisent pas toujours les brochures distribuées comme prix de fin d'année. Ce serait en effet « quelque chose de plus direct encore comme propagande¹⁶⁹ » si les professeurs intégraient à leurs cours des notions d'histoire et de géographie portant sur la région. La collection trifluvienne serait, dans cette perspective, un outil de premier choix pour instruire les enseignants. Ainsi, en novembre 1934, Tessier écrit au président de la Commission scolaire de La Tuque, qu'il appelle « cher Lucien » : « Je viens de faire cette argumentation auprès de la Commission scolaire de Grand-Mère et j'ai gagné mon point sans difficulté¹⁷⁰. » Effectivement, la commande que Tessier reçoit de celle-ci

¹⁶⁶ *Le Nouvelliste*, 19 mai 1934, p. 3.

¹⁶⁷ *Le Ralliement*, 2, 15 (nov.-déc. 1932) : 239.

¹⁶⁸ Lettre d'A. Tessier à Pierre-Georges Roy, le 28 mars 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-116.

¹⁶⁹ Lettre d'A. Tessier à Lucien Ringuet, le 2 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-74.

¹⁷⁰ *Ibid.*

correspond à ses attentes : « aucun endroit n'a mieux réagi et n'est entré plus complètement dans le mouvement que votre ville¹⁷¹ », écrit-il au président, M. Champigny.

Auprès de la Commission scolaire de Shawinigan, Tessier connaît un demi-succès. L'éditeur proposait trois brochures à fournir à tous les professeurs, à partir de la troisième année : *Jacques Buteux*, *Shawinigan* et *Trois-Rivières (1535-1935)*. Tessier vendrait les 300 exemplaires 110\$ au lieu de 200\$, pour couvrir le prix des timbres et l'emballage¹⁷². Or, seules les directrices des 33 écoles de filles de Shawinigan manifestent le désir de consulter les trois fascicules (un exemplaire de chacun) et la Commission scolaire décide de ne pas imposer les brochures aux écoles de garçons¹⁷³. En avril 1935, le fondateur et directeur de *L'Écho du Saint-Maurice*, Elzéar Dallaire, dénonce le piètre encouragement donné aux « Pages trifluviennes » à Shawinigan. Il met en relief le soutien des autres localités mauriciennes pour convaincre les élus de sa ville de faire volte-face et d'acheter les brochures produites à Trois-Rivières¹⁷⁴. En effet, Dallaire souligne que la Commission scolaire de Grand-Mère a acheté un total de 1 500 exemplaires et la ville de La Tuque, 350. Cet article, repris dans *Le Bien public*, semble porter fruit, puisque la semaine suivante, Dallaire note que les autorités des écoles de garçons ont finalement accepté que la collection de Tessier forme une « large part des livres de récompense¹⁷⁵. » Les sources ne révèlent pas si, en 1935, la Commission scolaire de Trois-Rivières s'est procuré les 200 brochures proposées par l'éditeur¹⁷⁶, mais la forte participation des principales

¹⁷¹ Lettre d'A. Tessier à M. Champigny, le 22 mars 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-74.

¹⁷² Lettre d'A. Tessier au président de la Commission scolaire de Shawinigan, le 2 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-74.

¹⁷³ Lettre de J.-O.-Stanislas Brunet à A. Tessier, le 19 mars 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-301.

¹⁷⁴ *Le Bien public*, le 11 avril, p. 5.

¹⁷⁵ *Le Bien public*, le 18 avril 1935, p. 7.

¹⁷⁶ Lettre d'A. Tessier à J.-Arthur Trudel, le 5 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-74.

viles de la Mauricie a pu l'inciter à renouveler son appui. Cette possibilité est d'autant plus vraisemblable que Trudel occupe encore le poste de président.

Ainsi, entre 1932 et 1935, les discours de l'éditeur évoluent pour mieux convaincre les commissions scolaires d'acheter des « Pages trifluviennes », pour les élèves d'abord, puis pour les professeurs. Afin d'obtenir les précieuses commandes des écoles de la région, Tessier connaissait fort bien au moins deux des responsables, Lucien Ringuet de La Tuque et J.-Arthur Trudel de Trois-Rivières. Ayant l'appui de ces individus influents, il pouvait convaincre plus facilement les commissaires des villes voisines de suivre l'exemple. L'abbé Tessier utilise un procédé semblable pour charmer les municipalités : identifier un conseiller favorable à sa collection pour mieux persuader ses confrères d'obtempérer à ses demandes.

4.2.3.5 Gouvernements municipaux

Selon une lettre que Tessier adresse au Secrétaire de la province, les municipalités de Trois-Rivières et Grand-Mère font partie des sources de financement les plus importantes en 1933¹⁷⁷. Nous ignorons le montant accordé par la seconde, mais le conseil municipal de Trois-Rivières offre 25\$ pour chacune des dix premières brochures parues aux Éditions du Bien public¹⁷⁸.

L'année suivante, pour bénéficier du soutien du conseil municipal de Grand-Mère et de la Commission scolaire de cette ville, Tessier fait d'abord appel au député de Laviolette, Joseph-Alphida Crête, qui côtoie « l'ami Auguste Désilets », auteur du volume sur Grand-Mère dans la collection mauricienne. L'éditeur s'attend à ce que Crête lui propose un vendeur à domicile pour écouler des brochures dans son comté, mais surtout qu'il convainque ses connaissances du milieu scolaire et du monde politique local d'encourager sa collection : « Vous connaissez assez la délicatesse

¹⁷⁷ Lettre d'A. Tessier à Athanase David, le 8 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76a.

¹⁷⁸ Lettre d'A. Tessier à G.-H. Robichon, le 5 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-310.

extrême de M^{re} Désilets pour savoir qu'il ne fera lui-même aucune propagande à son volume. Puis-je compter sur vous et sur votre ami M. Bernier...et sur le Dr Venne et M. Champigny [président de la commission scolaire] ? [...] Je vous demande pardon de vous "achaler" de nouveau, mais je sais que c'est pour une cause qui vous tient à cœur!¹⁷⁹» Ce n'est donc pas la première fois que Tessier s'adresse au député de Lavolette. L'appui qu'il obtient des politiciens de Grand-Mère est peut-être redevable en partie à Crête, bien que Tessier s'adresse également au maire pour faire valoir la « propagande excellente » que la brochure de Désilets a déjà constitué pour sa ville¹⁸⁰.

L'utilité des « Pages trifluviennes » pour promouvoir la localité à l'extérieur de la région, voire en dehors de la province, sert aussi d'argument pour convaincre le maire de Shawinigan d'acheter les deux brochures qui traitent de ce centre urbain, *Sha8nigan* (Moïsette Olier) et *Jacques Buteux* (Albert Tessier)¹⁸¹. L'éditeur obtient-il une réponse positive du conseil municipal ? L'article d'Elzéar Allaire cité précédemment porte à croire que cette ville industrielle durement touchée par la Dépression ne délie pas facilement les cordons de sa bourse pour commander des brochures. D'ailleurs, même Olier, résidente de cette ville, hésite à embrasser le projet d'écriture que lui soumet Tessier : « Hélas!... Au point de vue crise, Shawinigan se classe deuxième ville du pays. N'y a-t-il pas quelque péril ou quelque... candeur à célébrer avec lyrisme son épanouissement?¹⁸² »

Dans les années entourant le tricentenaire, la ville de Trois-Rivières est également appelée à se faire valoir par l'entremise de la littérature régionale. Tessier remercie le maire Robichon de son soutien pour le lancement des « Pages

¹⁷⁹ Lettre d'A. Tessier à J.-Alphida Crête, le 8 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-74.

¹⁸⁰ Lettre d'A. Tessier à J.-Alfred Gagnon, le 9 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-302.

¹⁸¹ Lettre d'A. Tessier à Albert Giguère, le 2 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-308.

¹⁸² Lettre de Moïsette Olier à A. Tessier, le 1^{er} juin 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-83.

trifluviennes », en 1932-1933¹⁸³. Ayant obtenu 250\$ pour les 10 premiers fascicules, l'éditeur juge bon de ne pas solliciter le conseil jusqu'à ce que les célébrations du troisième centenaire soient terminées. Dès novembre 1934, Tessier revient cependant à la charge. Pour convaincre le conseil de ville de lui faire une nouvelle commande, il écrit à l'un des conseillers, Arthur Béliveau, membre fondateur de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières : « Tâchez de plaider pour au moins une commande-souscription de 100\$. Il y a longtemps que je n'ai pas aachalé le conseil! ¹⁸⁴ » L'éditeur reçoit probablement ce qu'il souhaite puisqu'il ne fait aucune demande d'aide financière en 1935. C'est du moins ce qu'il soutient dans une lettre au maire de Trois-Rivières, l'année suivante¹⁸⁵.

En 1936, une mésentente entre le directeur des Éditions du Bien public et Georges-Henri Robichon paraît mettre un terme aux commandes de brochures de la part du conseil de ville de Trois-Rivières. Robichon aurait reproché à l'abbé Tessier de faire une mauvaise publicité à la municipalité en déclarant que celle-ci devrait investir davantage dans la réalisation de certains projets, notamment l'embellissement des espaces publics. L'éditeur, insulté par les accusations du maire à son endroit, considère avoir amplement desservi les intérêts trifluviens avec les « 40 000 » brochures et volumes distribués. À l'avenir, il refusera toute aide du Conseil de ville : « Aussitôt que j'aurai attrapé de nouveau quelques économies, je continuerai à mes frais la publication des "pages trifluviennes" et leur distribution gratuite aux visiteurs étrangers et aux revues et journaux de la province comme de l'extérieur¹⁸⁶. » Ensuite, il écrit aux échevins pour leur faire part de cette décision¹⁸⁷.

¹⁸³ Lettre d'A. Tessier à G.-H. Robichon, le 5 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-310.

¹⁸⁴ Lettre d'A. Tessier à Arthur Béliveau, le 5 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-74.

¹⁸⁵ Lettre d'A. Tessier à Georges-Henri Robichon, le 30 décembre 1936, ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ Lettre d'A. Tessier aux échevins de Trois-Rivières, le 31 décembre 1936, ASTR, fonds Maurice Duplessis, FN-0019-C-09.0916.

Jusqu'au tricentenaire, Tessier semble donc bénéficier d'un bon soutien financier des villes de Trois-Rivières et Grand-Mère, grâce à l'appui de certains conseillers. Toutefois, les actes de générosité à l'endroit des « Pages trifluviennes » se raréfient à partir de 1935, tant du côté des commissions scolaires que des municipalités. Nous verrons qu'il en va de même lorsque Tessier sollicite l'appui du gouvernement provincial.

4.2.3.6 Gouvernement provincial

Pour mettre en place sa collection, Tessier sollicite également l'aide du gouvernement du Québec. En 1932, il s'adresse à Athanase David, Secrétaire de la province, qui lui offre 10\$ pour chacune des six premières brochures. Il répond au préfet du Séminaire qu'il lui « semble fort légitime de vouloir préparer par une documentation sérieuse votre public, avant de vous adresser à lui [à l'occasion du tricentenaire]¹⁸⁸. » Un an plus tard, l'éditeur réclame un effort supplémentaire du gouvernement du Québec. Il voudrait que certains fascicules de sa collection soient lus dans les écoles primaires du district trifluvien. Il a appris d'un inspecteur des écoles que le Département de l'Instruction publique distribue près de 6 000 volumes de récompense par année et il souhaite qu'une proportion importante de ceux-ci soient des « Pages trifluviennes », surtout pour l'année du troisième centenaire. Tessier va même jusqu'à promettre à Athanase David : « Si je pouvais compter sur une commande assez forte, je doublerais le tirage de chaque brochure et je choiserais un certain nombre de sujets plus accessibles aux jeunes¹⁸⁹. »

Le même jour, le 8 décembre 1933, Tessier écrit à l'inspecteur général des écoles normales, Charles-Joseph Magnan, pour qu'il l'aide à convaincre Athanase David de lui fournir un appui financier¹⁹⁰. L'inspecteur répond, à propos de la

¹⁸⁸ Lettre d'Athanase David à A. Tessier, le 6 octobre 1932, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76a.

¹⁸⁹ Lettre d'A. Tessier à Athanase David, le 8 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76a.

¹⁹⁰ Lettre d'A. Tessier à C.-J. Magnan, le 8 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-191.

collection mauricienne : « Je voudrais bien pouvoir en favoriser la vente. Vous le savez, tous les volumes distribués par le Département d'Instruction publique sont achetés par l'Honorable Secrétaire de la province. C'est encore à lui que vous devrez vous adresser¹⁹¹. » Un mois plus tard, pris d'un remord, Magnan promet à Tessier de dire un mot à David et lui conseille d'écrire à Duplessis pour qu'il fasse de même¹⁹².

À ce moment-là, Athanase David s'était déjà engagé à soutenir l'œuvre de Tessier, mais il n'avait fait aucune promesse chiffrée : « Je vais m'employer, je vous l'assure, à vous être utile, sachant par là que je vous serai agréable et que j'aiderai la jeunesse de notre pays à mieux connaître les petits faits de notre Histoire dont notre passé fut fait¹⁹³. » Tant que le Secrétaire de la province ne propose pas de montant, Tessier tente de multiplier ses appuis parmi les inspecteurs d'école. Le 14 décembre, il demande à C.-J. Miller, inspecteur général des écoles, de lui indiquer combien d'exemplaires le Département de l'Instruction publique compte distribuer aux écoliers¹⁹⁴. Tessier s'adresse également à l'inspecteur Alphonse L. Auger, qui constituera un allié convaincu : « À tout événement, je pourrais voir quelques Députés, pour les engager à promouvoir la diffusion, de vos intéressantes et utiles brochures, dans les écoles de la province¹⁹⁵. » D'ailleurs, en 1935, dans son rapport, Auger vante le nouveau courant pédagogique lancé par Tessier : un enseignement plus concret où les professeurs intègrent des cours de géographie régionale pour intéresser les élèves à leur ville¹⁹⁶.

¹⁹¹ Lettre de C.-J. Magnan à A. Tessier, le 14 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-191.

¹⁹² Lettre de C.-J. Magnan à A. Tessier, le 3 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-191.

¹⁹³ Lettre d'Athanase David à A. Tessier, le 12 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76a.

¹⁹⁴ Lettre d'A. Tessier à C.-J. Miller, le 14 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-304.

¹⁹⁵ Lettre d'Alphonse L. Auger à A. Tessier, le 18 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-306

¹⁹⁶ *Le Bien public*, le 18 avril 1935, p. 3.

Toujours pour l'appuyer dans ses demandes de financement, Tessier contacte l'avocat Philippe Bigué, ancien élève du Séminaire de Trois-Rivières¹⁹⁷. Rappelons que ce dernier connaît bien le préfet puisqu'en 1929, il a dirigé la campagne de souscription pour la reconstruction du collège, détruit partiellement lors d'un incendie. L'éditeur profite des aspirations de Bigué, qui a besoin d'un bon capital social pour battre Duplessis dans le comté de Trois-Rivières. En effet, l'homme a tenté sa chance comme candidat libéral en 1931 et souhaite se présenter à nouveau quelques années plus tard (en 1936). Bigué gagne donc à encourager les Éditions du Bien public. C'est peut-être dans cet esprit qu'en 1935, il fait don à l'école Saint-Philippe de « plusieurs volumes de littérature régionale¹⁹⁸ ».

Faisant suite au conseil de Charles-Joseph Magnan, Tessier écrit également à Duplessis pour qu'il intercède auprès du Secrétaire de la province. Il énumère la liste des inspecteurs d'écoles qui lui ont donné leur appui, insère la lettre de Magnan dans l'enveloppe et expose clairement le montant qu'il souhaite obtenir : « Si l'honorable A. David mettait 1 200\$ à ma disposition, je lui fournirais, d'ici mai, 3 000 brochures soignées, choisies pour les jeunes, consacrées à des choses de chez eux par des auteurs de chez eux!¹⁹⁹ » Il est possible que Duplessis ait effectivement parlé au Secrétaire de la province, puisque la même journée, David écrit à Tessier pour lui promettre un montant précis : 200\$²⁰⁰. Grande est la déception... mais l'éditeur se retrouse immédiatement les manches et prie Duplessis de solliciter un montant plus élevé. Ce qui fut fait, puisque le politicien écrit fièrement au préfet qu'une somme de 500\$ s'ajoutera aux 200\$ promis. Duplessis ajoute : « Comme cette somme de 500\$ sera payée à même le prochain budget que la Chambre devra voter cette année, tu peux être assuré que je ferai des démarches pour que cette subvention additionnelle

¹⁹⁷ Lettre d'A. Tessier à Philippe Bigué, le 17 décembre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-10.

¹⁹⁸ *Le Bien public*, le 20 décembre 1934, p. 2.

¹⁹⁹ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, le 8 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-102.

²⁰⁰ Lettre d'Athanase David à A. Tessier, le 8 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76a.

soit augmentée²⁰¹. » Elle l'a été, car Tessier remercie cordialement Athanase David pour les 800\$ obtenus en 1934²⁰².

C'est donc dire que Duplessis a travaillé très fort en faveur des Éditions du Bien public, deux fois plutôt qu'une, pour démontrer à Tessier sa bonne volonté. Il faut dire que les festivités du tricentenaire battent leur plein et que cet événement permet à l'homme politique de souligner sa contribution aux œuvres régionalistes. L'éditeur lui fournit des occasions en or de faire ses preuves comme député, chef de l'opposition et... aspirant Premier ministre. En échange, Tessier écrit d'élogieux papiers dans l'hebdomadaire trifluvien, ce qu'il prend soin de rappeler au politicien : « Je n'oublie pas ton beau travail à Québec. Je l'ai d'ailleurs signalé de façon très nette dans le Bien public. Et ce que je t'écris s'inscrit dans les mêmes intentions que les propos échangés dans ma chambre l'autre jour²⁰³. »

Soulignons que, dès 1933, Tessier connaît suffisamment Duplessis pour accepter d'en faire une description humoristique dans *L'Action nationale*, au moment où il remporte la chefferie conservatrice et devient chef de l'opposition provinciale. Le secrétaire de la revue, Joseph-Papin Archambault, demande cette faveur au collaborateur trifluvien : « Il nous a semblé que vous étiez l'homme tout désigné. [...] Portrait plutôt sympathique, mais où vous pouvez glisser délicatement les bonnes vérités que vous jugerez opportun de dire²⁰⁴. » Lorsque l'abbé Tessier accepte le contrat, Archambault lui écrit, faisant référence à la susceptibilité de Duplessis : « Vous êtes un brave!²⁰⁵ » Dans cet article, Tessier ose dire du nouveau chef qu'il « lui a manqué une culture générale suffisamment approfondie, une ampleur de vision

²⁰¹ Lettre de Maurice Duplessis à A. Tessier, le 18 janvier 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-102.

²⁰² Lettre d'A. Tessier à Athanase David, le 3 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76a.

²⁰³ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, le 24 juin 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-102.

²⁰⁴ Lettre de J.-P. Archambault à A. Tessier, le 7 octobre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-7.

²⁰⁵ Lettre de J.-P. Archambault à A. Tessier, le 30 octobre 1933, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-7.

capable d'envisager les problèmes sous tous leurs aspects [...]. C'est ce qui explique pourquoi il n'a pu créer encore de programme strictement original²⁰⁶ ». Tessier raconte dans ses Mémoires que le politicien savait très bien qu'il était l'auteur de ce portrait. Un peu offusqué, Duplessis demandera tout de même à l'éditeur de lui conseiller des livres d'histoire pour se cultiver : « À la fin de la veillée, nous causions comme des copains. Maurice me dit l'intérêt qu'il avait porté au réveil mauricien et aux célébrations du troisième centenaire; il attribuait même une part de ses succès à l'esprit neuf créé par cette longue campagne de fierté locale²⁰⁷. » Ainsi, bien que Tessier vouait une sympathie à la Ligue d'Action nationale, qui appuyait plutôt Paul Gouin, il avait su développer de bonnes relations avec Duplessis et pouvait compter sur son appui dans sa recherche de financement. Par ailleurs, l'homme politique avait tout intérêt à conserver le soutien du *Bien public* et à encourager le mouvement régionaliste mauricien qui suscitait alors l'adhésion de la population et des notables locaux. En fait, l'abbé Tessier et Maurice Duplessis avaient avantage à faire équipe.

À la suite des récoltes financières importantes des années 1932 à 1934, Tessier ose encore solliciter une commande de 500 exemplaires. « Comme d'habitude le Secrétariat [provincial] ne paierait qu'après le 1er juillet 1935²⁰⁸ », précise-t-il. La correspondance n'indique pas si Tessier a pu vendre des copies de son livre *Trois-Rivières. Quatre siècles d'histoire (1535-1935)* au gouvernement. Une chose est sûre, un an après les fêtes du tricentenaire, l'éditeur doit accepter de s'endetter pour continuer à publier des brochures. La crise s'étire, l'argent manque et la belle prose sur la terre de chez nous ne génère plus autant d'enthousiasme. Voyons maintenant comment meurent à petit feu les « Pages trifluviennes ».

²⁰⁶ *L'Action nationale*, 2 (nov. 1933) : 173-174.

²⁰⁷ A. Tessier, *Souvenirs en vrac*, Trois-Rivières, Les Éditions du Boréal Express, 1975, p. 186.

²⁰⁸ Lettre d'A. Tessier à Athanase David, le 3 novembre 1934, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-76a.

4.3 DES SIGNES D'ESSOUFFLEMENT APRÈS LE TRICENTENAIRE (1935-1939)

Après les festivités du tricentenaire, la propagande de Tessier en faveur des « Pages trifluviennes » est de moins en moins efficace et le nombre de publications suit une pente descendante. Alors que quatorze brochures paraissent en 1934, seulement trois sont publiées en 1935, une en 1936, deux en 1937 et une dernière en 1939. Dès 1936, Tessier fait face à un déficit et se voit forcé, pour maintenir en vie la maison d'édition, de délaisser un peu les sujets régionaux. En effet, l'éditeur refuse alors des propositions de textes qui se seraient inscrits parfaitement dans sa collection. Par exemple, il ne donne jamais suite à la suggestion d'Edouard Fabre-Surveyer de publier une version retravaillée des biographies collectives de députés mauriciens²⁰⁹, ni à celle de Léo-Paul Desrosiers, qui souhaite produire une synthèse sur l'histoire de Trois-Rivières²¹⁰. L'écrivaine Michèle Le Normand, qui veut fournir une brochure sur un sujet trifluvien²¹¹, voit également son offre déclinée. Tessier choisit plutôt de rééditer son livre *Autour de la maison*. Nous verrons au prochain chapitre que, pour renflouer ses coffres, l'éditeur doit publier des volumes dont la vente est presque assurée... et abandonner sa collection vedette.

En décembre 1936, l'abbé Tessier écrit au maire de Trois-Rivières : « À quelqu'un qui me demandait récemment pourquoi la série des "pages trifluviennes" avait cessé de paraître, je répondis que des pertes se chiffrant aux alentours de 500\$ m'empêchaient de continuer une entreprise déficitaire²¹². » Quelques mois plus tard, l'éditeur mentionne à Duplessis qu'il fait face à un déficit de 300\$ sur ses cinq ou six

²⁰⁹ Lettre d'Edouard-Fabre Surveyer à A. Tessier (A. Tessier), le 29 avril 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-134a.

²¹⁰ Lettres de Léo-Paul Desrosiers à A. Tessier, les 6 mai 1937, 7 septembre 1937 et 18 décembre 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-87.

²¹¹ Lettre d'A. Tessier à Michelle Le Normand, le 1^{er} avril 1937, BAnQ-M, Fonds Michelle Le Normand/Léo-Paul Desrosiers, 026/010/017.

²¹² Lettre d'A. Tessier à Georges-Henri Robichon, le 30 décembre 1936, ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

dernières brochures²¹³. Tessier est bien conscient de l'aide importante qu'ont déjà reçue les Éditions du Bien public, mais il rêve tout de même à un dernier coup de pouce pour l'année 1937 : « Le Secrétariat de la Province m'a acheté – sur ton intervention – pour environ 1 000\$/par an durant deux années [1933-1934]. Après un intermède de deux ans [1935-1936], ça me sauverait et ça me permettrait de donner un nouveau coup à la Mauricie si je recevais une commande un peu substantielle [300\$]²¹⁴. » Qu'en est-il ? Cette année-là, Jean Bruchési, ancien rédacteur en chef de *La Revue moderne*, obtient le poste de sous-secrétaire d'État de la province et en avertit Tessier sous le couvert de la confiance, alors que la nouvelle n'est pas encore officielle²¹⁵. Un mois plus tard, Claude-Henri Grignon (Valdombre), dans un article d'*Illustration*, critique la nomination de Bruchési à ce poste. Il se permet même d'évoquer Marchand : « Si Clément Marchand, poète véritable, n'est pas complètement abruti par la politique, il vous dira que la nomination de ce Bruchési à un poste aussi important est une des plus sottes et des plus malhabiles qu'un ministère Duplessis, grisé par la gloire et par la force, pouvait faire²¹⁶. » Dès le lendemain, Marchand envoie une lettre à Bruchési pour le rassurer sur son amitié²¹⁷, d'autant plus que la situation financière d'*Horizons* nécessiterait l'intervention du Secrétariat de la province (chapitre III). Pour sa part, Tessier, devenu visiteur des Écoles ménagères à la demande de Bruchési, profite de ce nouveau poste pour proposer des livres de récompense, notamment des monographies éditées par lui²¹⁸.

Ainsi, pour l'année scolaire 1937-1938, le Secrétariat de la province souhaite acheter trois « Pages trifluviennes » (pour un total de 800 exemplaires) destinées aux

²¹³ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, le 7 mai 1937, STR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

²¹⁴ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, s.d., ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

²¹⁵ Lettre de Jean Bruchési à A. Tessier, le 27 avril 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

²¹⁶ Passage cité dans une lettre de Jean Bruchési à C. Marchand, le 1^{er} juin 1937, CPCM.

²¹⁷ Lettre de Jean Bruchési à C. Marchand, le 11 juin 1937, CPCM.

²¹⁸ Lettre d'A. Tessier à Jean Bruchési, le 14 janvier 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

Instituts familiaux²¹⁹. Malheureusement pour l'éditeur, les brochures en question ne sont pas disponibles dans les quantités demandées et il doit suggérer d'autres titres²²⁰. Et dès la rentrée suivante, les budgets du ministère ne permettent plus des commandes aussi importantes. Tessier se dit d'ailleurs déçu de devoir financer lui-même l'achat d'un volume canadien par mois pour les Écoles ménagères : « Cette année, j'ai décidé de prendre sur mes revenus le montant nécessaire pour assurer ce service. [...] Le gouvernement aurait eu là une belle occasion de se montrer directeur d'intelligence et mécène littéraire²²¹. » Avec la crise économique qui s'éternise, l'argent manque pour encourager les éditeurs. La maison d'édition trifluvienne, pour survivre, devra modifier son catalogue.

À la veille des festivités du troisième centenaire, Tessier est certainement considéré comme un chef de file dans le milieu littéraire mauricien. En fait, le directeur des Éditions du Bien public est sans conteste l'un des acteurs les plus influents de sa région. Alain Forsé et Michel Degenne ont proposé quatre critères pour évaluer la position d'un individu au sein d'un réseau²²². D'après ces critères, l'abbé Tessier cumule dans les années 1930 toutes les qualités d'un personnage central. D'abord, il est l'un de ceux qui possèdent le plus grand nombre de connexions, ce que les sociologues appellent la « centralité de degré ». Éditeur à temps partiel, secrétaire de la société historique de Trois-Rivières depuis sa fondation, membre du Comité du tricentenaire, collaborateur pour différents périodiques,

²¹⁹ Lettre de Jean Bruchési à A. Tessier, le 19 février 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

²²⁰ Il ne reste que 130 exemplaires de *Saint-Justin, foyer de sérénité rurale*, 10 exemplaires de *La belle au bois dormant* et aucune copie des *Légendes indiennes du Saint-Maurice*. Tessier propose donc d'autres titres. (Lettre d'A. Tessier à Jean Bruchési, le 26 février 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.)

²²¹ Lettre d'A. Tessier à Jean Bruchési, le 20 septembre 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

²²² Michel Forsé et Alain Degenne, *Les réseaux sociaux, une analyse structurale en sociologie*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 154-158.

notamment *Le Bien public* et *L'Action nationale*, Albert Tessier assume de surcroît le poste très en vue de préfet au Séminaire de Trois-Rivières. Ce collège, fréquenté par une large proportion des notables de la Mauricie, a vu défiler dans ses classes plusieurs journalistes, politiciens et fonctionnaires qui ont quitté la ville sans oublier pour autant leur *alma mater*. Tessier veille d'ailleurs à maintenir cet attachement, participant activement à la revue *Le Ralliement*, rendant des services à ses anciens élèves et confrères mais surtout, sollicitant les uns et les autres, selon la tribune qu'ils occupent, les échelons qu'ils ont gravis.

Certes, plusieurs de ces individus sont de simples connaissances, mais Tessier possède également de fidèles amis. S'il a pu développer ainsi des liens forts, qui lui confèrent une « centralité de proximité » au sein de son réseau, c'est qu'il ne se contente pas de multiplier les responsabilités au sein de divers organismes. En effet, il est souvent l'instigateur de ces groupes. Et non seulement agit-il comme un fondateur, mais il occupe ces diverses fonctions parallèles pendant de nombreuses années, assez longtemps pour rassembler autour de lui ses complices et créer de nouvelles amitiés.

De plus, Tessier constitue, dans la région du Saint-Maurice, l'intermédiaire de premier choix pour obtenir une faveur, notamment un emploi ou la diffusion d'un ouvrage à Trois-Rivières (centralité d'intermédiation). Le préfet est reconnu comme tel et plusieurs membres de son réseau se prévalent de ce contact indirect, et non le moindre, pour s'adresser à Duplessis ou à un quelconque allié régional. Cette possibilité d'introduire un ami auprès d'un autre n'est pas un service négligeable. Il s'agit d'un formidable atout, d'une monnaie d'échange d'une valeur appréciable lorsque vient le moment, pour l'éditeur, de demander un service.

En effet, grâce aux nombreuses associations et à la diversité des réseaux qu'il investit (intellectuels, littéraires, politiques, scolaires), l'éditeur a accès à un très large éventail de ressources (intermédiation de flot), ce qui lui confère un grand pouvoir.

En plein cœur de la crise, ces ressources (services divers, conseils, soutien financier, etc.) lui valent considérations et appuis. Peu de gens peuvent refuser aisément de lui venir en aide, de contribuer aux projets qu'il dirige, que ce soit en écrivant des volumes, en les publicisant ou en les diffusant.

Le prochain chapitre mettra en relief les transformations des réseaux du Bien public avec l'ajout d'un atelier d'imprimerie, qui soude encore davantage le journal et la maison d'édition. Désormais, Tessier n'est plus l'unique directeur des Éditions du Bien public. Marchand et Douville prennent leur place, progressivement. Une entreprise complexe se bâtit autour du capital social et économique conquis au fil des ans par les trois individus qui ont tenu le phare durant la longue crise.

CHAPITRE V

L'ESSOR DE L'IMPRIMERIE DU BIEN PUBLIC (1938-1959)

Sur le plan de l'édition littéraire, au Québec, la fin de la crise est considérée comme « une période de transition. Faute d'éditeurs, les écrivains vont s'exprimer dans de nouvelles revues¹ ». *Horizons* en fait partie, de même que les périodiques *Les Idées* (1935-1939) et *La Relève* (1934-1939). Avant que de nouvelles maisons d'édition voient le jour, durant la Seconde Guerre mondiale, les quelques joueurs encore debout affrontent tant bien que mal les derniers soubresauts de la grande Dépression.

À Trois-Rivières, les Éditions du Bien public, qui avaient pu compter dans la première moitié des années 1930 sur la popularité du régionalisme mauricien, doivent alors adapter leur catalogue à la baisse d'intérêt pour ce mouvement. Plus encore, la survie de l'entreprise trifluvienne, qui subit des pertes financières importantes avec le magazine *Horizons*, dépend des réseaux que sauront développer ses directeurs grâce à l'ajout d'un nouveau secteur d'activité, l'imprimerie, à partir de décembre 1938. Si les années 1940 servent à faire connaître les presses du Bien public à une nouvelle clientèle, l'après-guerre marque plutôt un retour aux sources. Tant le périodique *Marie* (1947-1961) que la collection « Histoire régionale » (1946-1956) témoignent des alliés qu'ont su conserver les trois directeurs dans le milieu des historiens amateurs et dans le monde des lettres. D'abord, reportons-nous à la fin des années 1930, alors que l'abbé Tessier abandonne la publication des « Pages trifluviennes » et veille à la pérennité de la maison d'édition.

¹ Jacques Michon, « Albert Lévesque, entre "individualistes" et nationalistes » dans *L'édition littéraire en quête d'autonomie : Albert Lévesque et son temps* (sous la direction de Jacques Michon), Sainte-Foy, PUL, 1994, p. 108.

5.1 UNE PÉRIODE D'AJUSTEMENT APRÈS LES « PAGES TRIFLUVIENNES »

Une dernière « page trifluvienne » paraît en 1939, à l'occasion du deuxième centenaire de Pointe-du-Lac, mais Tessier n'a pas l'intention de donner suite à cette collection. En effet, nous avons vu au chapitre précédent qu'il refuse en 1937 trois manuscrits susceptibles de s'y inscrire, même s'il s'agit d'auteurs bien connus (Michelle Le Normand, Léo-Paul Desrosiers et Édouard Fabre-Surveyer). Tessier ayant jusque-là harcelé les personnes de son entourage pour qu'elles fournissent un volume sur la Mauricie, s'attardant davantage à la rapidité de production qu'à la qualité du contenu, ces premiers refus sont révélateurs d'un nouveau contexte financier et d'un intérêt décroissant envers les publications régionalistes. Il y a véritablement un changement de cap à la fin des années 1930. D'une part, Tessier tente d'élargir le créneau de sa maison d'édition, délaissant les sujets mauriciens pour atteindre un plus vaste lectorat. D'autre part, les manuscrits publiés ne devaient surtout pas endetter davantage l'entreprise trifluvienne qui vient tout juste d'investir dans une imprimerie et qui est aux prises avec la publication d'un magazine coûteux (*Horizons*). Certes, tout éditeur souhaite éviter les déficits, mais à la fin des années 1930, lorsque les sources d'aide financière commencent à manquer et que la collection du Bien public s'écoule difficilement, la prudence est particulièrement de mise. Nous verrons que les titres édités au Bien public entre 1938 et 1940 confirment les nouveaux critères de sélection de l'éditeur.

D'abord, Tessier privilégie des livres tout désignés pour le marché scolaire, assuré que ces publications ne le ruineront pas comme directeur des Éditions du Bien public. Les livres de Jeanne L'Archevêque-Duguay (*Comme nous sommes heureux*, 1940), le sien (*Ouvre les yeux et regarde*, 1940) et celui de Jean-Marie Gauvreau (*Artisans du Québec*, 1940) en sont de bons exemples. La réédition du livre vedette de Michelle Le Normand, *Autour de la maison* (1939), est également considérée comme un coup sûr, le volume étant tout à fait approprié au milieu de l'éducation.

Depuis la première parution d'*Autour de la maison* en 1916, l'abbé trifluvien avait aidé l'auteure à en faire la promotion, jouant de bon cœur au conseiller (chapitre II). Même si *Le Devoir*² souhaite demeurer son éditeur, Michelle Le Normand opte pour le Bien public en guise de reconnaissance envers Tessier : « C'est épatant de penser que depuis 20 ans et deux ans [*sic*], votre dévouement à *Autour d'une maison* [*sic*] ne s'est pas départi... C'est à genoux que je devrais vous remercier³. » Sept mille exemplaires avaient été vendus dans les dernières années et le nouvel éditeur est confiant d'en écouler 3 000 de plus⁴.

Non seulement ce livre a un bon potentiel de vente, mais Michelle Le Normand joue un rôle actif dans la diffusion de son œuvre, ce qui allège le travail de l'abbé Tessier. L'écrivaine a acquis une expérience certaine du monde de l'édition en s'occupant de la publicité et de la distribution des livres de son mari, Léo-Paul Desrosiers. Elle suggère donc à son éditeur des noms d'individus à qui s'adresser, notamment Edmond Cloutier (directeur du *Droit*), pour accroître les ventes du côté de l'Ontario⁵. Consciente du réseau que possède Tessier au Québec, elle lui demande de faire des pressions auprès de ses connaissances. Par exemple, pour la vente de son livre aux écoles de la région mauricienne, elle propose Auguste Désilets⁶, un commissaire d'écoles qui a déjà publié au Bien public et qui pourra faire valoir l'intérêt de ce livre paru à Trois-Rivières. L'auteure s'occupe également de faire reproduire dans différents journaux les articles les plus élogieux parus dans certains périodiques, notamment *Le Mauricien*⁷. Elle fait preuve du même dynamisme en ce

² Les éditions précédentes avaient été faites au *Devoir*.

³ Lettre de Michelle Le Normand à A. Tessier, le 4 octobre 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

⁴ *Ibid.*

⁵ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 15 décembre 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

⁶ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 14 avril 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

⁷ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 4 avril 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

qui a trait à la distribution, puisqu'elle reçoit les commandes de livres provenant de librairies ontariennes et montréalaises⁸, puis les achemine à l'éditeur.

En fait, la principale tâche de ce dernier consiste à convaincre son ami Jean Bruchési, sous-secrétaire de la province, d'obtenir des commandes du Département de l'Instruction publique. En mars 1939, Bruchési propose d'acheter, après le 1^{er} juillet, 1 000 exemplaires du livre de Michelle Le Normand, pour un total de 800\$⁹. Les comptes publics de la province de Québec confirment qu'un tel montant a été versé à Michelle Le Normand en 1939, en plus d'une somme de 150\$ aux Éditions du Bien public pour « encouragement à la littérature, aux beaux-arts et à la science »¹⁰. L'année suivante, le Département de l'Instruction publique achète pour 1 000\$ de livres¹¹ aux Éditions du Bien public, sur un budget total de 37 842,72\$¹². Bruchési connaît bien la détermination de l'éditeur mauricien et le prévient de cesser pour un temps la sollicitation : « Lorsque cette première provision sera épuisée, vous reviendrez sans doute à la charge. Mais, de grâce, n'oubliez pas que "moult écrivailleurs" de Montréal, Québec et autres lieux attendent de nous la manne nourricière. [...] P.S.: Ne demandez rien avant la prochaine année scolaire. Le sac est vide¹³. »

⁸ Au printemps de 1939, par exemple, une centaine d'exemplaires est destinée aux librairies ontariennes, une centaine d'autres au Devoir et à Beauchemin. (Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 1^{er} avril 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40; Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 24 avril 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.)

⁹ Lettre de Jean Bruchési à A. Tessier, le 28 mars 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

¹⁰ *État des comptes publics de la province de Québec 1939*, Québec, Imprimeur de Son Excellente Majesté le Roi, 1939, p. 199-200.

¹¹ Les titres ne sont pas précisés.

¹² *État des comptes publics de la province de Québec 1940*, Québec, Imprimeur de Son Excellente Majesté le Roi, 1940, p. 223.

¹³ Lettre de Jean Bruchési à A. Tessier, le 8 mai 1940, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

Soulignons ici que la Seconde Guerre mondiale s'est avérée une période particulièrement prospère dans le domaine de l'édition au Québec. Non seulement les éditeurs d'ici sont appelés à reproduire des volumes publiés en France, moyennant une redevance de 10% au bureau du Séquestre des biens publics (gouvernement fédéral), mais les livres canadiens-français trouvent également de nouveaux débouchés, notamment aux États-Unis et en Amérique latine¹⁴. Plusieurs maisons d'édition comme Fides, Parizeau, L'Arbre, Variétés et Bernard Valiquette naissent dans ce contexte particulier. Ainsi, Bruchési n'exagère pas lorsqu'il affirme que le Secrétariat de la province est inondé de demandes de soutien. D'ailleurs, après le montant reçu en 1940, Tessier comprend que même une relation privilégiée avec le sous-secrétaire ne lui permettra plus de soutirer de l'argent à ce ministère, du moins pour les Éditions du Bien public. C'est probablement la raison pour laquelle il fonde alors les Éditions trifluviennes, publiant à cette enseigne sept volumes¹⁵ entre 1940 et 1954, notamment *Dans le bois* d'Auguste Panneton (1940) et *Ton univers* (1941), son propre livre. L'éditeur obtient 280\$ pour le premier¹⁶ et 570,24\$ pour le second¹⁷. En entrevue, Douville affirme qu'il s'agit là d'une stratégie pour obtenir d'autres commandes du Secrétariat de la province : « il [Tessier] trouvait qu'il n'en vendait pas assez [des livres] au gouvernement [libéral], il a donc parti ses propres éditions¹⁸ ». Cette manœuvre n'étant pas aussi efficace que prévue, Tessier continue de publier des volumes à l'enseigne du Bien public, sans se ruiner pour autant.

¹⁴ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 2: *Le temps des éditeurs 1940-1959* (sous la direction de Jacques Michon), Montréal, Fides, 2004, p. 23-24.

¹⁵ Ces volumes auraient été édités et imprimés aux Éditions trifluviennes, mais l'imprimeur était en fait Le Nouvelliste. (*Le Bien public*, 25 avril 1940, p. 1-4.)

¹⁶ Lettre d'A. Tessier à Jean Bruchési, le 11 mai 1940, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

¹⁷ *État des comptes publics de la province de Québec 1942*, Québec, Imprimeur de Son Excellence Majesté le Roi, 1942, C-5, p. 19.

¹⁸ Raymond Douville, entrevue réalisée par Jacques Michon et Dominique Garand à Québec le 28 février 1986. (p. 10 du tapuscrit conservé par le GRÉLQ à Sherbrooke)

Nous avons vu que pour la réédition du livre de Michelle Le Normand, l'éditeur reçoit une commande appréciable du gouvernement. De plus, l'arrangement pris avec l'auteure protège l'abbé Tessier : « Tant que vous aurez besoin d'argent pour payer [même les frais de transport], je vous aiderai, mais dès que vous serez délivré de la dette, j'empocherai avec délices et orgues¹⁹. » L'écrivaine paraît assurée de vendre rapidement les milliers d'exemplaires d'*Autour de la maison*. Or, il n'en est rien. Libérée de sa dette de 1 100\$²⁰ en novembre 1939²¹, Michelle Le Normand constate aussitôt un ralentissement notable des ventes²². Elle avait souhaité que l'imprimerie du *Nouvelliste*²³ conserve les plombs pour une éventuelle réimpression de son livre. Finalement, les commandes sont trop minces pour entrevoir cette possibilité : « Depuis la guerre, toutes les ventes sont mortes! Et mon garage [est] plein de livres²⁴. » Par la suite, néanmoins, les tablettes se vident progressivement. Par exemple, avec le coup de pouce de Tessier, l'auteure obtient des commandes des sœurs de Sainte-Anne²⁵, chez qui l'éditeur anime des retraites, et du Séminaire de Trois-Rivières²⁶. Somme toute, cette réédition ne semble pas avoir été un échec pour l'auteure puisque, en 1959, Fides met à son tour sur le marché 10 000 exemplaires du volume de Michelle Le Normand²⁷. Pour sa part, Tessier, dès 1940, a récupéré son argent et peut se lancer dans un nouveau projet d'édition.

¹⁹ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 2 mars 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

²⁰ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 8 mai 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

²¹ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 15 novembre 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

²² Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 30 décembre 1939, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

²³ Le volume est réédité avant l'achat de presses par le Bien public, d'où le recours au *Nouvelliste*.

²⁴ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 15 février 1940, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

²⁵ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 6 octobre 1940, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

²⁶ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 7 mai 1940, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

²⁷ Lettre de M. Le Normand à A. Tessier, le 17 février 1959, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-40.

La publication de son propre livre pour enfant, *Ouvre les yeux et regarde*, en fait partie. Tiré à 3 000 exemplaires, cet album a lui aussi l'avantage d'intéresser les commissions scolaires. D'ailleurs, dans un article du *Bien public*, il est dit que l'éditeur fera des prix spéciaux de quantité aux maisons d'enseignement²⁸. En Mauricie, Tessier s'adresse à celles-ci par l'intermédiaire de Dollard Dubé, inspecteur d'écoles. Ancien du Séminaire de Trois-Rivières, Dubé est aussi l'un des membres fondateurs de la société historique. De plus, il a déjà publié une brochure au *Bien public* en 1933. Il collabore également au *Mauricien* et au *Bien public*. Comme inspecteur, il souhaite proposer l'achat massif du dernier livre de Tessier: « Oh! que je voudrais voir ce petit livre entre les mains des 6 000 écoliers de mon district d'inspection²⁹. » Il est aisé de comprendre pourquoi l'éditeur veillait depuis deux ans à ce que Dubé ne soit pas transféré à Nicolet³⁰! L'homme décède cependant en 1940, sans avoir pu achever le travail de propagande qu'il se promettait de faire pour les publications du *Bien public*. L'album de Tessier aura néanmoins bénéficié de son appui durant quelques mois.

En avril 1940, la maison d'édition trifluvienne publie également les *Artisans du Québec* de Jean-Marie Gauvreau. L'auteur dirige l'École du meuble de Montréal et collabore au *Mauricien*. Il est aussi un bon ami de l'abbé Tessier, qui participe d'ailleurs à son enquête sur l'artisanat dans la province de Québec. L'ouvrage résumant cette enquête connaît une vente record de 6 000 exemplaires en moins d'une année. C'est du moins ce que Tessier affirme dans un article du *Devoir*, dans lequel il lance un appel aux « parents, éducateurs et animateurs » afin que « cette vague se continue et s'accélère³¹ ». Le volume a probablement trouvé un débouché

²⁸ *Le Bien public*, 4 avril 1940, p. 1.

²⁹ Lettre de Dollard Dubé à A. Tessier, le 8 avril 1940, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-97.

³⁰ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, le 19 septembre 1938, ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

³¹ *Le Devoir*, 22 février 1941.

dans différentes institutions d'enseignement, notamment les écoles d'art de la province. En 1940, la commande du Département de l'Instruction publique adressée au Bien public, d'une valeur de 1 000\$, comprend peut-être l'achat de ce livre. De plus, en 1942, le nom de « J-M. Gauvreau » apparaît dans la liste des auteurs encouragés par le gouvernement (commande de 192\$)³². Le fait que le montant soit adressé personnellement à l'auteur laisse croire qu'il s'occupe lui-même de la distribution de son livre, comme Michelle Le Normand en 1939. Personnage connu dans le monde de l'éducation, Gauvreau possède suffisamment de contacts pour solliciter lui-même des commandes auprès des maisons d'enseignement. Son salaire de directeur de l'École du meuble devait également lui permettre d'assumer une grande partie des frais, notamment les coûts d'impression. Aucune facture de l'Imprimerie du Bien public n'est d'ailleurs adressée à l'abbé Tessier pour ce volume.

Toujours en 1940, forte du succès du premier livre jeunesse de Tessier, Jeanne L'Archevêque-Duguay produit un album destiné aux enfants. *Comme nous sommes heureux* se vend très bien. Sortis des presses en décembre 1940 et présentés comme le cadeau idéal du jour de l'an pour les petits³³, les 2 000 exemplaires disparaissent en l'espace de quelques semaines. En effet, le 1^{er} janvier 1941, Tessier annonce fièrement à l'auteure que la première édition est déjà écoulée³⁴, sans qu'il ait demandé l'aide du Secrétariat de la province. L'éditeur songe dès lors à une réédition et, cette fois, il cherche le soutien de ce ministère. Commenant la lettre à Bruchési par un « cher ami », l'éditeur trifluvien évoque le soutien financier dont a besoin l'auteure, épouse d'un peintre peu fortuné (Rodolphe Duguay) et mère de famille, puis la pertinence du livre pour les écoles : « Nos inspecteurs d'école se plaignent

³² *État des comptes publics de la province de Québec 1942*, Québec, Imprimeur de Son Excellente Majesté le Roi, 1942, C-5, p. 19.

³³ Encadrés publicitaires parus dans *Le Bien public* (19 décembre 1940, p. 16 et 27 décembre 1940, p. 12).

³⁴ Lettre de A. Tessier à Jeanne L'Archevêque-Duguay, le 1^{er} janvier 1941, Archives du Séminaire de Nicolet (ASN), fonds Jeanne L'Archevêque-Duguay, F377/A2/7.

souvent du petit nombre d'ouvrages de prix adaptés aux âges de leurs écoliers. Vous avez là une bonne occasion de leur en fournir³⁵. » Mais Tessier n'obtient pas la commande souhaitée (500 exemplaires pour 375\$)³⁶. L'auteure s'inquiète qu'autant d'albums en circulation (18 000) n'accule l'éditeur à la « banqueroute »³⁷. Or, malgré le peu d'appui du gouvernement, les ventes vont bon train. Dans les deux années suivantes, on peut voir notamment les sœurs de la Charité de Saint-Boniface (Manitoba) acheter 55 exemplaires pour les sœurs institutrices³⁸. Un enseignant de l'École normale de Valleyfield en commande 114 pour ses étudiantes³⁹. Même l'institutrice des jumelles Dionne en demande huit⁴⁰! En 1943, constatant un engouement pour le livre, le Secrétariat de la province propose finalement d'acheter 2 000 exemplaires de l'album de Duguay (400\$)⁴¹. Or, pour le même prix, Tessier suggère plutôt 1 000 exemplaires de *Cinq petits enfants* (écrit par Duguay, édité chez Fides, imprimé au Soleil mais diffusé par Tessier)⁴², ce qui permet de croire que l'album *Comme nous sommes heureux* s'était mieux vendu. Une chose est sûre, en 1951, ce dernier est épuisé⁴³.

Ainsi, les volumes édités au Bien public durant cette période (1938-1940) possèdent un point en commun : les responsabilités financières de l'éditeur y

³⁵ Lettre d'A. Tessier à Jean Bruchési, le 12 janvier 1941, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

³⁶ Au mieux, le montant de 200\$ pour « encouragement à la littérature, aux beaux-arts et aux sciences », délivré par le Secrétariat de la province en 1941, a pu être utilisé pour couvrir une partie des frais de l'album. (*État des comptes publics de la province de Québec 1941*, Québec, Imprimeur de Son Excellente Majesté le Roi, 1941, p. 162.)

³⁷ Lettres de J. A-Duguay à A. Tessier, les 10 et 25 août 1941, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

³⁸ Lettre de sœur M. Mann à A. Tessier, le 3 novembre 1941, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-164.

³⁹ Lettre d'Adhémar Jeannotte à A. Tessier, le 28 janvier 1942, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-392.

⁴⁰ Lettre de Gaëtan Vézina à A. Tessier, le 4 février 1942, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-390.

⁴¹ Lettre de J.O. Filteau à A. Tessier, le 13 décembre 1943, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-11.

⁴² Lettre d'A. Tessier à Jean Bruchési, le 9 décembre 1943, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-49.

⁴³ Dans un livre de Duguay paru chez Fides (*Dans mon jardin*), il est écrit dans la liste des autres publications de l'auteure que les deux éditions de *Comme nous sommes heureux* sont épuisées.

paraissent limitées. Tessier opte en effet pour des projets d'édition qui comportent peu de risques d'endettement ou recrute des auteurs qui peuvent assumer une partie des frais d'édition, d'impression ou de distribution. En plus de Jean-Marie Gauvreau et de Michelle Le Normand, on peut évoquer Raymond Douville (*Aaron Hart*, 1938) et Clément Marchand (*Courriers des villages*, 1939). En tant que propriétaires de l'Imprimerie du Bien public, ils travaillent eux-mêmes à la réalisation du produit fini, réduisant ainsi les coûts de production de leur volume. Il en va de même de l'album de Tessier. Pour sa part, Sarah Larkin, riche poétesse américaine, ne demande aucune aide de l'éditeur pour financer l'impression de ses deux livres (*Radisson*, en 1938, et *Dimo* en 1940). De plus, cetteoureuse de la région et amie des directeurs du Bien public se charge personnellement de la distribution des 400 exemplaires destinés aux librairies et à la presse américaine⁴⁴. Quant à Adrienne Choquette, elle ne défraie peut-être pas les montants nécessaires à la publication des *Confidences d'écrivains canadiens-français* (1939), mais son texte ayant déjà été composé pour la revue *Horizons*, il s'avérait peu coûteux d'en faire un livre.

En somme, Tessier a dû faire des choix judicieux pour enrichir le catalogue du Bien public sans pour autant vider son portefeuille. Il pouvait ainsi venir en aide à *Horizons*, jusqu'à sa mort prématurée, et assurer la survie de la maison d'édition. Pour relancer l'entreprise trifluvienne, affectée par la publication du magazine littéraire, d'abondants contrats d'impression seront toutefois nécessaires. Les trois hommes à la tête du Bien public devront pour cela renouveler leurs réseaux de relations.

⁴⁴ Lettre de Sarah Larkin à A. Tessier, le 22 février 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-21.

5.2 LES ANNÉES 1940 ET LA PROSPÉRITÉ DES PRESSES DU BIEN PUBLIC

Il faudra attendre la deuxième moitié de l'année 1941 pour que la situation financière du Bien public se rétablisse enfin progressivement. Alors qu'une lettre de Marchand datant du 25 avril rend compte du « cauchemar » qu'est sa vie depuis l'échec de la revue mauricienne⁴⁵, le journaliste confie à son ami Brien, en janvier 1942 : « Actuellement ici, à l'imprimerie, nous bûchons à l'exécution de contrats importants, dont les premiers profits apportent déjà une amélioration sensible à une situation demeurée, depuis trois ans, précaire⁴⁶. » Que s'est-il passé durant ces quelques mois ? Les presses du Bien public ont obtenu le contrat d'impression des nombreuses publications des sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge (a.s.v.). Les milliers d'exemplaires édités et réédités au Bien public permettront à l'entreprise de compter sur des revenus réguliers durant les années 1940 et 1950.

Grâce aux factures de l'Imprimerie du Bien public adressées à l'Œuvre catéchistique des sœurs a.s.v., au registre des revenus et dépenses de celle-ci et à la correspondance entre les responsables de la congrégation et les dirigeants du Bien public (une soixantaine de lettres), nous pourrions montrer l'importance de ces multiples contrats d'impression pour les presses trifluviennes et le rôle clé de Marchand et Douville, qui agissent pour la première fois à titre d'éditeurs et d'imprimeurs. En effet, Tessier occupe alors les fonctions exigeantes d'inspecteur des écoles ménagères en plus de mener à bien de nombreux projets d'édition, pour le Bien public et d'autres éditeurs. Il sera question de ceux-ci dans la seconde partie de cette section consacrée à la décennie 1940.

⁴⁵ Lettre de C. Marchand à Roger Brien, le 25 avril 1941, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/56.

⁴⁶ Lettre de C. Marchand à Roger Brien, le 19 janvier 1942, CPCM.

5.2.1 Les sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge font rouler l'imprimerie

Bien que la congrégation possède ses propres presses à Nicolet (Imprimerie S.A.S.V.), celles-ci ne permettent pas de produire rapidement une grande quantité d'exemplaires et avec la même qualité que l'équipement du Bien public. En 1939, une première édition de *Mes cahiers d'enfant du bon Dieu* paraît à la maison d'édition trifluvienne. Il s'agit de six séries d'exercices pratiques pour les premières années du cours élémentaire. Cette publication initiale permet d'établir un lien de confiance entre les religieuses et les nouveaux imprimeurs. Ce lien créé, sœur Saint-Ladislas, l'auteure, fait affaires avec le Bien public pour la publication d'*Aux petits du Royaume*, volumes initiant les instituteurs et les institutrices à une nouvelle méthode d'enseignement du catéchisme aux enfants⁴⁷. Entre 1937 et 1940, les fascicules I, II et III avaient été mimémographiés (2 150 exemplaires) et multigraphiés (2 500 exemplaires) sur les presses des sœurs a.s.v., pour les besoins des religieuses de la communauté. Il a fallu que « la demande extérieure pour les livres s'accroisse et que l'imprimerie de Nicolet ne p[uisse] suffire à la tâche⁴⁸ » pour que la communauté confie l'impression au Bien public, en 1941. Ce sont ces publications qui vont donner leur véritable élan aux presses du Bien public.

En effet, les différentes éditions et réimpressions des six volumes d'*Aux petits du Royaume* rapportent à l'imprimerie 32 364,18\$ entre 1941 et 1945, d'après les factures adressées à l'Œuvre catéchistique (tableau 5.1). Soulignons que les archives de cette communauté semblent avoir conservé la totalité de ces factures, puisque le registre détaillé des dépenses et revenus confirme chacun des montants déboursés pour l'impression. Au total, 93 000 exemplaires sont sortis des presses du Bien public durant la première moitié des années 1940.

⁴⁷ Lettre de sœur Ladislas aux directeurs du Bien public, le 17 septembre 1941, Archives des sœurs a.s.v. (ASASV), chemise Bien public.

⁴⁸ Jeannine Gauthier, *Une production catéchistique pour le Québec des années 1930-1950. Marguerite Gauthier (sœur Saint-Ladislas, A.S.V.)*, thèse de doctorat en théologie, Université Laval, 1996, p. 358.

Tableau 5.1: Montants perçus par l'Imprimerie du Bien public grâce aux publications des sœurs a.s.v. de Nicolet (1941-1962) (1ère partie)

Année*	Titre	Description	Nombre d'exemplaires produits**	Montants reçus (\$)***
1941	Aux petits du Royaume	6 fascicules destinés aux enseignants	93 000	32 364,18
1941	Fascicule 1: <i>Les secrets du bon Dieu</i> (1e partie)	Entre 1942 et 1945, le Bien public réimprime chacun d'eux.	16 000	
1941	Fascicule 2: <i>Les secrets du bon Dieu</i> (2e partie)	En 1949 et 1950, Tremblay & Dion de Québec obtient le contrat d'impression.	16 500	
1942	Fascicule 3: <i>Les sources de la vie</i> (1e partie)		16 500	
1942	Fascicule 4: <i>Les sources de la vie</i> (2e partie)		16 000	
1942	Fascicule 5: <i>La Route dans la lumière</i> (1e partie)		14 000	
1942	Fascicule 6: <i>La Route dans la lumière</i> (2e partie)		14 000	
1941	Mes cahiers d'enfant de l'Église	Collection de 3 cahiers (réimprimés au Bien public jusqu'en 1954)	75 000	4 983,56
1941	<i>Ma journée avec la sainte Église</i>	Cahier d'exercices pratiques pour les élèves de 7e année.		
1942	<i>Mon dimanche avec la sainte Église</i>	Cahier d'exercices pratiques pour les élèves de 8e année.		
1943	<i>Mon année avec la sainte Église</i>	Cahier d'exercices pratiques pour les élèves de 9e année.		
1939	Mes cahiers d'enfant du bon Dieu	6 cahiers pour les élèves de 1e à 6e années (réimprimés au Bien public jusqu'en 1962)	845 500	36 845,62
1945	Catéchisme et vie chrétienne	Volume qui synthétise la méthode de sœur St-Ladislav	5 000	1 297,48
	Les tout-petits dans le Royaume	Collection de 8 livrets de petites lectures catéchistiques.	320 000	26 400,00
1947	<i>Vers la crèche</i>	1e année, 1er livret	40 000	
1947	<i>Vers la croix</i>	1e année, 2e livret	40 000	
1948	<i>Vers l'hostie</i>	1e année, 3e livret	40 000	
1948	<i>Vers le ciel</i>	1e année, 4e livret	40 000	
1947	<i>Ton papa le bon Dieu</i>	2e année, 1er livret	40 000	
1947	<i>Ton frère Jésus</i>	2e année, 2e livret	40 000	
1947	<i>Ta grande famille</i>	2e année, 3e livret	40 000	
1947	<i>Le ciel ton héritage</i>	2e année, 4e livret	40 000	
1948	Feuilles publicitaires		2 000	

* Première année d'impression au Bien public / ** Comprend les commandes de volumes et de cahiers entiers / *** Incluant clichés, couvertures et feuilles supplémentaires lorsque le titre de la publication est précisé.

Tableau 5.1: Montants perçus par l'Imprimerie du Bien public grâce aux publications des sœurs a.s.v. de Nicolet (1941-1962) (2e partie)

Année	Titre	Description	Nombre d'exemplaires produits	Montants reçus (\$)
1951	<i>Mon livre d'enfant de Dieu</i>	volume de 148 p.	34 700	12 665,50
	<i>Les tout-petits dans le Royaume. Livre de l'éducateur</i>	Deux tomes destinés aux enseignants.	14 961	14 830,18
1953	Tome 1		9 975	
1956	Tome 2		4 986	
	Autres impressions			
1945	Catéchisme des petits	brochure		282,20
1947	Souvenir de graduation	12 pages	3 000	225,00
1947	Souvenir de «Mon Alma Mater»	16 pages	2 000	248,75
1949	calendrier liturgique		5 000	129,91
1950	crèches à colorier		1 000	75,00
	<i>Aux petits du Royaume</i>	Brochures qui donnent probablement lieu au <i>Livre de l'éducateur</i> .		
1949	<i>Bientôt le grand moment</i>	16 pages	1 500	45,00
1949	<i>Voici qu'il est splendeur le mystère de la croix</i>		1 500	45,00
1949	<i>Le cycle Maria dans l'année</i>		1 500	45,00
1949	<i>Va-t-en</i>		1 500	30,00
1949	<i>Le seigneur est ma lumière</i>	8 pages	2 000	12,00
1955	<i>Tableaux de corrélation</i>	Table de concordance indiquant les points de référence entre <i>Aux petits du Royaume</i> et le <i>Catéchisme catholique</i> .	5 000	725,00
	Divers	Couvertures, clichés, images, vignettes et électros liés à des titres non précisés dans les factures.		1 801,14

133 098,52

Source: factures de l'Imprimerie du Bien public adressées à l'Œuvre catéchistique des sœurs a.s.v. de Nicolet (1941-1962)

Pourquoi ces ouvrages sont-ils tellement populaires ? L'abbé Tessier l'explique fort bien dans un article de l'hebdomadaire trifluvien :

Il y a longtemps que la formation religieuse des jeunes préoccupe tous les éducateurs. Depuis quelques années on a multiplié partout les conférences pédagogiques, les expositions d'enseignement religieux, etc. Les ouvrages français et belges nous apportaient, jusqu'à ces derniers temps, des méthodes et des manuels qui contribuaient à une heureuse rénovation. La guerre a tari cette source⁴⁹.

Ainsi, les écrits de sœur Saint-Ladislas comblent un vide. D'ailleurs, le succès de ses publications oblige la congrégation à s'organiser pour assurer une bonne gestion des divers cahiers et manuels mis sur le marché. C'est ainsi qu'en 1941, l'Œuvre catéchistique des sœurs a.s.v. est créée pour gérer la production, la réception et la diffusion des multiples travaux de leur prolifique consœur. Cette entité aura une comptabilité distincte de la communauté⁵⁰.

Parallèlement *Aux petits du Royaume*, les sœurs a.s.v. lancent sur le marché, entre 1942 et 1962, plusieurs réimpressions de *Mes cahiers d'enfant du bon Dieu* (tableau 5.2) et de *Mes cahiers d'enfant de l'Église*, qui rapportent au Bien public respectivement 36 845,62\$ et 4 983,56\$ (tableau 5.1). En 1945, sœur Saint-Ladislas confie également au Bien public son ouvrage *Catéchisme et vie chrétienne* et, deux ans plus tard, les huit livrets de petites lectures catéchistiques pour les élèves de première et deuxième année (la collection « Les petits dans le Royaume »). Puis, au début des années 1950, deux nouveaux titres viennent enrichir le catalogue de l'éditeur trifluvien : le premier tome de *Mon livre d'enfant de Dieu* (1951) et *Les tout-petits dans le royaume. Livre de l'éducateur* (deux volumes parus en 1953 et 1956).

⁴⁹ *Le Bien public*, 13 août 1942, p. 11.

⁵⁰ Jeannine Gauthier, p. 356.

Tableau 5.2 : Nombre d'exemplaires des six *Cahiers d'enfants du bon Dieu* imprimés au Bien public, entre 1942 et 1962

Année	Numéro des cahiers						Total
	1	2	3	4	5	6	
1942			20 000	20 000	20 000	20 000	80 000
1944	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	120 000
1945	6 500	6 500	6 500				19 500
1946	8 000	8 000	8 000	8 000			32 000
1947	40 000	40 000	40 000	40 000			160 000
1948					5 000	5 000	10 000
1949	25 000	25 000	25 000		15 000	15 000	105 000
1950	20 000	20 000		20 000			60 000
1951	25 000	25 000					50 000
1952	25 000	25 000					50 000
1953					10 000		10 000
1954	15 000	15 000	15 000				45 000
1955	25 000	25 000					50 000
1959	10 000	10 000					20 000
1961	8 000	8 000	8 000				24 000
1962	10 000						10 000
Total	237 500	227 500	142 500	108 000	70 000	60 000	845 500

Source: Factures de l'Imprimerie du Bien public destinées à l'Œuvre catéchistique des sœurs a.s.v.

Ainsi, durant les années 1940 et 1950, la clientèle ne manque pas pour les publications des sœurs a.s.v. Jeannine Gauthier, qui a consacré une thèse de doctorat en théologie à l'œuvre de sœur Saint-Ladislav, montre que le nombre de « lieux relevés, où les ouvrages ont circulé, est considérable⁵¹. » D'abord, toutes les missions de la communauté ont utilisé les publications de la religieuse, non seulement au Québec (78 maisons en 1945) mais aussi dans l'Ouest canadien (14), en Ontario (18) et aux États-Unis (21)⁵². À ces missions s'ajoutent différents établissements

⁵¹ Jeannine Gauthier, p. 369.

⁵² *Ibid.*, p. 369-370.

scolaires (écoles primaires et normales, écoles ménagères) provenant de toutes les régions du Québec, des autres provinces (Ontario, Nouveau-Brunswick, Saskatchewan et Manitoba), du voisin du Sud et même du Japon. Les requérants sont des religieuses, des communautés d'hommes (Frères des écoles chrétiennes, Clercs de Saint-Viateur), des inspecteurs d'écoles, des enseignants laïques, des mères de famille et des librairies, telles que Granger Frères, L'Action catholique, Beauchemin, Fides et Garneau.

Cette grande diversité d'acheteurs explique que l'Imprimerie du Bien public ait multiplié au fil des ans les contrats avec l'Œuvre catéchistique des sœurs a.s.v., ces revenus devenant un apport financier important. L'association d'affaires qui se développe avec l'entreprise de Marchand et Douville est d'autant plus solide que les sœurs respectent toujours à la lettre les conditions de paiement. Et lorsqu'elles ne peuvent déboursier le montant total dans les trente jours suivant l'émission de la facture, elles donnent de bons acomptes. Si bien qu'en 1942, quand le Bien public reprend du mieux, Marchand remercie les sœurs « de l'appui et de l'impulsion que vous apportez à notre imprimerie et partant, à notre œuvre de journalistes et d'écrivains catholiques⁵³. »

En effet, *Le Bien public* se porte plutôt bien durant la guerre. Certes, aucun bilan financier ne permet de le certifier, mais la consultation de l'hebdomadaire laisse voir des signes de vitalité. Le papier étant rationné, le nombre de pages passe de 16 à 12 en octobre 1941, puis de 12 à 8 en janvier 1943⁵⁴. Néanmoins, preuve de son dynamisme, le journal profite des améliorations typographiques apportées par le magazine *Horizons*, qui a suscité durant sa courte existence une grande créativité. Il faut dire que la présence de Marchand et Douville à la direction des presses du Bien

⁵³ Lettre de C. Marchand aux sœurs A.S.V., le 15 avril 1942, ASASV, chemise Bien public.

⁵⁴ En fait, à partir du 31 décembre 1942, le journal a parfois 8 pages, parfois 12, jusqu'à ce que le plus petit format soit clairement adopté, en juillet 1943.

public facilite ces initiatives que sont les changements de police, de nouvelles mises en page et toute cette recherche visant à mettre en valeur le journal et les annonceurs qui y investissent. D'ailleurs, en juillet 1943, parmi tous les hebdomadaires francophones et anglophones du Canada, *Le Bien public* remporte le premier prix d'un concours institué par la Dominion textile « pour la meilleure disposition typographique d'une annonce de cette compagnie⁵⁵. »

Pour se distinguer de ses concurrents, *Le Bien public* compte toujours sur son contenu littéraire (critiques, poèmes, feuilletons) et historique (récits, biographies, activités de la société historique locale). Il accorde cependant une place grandissante à la guerre, s'ajustant ainsi aux besoins du lectorat. Pour la même raison, *Le Bien public* consacre une ou deux pages aux chroniques féminines et aux jeux destinés à « occuper les enfants pendant que maman travaille ». Cette période voit aussi s'accroître la part de photographies et de publicités, particulièrement les annonces de marques de commerce (Salada, Molson, la gomme Grand-B, etc.). En effet, les encadrés publicitaires et les illustrations couvrent plus de la moitié des pages, laissant peu de lignes pour les articles mais assurant des revenus importants au journal.

Alors que dans les années 1937-1939, Marchand s'était fait plus discret dans les pages de l'hebdomadaire pour consacrer son temps au *Mauricien* puis à *Horizons*, l'homme reprend pleinement ses fonctions de journaliste durant le conflit mondial, signant la majorité des éditoriaux et des articles sur l'actualité. Au contraire, Douville, à partir de la décennie 1940, semble délaisser quelque peu la rédaction du journal. Du moins, son nom ou ses initiales n'apparaissent plus de façon régulière. Cela s'explique peut-être par les nouvelles fonctions qu'il occupe à l'imprimerie et à l'extérieur de l'entreprise. En effet, en 1940, il accepte la présidence de l'Association des maîtres-imprimeurs de la vallée du Saint-Maurice et la direction du comité français de publicité pour les emprunts de la victoire, ce qui s'ajoute à sa tâche de

⁵⁵ *Le Bien public*, 1^{er} juillet 1943, p. 1.

secrétaire-trésorier de l'Association des hebdomadaires canadiens-français. De plus, à partir de décembre 1944, Douville préside la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières, se donnant pour mandat, après quatre ans d'inactivité, de lui redonner sa vivacité d'antan. Montrant l'exemple au groupe d'historiens amateurs, il reprend ses travaux de recherche, qui se traduiront par de multiples publications dans les années à venir. D'ailleurs, Marchand se souvient que son collègue passait moins de temps que lui dans les bureaux du Bien public, consultant régulièrement les centres d'archives entre 10h et 14h⁵⁶. Toutes les activités sociales et intellectuelles que multiplie Douville à cette époque affectent nécessairement sa participation au journal et peut-être à l'imprimerie, bien qu'il soit difficile de mesurer le travail sous-terrain qu'il y effectue. Dans le dossier des sœurs a.s.v., du moins, Marchand apparaît nettement dans la correspondance comme l'interlocuteur privilégié.

À l'aube des années 1940, les contrats avec cette congrégation religieuse exigent de nombreuses heures d'ouvrage. Marchand prépare régulièrement des estimations, négocie des prix avec les différents fournisseurs, veille à l'exécution des commandes dans les délais souhaités. En cette période de guerre, les temps d'attente sont d'ailleurs une préoccupation constante. À plusieurs reprises, Marchand s'excuse auprès de sœur Marie de Jésus, responsable des publications de sœur Saint-Ladislav, des problèmes de ravitaillement en papier de la Compagnie J.B. Rolland⁵⁷. Les presses trifluviennes dépendent aussi des travaux réalisés en sous-traitance, entre autres par *The Montreal lithographing company limited*⁵⁸. La Seconde Guerre mondiale constituant une période particulièrement prospère pour l'édition au Québec, les entreprises qui se développent dans le secteur de l'imprimerie ont peine à réaliser

⁵⁶ Clément Marchand, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 27 novembre 2001.

⁵⁷ Lettres de C. Marchand à sœur Marie de Jésus, les 29 janvier 1942, 6 juillet 1943 et 16 novembre 1943, ASASV, chemise Bien public.

⁵⁸ Lettre de H.E. L'Écuyer à Raymond Douville, le 20 mars 1944, ASASV, chemise Bien public.

les contrats en temps voulu. Ainsi, en avril 1944, Marchand écrit à sœur Marie de Jésus : « L'impression du tome 1 [d'*Aux petits du Royaume* (3^e édition)] est terminée depuis quelques jours. Nous attendons maintenant après l'épreuve de la couverture et aussi notre couseuse. En cette cinquième année de guerre, il y a de quoi faire un peu de mauvais sang car toutes les affaires semblent s'être mises pour de bon au ralenti et il faut attendre... attendre⁵⁹. »

En plus de sa réputation et de son expertise, les sœurs profitent également des réseaux de l'Imprimerie du Bien public, qui leur permettent d'accroître la diffusion de leurs manuels et essais. Ces contrats d'impression étant d'une grande importance pour l'essor des presses du Bien public, Marchand, Douville et Tessier mettent tout en œuvre pour assurer une diffusion optimale des publications... et plaire à ces bonnes clientes. D'autant plus qu'au fil des ans, la popularité des volumes amène d'autres entreprises à convoiter les mêmes contrats. Par exemple, en 1945, l'Œuvre catéchistique refuse l'offre de Fides, qui souhaite apposer son nom sur la nouvelle parution de sœur Saint-Ladislav, *Catéchisme et vie chrétienne*⁶⁰. Même si l'imprimerie Tremblay & Dion de Québec devient un concurrent de plus en plus important dans les années 1950, le Bien public demeure pendant deux décennies l'éditeur privilégié des sœurs a.s.v. Pour conserver la confiance de la congrégation, Marchand et ses associés démontrent un grand sérieux au moment d'organiser le service de presse. Par exemple, à l'aube de 1942, Marchand propose de faire imprimer un petit feuillet qui serait adressé aux principaux libraires du Québec : « Cette propagande ne coûtera que quelques sous et nous sommes sûrs qu'elle pourra donner de bons résultats⁶¹. » Les sœurs acceptent d'investir dans cette publicité⁶².

⁵⁹ Lettre de C. Marchand à sœur Marie de Jésus, le 20 avril 1944, ASASV, chemise Bien public.

⁶⁰ Lettre des sœurs A.S.V. à C. Marchand, le 12 juillet 1945, ASASV, chemise Bien public.

⁶¹ Lettre de C. Marchand à sœur Marie de Jésus, le 31 décembre 1941, ASASV, chemise Bien public.

⁶² Lettre de sœur Marie de Jésus à C. Marchand, le 3 janvier 1942, ASASV, chemise Bien public.

En fait, elles suivent le plus souvent les conseils de leur éditeur pour la mise en valeur de leurs manuels scolaires.

De plus, même si elles bénéficient déjà de nombreux contacts au sein des communautés religieuses enseignantes, les sœurs a.s.v. ont tout intérêt à s'allier également les amis du Bien public, notamment l'abbé Tessier. À cet effet, Clément Marchand suggère aux sœurs de faire parvenir à l'inspecteur des écoles ménagères des exemplaires dédicacés d'*Aux petits du Royaume* afin qu'il puisse faire de la propagande dans les Instituts⁶³. Deux semaines plus tard, Marchand annonce avec enthousiasme à ses clientes que les commentaires élogieux de Tessier sur le quatrième fascicule paraîtront dans les premières pages en guise de publicité, car « ils sont vraiment très forts et je suis sûr qu'ils apporteront sous peu des résultats pratiques⁶⁴. » Les sœurs sont redevables à l'abbé trifluvien et n'hésitent pas à solliciter ses conseils et son appui dans les années suivantes. Par exemple, en 1945, l'auteure des fascicules et cahiers d'exercices remercie Tessier pour ses suggestions concernant le titre de son dernier ouvrage (*Catéchisme et vie chrétienne*), de même que pour sa préface⁶⁵, dans laquelle il vante la méthode d'enseignement préconisée par la religieuse.

En plus de Tessier, Marchand mobilise plusieurs de ses proches pour donner de la crédibilité aux publications des sœurs de l'Assomption. En effet, le quatrième volume des essais pratiques de méthodologie catéchistique (*Aux petits du Royaume*) contient également les critiques positives des deux éditeurs et de leurs conjointes, Georgette H.-Marchand et Bella Beaulac. Dans le tome 6, ce sont leurs amis journalistes, Françoise Gaudet-Smet, Hervé Biron et Jeanne L'Archevêque-Duguay,

⁶³ Lettre de C. Marchand à sœur Marie de Jésus, le 31 décembre 1941, ASASV, chemise Bien public.

⁶⁴ Lettre de C. Marchand à sœur Saint-Ladislas, le 12 janvier 1942, ASASV, chemise Bien public.

⁶⁵ Lettre de sœur Ladislas à A. Tessier, le 25 janvier 1945, ASASV, chemise Bien public.

qui insistent sur la pertinence de cette forme d'enseignement prônée par sœur Saint-Ladislás. Durant toutes les années de collaboration entre le Bien public et la congrégation des sœurs a.s.v., cette dernière ne se plaint jamais du travail effectué par l'éditeur trifluvien pour publiciser ses publications.

Contrairement à plusieurs auteurs laïques, les congrégations religieuses qui font affaires avec le Bien public ont les moyens d'avancer les montants nécessaires au travail d'impression et au service de presse. Pour l'entreprise trifluvienne, cette clientèle était donc la bienvenue, d'autant plus que ces contrats, qui n'engageaient pas l'abbé Tessier envers l'imprimerie, permettaient à celui-ci de mettre de l'avant d'autres travaux d'édition, au même moment. Nous verrons dans la prochaine section comment Albert Tessier contribue à remplir l'agenda de l'Imprimerie du Bien public.

5.2.2 Albert Tessier, éditeur délégué

Dans les années 1940, seulement une dizaine d'ouvrages sont édités au Bien public hormis ceux des sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge. Parmi eux, on trouve les publications de Marchand et de Douville, un livre de Jean Asselin sur le système de gérant municipal et des volumes signés par des religieuses, prêtres, jésuites ou franciscains (voir catalogue, appendice C). Tessier paraît jouer le rôle d'éditeur seulement pour sœur Marie de Loyola (Millicent), qui le remercie, quelques mois après la réédition de son livre, pour le chèque de 50\$ et la centaine d'exemplaires qu'il lui envoie⁶⁶. Les autres individus qui publient à l'enseigne du Bien public au cours de cette décennie ne semblent pas utiliser les services de l'abbé Tessier. En effet, Alphonse Piché (édité par Fernand Pilon)⁶⁷ et les franciscains (Éditions franciscaines et Bon Père Frédéric), qui font affaires à la même époque avec les presses du Bien public, s'adressent directement à Marchand et Douville. Du

⁶⁶ Lettre de sœur Marie de Loyola à A. Tessier, le 25 août 1942, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-62.

⁶⁷ C'est ce que montrent les factures de l'Imprimerie du Bien public adressées à Alphonse Piché, en 1946, 1947, 1950 et 1966. (BAnQ-MCQ, fonds Alphonse Piché, P19, correspondance d'affaires.)

moins, ils ne recourent pas à leur aîné pour payer les frais d'impression de leurs volumes, puisqu'aucune facture de l'Imprimerie du Bien public ne lui est adressée pour l'une ou l'autre de ces publications.

En fait, les seules factures transmises à Albert Tessier dans les années 1940 se rattachent à des livres imprimés sur les presses trifluviennes et publiés chez certains éditeurs de Montréal (Éditions La Famille, Fides) et de Nicolet (Centre marial canadien). Voyons en quoi consiste ce travail d'intermédiaire, qui permet à l'imprimerie mauricienne d'accroître sa production et d'acquérir une nouvelle clientèle.

Le contrat le plus important, en raison du nombre de titres concernés, est celui que Tessier signe avec Fides pour une trentaine d'ouvrages⁶⁸, dont environ le tiers est imprimé au Bien public (tableau 5.3⁶⁹). Les documents disponibles ne permettent pas de savoir le nombre exact de volumes publiés par l'éditeur montréalais et sortis des presses trifluviennes. Par exemple, nous ignorons si le Bien public a obtenu le contrat d'impression pour la collection « Les Beaux albums Tavi » (six numéros écrits par l'abbé Tessier et Jeanne L'Archevêque-Duguay). À l'endos de ces albums, il est inscrit « Imprimé au Canada » et aucune facture n'a permis de préciser l'imprimerie. Par contre, cette même source montre que les six livres de l'abbé Robert Émile Llewellyn, produits à la demande de Tessier pour les écoles ménagères, profitent plutôt à l'imprimerie du Soleil. Il ne sera pas question ici de tous les volumes témoignant d'une collaboration entre Fides et les presses du Bien public. Nous nous pencherons sur les accords qui mettent le mieux en lumière le rôle de

⁶⁸ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*. Vol. 2, p. 93.

⁶⁹ Le tableau comprend les volumes pour lesquels nous avons retracé les factures d'impression. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des livres publiés sous la responsabilité de Tessier et imprimés au Bien public. Il manque au moins *Énigme américaine* (1943), écrit par Tessier. S'il y a d'autres titres, ils n'ont pu être retracés.

Tessier comme éditeur délégué. Le travail accompli avec les volumes de Jeanne L'Archevêque-Duguay et de Félix Leclerc apparaît à cet égard le plus instructif.

Tableau 5.3: Factures de l'Imprimerie du Bien public adressées à Albert Tessier, entre 1942 et 1947

Date	Titre	Auteur	Éditeur	Quantité	Total \$
12/12/42	Offrande	J.-A. Duguay	Fides	2000	511,84
17/12/42	Pèlerinage dans le passé	Albert Tessier	Fides	5000	1 297,52
06/12/43	Adagio (1e édition)	Félix Leclerc	Fides	4000	1 083,64
05/05/44	Adagio (2e édition)	Félix Leclerc	Fides	5000	1 120,00
17/06/44	Allegro (1e édition)	Félix Leclerc	Fides	5000	1 228,62
20/12/44	Andante (1e édition)	Félix Leclerc	Fides	5001	988,97
23/01/45	Allegro (2e édition)	Félix Leclerc	Fides	5000	1 120,00
30/04/45	Adagio et Allegro (3e éd.)	Félix Leclerc	Fides	10 000	2 240,00
21/08/45	Andante (2e édition)	Félix Leclerc	Fides	5000	900,00
20/09/45	Allegro (4e édition)	Félix Leclerc	Fides	5000	1 120,00
31/10/45	Adagio (4e édition)	Félix Leclerc	Fides	5000	1 120,00
08/04/46	Canadiennes	Albert Tessier	Fides	2500	560,00
20/05/46	Mater	J.-A. Duguay	Famille	2500	700,00
29/08/46	Canadiennes (2e éd.)	Albert Tessier	Fides	4000	896,00
10/10/46	Dans le bois	Sylvain	Fides	5000	114,54
28/11/46	Le long de la route	Sylvain	Fides	3000	661,24
10/10/46	Dans le bois	Sylvain	Fides	5000	114,54
24/05/47	Épouse et mère avec Marie	J.-A. Duguay	Centre marial	2000	388,80
14/10/47	Une éducatrice trifluvienne	sœur Ste-Jeanne d'Arc	s.é.	2000	468,72

Source: STR, Fonds Albert Tessier (0014).

En 1943, Tessier dirige Duguay vers Fides. C'est l'auteure qui souhaitait le décharger de certaines tâches associées à l'édition, en raison de la somme de travail qu'il doit accomplir comme inspecteur des écoles ménagères, en plus de son rôle d'éditeur : « cela vous délivrerait et ne m'obligerait pas à me repentir de vous surcharger outre mesure⁷⁰ ». Tessier lui prodigue tout de même de bons conseils pour la négociation de son contrat, lui suggérant de ne pas accepter une royauté inférieure

⁷⁰ Lettre de J. A.-Duguay à A. Tessier, le 16 mars 1942, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

à 15% : « Faites valoir [...] que l'abbé Albert Tessier, qui est un peu là comme propagandiste, poussera à la roue selon son habitude; c'est donc là un élément de propagande dont les Éditions Fides tireront certainement profit⁷¹. » Il écrit cette lettre de l'hôpital, où il séjourne un mois pour une opération à la vésicule biliaire⁷². Même convalescent, Tessier ne se contente pas de référer l'auteure à la maison d'édition montréalaise. Il fait office de conseiller, de premier lecteur et d'éditeur délégué. À ce titre, il défraye l'impression et s'engage à payer les royalties à Duguay, à partir des bénéfices⁷³. Selon la même entente, Fides lui envoie un rapport mensuel des ventes et s'occupe de la publicité dans les journaux, revues et catalogues.

Le premier livre que Duguay fait éditer chez Fides est *Offrande*, un album illustré par son mari. Pour l'impression, elle s'adresse d'abord à Marchand et Douville⁷⁴. Comme les deux hommes semblent intéressés au projet, elle écrit à Tessier : « je ne voudrais pas être malhonnête envers eux; il serait bon qu'ils soient consultés les premiers et si pour quelques raisons, ils ne peuvent faire ce travail, nous serons libres de nous adresser ailleurs; qu'en dites-vous?⁷⁵ » Dans ce cas-ci, c'est donc l'écrivaine elle-même, journaliste au *Bien public* et auteure de deux volumes à cette maison d'édition, qui s'est tournée spontanément vers ses amis pour l'impression de son livre. Tessier n'a pas eu à promouvoir ou à imposer les presses mauriciennes.

Avec Félix Leclerc, qui n'avait jamais fait affaires avec cette imprimerie régionale et ne faisait pas partie de l'entourage de ses directeurs, le choix du *Bien*

⁷¹ Lettre d'A. Tessier à J. A.-Duguay, le 23 janvier 1943, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

⁷² Lettres d'A. Tessier à J. A.-Duguay, les 2 et 9 janvier 1943, ASN, fonds J. A.-Duguay, F377/A2/7.

⁷³ Entente signée le 23 octobre 1942 entre Albert Tessier et la Corporation des Éditions Fides (STR, fonds A. T., 0014-Q1-21).

⁷⁴ Lettre de J. A.-Duguay à A. Tessier, le 30 novembre 1941, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

⁷⁵ Lettre de J. A.-Duguay à A. Tessier, le 2 février 1942, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

public a fort probablement appartenu à l'éditeur délégué. Tessier rencontre Leclerc pour la première fois à l'été de 1943, à Saint-Jovite⁷⁶. L'auteur raconte que « pendant 24 heures », il lui a lu ses histoires et qu'ils ont discuté d'un projet d'édition⁷⁷. Dans ses *Souvenirs en vrac*, Tessier explique la proposition qu'il soumet alors au poète : « Sans trop peser les conséquences, j'offris d'assumer les risques de la publication, sans autre charge que la retenue de 100 exemplaires par édition ; tous les surplus réservés à l'auteur. Comme proposition d'affaire, on pouvait difficilement trouver mieux. Leclerc me fit confiance, sans contrat, uniquement sur parole⁷⁸. » Le projet se met en branle rapidement puisque, dès juin 1943, Leclerc écrit à Tessier concernant les titres des trois volumes⁷⁹. Il propose *Adagio*, *Allegro* et *Andante* en raison de la musique qui a inspiré ses écrits. Il donne également des consignes concernant l'apparence des livres, en se servant d'ouvrages imprimés au Bien public pour expliquer ses goûts. Tessier contacte ensuite Henri Beaulac⁸⁰, dessinateur du *Bien public*⁸¹ et, dès septembre, il prend entente avec Fides :

Nous sommes prêts à mettre votre monogramme sur le volume. Éditions Fides... qui récoltera les mérites et une part des profits! Mais je tiens à vous rappeler que l'auteur reste le maître de l'édition. Si vous embarquez à fond, il vous donnera 50%, privilège qu'il n'accordera à aucun autre libraire. Mais il se réserve le droit de vendre tant qu'il pourra à 1,00\$ et avec les remises de 20%, 33 1/3% et même 40% si la commande justifie pareille coupure⁸².

⁷⁶ Enregistrement audio, voix d'A. Tessier, le 16 juillet 1968, ASTR, fonds A. T., va-2.

⁷⁷ Lettre de Félix Leclerc à Claire Lachance, le 4 novembre 1966, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-30.

⁷⁸ A. Tessier, *Souvenirs en vrac*, Trois-Rivières, Les Éditions du Boréal Express, 1975, p. 210.

⁷⁹ Lettre de Félix Leclerc à A. Tessier, en juin 1943, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-29.

⁸⁰ Il s'agit du frère de Bella Beaulac, l'épouse de Raymond Douville.

⁸¹ Lettre d'Henri Beaulac à A. Tessier, le 25 juin 1943, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-18.

⁸² Lettre d'A. Tessier à Bernard Tessier, le 13 septembre 1943, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-29.

Une fois l'accord signé⁸³ et le premier manuscrit corrigé par la conjointe de Félix Leclerc, *Adagio* sort des presses du Bien public, en décembre 1943. Le livre porte l'enseigne des Éditions Fides, le distributeur officiel et le responsable de la publicité, mais Tessier veille au grain. La première édition de 4 000 exemplaires s'écoule entre le 9 décembre 1943 et le 20 janvier 1944⁸⁴. Tessier s'exclame qu'il s'agit d'un « record canadien » et annonce à Leclerc que le fruit de ses ventes personnelles et de celles de Fides lui ont rapporté 1 134\$⁸⁵. Il avait promis à l'auteur qu'après s'être remboursé les frais d'impression (1 083,64\$), il lui donnerait « tout ce qui entrera d'argent⁸⁶ ». Il lui envoie donc un premier chèque de 50,36\$. En mai 1944, le succès d'*Adagio* se confirme, puisqu'il est réimprimé en 5 000 exemplaires. Leclerc, enchanté, répond à Tessier : « Si la vente a si bien marché, j'en attribue une grande part à votre publicité⁸⁷. » C'est donc dire que celui qui se considère comme un « éditeur bénévole⁸⁸ », par rapport à l'éditeur officiel qu'est Fides, ne se contente pas de jouer à l'intermédiaire entre la maison d'édition montréalaise et Félix Leclerc. Il utilise ses contacts dans le monde littéraire et profite de sa renommée en Mauricie pour écouler les bouquins de Leclerc. Malheureusement, les sources disponibles ne nous informent pas sur les individus interpellés par Tessier pour accroître les ventes.

Soulignons que le second volume, *Allegro*, connaît lui aussi des ventes prodigieuses. 5 000 copies supplémentaires sortent des presses trifluviennes en janvier 1945, soit six mois après la première édition. Puis, en avril de la même année, Tessier paie 2 348,62\$ pour une troisième édition des deux premiers recueils de

⁸³ Entente signée le 1^{er} novembre 1945 entre Albert Tessier et la Corporation des Éditions Fides (ASTR, fonds A. T., 0014-Q1-21).

⁸⁴ Lettre d'A. Tessier à Félix Leclerc, le 20 janvier 1944, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-29.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Lettre d'A. Tessier à Félix Leclerc, le 9 décembre 1943, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-29.

⁸⁷ Lettre de Félix Leclerc à A. Tessier, en juillet 1944, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-29.

⁸⁸ Enregistrement audio, voix d'A. Tessier, le 16 juillet 1968, ASTR, fonds A. T., va-2.

contes. Pourtant, quatre mois plus tard, il peut déjà donner à l'auteur ce qui lui revient, soit 370,50\$ de la part de Fides et 470,50\$ provenant des volumes qu'il a lui-même vendus⁸⁹. À ce moment-là, Leclerc s'est suffisamment enrichi pour déboursier lui-même les coûts d'impression⁹⁰, mais Tessier continue de s'en charger, les factures de l'Imprimerie du Bien public lui étant encore adressées (tableau 5.3, p. 227). Par contre, en janvier 1946, Tessier envoie à Leclerc son dernier chèque (1 654,82\$), lui expliquant qu'à l'avenir, il recevrait son argent directement de Fides. Il conseille cependant à l'auteur de « secouer » ses éditeurs pour qu'ils fassent davantage de publicité autour de ses trois volumes : « Il ne faut pas que la production française leur fasse négliger les livres canadiens!⁹¹ » Leclerc lui sera reconnaissant de l'avoir fait connaître et bien épaulé. Pour les presses du Bien public, ces volumes contribuent à prolonger l'essor amorcé grâce *Aux petits du Royaume*. En effet, entre 1942 et 1945, l'imprimerie reçoit 10 921,23\$, seulement pour les recueils de Leclerc (tableau 5.3).

L'entente avec Fides ne se termine pas avec les ouvrages de Félix Leclerc, Tessier publiant à cette enseigne *Le long de la route* d'Auguste Panneton dit Sylvain (1946) et ses *Canadiennes* (1946). Dès l'année suivante, cependant, la collaboration prend fin. Fides souhaite obtenir une remise de 60% sur les livres chapeautés par Tessier⁹² et ce dernier considère cette remise trop onéreuse :

Je retourne donc à l'édition privée. Un sport et une oeuvre, à mes yeux! Sur les éditions déjà imprimées à votre nom, il n'y aura qu'à prévenir les librairies et les clients de maisons d'éducation que notre accord, au moins tacite, est rompu, et qu'à l'avenir les Éditions trifluviennes assureront la distribution libre des ouvrages de Llewellyn, Sylvain, Duguay, Tessier, etc. [...] Je n'ai pas l'intention d'étendre à d'autres qu'aux amis intimes et aux gens de la Mauricie le privilège de ce patronage un peu lourd pour moi⁹³.

⁸⁹ Lettre d'A. Tessier à Félix Leclerc, le 27 juillet 1944, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-29.

⁹⁰ Lettre de Félix Leclerc à A. Tessier, en décembre 1944, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-30.

⁹¹ Lettre d'A. Tessier à Félix Leclerc, le 21 janvier 1946, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-30.

⁹² Lettre d'André Cordeau à A. Tessier, le 4 janvier 1947, ASTR, fonds A. T., 0014-Q1-21.

⁹³ Lettre d'A. Tessier à André Cordeau, le 7 janvier 1947, ASTR, fonds A. T., 0014-Q1-21.

Effectivement, Tessier cesse en 1948 de jouer un rôle d'éditeur délégué. Avant de mettre un terme à cette pratique, il répète néanmoins l'expérience avec deux volumes de Duguay, l'un aux Éditions La Famille (*Mater* en 1946) et l'autre au Centre marial canadien (*Épouse et mère avec Marie* en 1947). Pourtant, avant d'investir pour la publication de *Mater*, les milliers de dollars dépensés en 1945 pour les réimpressions des volumes de Félix Leclerc l'avait fait hésiter : « J'ai travaillé ces jours-ci à mettre un peu d'ordre dans mes papiers et dans mes finances. Elles ne sont pas très prospères ! Je mène trop de besognes de front⁹⁴. »

Si Tessier avance le montant nécessaire à l'impression d'un nouveau volume de Duguay, il ne prend toutefois pas la responsabilité de la distribution et de la publicité. Le contrat signé avec le Centre familial (Montréal), le 9 mai 1946, stipule en effet que « [l]e distributeur s'engage à organiser une bonne propagande de ce volume par les meilleurs moyens possibles. Le distributeur convient que le propriétaire [Albert Tessier] pourra vendre et distribuer ces ouvrages dans les Écoles ménagères et chez ses amis, libraires exceptés⁹⁵. » Les ventes semblent aller bon train, puisqu'en novembre 1946, sur les 2 500 exemplaires imprimés en avril, il n'en reste pas suffisamment pour répondre à une commande du Département de l'Instruction publique pour 200 volumes⁹⁶. Or, Jeanne L'Archevêque-Duguay considère que le Centre familial ne fait pas un travail de propagande satisfaisant, les ventes étant surtout le fruit de sa propre publicité⁹⁷.

Ainsi, en 1947, Tessier choisit plutôt le Centre marial canadien pour publier *Épouse et Mère avec Marie*. Cette maison d'édition de Nicolet s'occupe de faire

⁹⁴ Lettre d'A. T. à J. A.-Duguay, le 5 janvier 1945, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

⁹⁵ Contrat signé par le propriétaire de *Mater* (A. Tessier) et le distributeur (Centre familial représenté par Marie-Ange Thivierge et P. Richard Thivierge), le 9 mai 1946, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-34.

⁹⁶ Lettre de J. A.-Duguay à A. Tessier, en novembre 1946, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

⁹⁷ Lettre de J. A.-Duguay à A. Tessier, le 12 avril 1948, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

connaître la brochure et de la distribuer, évitant les remises aux librairies. Pour sa part, Tessier avance l'argent nécessaire à l'impression, du moins pour la première et la deuxième édition. Pour la troisième, qui paraît en 1951, l'auteure prend « l'initiative et la responsabilité financière⁹⁸ ». Cette fois, elle s'adresse à Fides, qui possède désormais ses propres presses. Marchand lui-même aurait fait cette recommandation⁹⁹, l'Imprimerie du Bien public ne pouvant rendre la brochure dans les temps nécessaires, étant donné la production de la revue *Marie* et la dizaine de volumes devant alors sortir de l'imprimerie mauricienne. L'abondance des contrats d'impression durant les années 1940 et 1950 explique probablement que le Bien public n'ait pas eu à republier d'auteurs français durant cette période.

D'ailleurs, contrairement aux éditeurs qui périssent après la guerre¹⁰⁰, lorsque les imprimeries françaises se remettent au travail, le Bien public traverse aisément la récession que connaît alors l'industrie québécoise du livre. Il fait partie des entreprises qui résistent le mieux à cette conjoncture, soit les maisons d'édition les plus anciennes¹⁰¹, qui n'étaient pas nées spécialement pour répondre aux besoins de la guerre, et celles dotées d'une imprimerie¹⁰². La prochaine partie du chapitre mettra en lumière ce qui contribue au succès du Bien public dans l'après-guerre, outre ces caractéristiques générales facilitant la survie de certaines entreprises éditoriales.

⁹⁸ Lettre de J. A.-Duguay à A. Tessier, s.d., ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

⁹⁹ Lettre de J. A.-Duguay à A. Tessier, le 14 mars 1950, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

¹⁰⁰ Au Québec, plus de douze maisons d'édition cessent de publier entre 1946 et 1949. (GRÉLQ, *L'édition littéraire au Québec entre 1940 et 1960*, Sherbrooke, Faculté d'études françaises/faculté des arts, 1985, p. 17.)

¹⁰¹ Jacques Michon, « Histoire du livre au Québec au XX^e siècle, orientations bibliographiques », *Présence francophone*, 51 (1997): 151.

¹⁰² GRÉLQ, *L'édition du livre populaire*, Sherbrooke, Les éditions Ex Libris, 1988, p. 139.

5.3 L'APRÈS-GUERRE ET LE RETOUR AUX VIEILLES AMITIÉS

Alors que dans les années 1940, Tessier, Marchand et Douville avaient été forcés de trouver de nouveaux contacts pour faire connaître les presses du Bien public et donner à l'entreprise de bonnes assises financières, la décennie 1950 est marquée par la mobilisation d'anciens réseaux. En effet, le Bien public peut compter sur de fidèles compagnons du milieu littéraire qui utilisent les services des presses trifluviennes ou collaborent à une nouvelle collection sur l'histoire de la Mauricie. Dans l'après-guerre, l'entreprise tire également avantage des appuis des trois directeurs sur la scène politique.

5.3.1 Le Bien public et le gouvernement unioniste

Duplessis n'attachait pas une grande importance au domaine littéraire, préférant encourager le développement scientifique, du moins dans les débuts de son règne¹⁰³. En effet, lorsque le parti unioniste prend le pouvoir dans les années 1930, il réduit la portée de la politique culturelle mise en place par Taschereau, diminuant notamment le montant du prestigieux prix David, qui récompensait les meilleurs écrivains et poètes, et l'élargissant à deux autres catégories (sciences et sciences morales et politiques)¹⁰⁴. Par contre, Duplessis ne change pas le mode de financement de la littérature. La procédure reste la même : le Secrétariat de la province, par l'intermédiaire du Département de l'Instruction publique, vient en aide aux éditeurs par des commandes de livres destinés principalement aux bibliothèques publiques et scolaires. Comme nous l'avons vu, les Éditions du Bien public bénéficient de ce soutien financier au cours de la décennie 1930 et, de façon moins régulière, durant le mandat libéral (1939-1944), alors que les maisons d'édition se multiplient, réduisant les montants disponibles pour chacune d'elles.

¹⁰³ Silvie Bernier, *Prix littéraires et champs du pouvoir: le prix David, 1923-1970*, Mémoire présenté à l'Université de Sherbrooke, 1983, p. 55.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 56.

De nouveau à la tête de la province dans l'après-guerre, l'Union nationale ne transforme pas en profondeur l'aide de l'État aux entreprises qui publient et diffusent la littérature, mais le budget du Secrétariat de la province est tout de même affecté par le changement de gouvernement. En effet, les montants pour « encouragement à la littérature, aux beaux-arts et aux sciences » sont abolis. De plus, l'aide aux auteurs, éditeurs et commerçants du livre est réduite, qu'elle prenne la forme de subventions, de bourses ou d'achat de volumes et abonnements (tableau 5.4). Dès 1946, le montant total dont dispose le Secrétariat de la province connaît une baisse de 40,3% par rapport à l'année précédente et il faudra attendre 1960 pour que le budget de ce ministère dépasse à nouveau le cap des 300 000\$.

Tableau 5.4: Subventions du Secrétariat de la province, entre 1945 et 1960

Année	Concours artistiques	Subventions	Livres et abonnements*	Bourses	Divers	Total (\$)
1945		287 882,22	54 248,42	3 200,00	15 231,83	360 562,47
1946		164 999,54	45 211,02	3 300,00	1 877,89	215 388,45
1947		135 570,00	46 594,95		2 492,99	184 657,94
1948	4 655,04	153 910,00	70 145,66	450,00	2 189,30	231 350,00
1949	5 358,43	147 403,28	61 123,93	200,00	174,83	214 260,47
1950	629,93	155 345,00	50 885,76	600,00	329,56	207 790,25
1951	5 045,10	156 916,00	43 129,95	450,00	505,84	206 046,89
1952	5 839,66	165 615,00	48 026,17	450,00	569,17	220 500,00
1953		173 070,00	67 420,32			240 490,32
1954		180 770,00	67 780,00	450,00		249 000,00
1955		178 975,00	65 574,18	450,00		244 999,18
1956		200 950,00	73 600,00	450,00		275 000,00
1957		203 150,00	70 259,14	600,00		274 009,14
1958		201 300,00	73 100,00	600,00		275 000,00
1959		211 300,00	73 485,63	200,00		284 985,63
1960		266 410,00	82 990,00	600,00		350 000,00

*À partir de 1953, cet item devient «Livres et frais d'expédition».

À partir de 1955, il est spécifié «Livres de récompense et frais d'expédition».

Source: État des comptes publics de la province de Québec, Québec, Imprimeur de Son Excellence Majesté le Roi, 1945-1960.

Certes, les maisons d'édition profitent encore d'un soutien de l'État, mais les commandes de livres prennent un caractère moins systématique. En effet, en novembre 1946, lorsque Bruchési promet à Tessier d'appuyer sa demande, soit une commande de 1 200 volumes de Jeanne L'Archevêque-Duguay, il prend soin de souligner : « Vous n'ignorez pas qu'un achat de livres est devenu une opération très compliquée...¹⁰⁵ » Il faut dire qu'en 1946, le ministère fait face à une diminution importante de son budget, obligeant plusieurs maisons d'édition, dont Fides, Variétés et le Bien public, à se débrouiller sans l'aide de l'État (tableau 5.5).

Tableau 5.5 : Maisons d'édition recevant des montants du Secrétariat de la province pour livres et abonnements, entre 1945 et 1960

Année	Éditions du Bien public	Éditions Chantecler**	Éditions Fides	Éditions Variété	Sous-total	Total alloué aux livres et abonnements***	Total des comptes en-dessous de 1 000\$****
1945	1 065,00		1 630,06	1 560,14	4 255,20	54 248,42	
1946	0		0	0	0	45 211,02	
1947	749,00		2 755,00	2 979,39	6 483,39	46 594,95	
1948	0	0	4 025,84	4 569,70	8 595,54	70 145,66	
1949	777,00	1 128,75	3 963,34	4 380,35	10 249,44	61 123,93	
1950	728,50	942,34	1 270,00	10 016,06	12 956,90	50 885,76	
1951	605,00	240,00	2 167,50	6 256,11	9 268,61	43 129,95	
1952	2 458,10	2 436,00	1 160,00	3 634,05	9 688,15	48 026,17	
1953	3 852,00	2 287,09	2 004,16	5 535,25	1 000,00	67 420,32	31 026,35
1954			1 000,00		?	67 780,00	35 118,81
1955	1 366,67	2 602,00			3 968,67	65 574,18	32 656,67
1956			2 665,00		2 665,00	73 600,00	34 382,21
1957*	1 050,00				1 050,00	70 259,14	33 532,46
1958			2 913,10		2 913,10	73 100,00	33 406,29
1959					?	73 485,63	32 160,43
1960	2 890,78		4 544,42		7 435,20	82 990,00	30 757,02

* Cette année-là, le montant est destiné à Mgr A. Tessier, probablement pour une commande de livres au Bien public.

** Les Éditions Chantecler sont créées en 1948 et disparaissent en 1955.

*** Voir tableau 5.4, p. 235.

**** À partir de 1953, les entreprises dont les comptes sont inférieurs à 1000\$ ne sont plus indiquées dans les documents. C'est pourquoi nous n'écrivons pas 0 dans les cases vides, ne sachant pas si les maisons d'édition reçoivent certains montants.

Source: État des comptes publics de la province de Québec, 1945-1960.

¹⁰⁵ Lettre de Jean Bruchési à A. Tessier, le 18 novembre 1946, STR, fonds A. T., 0014-P1-49.

Sauf en 1946, la maison d'édition trifluvienne profite presque toujours de commandes du gouvernement du Québec. Après 1953, les entreprises obtenant des montants inférieurs à 1 000\$ ne figurent pas dans les listes de clients du Secrétariat provincial et les achats du Département de l'Instruction publique ne sont pas détaillés. Grâce aux comptes des Éditions du Bien public avec Albert Tessier relatifs aux volumes publiés sous sa responsabilité, nous savons que l'entreprise mauricienne reçoit au moins une commande de 750\$ du Secrétariat de la province, le 21 janvier 1954¹⁰⁶, et au moins 6 401,69\$ du Département de l'Instruction publique, entre 1952 et 1956¹⁰⁷. Puisque ces documents révèlent uniquement les montants que touche la maison d'édition grâce aux publications gérées par Tessier, seulement pendant quatre années, nous pouvons supposer que l'entreprise éditoriale dirigée par Marchand et Douville bénéficie d'un soutien total plus important de la part des deux ministères.

Même s'il s'agit déjà d'une aide appréciable, l'Imprimerie du Bien public établit un lien d'affaires encore plus rémunérateur avec le gouvernement unioniste. En général, les imprimeries obtiennent une large part de l'enveloppe financière des différents ministères, alors que les maisons d'édition (achats de livres), les périodiques (annonces et publicité) et les librairies (papeterie et fournitures de bureaux) reçoivent des montants relativement moins élevés (tableau 5.6). Le fait que des entreprises aient été privilégiées au détriment d'autres ne serait pas étranger à un certain favoritisme politique. Dominique Marquis en arrive à ce constat dans le cas de l'imprimerie de *L'Action catholique*, après avoir analysé à partir des comptes publics les contrats donnés pour l'impression annuelle de la Gazette officielle du Québec et des Statuts émis par la législature :

...jusqu'à l'arrivée de Duplessis au pouvoir, en 1936, *Le Soleil* et le *Chronicle Telegraph* se partagent effectivement ces contrats. Le court séjour de Duplessis à la tête du gouvernement, entre 1936 et 1940, entraîne une

¹⁰⁶ Détail des comptes avec Mgr Tessier au 15 décembre 1954, ASTR, fonds A.T., 0014-P3-35.

¹⁰⁷ Soit : 2 670,00\$ en 1952, 387,76\$ en 1953, 2 380,83\$ en 1954 et 962,50\$ en 1955. (Détail des comptes avec Mgr Tessier, 1952-1955, ASTR, fonds A.T., 0014-P3-35.)

distribution différente des contrats de l'imprimeur du roi dont profite un peu *L'Action catholique*. Le retour au pouvoir du Parti libéral, en 1940, redonne au *Soleil* le quasi monopole des contrats d'impression de l'imprimeur du roi. Toutefois, quand Duplessis et l'Union nationale reprennent la tête du gouvernement, l'imprimerie de *L'Action catholique* bénéficie, à son tour, d'une très large part de ces lucratifs contrats. *Le Soleil* n'est alors plus inscrit dans la liste des bénéficiaires de contrats de l'imprimeur du roi¹⁰⁸.

Tableau 5.6 : Dépenses du Conseil exécutif (service des achats) du gouvernement du Québec, entre 1943 et 1960

Année	Abonnements et achats de livres	Annonces et publicités*	Fournitures de bureau et papeterie	Impression et reliure	Total
1943	43 462,56	88 404,87	222 629,87	404 838,87	759 336,17
1944	36 151,35	105 535,40	213 953,73	323 268,28	678 908,76
1945	35 111,59	31 804,50	213 602,42	382 983,72	663 502,23
1946	32 495,18	23 603,42	247 896,19	388 185,14	692 179,93
1947	58 278,26	279 794,33	301 027,14	741 982,07	1 381 081,80
1948	52 341,33	518 841,88	303 791,58	569 361,59	1 444 336,38
1949	39 694,10	29 659,83	315 836,71	439 722,44	824 913,08
1950	59 794,99	345 013,52	311 569,30	852 397,55	1 568 775,36
1951	60 441,17	403 312,54	536 891,73	710 660,75	1 711 306,19
1952	70 897,13	390 857,55	742 515,02	917 893,98	2 122 163,68
1953	88 113,15	506 851,30	734 668,76	1 000 150,97	2 329 784,18
1954	89 557,59	306 250,91	541 699,17	1 074 587,85	2 012 095,52
1955	86 822,48	442 890,45	502 034,25	1 118 247,75	2 149 994,93
1956	90 684,71	446 584,47	553 519,81	1 309 164,82	2 399 953,81
1957	90 506,90	522 335,69	696 811,22	1 491 528,79	2 801 182,60
1958	104 220,31	565 406,68	777 189,29	1 853 154,38	3 299 970,66
1959	101 218,08	568 808,69	788 818,64	1 841 143,35	3 299 988,76
1960	173 710,60	503 907,89	962 474,69	2 159 847,64	3 799 940,82

*À partir de 1950, cet item est remplacé par «Machines à écrire, à comptabilité, etc.

À partir de 1945, les montants ne sont plus divisés par ministère.

Avant 1943, il n'y a pas les totaux.

Source: État des comptes publics de la province de Québec, 1945-1960.

¹⁰⁸ Dominique Marquis, « Un nouveau combat pour l'Église: la presse catholique d'information, 1907-1940 », *Études d'histoire religieuse*, 68 (2002): 81.

De son côté, François Landry fait une remarque semblable en ce qui a trait à l'imprimeur de Montmagny. À son avis, « Maurice Marquis n'a pas la possibilité de signer des contrats avec le gouvernement, puisque ses allégeances politiques l'opposent au Premier ministre Duplessis¹⁰⁹. » Dans cette courte étude, il ne montre pas que la présence des libéraux au gouvernement, au début des années 1930 et 1940, modifie la situation de cette imprimerie régionale. Par contre, sa thèse portant sur la librairie Beauchemin éclaire bien les alliances entre cette entreprise montréalaise et les gouvernements québécois successifs. En effet, Landry met en relief les avantages que retire Beauchemin des contacts de ses dirigeants au Département de l'Instruction publique, notamment Eugène Issalys (1944-1948), membre du comité catholique effectuant les achats de manuels scolaires. Puis, le directeur succédant à Issalys, Jean-Louis Lévesque, constitue à son tour un atout pour Beauchemin, l'homme d'affaires ayant « fait son argent avec Duplessis¹¹⁰ ». Ainsi, même si la maison d'édition était jusque-là considérée comme une alliée des libéraux, la présence de Lévesque à la direction de Beauchemin permet à l'entreprise de profiter des largesses de l'Union nationale... jusqu'à ce que l'arrivée de Lesage mette fin à cette situation stratégique, les deux hommes n'entretenant pas de bonnes relations.

Qu'en est-il des presses trifluviennes ? Fondée à la fin du premier mandat de Duplessis, l'Imprimerie du Bien public obtient des contrats de divers ministères en 1939 et 1940¹¹¹ (tableau 5.7). Par contre, de 1941 à 1946, aucun département gouvernemental n'a recours aux presses du Bien public, du moins pour des montants

¹⁰⁹ François Landry, « Un imprimeur régional : les Éditions Marquis », dans GRÉLQ, *L'édition du livre populaire*, Sherbrooke, Les éditions Ex Libris, 1988, p. 139.

¹¹⁰ François Landry, *Beauchemin et l'édition au Québec, 1840-1940 : une culture modèle*, Montréal, Fides, 1997, p. 181.

¹¹¹ Le député de Trois-Rivières ayant perdu aux élections provinciales du 25 octobre 1939, des contrats d'impression donnés sous sa gouverne ont pu être comptabilisés dans les comptes publics de l'année suivante, l'exercice financier commençant le 30 juin 1939 et se terminant le 30 juin 1940.

supérieurs à 100\$¹¹². Pourtant, durant les mêmes années, d'autres imprimeurs régionaux ont droit à ce privilège, notamment les Éditions Marquis, l'Imprimerie Yamaska, les Imprimeurs de Roberval, l'Imprimerie de Charlevoix, l'Imprimerie d'Arthabaska, l'Imprimerie Champlain et la Compagnie de publication « Le Nouvelliste ».

Tableau 5.7: Montants donnés par différents ministères du Québec à l'Imprimerie du Bien public pour des services d'impression et de reliure, en 1939 et 1940

Ministères	1939	1940
Affaires municipales, Industrie et commerce	3 000,00	
Colonisation	135,00	
Commission des Pensions de vieillesse		60,18
Département de l'Agriculture	1 123,25	847,75
Département de la Voierie	829,50	991,00
Département du procureur général	390,60	140,00
Département du travail		9,50
Département du travail (chômage)		438,50
Office du Crédit agricole		47,40
Service des mines	155,00	
Terres et forêts	125,00	
Total	2 498,35	2 534,33

Source: État des comptes publics de la province de Québec, Québec, Imprimeur de Son Excellence Majesté le Roi, 1939 et 1940, p. 178-190.

Il faudra attendre le retour de Duplessis au pouvoir pour que le Bien public profite à nouveau de contrats d'impression et de reliure de plus en plus importants (tableau 5.8). À partir de 1954, les montants en question dépassent même certaines années ceux obtenus par l'Action sociale, pourtant mieux équipée pour les travaux d'envergure. En fait, à la fin des années 1950, parmi la quarantaine d'imprimeurs de la province dont le nom apparaît dans les comptes publics, rares sont ceux qui, comme le Bien public, obtiennent pendant plusieurs années consécutives des contrats

¹¹² À partir 1941, les entreprises qui reçoivent des montants inférieurs à 100\$ ne sont pas mentionnées dans la liste des contrats d'impression et de reliure des différents ministères.

d'une valeur totale supérieure à 17 000\$. Par exemple, entre 1956 et 1960, à l'exception de l'Action sociale, seule l'Imprimerie Grondin y parvient plus de deux ans¹¹³.

Tableau 5.8: Montants donnés par le Conseil exécutif du gouvernement du Québec (service des achats) à l'Imprimerie du Bien public et à l'Action catholique pour impression et reliure, entre 1946 et 1960

Année	Imprimerie du Bien public	Action catholique*
1946		11 758,14\$
1947	283,50\$	25 190,88\$
1948	11 316,61\$	25 356,69\$
1949	4 147,60\$	54 705,80\$
1950	3 221,62\$	14 911,39\$
1951	4 611,77\$	17 527,24\$
1952	2 098,25\$	11 494,69\$
1953	8 455,00\$	16 487,65\$
1954	34 317,00\$	24 433,80\$
1955	21 523,83\$	25 519,30\$
1956	21 925,35\$	25 096,10\$
1957	18 061,30\$	50 045,55\$
1958	23 891,75\$	26 347,70\$
1959	38 571,63\$	8 967,50\$
1960	53 931,96\$	17 538,55\$

* Prend le nom d'Action sociale à partir de 1957 dans les comptes publics.

Source: État des comptes publics de la province de Québec, Québec, Imprimeur de Son Excellence Majesté le Roi, 1946-1960.

S'il était effectivement avantageux d'être un « ami du parti¹¹⁴ » pour récolter les travaux d'impression les plus lucratifs, l'imprimerie mauricienne s'avérait fort

¹¹³ La somme totale des contrats obtenus par l'Imprimerie Grondin varie entre 17 993,28\$ (1957) et 23 343,00\$ (1960). (*État des comptes publics de la province de Québec*, Québec, Imprimeur de Son Excellence Majesté le Roi, 1956-1960.)

¹¹⁴ Clément Marchand insistait en entrevue pour dire que les travaux d'impression étaient toujours accordés aux plus bas soumissionnaires. « Si c'en n'était pas ainsi, ce serait un vol perpétuel. » Néanmoins, le Bien public était « sur la liste, ce qui était un peu plus onéreux : il fallait être ami du parti. Il fallait être récompensé un peu, parce que quand on était du côté de Duplessis, on était combattu par tous les autres. Il faut voir à ça aussi. On a fait de grands travaux pour le Québec, mais

bien positionnée. D'une part, le journal *Le Bien public* avait appuyé Duplessis dans chacune de ses campagnes électorales; d'autre part, les deux hommes à la tête de l'entreprise et leur ami Tessier connaissent personnellement le Premier ministre, devenant des intermédiaires de choix pour les individus désirant obtenir une faveur quelconque du gouvernement unioniste. Raymond Douville sera d'ailleurs nommé par Duplessis membre de la Commission des monuments historiques (1955), puis sous-secrétaire de la province (1959). Ainsi, comme l'imprimerie de *L'Action catholique* aux mêmes années, le Bien public avait toutes les chances d'attirer l'attention de l'Union nationale pour la distribution des contrats d'impression et de reliure, à la fois en raison d'une allégeance politique compatible et des liens d'amitié qu'entretiennent les dirigeants de l'entreprise trifluvienne avec Maurice Duplessis.

Nous ne savons pas les profits que réalise le Bien public grâce aux divers travaux d'impression, mais ces contrats prennent néanmoins une importance croissante pour le développement du Bien public. En fait, dans les années 1950, l'imprimerie a probablement permis de sauver l'hebdomadaire, affecté par des revenus publicitaires moindres. En effet, Marchand soulignait en entrevue que l'arrivée d'un média concurrent, la télévision, attire désormais les annonceurs nationaux, l'obligeant à se rabattre sur les publicités locales, beaucoup moins payantes¹¹⁵. Or, les presses du Bien public ne constituent pas seulement un apport financier nécessaire, elles grugent aussi un temps précieux à Marchand et Douville, qui n'accordent plus la même attention à leur journal. Dominique Garand, dans sa courte monographie sur le Bien public, considère qu'il y a « beaucoup moins d'euphorie juvénile » dans l'après-guerre et attribue ce phénomène aux « contrats

il y avait d'autres soumissionnaires. » (C. Marchand, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 20 septembre 2002.)

¹¹⁵ C. Marchand, entrevue réalisée par Richard Giguère et Dominique Garand à Trois-Rivières le 22 mars 1985 (p. 23-24 de la transcription conservée par le GRÉLQ).

d'imprimerie, qui font vivre l'entreprise, [mais] drainent l'énergie des directeurs¹¹⁶. » Ce nouveau secteur de l'entreprise est d'autant plus exigeant pour Marchand que son collègue partage son temps entre le Bien public et les nombreuses organisations qu'il investit. En effet, après la guerre, Raymond Douville ajoute à son agenda d'historien une participation à la Société des Dix (1948) et à la Commission des monuments historiques (1955), tout en poursuivant son travail à l'Association des hebdomadaires canadiens-français, dont il devient le président en 1954. Marchand doit remplacer ce partenaire quasi-absent, qui signe de rares articles dans *Le Bien public*, par quelques collaborateurs réguliers, tels que Maurice Huot, Jean Pellerin et Roger Brien, mais cela ne suffit pas à redonner de l'éclat au vieil hebdo.

À la fin des années 1940, la consultation du journal permet effectivement de constater une perte de vitalité, d'originalité. D'abord, les éditoriaux et les chroniques ne portent plus systématiquement la griffe de leur auteur, alors que « cette personnalisation était un des points d'honneur du journal¹¹⁷. » Non seulement le petit format de huit pages est maintenu¹¹⁸, mais les mêmes rubriques reviennent de semaine en semaine. De plus, la page littéraire a perdu sa fraîcheur d'antan, ne présentant plus que des résumés non signés des dernières parutions. Le contenu historique, presque abandonné, retrouve une certaine importance au début des années 1950, mais le feu d'artifice est de courte durée. En effet, en mars 1951, *Le Bien public* inaugure une page d'histoire régionale dans le but de préparer la population à des anniversaires devant être célébrés l'année suivante, notamment le centenaire du diocèse de Trois-Rivières et le tricentenaire du Cap-de-la-Madeleine. Bien sûr, Albert Tessier est l'instigateur de cette campagne publicitaire qui lui permet, comme éditeur, de faire connaître la nouvelle collection « Histoire régionale » dont il sera

¹¹⁶ Dominique Garand, *Le Bien public : autonomie et polyvalence d'un éditeur régional*, tapuscrit conservé par le GRÉLQ, Sherbrooke, 1985, p. 9.

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Rappelons que ce format avait été imposé par le rationnement de papier durant la guerre.

question plus loin. *Le Bien public* en profite pour se refaire une beauté (polices plus attrayantes et diversifiées) et offrir pendant quelques mois, de février à juillet 1952, un format de douze pages et de nouvelles chroniques. Toutefois, ces initiatives prennent fin avec les festivités et le journal revient aussitôt à son édition de huit pages... et à une relative monotonie.

Si l'hebdomadaire ne connaît pas des heures de gloire dans l'après-guerre, l'imprimerie et la maison d'édition se portent au contraire fort bien. En plus de profiter d'importants contrats avec le gouvernement, les presses du *Bien public* continuent d'être sollicitées par des éditeurs. Abordons dans un premier temps le contrat d'impression du Centre marial canadien de Nicolet.

5.3.2 Roger Brien et le Centre marial canadien

Les dirigeants de l'Imprimerie du *Bien public* possèdent deux contacts au sein du Centre marial lorsqu'ils obtiennent le contrat d'impression de la revue *Marie*, en 1947. D'abord, Jeanne L'Archevêque-Duguay y travaille, de même que sa fille Thérèse¹¹⁹. Rappelons que l'auteure a fait imprimer cinq de ses volumes au *Bien public*, dont *Épouse et mère avec Marie* (1947), édité par le Centre marial. Dans les premières années de la revue *Marie*, Jeanne L'Archevêque-Duguay est l'une des principales collaboratrices aux côtés de Roger Brien. En effet, ce dernier, grand ami de Marchand et Douville, fait office de rédacteur en chef pour le magazine, avant de prendre la direction de celui-ci à partir du sixième numéro, au printemps de 1948¹²⁰. Notons qu'il publie à la même époque *Chemin de croix à trois* (1947), qui est édité à Nicolet et imprimé aux presses trifluviennes.

¹¹⁹ Lettre de J. A.-Duguay à A. Tessier, le 4 septembre 1950, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a (Elle indique alors à Tessier que sa fille vient de perdre son emploi au Centre marial canadien.)

¹²⁰ Père Henri-M. Guindon, directeur du Centre marial, dirige les deux premiers numéros de *Marie*. Pour les numéros 3 à 5, il est remplacé à la tête du magazine par le Père Cadieux, qui devient par la suite l'administrateur de la revue.

La correspondance entre Brien et les directeurs de l'Imprimerie du Bien public permet d'évaluer les revenus qu'a pu tirer l'entreprise trifluvienne des publications du Centre marial canadien. En plus de la revue *Marie*, qui pouvait rapporter environ 7 650\$ par année (six numéros à 1 275\$), le Bien public imprime à partir de 1949 les tracts marials, pour un montant annuel d'environ 2 440\$ (dix numéros à 244\$)¹²¹. Pour les éditions spéciales de Noël ou les numéros thématiques du magazine, les coûts étaient plus importants, étant donné le nombre de pages ou la quantité d'exemplaires produits. Par exemple, en 1950, Brien écrit à Marchand qu'il tente de rassembler 5 000\$ pour payer au complet le numéro de Noël¹²². De 1947 à 1961, les contrats d'impression du Centre marial canadien ont pu représenter au moins 136 380\$¹²³. En décembre 1959, dans une lettre à l'abbé Tessier, Brien affirme qu'une somme totale de 500 000\$ a été allouée par l'éditeur nicolétain aux presses trifluviennes¹²⁴. Plusieurs années plus tard, il parle plutôt de 750 000\$¹²⁵. Cherchant constamment à faire taire la rumeur selon laquelle le Centre aurait endetté le Bien public, il est possible que Brien ait quelque peu exagéré les montants donnés à l'imprimerie. Même si les coûts d'impression et les tirages augmentent au fil des ans, il est peu probable qu'ils aient triplé ou quintuplé, d'autant plus que les directeurs du Bien public sont souvent appelés à proposer de meilleurs prix, sous la menace de perdre le contrat de *Marie* que d'autres imprimeurs réclament.

¹²¹ À partir de novembre 1949, l'Imprimerie du Bien public baisse ses prix, acceptant d'imprimer une édition courante de la revue pour 1 275\$ plutôt que 1 675\$. Les tracts marials seront produits pour 244\$ plutôt que 300\$. (Lettre de C. Marchand à R. Brien, le 17 novembre 1949, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-35/56.)

¹²² Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 28 décembre 1949, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-35/31.

¹²³ C'est-à-dire : 12 ans x 2 440\$ pour les tracts (total de 29 280\$) et 14 ans x 7 650\$ pour la revue *Marie* (total de 107 100\$). Total de 136 380\$ pour les deux publications.

¹²⁴ Lettre de R. Brien à A. Tessier et Paul-Henri Carignan, le 5 décembre 1959, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-42.

¹²⁵ Lettre de R. Brien à A. Tessier, le 21 juillet 1967, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-42.

En effet, plusieurs lettres témoignent des négociations entre le directeur de la revue et ses amis du Bien public en ce qui a trait aux coûts d'impression. Ces documents montrent que Marchand et Douville cèdent une première fois en novembre 1949, après que Brien ait fait valoir qu'une entreprise lui offrait des prix deux fois plus bas¹²⁶. Il espère une réduction de 25%¹²⁷, ce qu'il obtient pour les futures parutions de *Marie*, de même que les tracts marials¹²⁸. Deux ans plus tard, Brien revient à la charge, soulignant que l'Imprimerie Saint-Joseph et L'Action sociale s'avèrent de plus bas soumissionnaires¹²⁹. Cette fois, Douville explique à son ami que si les grandes imprimeries peuvent produire à meilleurs coûts, en raison de leurs équipements, rares sont celles qui auront la même générosité envers le Centre marial. Il évoque le « dévouement personnel au directeur » et les heures investies sans compter dans la recherche et la préparation. Mais surtout, il rappelle à Brien que peu d'entreprises se seraient prêtées, comme l'a fait le Bien public, à une « collaboration financière étroite quand les circonstances l'ont exigées »¹³⁰.

Effectivement, Marchand et Douville, amitié oblige, acceptent souvent les retards dans les paiements. Contrairement aux sœurs de l'Assomption de la sainte Vierge, clientes exemplaires qui payaient leurs factures en temps voulu, le Centre marial canadien est sans cesse à la recherche de fonds. Dès 1948, il fonde la Société des amis de « Marie » pour financer le prochain numéro de Noël de la revue, pour lequel les directeurs du Bien public consentent finalement un rabais de 200\$¹³¹. La

¹²⁶ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 26 octobre 1949, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-35/31.

¹²⁷ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 14 novembre 1949, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-35/31.

¹²⁸ En fait, Marchand offre 31,4% de réduction sur les éditions courantes de *Marie* et 23% sur les tracts marials. (Lettre de C. Marchand à R. Brien, le 17 novembre 1949, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-35/56.)

¹²⁹ Lettre de R. Brien à C. Marchand et R. Douville, le 21 mai 1951, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-35/46.

¹³⁰ Lettre de R. Douville à R. Brien, le 24 mai 1951, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-35/46.

¹³¹ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 21 mai 1949, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-35/31.

même année, les directeurs de l'imprimerie trifluvienne font un don de 500\$ à la société¹³², en plus de fournir gratuitement des milliers de feuillets de propagande pour le magazine¹³³. Tessier est également appelé à la rescousse, Brien le priant de trouver des donateurs¹³⁴.

Jusqu'en 1954, grâce à des emprunts à la caisse¹³⁵ et à divers dons, le Centre marial canadien parvient à limiter les délais de paiement à quelques mois. À partir de cette année-là, en raison de l'achat d'une chapelle¹³⁶, l'éditeur de la revue *Marie* accumule une dette de 24 000\$ à l'endroit du Bien public. Et lorsque ce montant est enfin remboursé, en juillet 1956¹³⁷, Brien demande encore à Marchand d'attendre le paiement du prochain numéro de Noël. Pour le convaincre de se montrer indulgent, il lui rappelle qu'il a refusé « les offres des dizaines d'imprimeries qui recherchent le contrat de Marie », par « droiture » envers le Bien public¹³⁸. Le premier versement pour cette édition de Noël 1956 se fait attendre jusqu'en juin 1957¹³⁹ et l'intervention de la Banque canadienne nationale est une fois de plus nécessaire pour permettre la publication du numéro de Noël 1957 (7 000\$)¹⁴⁰. C'est ainsi qu'au fil des ans, le Bien public doit constamment attendre le règlement des factures, souvent pendant plusieurs mois.

¹³² Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 20 mai 1949, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/31.

¹³³ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 24 mai 1949, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/31.

¹³⁴ Lettre de R. Brien à A. Tessier, le 18 octobre 1948, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/36.

¹³⁵ Par exemple, en septembre 1949, Brien tente d'obtenir un prêt de 11 000\$ pour la revue. (Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 24 mai 1949, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/31.)

¹³⁶ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 31 mars 1956, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/31.

¹³⁷ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 16 juillet 1956, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/31.

¹³⁸ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 6 novembre 1956, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/31.

¹³⁹ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 20 juin 1957, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/31.

¹⁴⁰ Lettre de R. Brien aux directeurs du Bien public, le 22 octobre 1957, BAnQ-M, fonds R. B. MSS-352/56.

Si Brien affirme que son amitié à l'endroit des dirigeants de l'imprimerie permet à celle-ci de demeurer le partenaire de choix du centre marial face à une panoplie de concurrents jaloux, la réalité ressemble davantage à la situation décrite par Douville en 1951. En effet, si Marchand et lui n'avaient pas considéré Brien comme un complice de jeunesse, peut-être n'auraient-ils pas fait preuve de la même souplesse à l'endroit de ce client délinquant, ce qui aurait mis fin prématurément à la revue *Marie* et aux publications associées. En effet, un autre imprimeur aurait probablement refusé d'attendre constamment les chèques de l'éditeur nicolétain. Pour Marchand, qui se retrouve seul à la barre du Bien public en 1959, les relations d'affaires avec cette maison d'édition deviennent sources d'une inquiétude croissante. Nous aborderons cet épisode dans le prochain chapitre. À présent, intéressons-nous aux Éditions du Bien public.

5.3.3 Les Éditions du Bien public et la série « Histoire régionale »

Dans les années 1940, Marchand et Douville avaient pris les rênes de la maison d'édition avec les publications des sœurs de l'Assomption de Nicolet, leur aîné travaillant surtout comme éditeur délégué, distribuant ici et là des contrats aux presses du Bien public. Dans l'après-guerre, lorsque Tessier met fin à son entente avec Fides (1947), il renoue dès lors avec ses premières amours, les Éditions du Bien public et l'histoire de la Mauricie. Il profite également de cette vitrine pour promouvoir les écoles ménagères, inscrivant certains volumes sur les Instituts familiaux dans la même collection que les ouvrages sur le passé régional. Tessier propagandiste est encore bien vivant !

Entre 1946 et 1950, un seul livre paraît dans la collection « Histoire régionale ». Il s'agit du volume de Raymond Douville sur *Les premiers seigneurs et colons de Sainte-Anne-de-la-Pérade (1667-1688)*. Durant cette période, Tessier est en repos forcé. Victime d'une « sérieuse attaque cérébrale » en 1946, il délaisse pour un temps le travail et s'offre des voyages, d'abord à Cuba et au Mexique (hiver de

1946-1947), puis en Italie et en France (1949)¹⁴¹. À son retour, il investit à nouveau temps et argent pour des publications du Bien public. Entre 1950 et 1956, dix-huit autres titres paraissent dans cette série, dont trois volumes de Tessier et un deuxième ouvrage de Douville (tableau 5.9). Il s'avère que les individus recrutés sont de vieilles connaissances de l'éditeur, sauf Thomas Boucher et Joseph Houyoux. Le premier est un historien amateur qui s'adresse à Tessier pour la publication d'une monographie sur Grand-Mère. La correspondance ne montre pas de lien entre les deux hommes avant 1946, année où Boucher demande à Tessier de corriger son manuscrit¹⁴². Pour sa part, Houyoux, curé de Fagniers en France, a connu l'éditeur en 1949 lors d'un pèlerinage qu'il organisait au sanctuaire des Saints Martyrs canadiens. Il est immédiatement interpellé pour faire le récit de ce voyage (*Routes canadiennes '49*) et pour produire trois ouvrages sur les Instituts familiaux¹⁴³. Qui de mieux qu'un étranger pour vanter les écoles ménagères et souligner le rôle de Tessier dans leur développement ? Soulignons que les « Écoles de bonheur » constituent alors un débouché important pour certaines publications du Bien public, notamment les six livres de Marie-Paule Vinay édités entre 1953 et 1955 sous la supervision de Tessier (voir catalogue, appendice C). Ici encore, les réseaux de ce dernier dans le milieu de l'éducation constituent un atout pour l'entreprise mauricienne. Malheureusement, je ne disposais pas des sources nécessaires pour montrer le rôle de ce réseau, ni une correspondance ni des listes d'instituts se procurant des volumes de la collection.

Sauf les deux récentes recrues de l'abbé Tessier que sont Boucher et Houyoux, les auteurs écrivant pour la collection « Histoire régionale » côtoient les

¹⁴¹ A. Tessier, *Souvenirs en vrac*, p. 218-221.

¹⁴² Lettre de T. Boucher à A. Tessier, le 22 septembre 1946, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-34a.

¹⁴³ Ces livres sont en effet une commande de Tessier : « Puisque vous avez voulu que j'écrive, consentez à me guider, presque pas à pas, sur les chemins de plume, que vous connaissez si bien. » (Lettre de Joseph Houyoux à A. Tessier, le 6 février 1950, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-7.)

directeurs du Bien public depuis plusieurs années déjà. Le prêtre Georges Panneton (ancien du Séminaire), Charles-Yvon Thériault, Harry Bernard et Louis Delavoie-Durand font partie de l'entourage de Marchand, Douville et Tessier dès les années 1930. En effet, les quatre collaborent au *Bien public*. Louis-D. Durand est également l'un des plus anciens membres de la société historique trifluvienne, en plus d'avoir fourni des textes au *Mauricien*, comme Harry Bernard. À noter que celui-ci participe aussi à l'ouvrage collectif sur *Jean Crête et la Mauricie* (1956), paru dans la même collection, avec d'autres anciens collaborateurs du magazine littéraire mauricien : l'abbé J.-O. Cossette et Duncan Mac D. Little. Le prêtre Hervé Trudel, auteur d'une « page trifluvienne » en 1933, offre également un témoignage sur Jean Crête.

Tableau 5.9 : La collection « Histoire régionale » et ses auteurs, entre 1946 et 1956

Auteurs	Titre(s)	Année
Bernard, Harry	Portages et routes d'eau en Haute-Mauricie	1953
Blanchard, Raoul	La Mauricie	1950
Boucher, Thomas	Mauricie d'autrefois	1952
	Contes et légendes des vieilles forges*	1954
Douville, Raymond	Les premiers seigneurs et colons de Ste-Anne-de-la-Pérade (1667-1688)	1946
	Visages du vieux Trois-Rivières	1955
Durand, Louis-Delavoie	Laborieux, diligents, débrouillards!	1955
	Paresseux, ignorants, arriérés	1955
Houyoux, Joseph	Écoles de bonheur	1950
	Routes canadiennes '49	1950
	Pour ou contre les Écoles de bonheur?	1952
	Le vrai visage des Écoles de bonheur	1952
Panneton, Georges	Chronique mariale trifluvienne	1955
Tessier, Albert	Le miracle du curé Chamberland	1950
	Les forges Saint-Maurice (1729-1883)	1952
	Jean Crête et la Mauricie**	1956
Thériault, Charles-Yvon	L'apostolat missionnaire en Mauricie	1951
	Trois-Rivières, ville de reflet	1954
Trudel, Marcel	Le régime militaire dans le gouvernement des Trois-Rivières (1760-1764)	1952

*Cet ouvrage collectif rassemble des textes de six individus: Thomas Boucher, Benjamin Sulte, Louis Fréchette, l'abbé Napoléon Caron, Monique Valois et Dollard Dubé. Sauf Boucher et Valois, tous sont décédés au moment de la parution de ce recueil de contes et légendes.

**La première partie est écrite par l'abbé Albert Tessier et la deuxième partie rassemble les témoignages de Parfondieval (Hervé Trudel), Harry Bernard, Dr P.E. Julien, abbé Josephat Cossette et Duncan Mac D. Little.

Comme les autres, Marcel Trudel connaît l'éditeur depuis plus d'une décennie. Lorsque Trudel étudie au Séminaire de Trois-Rivières dans les années 1930, Tessier est alors préfet des études. Après avoir quitté ce poste, il fait des démarches auprès de Duplessis pour que l'étudiant obtienne une bourse d'étude en vue d'un stage en Europe¹⁴⁴. Finalement, le stage n'aura pas lieu¹⁴⁵, mais Trudel demeure reconnaissant envers son mentor. D'ailleurs, lorsque sa thèse de doctorat achève en 1944, il offre à l'éditeur mauricien d'en publier une partie avant de faire paraître différents articles¹⁴⁶. Or, Tessier se fait hospitaliser quelques semaines plus tard et Trudel doit se tourner vers Fides. C'est également cet éditeur montréalais qui publie *Vézine* (1946), le premier roman du jeune historien, Clément Marchand ayant sévèrement critiqué le manuscrit¹⁴⁷. Néanmoins, cette année-là, Tessier signe une lettre de recommandation incitant le Département de l'Instruction publique à financer les recherches de Trudel¹⁴⁸.

Quatre ans plus tard, Tessier sollicite les services de l'historien pour la préparation « d'un livre d'intérêt trifluvien¹⁴⁹ » qui s'inscrirait dans la collection sur l'histoire régionale. Trudel accepte de faire une étude sur le régime militaire qui prévalait à Trois-Rivières au milieu du XVIII^e siècle. Il dédiera ce livre à Tessier, qui assume les frais d'impression¹⁵⁰ et lui donne accès aux archives du Séminaire. L'ancien préfet continue par ailleurs d'épauler l'écrivain, puisqu'en 1955, le Bien

¹⁴⁴ Lettre d'A. Tessier à Maurice Duplessis, le 11 septembre 1939, ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

¹⁴⁵ Lettre de Georges Léveillé à A. Tessier, le 19 septembre 1939, ASTR, fonds M.D., FN-0019-C-09.0916.

¹⁴⁶ Lettre de Marcel Trudel à A. Tessier, le 14 juillet 1944, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-149.

¹⁴⁷ *En vrac. Cahiers de la Société des écrivains de la Mauricie*, 47 (hiver 1993) : 39.

¹⁴⁸ Lettre d'A. Tessier à Victor Doré, le 8 novembre 1946, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-149.

¹⁴⁹ Lettre de Marcel Trudel à A. Tessier, le 12 janvier 1950, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-149.

¹⁵⁰ Impression de 1 500 exemplaires (1 350,00\$) et des clichés (60,20\$). (État des revenus et dépenses du Bien public entre janvier 1952 et septembre 1953, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-35.)

public publie *Chiniquy*, livre dont le personnage est un prêtre défroqué, apostolat et marié, alors que Les Presses de l'Université Laval avaient refusé ce manuscrit osé¹⁵¹.

Tessier fait également la connaissance de Raoul Blanchard au milieu des années 1930¹⁵². Devant travailler prochainement sur la vallée du Saint-Maurice, le géographe français s'adresse alors à l'abbé trifluvien pour obtenir de l'information sur sa région¹⁵³. Tessier ne perd pas une si belle occasion de recruter un auteur connu. Il se lance en effet dans une véritable entreprise de séduction, lui proposant de publier l'écrit à venir. Blanchard semble impressionné par l'offre et sa rapidité : « Vous êtes aussi un homme qui ne perd pas de vue ce qu'il veut. Eh bien, je suis diablement tenté par l'appât de cette piastre à la page! Mais je ne peux essayer de vous fabriquer cela que lorsque je serai sûr d'avoir terminé mes lectures¹⁵⁴. » L'éditeur veille ensuite à ce que l'auteur rende à terme son projet. En 1938, Tessier lui envoie même un chèque de 6\$ pour lui rappeler le sérieux de son offre¹⁵⁵. En raison de son état de santé, Blanchard devra retarder l'écriture de la monographie, mais dix ans plus tard, il n'a pas oublié sa promesse. Il s'engage à produire cet ouvrage lors de sa visite au Canada, entre septembre 1948 et janvier 1949, période où il doit enseigner à l'Université de Montréal¹⁵⁶. Finalement, Blanchard manque de temps pour terminer son travail au Québec et demande 100\$ pour l'achat d'une machine à écrire et le salaire d'une assistante¹⁵⁷, ce qu'il obtient¹⁵⁸. L'éditeur n'allait tout de même pas abandonner si près du but.

¹⁵¹ *En vac. Cahiers de la Société des écrivains de la Mauricie*, 47 (hiver 1993) : 39.

¹⁵² Lettre de Raoul Blanchard à A. Tessier, le 24 décembre 1935, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-30.

¹⁵³ Lettre de Raoul Blanchard à A. Tessier, le 12 septembre 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-30.

¹⁵⁴ Lettre de Raoul Blanchard à A. Tessier, le 1^{er} octobre 1937, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-30.

¹⁵⁵ Lettre de Raoul Blanchard à A. Tessier, le 1^{er} mars 1938, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-30.

¹⁵⁶ Lettre de Raoul Blanchard à A. Tessier, le 19 janvier 1948, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-30.

¹⁵⁷ Lettre de Raoul Blanchard à A. Tessier, le 15 novembre 1948, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-30.

¹⁵⁸ Lettre de Raoul Blanchard à A. Tessier, le 13 décembre 1948, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-30.

Ainsi, la majorité des titres de la collection « Histoire régionale » sont écrits par des écrivains ayant participé durant les années 1930 à la promotion du régionalisme mauricien ou s'étant dès lors intéressés à la région. Ce groupe d'individus fait somme toute partie d'un réseau préexistant que l'éditeur mobilise le temps d'une série d'ouvrages à saveur régionale, une quinzaine d'années après la première rencontre ou la première collaboration.

Au début des années 1940, une tendance se dessine pour l'entreprise trifluvienne alors que l'imprimerie devient son principal moteur financier. Cette source de revenus, dont était privé *Le Bien public* depuis 1926, sauve l'hebdomadaire dans la décennie 1950 et offre aux Éditions du Bien public de nouvelles possibilités. Les publications des sœurs de l'Assomption de la sainte Vierge en sont un bel exemple, puisque la maison d'édition mauricienne n'aurait pas eu l'occasion d'apposer son label sur les ouvrages de sœur Saint-Ladislav sans une imprimerie pour effectuer ces grands travaux. De même, des éditeurs comme Fides, ne possédant pas leurs propres presses, ont dû recourir aux services du Bien public. L'imprimerie trifluvienne, née à l'aube du conflit mondial, profite d'une reconnaissance accrue dans le monde du livre.

Si les cercles littéraires investis par Marchand se sont en partie désagrégés à la fin de la crise économique, certains réseaux utiles au Bien public et actifs durant l'entre-deux-guerres sont encore perceptibles dans les années 1950. Demeuré en latence jusqu'à ce qu'un projet l'interpelle, un groupe formé d'anciens du Séminaire de Trois-Rivières, de membres de la société d'histoire régionale, d'auteurs de « Pages trifluviennes » et de collaborateurs d'*Horizons*, réunit ses plumes en s'inscrivant dans la plus récente collection de l'éditeur mauricien. La série « Histoire régionale »

montre bien le réseau en tant qu'« énergie renouvelable¹⁵⁹ » et l'importance d'un personnage tel que Tessier pour récupérer cette énergie.

Au tournant des années 1960, lorsque ce dernier délaisse peu à peu ses responsabilités d'éditeur et que Douville quitte pour un nouvel emploi, Marchand hérite d'un journal, d'une maison d'édition et d'une imprimerie. L'unique directeur profitera-t-il encore des contacts de ses anciens associés pour faire rouler les presses trifluviennes ? Marchand pourra-t-il convaincre les fidèles clients et auteurs du Bien public de demeurer dans l'orbite de son entreprise, dans les deux décennies à venir ? Saura-t-il mettre à profit de nouveaux réseaux afin d'éviter l'essoufflement fatal du commerce qu'il dirige ? C'est ce que nous verrons dans le prochain chapitre.

¹⁵⁹ Manon Brunet, « Prolégomènes à une méthodologie d'analyse des réseaux littéraires. Le cas de la correspondance de Henri-Raymond Casgrain », dans « La sociabilité littéraire », numéro spécial de la revue *Voix et images (littérature québécoise)*, 2, 80 (hiver 2002) : 228.

CHAPITRE VI

MARCHAND AUX COMMANDES (1959-1978)

Dans les années 1960, Clément Marchand prend seul la direction de la maison d'édition, de l'imprimerie et du journal trifluvien. En effet, l'abbé Tessier, après avoir dirigé la collection « Histoire régionale », délaisse un à un ses engagements professionnels. Devenu copropriétaire du domaine Tavibois, il partage désormais son temps entre des séjours de repos en plein air, soignant sa santé fragile, et l'inspection des écoles ménagères, jusqu'à la fermeture du dernier institut en 1965. Pour sa part, Raymond Douville devient fonctionnaire à Québec. Il occupe d'abord le poste de sous-secrétaire de la province, entre 1959 et 1970, puis celui de conservateur aux Archives nationales du Québec. Néanmoins, Tessier et Douville prêtent encore leur concours à Marchand, entre autres en collaborant à certains périodiques imprimés au Bien public.

Grâce à sa force d'attraction dans le milieu de la poésie et aux amis de longue date, incluant ses anciens associés et leurs nombreux contacts parmi les clercs et les historiens amateurs, Marchand conserve un bon réseau de relations. Ces contacts aidant, les presses du Bien public impriment des revues durant plusieurs années et des volumes publiés par de nouveaux éditeurs de Montréal et Trois-Rivières. Des auteurs souhaitent également être édités au Bien public, notamment des confrères poètes, des prêtres, pères franciscains et historiens amateurs fidèles à l'éditeur mauricien. Le journal profite lui aussi d'un noyau de collaborateurs réguliers qui cependant vieillissent, comme Marchand. À 65 ans, celui qui aura consacré sa vie à une entreprise régionale exigeante prend finalement sa retraite.

Ce chapitre aborde les deux dernières décennies du Bien public (1959-1978) et met en relief les réseaux dont bénéficie Marchand pour développer les trois volets de l'entreprise : l'imprimerie, la maison d'édition et le journal. Dans un premier temps, soulignons quelques éléments contextuels importants pour comprendre les changements qui s'opèrent dans le monde de l'édition alors que Clément Marchand est aux commandes du Bien public.

6.1 L'ÉDITION QUÉBÉCOISE ET L'AIDE DE L'ÉTAT DANS LES ANNÉES 1960 ET 1970

Nous avons vu au chapitre précédent que le Bien public obtient dans l'après-guerre de nombreux contrats d'impression du gouvernement unioniste, en plus des commandes de livres du Secrétariat de la province. Avec la création du Conseil des arts du Canada (CAC) en 1959 et du ministère des Affaires culturelles du Québec (MACQ) deux ans plus tard, l'aide à la publication subit de profondes transformations. Les rapports annuels des deux organismes mettent en lumière des grandes tendances du monde de l'édition canadienne et québécoise. Ils permettent aussi d'évaluer le support qu'obtiennent les Éditions du Bien public des deux paliers de gouvernement.

Au Québec, le MACQ existe depuis 1961, mais le Service des lettres et du livre n'est créé que l'année suivante, le 1^{er} août 1962. Il faut donc consulter les comptes publics du Québec pour connaître le soutien offert par le Secrétariat de la province aux éditeurs durant les deux premières années de la décennie. D'après ces documents, les Éditions du Bien public reçoivent en 1960 (2 890,78\$) et 1961 (4 565,00\$) un appui financier largement supérieur à ce qu'elles avaient pu obtenir depuis 1953 (tableau 5.5, chapitre V, p. 236). En effet, dans les dernières années de la décennie 1950, l'achat de livres de récompense à l'entreprise éditoriale trifluvienne ne représentait pas plus de 1 000\$ par année. La hausse soudaine des montants alloués au Bien public s'explique peut-être par la fonction de sous-secrétaire de la

province occupée par Raymond Douville à partir de 1959. Toutefois, la présence de cet ange gardien au gouvernement ne sera que peu de temps profitable à l'éditeur mauricien, car même si Douville conserve son poste jusqu'en 1970, il ne peut intervenir qu'indirectement dans les dossiers d'aide à l'édition dès la création du Service des lettres du MACQ.

Au début des années 1960, les programmes d'aide à la publication mis en place par celui-ci s'inspirent des recommandations de la Commission d'enquête sur le commerce du livre (1963), qui constate que l'édition québécoise possède un marché local très étroit et souffre de la concurrence de l'édition étrangère¹. Pour soutenir la littérature d'ici, le Service des lettres offre d'abord deux formes d'aide à l'édition : l'assurance-édition, qui permet de rembourser certains éditeurs à la suite de la mévente d'un ouvrage, et l'aide à la littérature, qui comprend les subventions à la publication et l'achat de volumes spécifiques. Dans les années suivantes, les programmes d'aide se multiplient pour répondre aux nouveaux besoins et au nombre grandissant de demandes. Il n'apparaissait pas pertinent d'expliquer ici les différents types de programmes, puisque les Éditions du Bien public reçoivent peu de soutien du MACQ entre 1962 et 1978.

En effet, d'après les rapports annuels de l'organisme et la correspondance de Clément Marchand, seules quatre publications du Bien public profitent des budgets du Service des lettres et du livre au cours de cette période. Au début des années 1960, grâce au programme d'achat de volumes, la maison d'édition trifluvienne envoie au ministère 42 exemplaires de *La chasse aux autres* de Suzanne Paradis-Hamel (1962)², puis 80 exemplaires de *La vie médicale au vieux Trois-Rivières*

¹ Yvon Lussier et Albert Melançon, *Premiers éléments pour l'élaboration d'une politique du livre*, Québec, 19 octobre 1974, p. 142-143.

² Lettre de Suzanne Paradis-Hamel à Clément Marchand, le 2 avril 1962, CPCM.

d'Auguste Panneton (1965-1966)³. Par la suite, toujours d'après les données partielles présentées dans les rapports annuels du MACQ, deux nouveaux titres édités au Bien public profitent de subventions au début des années 1970 : *La drave en Mauricie des origines à nos jours* (1 000\$ en 1970-71 pour « aide à la publication de travaux de recherche ») et *Histoire de la chapelle Saint-Michel de Tours* (1 200\$ en 1972-1973 dans la catégorie « subvention pour des ouvrages »).

Avant 1975, le Conseil des arts du Canada ne fait guère preuve d'une plus grande générosité à l'endroit des Éditions du Bien public. Dans les années 1960, celles-ci obtiennent une commande du CAC pour *L'antre du poème* d'Yves Préfontaine (100\$ en 1960)⁴ et deux recueils de Gérald Godin, *Poèmes et cantos* (200\$ en 1962) et *Nouveaux poèmes* (300\$ en 1963). Il faut dire qu'en 1960, il existe seulement quinze maisons d'édition au Québec⁵. Pour un éditeur bien établi comme le Bien public, il est donc plus facile d'obtenir le soutien du CAC. D'autant plus que « l'édition poétique connaît une progression spectaculaire⁶ » à la fin des années 1950, ce qui est tout à l'avantage de Marchand qui profite alors de ce nouveau marché et des subventions associées.

Or, 23 nouvelles maisons québécoises sont fondées au cours de la décennie 1960⁷. Le nombre de demandes de subvention s'accroît, de même que la concentration des éditeurs dans les grands centres urbains comme Montréal, Québec,

³ Notons que Suzanne Paradis-Hamel siège sur le comité de sélection qui choisit d'encourager le livre de Panneton. (Rapport annuel du MACQ pour l'année 1965-1966, annexe E, p. 5 et 8.)

⁴ Lettre d'Yves Préfontaine à Clément Marchand, le 28 novembre 1960, CPCM.

⁵ Fernand Harvey, « L'édition régionale au Québec: entrepreneurship, affirmation culturelle et reconnaissance institutionnelle » dans *La nouvelle culture régionale*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p. 190.

⁶ Jacques Michon, « Croissance et crise de l'édition littéraire au Québec (1940-1959) », *Littérature*, 66 (mai 1987): 119.

⁷ Fernand Harvey, p. 190.

Ottawa, Toronto et Vancouver. Même si le Conseil des arts du Canada exprime clairement sa volonté d'encourager les petites maisons d'édition produisant des œuvres littéraires à faible tirage⁸, les rapports annuels de l'organisme montrent que des éditeurs régionaux tels que les Éditions du Bien public et le Boréal Express (fondé en 1968 à Trois-Rivières) doivent attendre le milieu des années 1970 pour recevoir l'attention souhaitée du Conseil des arts.

Précisons qu'à l'aube de cette décennie, l'édition canadienne connaît une crise importante. Dans son rapport d'activité de l'année 1970-1971, le Conseil des arts du Canada constate ceci : « Les difficultés financières qui sont à l'origine de cette crise dépassent largement les possibilités d'action du Conseil : celui-ci ne peut fournir aux maisons d'édition le capital de roulement qui leur fait défaut, ni leur accorder les prêts considérables dont elles auront besoin, semble-t-il, pour se renflouer⁹. » Cette situation oblige néanmoins l'organisme à accroître les budgets consacrés à l'édition et à la littérature (tableau 6.1). Dès 1972, un nouveau programme d'achat de livres est mis sur pied. Les Éditions du Bien public profiteront pendant deux ans de celui-ci : en 1976 (3 500\$) et en 1977 (800\$). À partir de 1972 également, des subventions globales sont offertes aux maisons d'édition canadiennes possédant un plan d'édition et de distribution cohérent et ayant fait paraître au moins quatre titres durant l'année. Le Bien public n'obtient ce type de subvention qu'à la suite du départ de Marchand, en 1978¹⁰. Les Éditions du Bien public touchent alors annuellement des montants supérieurs à 5 000\$.

⁸ Rapports annuels du CAC pour les années 1966-1967 (p. 38), 1968-1969 (p. 39) et 1969-70 (p. 90).

⁹ Rapport annuel du CAC pour l'année 1970-1971, p. 39.

¹⁰ À partir de 1978-1979, les subventions globales sont accordées aux maisons d'édition à participation majoritairement canadienne qui ont non plus 4 mais 12 titres à leur catalogue courant.

**Tableau 6.1: Évolution de l'aide à
l'édition et à la littérature au Canada,
entre 1957 et 1978**

Exercice financier	Subventions totales (\$)
1957-1958	48 000
1958-1959	90 000
1959-1960	98 000
1960-1961	112 000
1961-1962	123 000
1962-1963	104 000
1963-1964	79 000
1964-1965	114 000
1965-1966	150 000
1966-1967	314 000
1967-1968	461 000
1968-1969	544 000
1969-1970	520 000
1970-1971	637 000
1971-1972	819 000
1972-1973	1 793 000
1973-1974	2 691 000
1974-1975	3 343 000
1975-1976	5 208 000
1976-1977	5 845 000
1977-1978	6 587 000

Source: Mailhot, Laurent et Benoît Melançon, *Le
Conseil des arts du Canada, 1957-1982*, Ottawa, Les
Éditions Leméac, 1982, p. 248.

Ainsi, dans les années 1960 et 1970, Marchand n'a pu compter sur les deux organismes gouvernementaux pour assurer la survie de son entreprise. C'est l'imprimerie qui, « tout en assurant un revenu aux employés, permet de subvenir aux besoins de la maison [d'édition]¹¹. » La prochaine partie du chapitre traite de certains contrats d'impression qui sont redevables d'abord et avant tout aux réseaux de l'expérimenté directeur.

¹¹ *Le Nouvelliste*, 25 août 1977, p. 9.

6.2 L'IMPRIMERIE DU BIEN PUBLIC ET QUELQUES CLIENTS

Après le départ soudain de Douville, Marchand prend à ses côtés Joseph Lévesque, qui devient le chef d'atelier des presses du Bien public et surveille quotidiennement la production¹². Ce nouveau partenaire possède une certaine expérience dans le domaine, ayant travaillé pour les presses du *Nouvelliste* et pour une imprimerie de Shawinigan venant tout juste de fermer ses portes¹³. La présence de Lévesque soulage Marchand de bien des tracas, mais ce dernier demeure surchargé, veillant aux nombreux travaux d'édition, à la rédaction du journal *Le Bien public*, à l'impression de divers volumes pour des amis éditeurs et à la publication de trois périodiques, *Marie*, *Le Mauricien médical* et les *Cahiers des Dix*. Marchand doit respecter les dates de parution de chacun d'eux et veiller aux comptes en souffrance. À elle seule, la revue *Marie* s'avère un sujet d'angoisse jusqu'en 1964.

6.2.1 Les dernières années de la revue *Marie*

Même si ce périodique est abordé au chapitre précédent, les dernières années de cette collaboration entre le Centre marial canadien et le Bien public méritent d'être traitées ici. D'une part, Raymond Douville et Albert Tessier jouent un rôle important à partir de 1959, alors qu'ils ne travaillent plus officiellement pour l'entreprise. D'autre part, les problèmes financiers de l'éditeur nicolétain affectent encore l'imprimerie trifluvienne et son propriétaire. Rappelons que, dès les premières années de sa parution, la publication consacrée à la Sainte Vierge est constamment en déficit. Certes, dans le passé, les dettes ont été épongées, mais la situation économique du Centre marial se détériore à la fin des années 1950, causant bien des soucis à l'unique directeur des presses. Pour éviter que le Bien public souffre des déboires financiers du Centre, Marchand a besoin de l'aide de ses anciens associés, qui font partie des éléments les plus solides de son réseau.

¹² C. Marchand, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 20 septembre 2002.

¹³ Claude Létourneau, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 14 mars 2006.

D'abord, Tessier apporte sa contribution, à partir de 1959, en assurant une meilleure diffusion à la revue. En effet, il incite les écoles ménagères à faire connaître le périodique à travers le pays, chaque élève étant appelé à s'abonner. Cette nouvelle collaboration avec l'abbé Tessier réjouit Brien, qui lui écrit : « UN HOMME DE FEU COMME VOUS peut tout, rapidement. Clément Marchand m'en disait sa vive joie, et sa confiance. Quelle joie aussi pour moi de pouvoir dire dans MARIE ce que les INSTITUTS FAMILIAUX ont fait pour MARIE¹⁴. » Avec les étudiantes et le personnel des écoles ménagères que l'abbé Tessier et l'abbé Paul-Henri Carignan (son adjoint) parviennent à convaincre de gré ou de force, le nombre d'abonnés au Canada passe de 3 000 de 4 500 au cours de l'année 1959¹⁵. Les deux hommes abandonnent cependant ce travail de propagande en faveur de la publication mariale à l'automne de 1961, déçus du peu d'établissements répondant à l'appel¹⁶. La revue cesse d'ailleurs de paraître cette année-là, faute de financement, ce qui ne règle pour autant la dette du Centre marial canadien à l'endroit des presses du Bien public.

Pour combler les déficits engendrés par la revue, l'éditeur avait bénéficié, en 1957 et 1958, des dons d'une bienfaitrice (10 000\$) et de Mgr Maurice Roy (10 000\$)¹⁷. Par la suite, les donateurs privés s'avèrent introuvables¹⁸ et le nombre d'abonnés reste insuffisant pour assurer la survie du périodique. De plus, *Marie* n'est pas admissible à l'aide du Conseil des Arts du Canada, puisqu'il s'agit d'une

¹⁴ Lettre de R. Brien à A. Tessier, le 29 janvier 1959, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-42.

¹⁵ Lettre de R. Brien à A. Tessier et Paul-H. Carignan, le 5 décembre 1959, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-42.

¹⁶ Lettre de R. Brien à R. Douville, le 22 septembre 1961, BAnQ-M, fonds R.B., MSS-352/27.

¹⁷ Lettre de R. Brien à A. Tessier, le 2 février 1959, ASTR, fonds A.T., 0014-P1-42.

¹⁸ Brien demande à trois reprises à Tessier de faire des pressions autour de lui pour trouver des donateurs. Il semble que Tessier n'y parvienne pas. (Lettres de R. Brien à A. Tessier, les 29 janvier, 2 février et 9 juin 1959. (Pour les deux premières lettres : ASTR, fonds A. Tessier, 0014-P1-42; pour la dernière : fonds R. B., MSS-352/36.)

publication religieuse¹⁹. Pour obtenir des octrois annuels, le directeur de *Marie* se tourne donc vers le Secrétariat de la province, au sein duquel Raymond Douville vient d'être promu sous-ministre. Ce dernier est sollicité à titre d'ami et d'ancien directeur du Bien public pour trouver les budgets nécessaires : « Mieux que quiconque, vous qui êtes mon imprimeur, vous savez quel martyre est le mien, financièrement, depuis douze ans²⁰. » Brien explique que le soutien du gouvernement québécois est essentiel pour la survie de la publication, mais avant tout, pour rembourser l'imprimerie de Marchand. Le Centre marial canadien lui doit alors 13 600\$. Brien demande à Douville d'intervenir auprès de son supérieur, Yves Prévost, pour recevoir un montant initial de 25 000\$ qui couvrirait la dette envers le Bien public et l'impression du prochain numéro de Noël²¹. Quelques jours plus tard, Brien lui démontre toute sa reconnaissance : il a obtenu la garantie d'un octroi annuel de 20 000\$²².

Or, l'octroi en question ne sera alloué qu'en avril 1960. Pendant ce temps, la dette du Centre marial augmente, atteignant 20 000\$ en janvier 1960²³. Marchand dit craindre la faillite de l'imprimerie en raison des retards dans les paiements²⁴. Brien considère que le directeur du Bien public exagère, mais il presse tout de même à plusieurs reprises le sous-secrétaire de lui attribuer une subvention spéciale avant le printemps²⁵. Il obtient finalement un montant de 5 000\$ en janvier²⁶, 10 000\$ en mai

¹⁹ Lettre de R. Brien à R. Douville, le 9 juin 1959, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/27.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Lettre de R. Brien à R. Douville, le 20 octobre 1959, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/27.

²² Lettre de R. Brien à R. Douville, le 9 novembre 1959, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/27.

²³ Lettre de R. Brien à R. Douville, le 9 janvier 1960, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/27.

²⁴ Lettre de R. Brien à R. Douville, le 13 janvier 1960, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/27.

²⁵ Lettres de R. Brien à R. Douville, les 11 novembre 1959, 18 janvier, 10 février et 1^{er} mars 1960, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/27.

²⁶ Lettre de R. Douville à R. Brien, le 22 janvier 1960, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/46.

et deux chèques de 5 000\$ au cours de l'été²⁷. Malgré tout, en septembre, le Centre marial doit encore 12 000\$ au Bien public et Brien tente à nouveau sa chance auprès du sous-ministre, espérant que le Secrétariat de la province « lave cette dette »²⁸. Douville sait que Marchand « a besoin des montants qui lui sont dus par le Centre marial », mais il ne peut rien faire de plus avant la prochaine année fiscale : « Tu comprends que je ne suis pas seul à administrer le budget de la province²⁹. »

En 1961, avec la création du ministère des Affaires culturelles, Douville et l'organisme pour lequel il travaille ne sont plus responsables des subventions à l'édition. L'ancien co-propriétaire du Bien public assure néanmoins à Brien qu'il « suivra[...] avec plus d'attention que jamais les développements », espérant lui remettre en mains propres le chèque de l'octroi 1961-1962³⁰. Or, la revue n'obtient plus d'octroi officiel du gouvernement du Québec et, sans cet appui financier, le périodique marial doit être sabordé³¹. L'imprimerie trifluvienne devra pour sa part attendre trois ans avant de recevoir l'argent qui lui est dû. En effet, en janvier 1964, Brien écrit à Marchand : « J'ai été heureux de t'avoir comme imprimeur, d'être ce client qui ne t'aura pas fait perdre un sou. J'ai hâte que l'archevêque de Québec qui a tout en main désormais te paie, au complet³². » Non seulement Brien ne s'excuse jamais des tracas qu'il a causés à Marchand, mais il ose dans la même lettre demander des enveloppes gratuites à l'Imprimerie du Bien public! L'année suivante, le poète tente encore d'obtenir ce type de service alors qu'il publie deux de ses

²⁷ Lettre de R. Brien à R. Douville, le 5 mai 1960, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/27.

²⁸ Lettre de R. Brien à R. Douville, le 27 septembre 1960, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/27.

²⁹ Lettre de R. Douville à R. Brien, le 7 décembre 1960, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/46.

³⁰ Lettre de R. Douville à R. Brien, le 10 mars 1961, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/46.

³¹ *Le Bien public*, 5 octobre 1962, p. 1.

³² Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 14 janvier 1964, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/31.

œuvres aux Éditions du Bien public (*Prométhée* en quatre volumes et *Le jour se lève*)³³.

Si l'association avec le Centre marial s'est effectivement avérée profitable au Bien public, comme le prétend Brien, les mois et les années en attente de paiements auront tout de même occasionné à Clément Marchand une insécurité financière bien lourde à supporter. Il imprime *Marie* pour le meilleur et pour le pire, par amitié pour le directeur de la revue, mais aussi conscient qu'une entreprise régionale comme le Bien public a besoin pour se développer de cette proximité avec les clients et collaborateurs. Marchand connaît les deux côtés de la médaille. Avec Brien, il apprend qu'il est fort difficile de refuser un coup de pouce à l'un des membres les plus actifs de son réseau.

Néanmoins, le Bien public tire le plus souvent avantage des liens forts qui unissent le commerce à quelques journalistes et écrivains, particulièrement en Mauricie. En effet, plusieurs d'entre eux se montrent volontaires quand vient le temps de prêter leur plume à des projets associés au Bien public, ne pouvant faire abstraction des services que leur ont rendus Marchand, Douville et Tessier à un moment ou l'autre de leur carrière. D'ailleurs, la revue *Le Mauricien médical* est l'exemple d'une collaboration réussie qui profite à la fois au périodique et aux presses du Bien public.

6.2.2 *Le Mauricien médical* et la famille Panneton

Créée en 1961 par la Société médicale des Trois-Rivières, la revue *Le Mauricien médical* a pour principal objectif de « refléter la pensée locale et régionale, tant au point de vue médical que paramédical³⁴. » Il vise à faire écrire les médecins de la Mauricie sur leurs recherches, mais aussi à mettre en valeur l'histoire et les

³³ Lettre de R. Brien à C. Marchand, le 9 mars 1965, BAnQ-M, fonds R. B., MSS-352/31.

³⁴ *Le Mauricien médical*, 1, 1 (janvier-mars 1961) : 6.

richesses culturelles de la région par des portraits d'artistes et d'écrivains, des poèmes et de courtes études sur le passé mauricien. Le docteur Jean-Charles Matteau, président de l'association médicale, confie à son confrère André Panneton la direction du périodique. Ce dernier est tout désigné pour ce travail, puisqu'il est issu d'une famille accordant une large place à la culture et au sein de laquelle se trouvent plusieurs collaborateurs potentiels. Neveu du célèbre écrivain Ringuet (docteur Philippe Panneton), André Panneton obtient en effet des textes de son père Auguste, dit « Sylvain », l'un des auteurs les plus prolifiques des Éditions du Bien public³⁵. Son épouse, l'artiste peintre Louise René de Cotret-Panneton, fournit l'image de la page couverture et quelques articles. Son frère, l'abbé Jean Panneton (professeur de littérature), prête également sa plume au *Mauricien médical*. Il n'est pas surprenant, vu l'intérêt du clan Panneton pour les domaines littéraire et artistique, que la revue consacre de nombreuses pages à la vie culturelle, comme c'est le cas du magazine *Médecine de France* auquel les docteurs Panneton, père et fils, étaient abonnés³⁶.

Jusqu'en 1970, 1 000 exemplaires du *Mauricien médical* sortent tous les trois mois des presses du Bien public³⁷. Selon l'anesthésiste Jean-Louis Boivin, secrétaire de la revue, le *Mauricien médical* cumule au fil des ans un surplus de 18 000\$ qui seront remis au Séminaire de Trois-Rivières, lieu d'étude de la majorité des membres. Comment explique-t-il qu'une situation financière aussi enviable ait prévalu, alors que la revue était distribuée gratuitement à travers le Québec, dans les universités, les bureaux de médecins et les sociétés médicales ? D'abord, tous les collaborateurs, qu'ils soient médecins, journalistes ou historiens, fournissaient des textes sans demander de rémunération. De même, les membres du comité chargé de la

³⁵ Auguste Panneton publie neuf volumes aux Éditions du Bien public entre 1933 et 1965 en plus d'écrire dans l'hebdomadaire trifluvien.

³⁶ Jean Panneton, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 27 février 2006.

³⁷ Jean-Louis Boivin, *Vécu d'un endormeur. Propos d'anesthésiste*, Cap-Saint-Ignace, Édition La Plume d'Oie, 2006, p. 121.

fabrication de la revue travaillaient bénévolement. Lui-même s'était donné pour mandat de trouver des commanditaires et il réussissait fort bien. En effet, de grandes entreprises, particulièrement dans le domaine pharmaceutique (Rougier, Pfizer Canada, Desbergers, Smith Kline & French, Herdt & Charton Inc., etc.), contribuaient généreusement à la revue en achetant des pages de publicité. Différents pharmaciens de la région affichaient également leur carte d'affaires. L'équipe du *Mauricien médical* bénéficiait donc d'un budget suffisant pour payer les frais d'impression, ce qui encourageait Marchand à investir temps et énergie dans cette publication. Dans son autobiographie, Boivin écrit à son propos : « À ma grande surprise, ce poète à l'âme sensible a aussi un talent d'administrateur pouvant faire l'envie à plusieurs hommes d'affaires. [...] Ma collection d'annonces publicitaires l'enchantait et suscite des commentaires toujours élogieux. Il sait bien, lui aussi, que ces annonces fournissent l'eau au moulin³⁸. »

Le comité de direction de la revue ne choisit pas par hasard de s'associer au Bien public. Certes, les relations privilégiées qu'entretient la famille Panneton avec son directeur favorisent naturellement les presses trifluviennes, mais le savoir-faire de Marchand constitue également un argument important en sa faveur. En entrevue, l'abbé Jean Panneton, le supérieur actuel du Séminaire de Trois-Rivières, affirme qu'il « avait cette réputation-là d'être un créateur. Ce n'était pas juste un technicien de la typographie³⁹. » Dans le dernier numéro de la revue, André Panneton confirme ces propos : « Beaucoup plus qu'un éditeur anonyme, il fut pour nous tous un ami dévoué, un inspirateur enthousiaste et un conseiller compétent et discret⁴⁰. » La liste des collaborateurs montre d'ailleurs l'intervention de Marchand dans le travail de recrutement. En effet, la section culturelle, qui occupe un nombre croissant de pages jusqu'à devenir plus substantielle que la partie médicale, est rédigée essentiellement

³⁸ Jean-Louis Boivin, p. 120.

³⁹ Jean Panneton, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 27 février 2006.

⁴⁰ *Le Mauricien médical*, 10, 4 (janvier-mars 1971) : 14.

par des individus gravitant autour du Bien public : Clément Marchand lui-même, Raymond Douville, Albert Tessier, Louise René de Cotret-Panneton (illustratrice pour le Bien public), Charles-Yvon Thériault (rédacteur au *Bien public*), Gérald Godin, Hervé Biron, J.-Antonio Thompson, Alphonse Piché, l'abbé Hermann Plante, Normand Lafleur, l'abbé Jean-Marc Tousignant, Harry Bernard, l'abbé Gilles Boulet et Denis Vaugeois, écrivains édités ou imprimés au Bien public au moins une fois.

Soulignons que, parmi eux, dix auteurs ont été publiés durant les années de publication de la revue. Celle-ci a donc pu constituer, pour Marchand, l'occasion d'enrichir le catalogue de sa maison d'édition. D'ailleurs, certains ouvrages sont ni plus ni moins le résultat d'un article ou d'une série d'articles parus dans le périodique médical. C'est le cas du livre de J.-Antonio Thompson sur les *Cinquante ans de vie musicale aux Trois-Rivières* (1970) issu de quatre textes parus dans *Le Mauricien médical* et ayant ce même titre⁴¹. De même, *La vie médicale au vieux Trois-Rivières* (1965) est le prolongement d'un article d'Auguste Panneton publié en 1961 dans la revue⁴². Il est possible aussi que les articles de Normand Lafleur sur les forestiers mauriciens⁴³ et les remèdes des bois⁴⁴ aient permis de rassembler la matière de base de son livre *La drave en Mauricie des origines à nos jours* (1970). Cette remarque de l'abbé Jean Panneton, selon qui *Le Mauricien médical* est un « chapitre du Bien public », est donc tout à fait pertinente.

Non seulement l'empreinte de Marchand est palpable, mais également celles de Douville et de Tessier qui proposent des articles et invitent leurs proches à

⁴¹ J.-Antonio Thompson, « Cinquante ans de vie musicale à Trois-Rivières », *Le Mauricien médical*, 4, 3 (juillet-août 1964) : 59-76; 4, 4 (octobre-décembre 1964) : 61-70; 5, 1 (janvier-mars 1965) : 50-55; 5, 2 (avril-juin 1965) : 65-71.

⁴² Auguste Panneton, « La vie médicale au vieux Trois-Rivières », *Le Mauricien médical*, 1, 1 (janvier-mars 1961) : 54-62.

⁴³ *Le Mauricien médical*, 7, 2 (avril-juin 1967) : 53-39.

⁴⁴ *Le Mauricien médical*, 8, 4 (octobre-décembre 1968) : 55-65.

collaborer à la revue mauricienne. À trois reprises, entre 1961 et 1966, le premier envoi à Marchand des textes à faire paraître dans le périodique du docteur Panneton, de même qu'un écrit de son épouse, Bella Beaulac⁴⁵. Pour sa part, Tessier incite probablement ses collègues du journal *Le Boréal Express* (1963-1967)⁴⁶ à contribuer à la section culturelle du *Mauricien médical*, puisque cinq des six membres de l'équipe y laissent leur marque : Tessier lui-même, Denis Vaugeois, l'abbé Gilles Boulet, Jacques Lacoursière et l'abbé Lévis Martin. L'ancien éditeur puise dans son nouveau réseau pour donner de la vitalité à une « initiative qui s'inspire d'un régionalisme sain et intelligent⁴⁷ ». Douville soulignait ainsi la filiation entre la fierté régionale développée à la veille des fêtes du tricentenaire, notamment grâce aux « Pages trifluviennes », et cette nouvelle publication du Trois-Rivières des années 1960, qui veut perpétuer une « longue tradition historique et littéraire. »

Si la revue bénéficie d'un bon support financier et de rédacteurs volontaires, du moins pour la section « paramédicale », pourquoi cesse-t-elle de paraître en 1971? Dans le dernier numéro de la revue, André Panneton note le manque de relève, qu'il attribue au changement de mentalité survenu dans le milieu médical avec l'arrivée de l'assurance-santé. Selon lui, cette dernière a « monnayé la médecine dans ses menus détails⁴⁸ ». Avec la réforme Castonguay et l'arrivée de la carte d'assurance-maladie, l'abbé Jean Panneton raconte pour sa part comment les professionnels de la santé ont désappris à donner gratuitement des soins et du temps, que ce soit pour écrire dans

⁴⁵ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 17 avril 1966, CPCM.

⁴⁶ Nous aborderons les relations entre le Bien public et le Boréal Express (qui est une maison d'édition à partir de 1968) plus loin dans ce chapitre. Pour le moment, mentionnons seulement que *Le Boréal Express* était un journal historique à la moderne, avec manchettes, chroniques, courriers du cœur, etc.

⁴⁷ *Le Mauricien médical*, 1, 2 (avril-juin 1961) : 60.

⁴⁸ *Le Mauricien médical*, 10, 4 (janvier-mars 1971) : 14.

une revue ou faire partie d'une société médicale. Ce nouveau contexte met donc un terme au *Mauricien médical*, qui « a toujours vécu de gestes gratuits⁴⁹. »

Néanmoins, l'Imprimerie et les Éditions du Bien public ont pu profiter pendant dix ans de cette collaboration avec la famille Panneton. D'une part, la publication du *Mauricien médical* est une source de revenus réguliers pour les presses trifluviennes, contrairement aux contrats d'impression avec Roger Brien et le Centre marial, qui généraient des inquiétudes financières constantes. D'autre part, la maison d'édition bénéficie des manuscrits produits par les collaborateurs du périodique. Dans le cas de la revue *Marie* et du *Mauricien médical*, Marchand a pu compter sur l'aide de ses anciens confrères de travail pour régénérer son réseau de contacts, principalement en Mauricie. Nous verrons dans la prochaine section que la relation qui s'établit entre l'Imprimerie du Bien public et la Société des Dix pour l'impression de ses cahiers est surtout attribuable à l'amitié durable entre Marchand et Douville, membre important de cette association.

6.2.3 La Société des Dix et ses *Cahiers*

Rappelons que la Société des Dix est fondée en 1935 par un groupe d'historiens désirant publier leurs travaux de recherche et s'entraider dans la diffusion de ceux-ci (chapitre IV). Albert Tessier et Gérard Malchelosse font partie des fondateurs. Le premier a cependant démissionné depuis déjà quelques années (1961) lorsque les Dix s'associent à l'Imprimerie du Bien public, en 1967. Pendant les douze années que dure cette collaboration, plus de la moitié des membres sont liés ou se lieront avec l'entreprise de Clément Marchand. En effet, en plus de Raymond Douville, on peut noter la présence de Jacques Rousseau, André Vachon et Guy-Marie Oury, qui publient chacun un ouvrage au Bien public entre 1971 et 1978, de même que Gérard Malchelosse, Armand Yon et André Vachon, qui sont des

⁴⁹ *Le Mauricien médical*, 10, 4 (janvier-mars 1971) : 14.

collaborateurs du *Bien public*. En fait, si le cahier annuel est imprimé aussi longtemps sur les presses trifluviennes, alors que la Société des Dix a utilisé les services d'une multitude d'imprimeurs depuis sa fondation⁵⁰, cela s'explique en partie par les liens qu'établissent certains historiens, notamment les éditeurs de la revue (Malchelosse, Douville et Vachon), avec Marchand. D'ailleurs, lorsque ce dernier vend l'entreprise, les *Cahiers des Dix* cessent d'être imprimés à Trois-Rivières.

Jusqu'à sa retraite, Malchelosse agit comme secrétaire et éditeur. À ce titre, il entretient une correspondance régulière avec l'imprimeur. C'est également lui qui rassemble les textes des différents sociétaires, propose certaines corrections, prépare la table des matières de la revue et surveille le travail d'impression. Malchelosse, qui fraternisait déjà avec l'abbé Tessier dans les années 1930, connaît Marchand de longue date. Lorsque les Dix choisissent de quitter l'Imprimerie Yamaska de Saint-Hyacinthe, la présence d'un directeur d'expérience aux presses du *Bien public*, de surcroît l'ancien associé d'un des leurs, constituait un argument de poids. D'ailleurs, en 1968, Malchelosse demande à Marchand de corriger et de composer lui-même les pages titres de la revue, le considérant comme « un maître imprimeur de qualité⁵¹ ».

Lorsque le vieil historien connaît des problèmes de santé en 1969⁵², il passe le flambeau à Raymond Douville. Ce dernier s'avère bien sûr un intermédiaire de premier choix pour toutes les communications avec le *Bien public*, étant donné sa connaissance du fonctionnement de l'entreprise et ses relations avec Marchand. Le mandat de Douville est cependant de courte durée, puisque André Vachon revendique

⁵⁰ Entre 1936 et 1966, les *Cahiers des Dix* sortent des presses de l'Imprimerie du Rayon, La Parole (Drummondville), Le Quotidien Ltée (Lévis), L'Éclaireur (Beauceville), Thérien Frères Ltée (Montréal), Yamaska (Saint-Hyacinthe) et Laflamme (Québec). Seul le contrat avec l'Imprimerie La Parole dure plus de dix ans, soit de 1937 à 1950.

⁵¹ Lettre de Gérard Malchelosse à C. Marchand, le 11 décembre 1968, CPCM.

⁵² Lettre de Gérard Malchelosse à C. Marchand, le 22 octobre 1969, CPCM.

le titre d'éditeur dès 1970. Par ailleurs, cet homme fait lui aussi partie du réseau du Bien public. La correspondance qu'il entretient avec Marchand montre en effet que Vachon collabore au journal à partir du début des années 1970⁵³ et qu'il négocie dès 1973 la publication d'un manuscrit aux Éditions du Bien public⁵⁴. Son texte sur *Madeleine de Verchères* paraîtra finalement en 1978 dans la collection « Notre passé ».

Durant la décennie où le Bien public fait office d'imprimeur pour les Dix, Marchand est appelé à entretenir des liens étroits avec l'association et ses membres, que ce soit en participant à certains dîners hebdomadaires du groupe ou en présentant ses activités dans les pages de son journal. Pour diverses raisons, Marchand gagne à faire sentir son soutien aux membres de la Société des Dix. En plus du contrat d'impression des *Cahiers*, ce noyau d'historiens constitue pour l'entreprise mauricienne une mine d'auteurs à éditer, sans compter les articles que plusieurs fournissent à l'hebdomadaire. Marchand tire donc profit de ce réseau et veille en échange à donner une certaine visibilité au groupe.

Au cours des années 1960 et 1970, les presses du Bien public peuvent donc compter sur l'impression de quelques périodiques dont les directeurs ou éditeurs délégués font partie du réseau de Clément Marchand. Qu'il s'agisse d'un vieil ami comme Roger Brien, d'une famille étroitement liée au Bien public (les Panneton) ou de collaborateurs occasionnels du journal (André Vachon, Raymond Douville, Gérard Malchelosse), tous côtoyaient Marchand avant de choisir son entreprise. Nous verrons qu'il en va de même de certains éditeurs qui, durant la même période, font imprimer des volumes au Bien public.

⁵³ Lettre d'André Vachon à C. Marchand, le 14 décembre 1971, CPCM.

⁵⁴ Lettre d'André Vachon à C. Marchand, le 4 septembre 1973, CPCM.

6.2.4 Contrats d'impression avec différents éditeurs

Depuis le début des années 1940, l'Imprimerie du Bien public a mis ses presses au service de divers éditeurs qui ne disposaient pas de tels équipements. Or, en 1959, lorsque Marchand devient l'unique propriétaire, il ne peut plus compter sur ces maisons d'édition pour assurer le développement de son entreprise. En effet, Fides a désormais sa propre imprimerie. Les Éditions Fernand Pilon n'existent plus. Le Centre marial canadien, responsable de la revue *Marie*, déménage à Québec au début des années 1960 et met fin à sa collaboration avec le Bien public après avoir finalement réglé sa dette envers lui. Les Éditions La famille et le Centre familial n'avaient fait affaires avec l'imprimerie mauricienne qu'à deux reprises, par l'intermédiaire de l'abbé Tessier. Pour ce qui est des Éditions franciscaines (Montréal) et du Bon Père Frédéric (Trois-Rivières), elles ne publient que très peu de volumes après 1960.

À l'aube de cette décennie, Marchand doit donc trouver une nouvelle clientèle d'éditeurs qui feront rouler ses presses entre deux numéros de périodiques. Grâce à la correspondance de Marchand et en consultant les volumes publiés par les principaux⁵⁵ éditeurs s'adressant à son imprimerie, il a été possible d'identifier un bassin de clients, principalement dans la région mauricienne. En effet, sauf Parti pris situé à Montréal, nous retrouvons ici des maisons d'édition de Trois-Rivières (Éditions du Soc, Boréal Express, Écrits des forges) et de Shawinigan (Éditions des rapides). En fait, environ 60% de la clientèle des presses du Bien public proviendrait de la région immédiate de Trois-Rivières⁵⁶. Les exemples présentés montrent qu'il s'agit principalement d'amis et de connaissances que possède Marchand dans les milieux de l'édition et de la poésie.

⁵⁵ Les archives de l'entreprise ayant été détruites dans l'incendie du Bien public en 1983, il a fallu recourir à une diversité de sources (correspondance, factures, ouvrages publiés chez des clients éditeurs) pour identifier les maisons d'édition ayant eu recours à l'expertise de l'Imprimerie du Bien public.

⁵⁶ *Le Nouvelliste*, 25 août 1977, p. 9.

Vers 1960, Denis Vaugeois, nouveau professeur d'histoire à l'École normale de Trois-Rivières, fait plus ample connaissance avec l'abbé Tessier qu'il a seulement entrevu lors de ses études au Séminaire de Trois-Rivières⁵⁷. En effet, son travail d'enseignant l'amène à fréquenter régulièrement les archives du Séminaire. Il côtoie également Tessier à la Société d'histoire régionale, puisque les deux hommes font partie en 1961 du nouveau bureau de direction de cette société, aux côtés de Clément Marchand, Conrad Godin et Yvon Thériault, des collaborateurs du *Bien public*⁵⁸. Ainsi, en 1963, lorsque Vaugeois et Jacques Lacoursière décident de créer un journal qui fasse connaître l'histoire du Québec⁵⁹, ils s'adressent spontanément à l'abbé Tessier pour donner « un peu de crédibilité » à leur projet. Ils obtiennent non seulement sa participation, mais également un accès illimité aux archives du Séminaire⁶⁰. Les trois hommes fondent alors la Compagnie du Boréal Express avec l'aide de Lévis Martin, de Pierre Gravel et de Gilles Boulet⁶¹. Le journal historique, qui paraît pendant cinq ans, n'est pas imprimé au *Bien public*. Pourtant, Boulet et Vaugeois y avaient fait paraître leur premier livre, en 1962, co-publié par les Éditions du Soc⁶². Pourquoi l'équipe du *Boréal Express* n'a pas recours aux services de Marchand ? Selon Vaugeois, il s'agit d'une raison purement technique : les presses du *Bien public* n'étaient pas équipées pour la photocomposition⁶³. On privilégie donc

⁵⁷ Denis Vaugeois, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 23 février 2006.

⁵⁸ *Le Bien public*, 14 avril 1961, p. 8.

⁵⁹ Cette publication, intitulée *Le Boréal Express*, contient des manchettes, chroniques et caricatures abordant le passé national.

⁶⁰ Denis Vaugeois, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 23 février 2006.

⁶¹ *1963-2003 Boréal, une histoire à lire...*, Montréal, Boréal, 2003, p. 8.

⁶² Ce co-éditeur était en fait un nom inventé et faisait référence au « soc de la charrue, pour ouvrir de nouveaux sillons. » Les deux livres en question sont *L'Union des deux Canadas* (Denis Vaugeois) et *Nationalisme et séparatisme. Nationalisme ou séparatisme* (Gilles Boulet). (Denis Vaugeois, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 23 février 2006.)

⁶³ *Ibid.*

l’Imprimerie des forges, gérée par un ancien collègue de classe de Vaugois, Jean Laurin.

Par contre, lorsque le Boréal Express devient une maison d’édition en 1968, le Bien public s’avère l’une des trois imprimeries les plus souvent sollicitées par Vaugois⁶⁴. Dès la première année, ce dernier s’en remet à Marchand pour imprimer sa propre étude, *Les juifs et la Nouvelle-France* (voir catalogue, appendice C). De même, les quatre premiers « Cahiers du groupe en didactique de l’histoire » (1968-1971) portent l’enseigne de l’Imprimerie du Bien public. S’ajoutent à ceux-ci un livre de la collection 17/60 (*Apôtres ou agitateurs*, 1970), deux volumes de la collection « Études d’histoire du Québec » (1971-1972) et un ouvrage de Jean-Paul Bernard sur *Les idéologies québécoises au 19^e siècle* (1973). Après cette date, seul *L’herbier de chair* d’Hervé Biron (1977) sort des presses du Bien public. Il faut dire que Biron est un collaborateur du journal *Le Bien public* et que le co-éditeur de son livre, Gaston Miron de l’Hexagone, est un bon ami de Clément Marchand. Selon Vaugois, il était donc « logique » que ce recueil de poésie soit confié à ce dernier⁶⁵.

Si le Boréal Express constituait un bon client pour l’imprimerie de Marchand, s’avèrait-il aussi, comme éditeur, un concurrent nuisible ? Alors que les Éditions du Bien public pratiquaient essentiellement le compte d’auteur, le Boréal Express déboursait les montants relatifs à l’impression⁶⁶. Vaugois explique en entrevue que

⁶⁴ Lors de sa première décennie d’existence, les Éditions du Boréal Express font affaires avec au moins neuf imprimeries différentes entre Beauceville et Montréal : l’Imprimerie du Bien public, les Éditions Marquis (Montmagny), L’Action sociale (Québec), l’Imprimerie Saint-Patrice (Trois-Rivières), l’Imprimerie des forges (Trois-Rivières), les presses Élite, l’Imprimerie Gagné (St-Justin), les Ateliers Optima (Québec) et les Ateliers L’Éclaireur (Beauceville). Sur ce nombre, seulement deux sont sollicitées aussi souvent que le Bien public : les Éditions Marquis et l’Imprimerie Saint-Patrice.

⁶⁵ Denis Vaugois, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 23 février 2006.

⁶⁶ 1963-2003 *Boréal, une histoire à lire...*, p. 9.

le journal *Le Boréal Express* et la synthèse *Canada-Québec 1534-1968*⁶⁷ avaient généré de bons profits qui furent réinvestis dans l'entreprise éditoriale. De plus, les montants réalisés grâce à certains volumes édités ou réédités par le Boréal Express, notamment le journal *Le Boréal Express* relié en album, ont permis d'offrir aux auteurs des contrats d'édition avantageux. Tessier ne faisant plus office de mécène au sein des Éditions du Bien public, des écrivains ont pu être attirés par la nouvelle maison d'édition trifluvienne. C'est le cas de Jeanne L'Archevêque-Duguay, qui avait été éditée plusieurs fois au Bien public grâce à l'aide financière de Tessier et qui s'adresse pourtant à Denis Vaugois pour la publication des *Carnets intimes* (1974). En 1967, une lettre de Tessier à l'auteure indiquait qu'il n'avait plus les moyens de payer les frais d'impression d'un livre dont la vente n'était pas assurée :

Je suis rentier et mes revenus sont moindres qu'il y a quelques années. [...] Il faut être réaliste et se résigner à vendre difficilement des oeuvres de haute inspiration chrétienne et familiale. Les temps sont ce qu'ils sont. Les Duguay représentent des valeurs qui paraissent bien dépassées à notre époque de yé-yé, go-go, mini-jupe...Pour moi c'est encore pire. On associe mon nom à une conception croulante de la vocation familiale de la femme. Nous devons continuer quand même, mais accepter de n'avoir que des audiences réduites⁶⁸.

Quelques jours plus tard, Duguay lui répond qu'elle gardera ses derniers écrits pour les intimes, puisqu'elle ne veut pas l'exposer à « des pertes d'argent⁶⁹. » À ce moment-là, les Éditions du Boréal Express n'existent pas encore. Lorsque la maison d'édition est créée, Duguay y présente son manuscrit par l'intermédiaire de Tessier, qui fait encore office de conseiller littéraire sans toutefois prendre de risques

⁶⁷ Cette synthèse, parue aux Éditions du Renouveau pédagogique, avait été rédigée par Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugois.

⁶⁸ Lettre d'Albert Tessier à Jeanne L'Archevêque-Duguay, le 7 janvier 1967, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

⁶⁹ Lettre de Jeanne L'Archevêque-Duguay à A. Tessier, le 11 janvier 1967, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

financiers⁷⁰. D'ailleurs, les moyens dont dispose le Boréal Express a pu inciter Tessier lui-même à choisir l'entreprise de Vaugois pour la réédition de son livre *Les forges du Saint-Maurice, 1729-1883*, d'abord paru au Bien public en 1952, et pour la publication de ses Mémoires (*Souvenirs en vrac*, 1976).

Nous avons vu précédemment que le propriétaire de Tavibois participe à l'écriture du *Boréal Express*. Il démissionne cependant dès 1965 de la compagnie du même nom, pour des raisons de santé⁷¹ et à cause de désaccords sur la qualité et sur le ton des articles parus dans le journal historique⁷². Lorsque ce dernier cesse de paraître en 1967⁷³, Tessier laisse le Boréal Express (éditeur) entre les mains de Vaugois mais offre à celui-ci son soutien : « Ce pauvre Denis a besoin d'aide et je suis prêt à lui en donner en masse; cela m'intéresse et je n'ai pas besoin de rémunération. Je fais cela pour le sport⁷⁴. » Tessier gravite donc autour de la nouvelle maison d'édition et annote les manuscrits de vieux amis tentés par le Boréal Express, notamment Duguay et l'abbé Hermann Plante, qui choisit toutefois de demeurer fidèle aux Éditions du Bien public malgré la proposition de Vaugois. Plante connaît fort bien Tessier et Marchand. En effet, il a publié une monographie au Bien public dans les années 1930 (*Saint-Justin, foyer de sérénité rurale*, 1937). Il collabore aussi au *Bien public* et au *Mauricien médical*. Au milieu des années 1960, lorsqu'il termine l'écriture de *l'Église catholique au Canada (1604-1886)*, il travaille aux archives du Séminaire de Trois-Rivières et y côtoie l'équipe du *Boréal Express*. Vaugois et Lacoursière se montrent alors intéressés par la publication du manuscrit,

⁷⁰ Lettre de Denis Vaugois à Jeanne L'Archevêque-Duguay, le 20 février 1974, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-98a.

⁷¹ Lettre d'A. Tessier à Gilles Boulet, le 1^{er} novembre 1965, ASTR, fonds A. T., 0014-Q1-7.

⁷² Lettre d'A. Tessier à Gilles Boulet, le 4 mars 1963, ASTR, fonds A. T., 0014-Q1-7.

⁷³ La hausse des tarifs postaux est la raison principale de cette interruption. *1963-2003 Boréal, une histoire à lire...*, p. 9.

⁷⁴ Lettre d'A. Tessier à Hervé Biron, le 15 janvier 1975, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-29.

mais le laissent ensuite sans nouvelle⁷⁵. Quelques mois plus tard, Plante, qui se dit « prêt à publier et à défrayer le coût⁷⁶ » de son volume, s'adresse finalement à Marchand.

Si les exemples de Duguay, Tessier et Plante tendent à montrer que les deux maisons d'édition trifluviennes se font concurrence, il est impossible d'évaluer le nombre de manuscrits que l'une aurait pu perdre en faveur de l'autre. La correspondance de Tessier contient un seul cas explicite d'hésitation et la liste des auteurs édités par le Boréal Express contient peu d'individus ayant déjà publié au Bien public. En effet, hormis Duguay et Tessier, seuls Marcel Trudel et Hervé Biron étaient susceptibles de se tourner à nouveau vers l'entreprise de Marchand. À notre avis, les contrats d'impression obtenus par l'Imprimerie du Bien public grâce au Boréal Express compensaient largement pour les quelques manuscrits qui auraient pu figurer dans le catalogue du vieil éditeur en l'absence de ce compétiteur.

D'ailleurs, la même remarque s'applique aux Écrits des forges, fondés en 1971 par Gatien Lapointe, André Dionne, Gérard-Claude Fournier, Bernadette Guilmette et Gaston Bellemare. Certes, une nouvelle maison d'édition trifluvienne consacrée totalement à la poésie pouvait séduire des auteurs qui auparavant devaient s'adresser à Clément Marchand. Or, ce dernier publiait alors de rares recueils de poèmes. C'est par ailleurs la raison pour laquelle Lapointe a voulu mettre sur pied les Écrits des forges⁷⁷. De plus, ce nouvel éditeur n'offrait pas de réel avantage par rapport au Bien public, puisque dans les deux cas, les poètes devaient assumer les frais liés à la publication⁷⁸. En fait, pour l'entreprise de Marchand, la présence des Écrits des forges constituait principalement un atout, puisque tous les recueils édités

⁷⁵ Lettre d'Hermann Plante à A. Tessier, le 29 octobre 1968, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-98.

⁷⁶ Lettre d'Hermann Plante à A. Tessier, le 10 février 1969, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-98.

⁷⁷ Gaston Bellemare, entrevue écrite réalisée par Maude Roux-Pratte le 10 avril 2006.

⁷⁸ Gaston Bellemare, entrevue écrite réalisée par Maude Roux-Pratte le 10 avril 2006.

par Lapointe et son équipe entre 1971 et 1983⁷⁹ ont été imprimés au Bien public (voir catalogue), qu'il s'agisse de la collection « Les Rouges-Gorges » (33 recueils), « Les Rivières » (6) et « Radar » (7). Pourquoi avoir choisi les presses du Bien public ? « Par respect pour Clément et son expertise à faire des livres de littérature. Ce que les autres imprimeries de la région ne faisaient pas⁸⁰. » Gaston Bellemare, qui dirige encore les Écrits des forges, ajoute que « Clément était un peu [leur] grand-père en poésie. » Selon lui, les relations entre le propriétaire du Bien public et le groupe des Écrits des forges étaient « très amicales », même s'ils ne se rencontraient « qu'occasionnellement ».

Dans le domaine de la poésie, l'Imprimerie du Bien public obtient également quelques contrats d'impression des Éditions des Rapides et des Éditions Parti pris. Dans le premier cas, il s'agit d'une petite maison d'édition destinée à publier les poèmes des étudiants du Séminaire Sainte-Marie à Shawinigan. Le responsable de cette série de recueils, le prêtre Jean-Marc Tousignant⁸¹, s'adresse à l'imprimerie Art graphique du Cap-de-la-Madeleine pour un premier volume⁸², puis se tourne vers un imprimeur sensible à la poésie et désireux de produire de beaux livres. Marchand invite en effet l'artiste Louise de Cotret-Panneton à créer les dessins pour les pages couvertures. Satisfait, l'enseignant du Séminaire Sainte-Marie se tourne trois fois vers les presses du Bien public en 1959 et 1960 (voir catalogue, appendice C)⁸³. Par la suite, il envoie un exemplaire de chacun à l'abbé Tessier, qu'il a probablement

⁷⁹ Après l'incendie au Bien public, les Écrits des forges s'adressent à l'Imprimerie Saint-Patrice.

⁸⁰ Gaston Bellemare, entrevue écrite réalisée par Maude Roux-Pratte le 10 avril 2006.

⁸¹ Tousignant est professeur de français, de littérature canadienne et de littérature contemporaine entre 1956 et 1960. (Georges Panneton et Antonio Magnan, *Le diocèse de Trois-Rivières, 1962*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1962, p. 199.)

⁸² Il s'agit de *L'orbite de leur terre*, paru en 1958 aux Éditions des rapides.

⁸³ Précisons que l'un des recueils, *Clairs matins*, est préfacé par le prêtre Bernard Saint-Onge, qui est probablement un collègue de Jean-Marc Tousignant.

côtoyé lors de ses études au Séminaire de Trois-Rivières⁸⁴. Tousignant collaborera également au *Mauricien médical* au début des années 1960.

À la fin de cette décennie, le directeur des Éditions Parti pris, Gérald Godin, fait lui aussi appel à son ami Clément Marchand pour l'impression de trois titres dans la collection « Paroles », en 1969 et 1970 (voir catalogue). Godin choisit l'imprimerie trifluvienne considérant que le Bien public « fut un haut-lieu associé souvent à la poésie et qui l'est encore, pour bien de nos amis⁸⁵. » Il a aussi un très grand respect pour Marchand, qui l'a « tant aidé à entrer du bon pied dans l'intéressant de la vie. » En effet, les premiers recueils de Godin ont paru au Bien public.

En plus du travail d'imprimeur qu'il exerce auprès de divers périodiques et maisons d'édition, Marchand fait office d'éditeur pour de nombreux auteurs de la région et d'ailleurs. Contrairement à Tessier qui, pour bâtir des collections telles que les « Pages trifluviennes » et « Histoire régionale », assumait les coûts d'impression des ouvrages, Marchand n'a pas le porte-feuille de son aîné et développe surtout l'édition à compte d'auteur. Voyons ce que deviennent les Éditions du Bien public sous sa gouverne et les réseaux auxquels il fait appel pour assurer la survie de la maison d'édition trifluvienne.

6.3 LES ÉDITIONS DU BIEN PUBLIC APRÈS ALBERT TESSIER

D'après les indices présents dans la correspondance de Marchand, les auteurs qui publient un volume au Bien public dans les années 1960 et 1970 doivent s'attendre à payer les frais d'impression, à moins qu'il s'agisse d'une brochure

⁸⁴ Tousignant est entré au Séminaire de Trois-Rivières en 1936-1937, la dernière année de l'abbé Tessier comme préfet des études. (Georges Panneton et Antonio Magnan, *ibid.*)

⁸⁵ Lettre Gérald Godin à C. Marchand, le 26 avril 1969, CPCM.

s'inscrivant dans des séries à saveur historique, telles que « Notre passé » ou « Vieilles familles ». Dans ces cas-là, les directeurs de collection défrayent peut-être les coûts de publication en partie ou en totalité, comme le faisait auparavant Tessier pour les « Pages trifluviennes », la série sur l'« Histoire régionale » et quelques volumes de ses amis écrivains. Les Éditions du Bien public deviendraient-elles, sous la gouverne de Marchand, une simple imprimerie? Est-ce que l'unique propriétaire de la maison d'édition et de l'Imprimerie du Bien public effectue un travail différent auprès des revues et éditeurs qui utilisent ses presses et auprès des auteurs qui souhaitent s'inscrire dans son catalogue avec un livre ou une brochure portant l'enseigne des Éditions du Bien public?

Pour répondre à ces questions, il faut interroger la notion même d'éditeur. Selon Philippe Schuwer, ce dernier occupe cinq fonctions principales⁸⁶. D'abord, il veille à trouver des auteurs, un thème et des formules éditoriales. À la lecture des échanges épistolaires de Marchand, il ne semble pas que le directeur du Bien public fasse des démarches auprès des écrivains pour obtenir leurs plus récents écrits. Il ne commande pas non plus de manuscrits sur un sujet donné, comme le faisait souvent Tessier dans son cercle d'amis. Par contre, en sollicitant des textes pour son journal, Marchand gagne des collaborateurs qui voudront ensuite publier un volume aux Éditions du Bien public. Il opère aussi une sélection parmi les titres qu'il reçoit chaque année. Selon un article paru dans *Le Nouvelliste* en 1977, Marchand retiendrait 7 ou 8 manuscrits sur un total d'environ 74⁸⁷. Le fait de choisir certains et d'en refuser d'autres constitue par ailleurs un élément de distinction important entre l'éditeur et l'imprimeur. En effet, ne publie pas à l'enseigne du Bien public qui veut. Par exemple, un auteur référé par Simone Routier voit sa candidature rejetée,

⁸⁶ Philippe Schuwer, *Traité pratique d'édition*, Paris, Électre/Éditions du Cercle de la Librairie, 1997, p. 16-19.

⁸⁷ 60% des manuscrits proviendraient du Trois-Rivières métropolitain. (*Le Nouvelliste*, 25 août 1977, p. 9.)

Marchand considérant que le sujet ne correspond pas à ses « préoccupations » d'éditeur régional⁸⁸. Non seulement le responsable de l'édition effectue un choix parmi un ensemble d'écrits, mais il s'assure également de définir le format et la typographie des textes qui sortiront des presses du Bien public avec la signature de la maison, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il met son imprimerie au service d'autres éditeurs.

Une autre fonction de l'éditeur, toujours selon Schuwer, consiste à faire de la publicité pour les volumes qu'il publie. Effectivement, lorsque Marchand accepte d'éditer un livre, il s'engage à en faire la promotion. S'il agit simplement comme un imprimeur pour un périodique donné, il peut bien sûr le mettre en valeur dans son propre journal. Le *Mauricien médical* et la revue *Marie* trouvent par exemple une vitrine de premier choix dans l'hebdomadaire de Marchand. Il n'appartient toutefois pas à ce dernier de payer pour des espaces publicitaires dans d'autres journaux. Pour les titres qui figurent dans le catalogue des Éditions du Bien public, Marchand organise des lancements mettant en vedette un seul livre⁸⁹ ou plusieurs ouvrages. Par exemple, le 25 novembre 1977, cinq volumes, du recueil de poèmes à la monographie historique, sont présentés au cours du même événement⁹⁰. Des dépliants publicitaires sont également distribués, par exemple un feuillet vantant le livre d'Hermann Plante⁹¹. Certains auteurs se plaignent néanmoins du manque de visibilité de leurs

⁸⁸ Le sujet en question n'est pas mentionné dans la lettre. (Lettre C. Marchand à Simone Routier, le 22 mai 1974, BAnQ-M, fonds Simone Routier, MSS-234/7.)

⁸⁹ Par exemple, le 25 septembre 1962, le livre *L'Union des deux Canadas* (Denis Vaugeois) est lancé à la Librairie de Trois-Rivières. (*Le Bien public*, 28 septembre 1962, p. 1)

⁹⁰ Carton d'invitation au lancement de *Temple oral* (Michelle Guérin), *Astrolabe* (Marcel Nadeau), *La créativité liturgique* (Dom Guy-Marie Oury), *Histoire de La Tuque à travers ses maires* (Lucien Filion) et *Plantes du sol trifluvien* (René Verrette), le 25 novembre 1977 à la Galerie du Parc de Trois-Rivières. (CPCM)

⁹¹ Fonds A. T., ASTR, 0014-P2-99.

ouvrages, notamment le père Georges Desjardins⁹², qui souhaiterait une meilleure publicité dans les journaux, et l'abbé Hermann Plante, qui constate que son livre sur l'Église canadienne ne s'est pas bien vendu parmi les évêques⁹³. La promotion n'était peut-être pas la grande force de Marchand, contrairement à Tessier le propagandiste, mais Schuwer note que les « tensions entre auteurs et éditeurs trouvent là [sur la question de la publicité] leur principale source⁹⁴. » Il est coutume pour les écrivains de se montrer mécontents des efforts promotionnels de leur éditeur. D'ailleurs, Vaugeois faisait face aux mêmes réprimandes à la tête du *Boréal Express*⁹⁵.

À titre d'éditeur, Marchand devait également voir à la distribution des volumes. D'après la consultation du *Bien public* et l'examen des ouvrages et brochures parus aux Éditions du Bien public, ceux-ci ne prennent pas toujours le chemin des librairies. Certains livres sont vendus à un seul endroit, lorsqu'ils s'adressent à un public bien précis. C'est le cas de la publication de Gabriel-Aimé Robert, *Éducation physique* (1962), qui n'est disponible qu'au Centre d'éducation physique de la rue Saint-Georges à Trois-Rivières⁹⁶. D'autres sont accessibles seulement au domicile de l'auteur et à la maison d'édition, notamment l'œuvre de Roger Brien (*Prométhée*, 1965)⁹⁷, les brochures de Mgr Joseph-Louis Beaumier⁹⁸ et

⁹² Lettre de Raymond Douville à C. Marchand, le 13 février 1972, CPCM. (Desjardins se plaint à son ami Douville du peu de publicité que fait Marchand à son livre. Douville suggère alors à Marchand des journalistes à qui il pourrait envoyer son livre. Il lui envoie par la suite une ébauche de dépliant promotionnel. (Lettre de Raymond Douville à C. Marchand, le 18 mars 1972, CPCM.)

⁹³ Lettre de Hermann Plante à A. Tessier, le 19 janvier 1971, fonds A. T., ASTR, 0014-P2-99.

⁹⁴ Philippe Schuwer, p. 19.

⁹⁵ Denis Vaugeois, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 23 février 2006.

⁹⁶ *Le Bien public*, 13 avril 1962, p. 1.

⁹⁷ *Le Bien public*, 24 septembre 1965, p. 1.

⁹⁸ Il est spécifié à l'intérieur de ses publications qu'il est possible de se les procurer au Bien public et au grand Séminaire de Trois-Rivières.

au moins une des publications du chanoine Georges Panneton⁹⁹. L'éditeur ne perd pas son temps et son argent à diffuser dans tout le Québec un livre qui ne lui rapportera aucun bénéfice. Si un écrivain jouit d'une certaine renommée à l'échelle de la province et qu'il possède un budget permettant un plus grand tirage, Marchand s'assure alors que son volume soit accessible dans « toutes les librairies ». C'est le cas de *Poèmes (1946-1950)* d'Alphonse Piché, qui a bénéficié par ailleurs d'un octroi du Conseil des Arts du Canada¹⁰⁰. Malheureusement, les sources disponibles ne permettent pas de savoir dans quelle proportion des cas les Éditions du Bien public sont responsables de la distribution. Nous ignorons également si la maison d'édition assume les frais de transport associés à la diffusion.

Enfin, Schuwer considère qu'un éditeur a pour fonction de dégager des bénéfices, pour le bien de son entreprise et des auteurs qu'il publie. Il serait également de son ressort de financer les volumes qui s'ajoutent à son catalogue. Comme nous l'avons déjà indiqué, les Éditions du Bien public ne sont pas responsables des coûts d'impression, justement pour éviter les déficits. Marchand est certes un amoureux des livres et un mentor pour les nouveaux écrivains, mais il a une imprimerie et un journal à faire vivre. De plus, il n'a pas une fortune personnelle qui lui aurait permis de payer les frais liés à une publication, quitte à se rembourser avec l'argent des ventes, comme le faisait l'abbé Tessier. Les écrivains plus fortunés ne s'offusquent pas de cette politique de l'éditeur. Par exemple, le courtier d'assurance Gérard Parizeau, qui publie pendant quinze ans son journal personnel aux Éditions du Bien public (1970-1985), demande à Marchand d'envoyer les factures à G. Parizeau et Cie Inc¹⁰¹. Comme lui, la riche poétesse Sarah Larkin accepte les montants soumis par l'imprimeur, tant pour *Le don de la vie* (1978) que pour la réédition de *Dimo et*

⁹⁹ Il est spécifié à l'intérieur que la brochure *La Croix étendard du Christ* (1972) est en vente chez l'auteur.

¹⁰⁰ *Le Bien public*, 30 septembre 1966, p. 7.

¹⁰¹ Lettre Gérard Parizeau à C. Marchand, le 3 mai 1973, CPCM.

autres histoires de bêtes (1978), en français et en anglais¹⁰². D'autres auteurs s'attendent à un traitement différent, du fait de leur célébrité ou de leurs liens d'amitié avec Marchand. Or, ce dernier refuse gentiment de sortir du compte d'auteur. En 1975, il répond en effet à Simone Routier, concernant la réédition de son livre *Adieu Paris* : « Je ne peux malheureusement pas m'engager à le publier, faute d'argent¹⁰³. » Déçue, l'auteure s'adresse finalement à Fides¹⁰⁴.

La lecture d'un des rares contrats d'édition conservés dans les archives de Clément Marchand permet d'affirmer que celui-ci effectue bel et bien un travail d'éditeur, distinct du rôle d'imprimeur qu'il est appelé à jouer auprès de différents clients, qu'il s'agisse de revues ou de maisons d'édition. Pour *Dimo et autres histoires de bêtes* (1978), qui paraît en 2 000 exemplaires, Sarah Larkin Loening paye des frais de 4 900,00\$ à titre d'aide à l'édition (voir contrat, appendice D). Elle obtient en retour des droits d'auteur (1,50\$ par livre vendu au coût de 6\$), mais ce sont les Éditions du Bien public qui reçoivent la plus grande part des profits. En échange, Marchand achemine gratuitement 250 exemplaires à l'écrivaine américaine. Il veille également au service de presse et à la distribution des volumes, notamment dans les librairies.

Certes, il arrive que Marchand réalise avant tout un travail d'imprimeur, même pour une publication qui porte la marque des Éditions du Bien public. Par exemple, un prêtre comme Georges Panneton, qui collabore depuis longtemps au *Bien public*, a pu demander à son ami éditeur d'inscrire ses brochures dans son catalogue, n'attendant en retour que l'enseigne de la maison d'édition qui a si bonne réputation aux yeux de ses collègues du clergé. À ce moment-là, l'auteur paye non

¹⁰² Contrats d'édition datés du 20 janvier, du 15 juin et du 15 octobre 1978. (CPCM)

¹⁰³ Lettre C. Marchand à Simone Routier, s.d. [1975?], BAnQ-M, fonds Simone Routier, MSS-234/7.

¹⁰⁴ Lettre Simone Routier à C. Marchand, le 12 juin 1975, CPCM.

seulement l'impression, mais il veille aussi à la distribution, peut-être même à la promotion. Le rôle de Marchand peut donc varier selon le budget des auteurs, le type de publication, le public visé, l'existence ou non d'un directeur de collection. Malheureusement, les sources disponibles ne permettent pas de déterminer pour chaque publication si les Éditions du Bien public assument véritablement toutes les fonctions d'un éditeur, en dehors du financement. Aussi, j'ai choisi d'aborder dans cette section les trois clientèles principales de la maison d'édition sous la gouverne de Marchand, c'est-à-dire les poètes, les membres du clergé et les historiens amateurs, en considérant les titres qui portent l'étampe des « Éditions du Bien public ». Ici encore, le réseau de l'éditeur est manifeste.

6.3.1 Marchand et les poètes

En 1960, Suzanne Paradis-Hamel écrit à Marchand : « Je sais que vous vous intéressez activement à la poésie, que vous êtes vous-mêmes un poète, et cela me met en confiance¹⁰⁵. » Cela traduit bien ce que ressentent les écrivains qui, dans les années 1960, s'adressent à Marchand pour la publication d'un recueil de poèmes. Certes, l'entreprise trifluvienne ne publie qu'une dizaine de ces petits livres au cours de cette décennie (tableau 6.2), mais il importe tout de même de mentionner quelques-uns des auteurs qui choisissent alors le Bien public, d'abord pour son directeur. On retrouve en effet parmi les poètes des proches de Marchand. Le trifluvien Alphonse Piché, trois fois édité chez Fernand Pilon et imprimé au Bien public entre 1946 et 1950, choisit de publier une anthologie de ses meilleurs vers aux Éditions du Bien public (*Poèmes 1946-1950*, 1966). Piché est un bon ami de Marchand et de Douville. Le premier signe d'ailleurs la préface de ses trois premiers recueils. C'est également lui qui aurait conseillé à l'auteur de se faire publier à Montréal¹⁰⁶, Pilon « garanti[ssan]t l'achat ferme d'une grande partie du tirage¹⁰⁷. »

¹⁰⁵ Lettre de Suzanne Paradis à Clément Marchand, le 15 septembre 1960, CPCM.

¹⁰⁶ C. Marchand, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 25 septembre 2002.

C'est probablement en signe de reconnaissance et d'amitié que Piché opte pour la maison d'édition mauricienne. De même, Roger Brien, compagnon de Marchand depuis les années 1930 et ancien directeur de la revue *Marie*, se tourne naturellement vers le Bien public pour l'édition d'une série de quatre volumes (*Prométhée. Dialogue des vivants et des morts*, 1965) et de son recueil *Le jour se lève* (1965).

Tableau 6.2: Recueils de poèmes édités au Bien public dans les années 1960

Auteurs	Année	Titre
Brien, Roger	1965	Le jour se lève
	1965	Prométhée. Dialogue des vivants et des morts (4 volumes)
Godin, Gérald	1960	Chansons très naïves
	1962	Poèmes et Cantos
	1963	Nouveaux poèmes
	1962	Poèmes d'outre-tombe
Dantin, Louis		
Héroux, Claude (préfacier)	1968	Avant-dire. Poèmes
Paradis-Hamel, Suzanne	1961	La chasse aux autres: poèmes
Piché, Alphonse	1966	Poèmes (1946-1950)
Préfontaine, Yves	1960	L'antre du poème
Saint-Pierre, Madeleine	1967	Intermittence (poésie)

Toujours dans le domaine de la poésie, il faut dire quelques mots concernant « Les Cahiers de Louis Dantin¹⁰⁸ », qui comprennent les *Poèmes d'outre-tombe* (1962). Cette collection fait appel à un vieux réseau de Tessier et Marchand. En effet, tous les individus ayant collaboré à la série ont déjà fréquenté l'un des deux hommes dans le passé. Dantin lui-même les a côtoyés lors des soirées littéraires à Sherbrooke, dans les années 1930. Le directeur de la collection, le médecin Gabriel Nadeau, a rencontré Tessier à titre de secrétaire de la Société historique franco-américaine, à la fin des années 1940, alors que l'abbé trifluvien accepte de se rendre à

¹⁰⁷ *Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle*. Vol. 2 : *Le temps des éditeurs* (sous la direction de Jacques Michon), Montréal, Les Éditions Fides, 2004, p. 325.

¹⁰⁸ Cette collection, qui paraît entre 1962 et 1968, est formée de six cahiers tirés à 100 exemplaires de luxe. La série est consacrée à l'écrivain Louis Dantin (Eugène Seers), décédé en 1945.

Boston donner une conférence¹⁰⁹. La relation que Nadeau établit alors avec Tessier l'amène à se faire éditer une première fois au Bien public en 1954 (*La fille du roy*), puis à choisir cette maison d'édition pour la collection dédiée à son ami Dantin. Les deux autres auteurs s'inscrivant dans cette série, Jean-Jacques Lefebvre et Marie Le Franc, ont également connu Tessier et Marchand, le premier comme président de la section française de la Société royale du Canada, la seconde lors de séjours à Trois-Rivières dans les années 1930, le préfet du Séminaire lui servant de guide pour visiter les forêts mauriciennes¹¹⁰.

D'une autre génération que les précédents écrivains, Yves Préfontaine, Gérald Godin et Suzanne Paradis-Hamel, poètes dans la jeune vingtaine, ont la chance de voir leur talent reconnu par Marchand. Le premier publie son recueil *L'ancre du poème* (1960) aux Éditions du Bien public¹¹¹. Marchand a bien connu le père d'Yves Préfontaine, également écrivain¹¹². C'est d'ailleurs par lui que le manuscrit semble aboutir dans les bureaux du Bien public : « Ce que vous avez dit à mon père m'a bouleversé. Je ne croyais pas qu'il puisse respirer ainsi des amis véritables que l'on connaît peu. Combien je vous suis reconnaissant de vous intéresser à cet ouvrage, je ne pourrais le manifester qu'avec maladresse. Aussi, je préférerais vous voir et parler avec vous de toutes ces choses utiles ou vaines qui font le prix de cette vie¹¹³. » C'est ainsi qu'Yves Préfontaine, montréalais, entre en contact avec l'éditeur trifluvien et que s'amorce une longue amitié qui dure encore aujourd'hui.

¹⁰⁹ Lettres de Gabriel Nadeau à A. Tessier, les 4 mars et 6 juin 1948, ASTR, fonds A. T., 0014-P2-77.

¹¹⁰ Ces ballades ont d'ailleurs inspiré à l'écrivaine un roman, *La randonnée passionnée*, dont l'un des personnages, l'abbé Beaudoin, serait l'abbé Tessier.

¹¹¹ Préfontaine a déjà publié deux recueils de poésie aux Éditions d'Orphée : *Boréal* (1957) et *Les temples effondrés* (1957).

¹¹² Pierre Marchand, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte, le 19 avril 2006.

¹¹³ Lettre d'Yves Préfontaine à Clément Marchand, le 27 décembre 1959, CPCM.

Il est intéressant de souligner que Gérard Godin est également lié au Bien public par sa famille. En effet, son oncle, Louis-Georges Godin, a collaboré au journal alors qu'il était propriété de l'évêché. Membre fondateur de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières, ancien confrère de classe et grand ami de l'abbé Tessier, son *Mémorial trifluvien* a donné le coup d'envoi aux « Pages trifluviennes », en 1932¹¹⁴. Marchand l'a brièvement connu à ses débuts au *Bien public*. Il a écrit d'ailleurs à son sujet, à l'occasion de son décès : « Le Bien public vient de perdre son meilleur ami, son collaborateur le plus précieux. C'est toujours avec un avenant sourire qu'il nous remettait bi-hebdomadairement ses feuillets humoristiques qu'il intitulait "Pincées"¹¹⁵. » Gérard Godin entre donc au Bien public par la grande porte et côtoie dès lors les amis poètes de Marchand, notamment Alphonse Piché qu'il ne manque pas de saluer dans les lettres à son éditeur¹¹⁶. Rappelons que deux des trois recueils de Godin parus au Bien public, de même que la publication d'Yves Préfontaine, reçoivent des subventions du Conseil des Arts du Canada (CAC). Malgré leur jeune âge, ils ont ainsi la possibilité de se faire éditer à compte d'auteur par le célèbre Marchand.

Il en va de même de Suzanne Paradis-Hamel, une amie de Gérard Godin, pour sa part encouragée par le ministère des Affaires culturelles du Québec (MACQ). Cette auteure, résidente de Beaumont (comté de Bellechasse), s'adresse aux Éditions du Bien public pour la notoriété de son directeur dans le domaine de la poésie. Elle lui envoie donc son manuscrit et s'informe de sa possible publication auprès de « Gérard [Godin] », sachant que Marchand manque de temps pour lui répondre par

¹¹⁴ L.-G. Godin décède cette année-là, à l'âge de 35 ans, alors qu'il terminait l'écriture du deuxième volume de *Mémorial trifluvien*.

¹¹⁵ Préface de L.-G. Godin, *Mémorial trifluvien* (tome 2), Trois-Rivières, Éditions du Bien public, coll. « Les Pages trifluviennes », série B, no. 2, 1932.

¹¹⁶ Lettres de Gérard Godin à C. Marchand, les 17 mai 1962 et 7 décembre 1969, CPCM.

écrit¹¹⁷. Lorsque le recueil *La chasse aux autres* paraît finalement, l'écrivaine explique à son éditeur que le programme d'achat de livres du MACQ fonctionne de la même façon que les commandes du CAC, « c'est-à-dire que je dois vous payer le coût de l'impression. Évidemment, cela ne vous apporte aucun profit, mais vous soulage de trois cents volumes sans perte¹¹⁸. »

Effectivement, l'édition de poésie ne devait pas constituer une avenue très lucrative. D'ailleurs, après la publication d'*Intermittence* (Madeleine Saint-Pierre, 1967) et d'*Avant-dire* (étudiants du Collège de Trois-Rivières, 1968), il faut attendre la fin des années 1970 pour voir à nouveau l'enseigne des Éditions du Bien public sur des recueils de poèmes. Marchand se contente en effet d'en imprimer pour d'autres éditeurs. Dans la dernière décennie de son entreprise, le catalogue retrouve ses deux teintes dominantes, les séries historiques et les publications religieuses, qui mettent en scène de vieux alliés du Bien public.

6.3.2 Les publications religieuses

Contrairement aux poètes, qui résident pour la plupart à l'extérieur de la région et entretiennent une correspondance avec leur ami et éditeur, les prêtres et abbés du diocèse de Trois-Rivières côtoient régulièrement Marchand et laissent peu de traces de leurs relations d'affaires avec la maison d'édition. Néanmoins, il apparaît pertinent de présenter les quelques individus qui publient au Bien public, en raison des liens étroits qui les unissent à l'entreprise.

En effet, parmi les neuf auteurs¹¹⁹ ayant fait paraître un volume ou une brochure traitant de sujets religieux dans les années 1960 et 1970, au moins cinq ont déjà côtoyé Tessier, Marchand ou Douville avant de choisir les Éditions du Bien

¹¹⁷ Lettre de Suzanne Paradis à Clément Marchand, le 19 mars 1961, CPCM.

¹¹⁸ Lettre de Suzanne Paradis à Clément Marchand, le 13 avril 1962, CPCM.

¹¹⁹ Ceux qui ont écrit seulement un chapitre d'un ouvrage collectif ne sont pas comptabilisés.

public. Il s'agit de Simone Therrien, de Mgr Joseph-Louis Beaumier, du chanoine Georges Panneton, des abbés Antonio Magnan et Hermann Plante. À eux seuls, ces individus sont responsables de 21 des 25 publications religieuses recensées dans le catalogue (tableau 6.3). Voyons les liens qui rattachent ces individus au directeur de l'entreprise trifluvienne et à ses anciens associés.

Sauf Simone Therrien, qui collabore au journal *Le Bien public* depuis seulement cinq ans au moment de publier *Une catéchèse catholique?* (1971), les autres auteurs connaissent l'abbé Tessier au moins depuis les années 1920. En effet, tous ont fait des études classiques et théologiques au Séminaire de Trois-Rivières. Le chanoine Panneton (1902-1987), le plus âgé de ce groupe, est ordonné prêtre en 1917, trois ans avant Tessier. Faisant carrière d'aumônier pour des congrégations religieuses et de vicaire dans diverses paroisses, il se fait un devoir, comme son frère Auguste, de collaborer régulièrement au *Bien public* jusqu'au dernier numéro, en 1978. Comme plusieurs membres de sa famille, il entretient d'étroites relations avec l'entreprise de Marchand par l'intermédiaire du journal, puis de la maison d'édition. En effet, à partir du début des années 1950, il confie au *Bien public* l'édition de ses premiers écrits, *Vous qui souffrez* (1950), *Chronique mariale trifluvienne* (1955) et *Le diocèse de Trois-Rivières, 1852-1952* (1953), rédigé avec la collaboration d'Antonio Magnan. Panneton et lui signeront également ensemble la suite de ce volume, en 1962. Soulignons que l'abbé Magnan (1898-1976), professeur et administrateur au Séminaire entre 1926 et 1949, fait aussi partie des proches de l'abbé Tessier. De plus, il partage sa passion pour le passé mauricien, puisqu'il participe avec lui aux activités de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières.

Tableau 6.3: Volumes traitant de religion édités au Bien public entre 1959 et 1978

Auteurs	Année	Titre	Notes	Tirage*
Beaumier, J.-Louis (Mgr)	1959	Marie Guyart de l'Incarnation. Fondatrice des Ursulines au Canada (1599-1672)	En vente aux Éditions du Bien public et chez l'auteur.	10 000
	1969	L'actualité des saints dans l'Église	Brochure à partir de textes parus dans <i>Le Bien public</i> .	2 000
	1969	Vêtu...et dans le bon sens	Brochure à partir de textes parus dans <i>Le Bien public</i> .	8 000
	1972	L'aventure anti-séminaire	Brochure à partir de textes parus dans <i>Le Bien public</i> .	2 000
	1972	Promotion de la femme	Brochure à partir de textes parus dans <i>Le Bien public</i> .	2 000
	1972	Le Reliquaire de la grande Ursuline ou Histoire de la chapelle Saint-Michel à Tours (France)		2 000
	1973	L'Église en croix	Brochure à partir de textes parus dans <i>Le Bien public</i> .	2 000
	1974	Retour au magistère		2 000
	1975	Notre temps et l'Église		2 000
	1977	La Primauté de Pierre	En vente aux Éditions du Bien public et chez l'auteur.	1 500
	1978	Catherine de Sienne « ce doux Crieur de Dieu »	En vente aux Éditions du Bien public et chez l'auteur.	2 500
Blais, Gérard (abbé)	1975	Foi sans détours: questions de doctrine		
Jésus Viveros, Marcial de	1975	Adorations: une visite au Saint-Sacrement pour chaque jour de la semaine	Traduction d'un livre espagnol.	
Levasseur, Jean-Marie	1960	Le lieu théologique « Histoire ». Contribution à une ontologie et introduction à une méthodologie		
Magnan, Antonio (abbé)	1962	Le diocèse de Trois-Rivières, 1962	Co-auteur: Georges Panneton.	
Oury, Guy-Marie (o.s.b.)	1977	La créativité liturgique		
Panneton, Georges (prêtre)	1961	La cathédrale et l'évêché de Trois-Rivières: notes historiques	Numéro spécial du Bulletin paroissial de l'Immaculée Conception.	
	1967	Jubilé d'or de sacerdoce du chanoine Georges Panneton 1917-1967	Contient un texte de Clément Marchand sur l'auteur.	
	1969	Sommaire de théologie dogmatique	Collectif dirigé par Panneton et Charlemagne Bourgeois	
	1971	Le Christ-Roi vainqueur de Satan ...	Une offrande serait acceptée pour les frais d'édition.	4 000
	1972	La Croix étendard du Christ ...	Brochure en vente chez l'auteur	
	1973	Le sacerdoce. Les déserteurs		
	1978	Une croisade. 50 ans d'apostolat dans l'Église militante	Présentation de Clément Marchand	
Plante, Hermann	1970	Église catholique au Canada (1604-1886)		
Therrien, Simone	1971	Une catéchèse catholique?		

*Lorsqu'indiqué dans les volumes.

Pour sa part, Mgr Joseph-Louis Beaumier (1902-1987), membre du même groupe d'historiens amateurs, devient comme Panneton l'un des plus fidèles rédacteurs de l'hebdomadaire trifluvien, proposant jusqu'en 1978 des chroniques religieuses. Il est également, avec l'abbé Tessier, l'un des auteurs les plus prolifiques des Éditions du Bien public, publiant à cet enseigne quatorze volumes et brochures entre 1944 et 1978.

Enfin, comme nous l'avons vu à la section précédente, l'abbé Hermann Plante (1907-1978), collaborateur du *Bien public* et auteur d'une « page trifluvienne », choisit de faire éditer son livre sur *l'Église catholique au Canada* (1970) par Marchand, malgré l'offre du Boréal Express d'assumer les frais de publication.

Ainsi, en raison de l'attachement des écrivains membres du clergé à l'égard de l'abbé Tessier et du *Bien public*, la vieille maison d'édition mauricienne possède des atouts importants lorsque Marchand prend la tête de l'entreprise. En demeurant à son poste jusqu'à la fin des années 1970, ce dernier constitue un gage de qualité et de permanence. Un lien de confiance s'est établi au fil des années avec cette clientèle. Il connaît les goûts de chacun. Il a développé des relations d'amitié avec certains. Il s'agit donc d'un réseau qui a été fidélisé avant 1960 et qui ne prend pas le risque de changer d'éditeur et d'imprimeur par la suite. Beaumier, Plante, Magnan et les autres espèrent une certaine publicité dans les pages du *Bien public*, dont le contenu intéresse leurs collègues du clergé. Ils semblent également rechercher l'enseigne de cet éditeur bien connu dans le milieu cléricale depuis le début du siècle. De son côté, Marchand gagne à accueillir ces quelques auteurs au sein de son catalogue. D'une part, il souhaite conserver ce bassin de collaborateurs pour son journal. D'autre part, il s'agit d'une clientèle qui a les moyens de se faire éditer et qui dispose déjà d'un bon réseau pour la vente de ses publications. Selon Dominique Garand, la maison

d'édition reçoit par ailleurs des commandes des évêchés, « d'où une part importante des livres religieux¹²⁰ » qui paraissent au Bien public.

Comme les écrits à saveur théologique des prêtres amis du Bien public, les publications historiques caractérisent depuis longtemps l'éditeur. À partir de 1972, des collections remettent l'histoire régionale en vedette et font appel aux anciens associés de Marchand, Raymond Douville et Albert Tessier.

6.3.3 Des collections à saveur historique

Trois nouvelles collections consacrées à l'histoire régionale sont éditées au Bien public dans les années 1970. La « Collection Saint-Stanislas », dirigée par Janine Trépanier-Massicotte, est lancée à la toute fin du règne de Marchand, en 1977, en partie grâce à des subventions du ministère des Affaires culturelles du Québec. Il sera plutôt question ici des autres collections, toutes deux mises sur pied en 1972 et mettant à profit la plume, l'expertise et les réseaux de Tessier et Douville. Il faut dire que « Vieilles familles » et « Notre passé » ont pour objet l'histoire de Sainte-Anne-de-la-Pérade, village natal des deux hommes.

La série « Vieilles familles » est l'initiative de la Société historique de La Pérade. Tessier écrit l'introduction de la première brochure portant sur la vie de *Narcisse Gervais* (1972). Pour sa part, Douville est l'auteur de trois des cinq volumes de la collection. L'un d'eux, *Yves Phlem dit Yvon Le Breton* (1975), est lancé conjointement avec celui de l'abbé Tessier, *Mon enfance au Bas-de-Sainte-Anne* (1975), paru dans la collection « Notre passé »¹²¹. Le directeur de celle-ci, le curé Charles-Henri Lapointe, signe d'ailleurs la préface de la première brochure.

¹²⁰ Dominique Garand, p. 28.

¹²¹ *Le Nouvelliste*, 21 août 1975 (découpage de presse, ASTR, fonds A. T., 0014-P3-36).

En fait, les deux séries sont l'œuvre d'un groupe d'historiens amateurs qui gravitent autour de Douville, Tessier et Lapointe. Soulignons que ce dernier a participé aux activités de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières dès les années 1930, développant des liens d'amitié avec les têtes dirigeantes du Bien public. La maison d'édition de Marchand obtient tout naturellement la faveur de Lapointe, qui se fait épauler dans son travail par les anciens associés de l'entreprise. En effet, Tessier et Douville signent quatre petits livres chacun dans la collection « Notre passé », qui compte 24 numéros entre 1972 et 1978 (47 au total). Les deux hommes semblent également recruter des auteurs pour cette série. Vénérande Douville-Veillet, qui produit quatre brochures¹²², a été l'institutrice de Tessier entre 1903 et 1907¹²³. L'abbé Armand Sadoth-Tessier dit avoir été recruté par le curé Lapointe¹²⁴, mais la présence de son cousin Albert Tessier au sein du catalogue a pu l'inciter à prendre la plume. Notons qu'Armand S.-Tessier a enseigné au Séminaire de Trois-Rivières dans les années 1920 et 1930, en plus d'être membre de la société d'histoire trifluvienne. Parmi le cercle d'amis de l'ancien préfet, on retrouve également le prêtre Paul-Henri Carignan qui signe *Mgr Albert Tessier éducateur* (1977). Cet auteur a lui aussi enseigné au Séminaire en plus de côtoyer Tessier à titre de visiteur des Instituts familiaux.

De son côté, Raymond Douville paraît jouer le rôle d'un éditeur délégué pour certaines brochures dont il n'est pas l'auteur. Par exemple, il ajoute des appendices au manuscrit du père Albert Giroux sur *Les églises de Sainte-Anne-de-la-Pérade*

¹²² L'une d'elles, *Figures du temps de nos grands-mères* (1976), est écrite en collaboration avec sœur Édith Vallée.

¹²³ Présentation d'Albert Tessier dans Vénérande Douville-Veillet, *Souvenirs du Rapide-Nord*, t. 2 : *Les occupations familiales*, Trois-Rivières, Les Éditions du Bien public, coll. « Notre passé », no. 7, 1973.

¹²⁴ Armand Sadoth-Tessier, *Les souvenirs de Monsieur Sadoth*, Trois-Rivières, Les Éditions du Bien public, coll. « Notre passé », no. 8, 1974, p. 5.

(1976)¹²⁵. Il contacte également Mgr Georges-Léon Pelletier pour qu'il s'occupe de la préface. Après avoir mis « la dernière main » à ce petit livre, il communique avec Marchand, qui voit donc son travail allégé. Douville participe-t-il ainsi à la confection de toutes les brochures de ces collections historiques? Marchand est-il de ce fait complètement libéré de ses fonctions d'éditeur? Le propriétaire du Bien public est présenté aux lecteurs de la série comme « l'imprimeur de nos publications¹²⁶ », ce qui n'exclut pas par ailleurs la recherche de formules éditoriales. En effet, en mars 1976, Douville remercie Marchand pour les brochures qui ont « belle apparence¹²⁷ ». Est-ce à dire que le choix du format et de la typographie appartenait au Bien public? Les sources disponibles ne permettent pas non plus de bien définir le rôle de la maison d'édition mauricienne dans la mise en marché des collections historiques. Grâce à une note à l'intention des lecteurs, nous savons seulement que la série « Notre passé » a pris une ampleur imprévue en raison des libraires qui « en demandent sans cesse ». Marchand, « sympathique ami », leur accorde un « prix de faveur ». Néanmoins, chaque brochure vendue dans des librairies engendre un déficit, puisqu'on laisse à ces dernières « l'escompte habituel ». Le prix des publications doit donc être majoré de 1,50\$ pour qu'au moins les frais d'impression soient couverts. Une fois cet ajustement fait, les Éditions du Bien public réalisent-elles quelque profit sur chaque exemplaire vendu? Une chose est sûre, les séries historiques sur le passé de Sainte-Anne-de-la-Pérade constituent des contrats supplémentaires pour l'imprimerie de Marchand.

Les interventions de Douville et Tessier montrent qu'ils sont encore des membres actifs du réseau du Bien public. En effet, ils mettent à contribution leurs

¹²⁵ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 18 mars 1976, CPCM.

¹²⁶ « Note à l'intention de nos amis et fidèles lecteurs » dans Rodolphe et Paul-Henri Leboeuf, *Une grande figure d'éducateur. Mgr Irénée Douville 1838-1918*, Trois-Rivières, Les Éditions du Bien public, coll. « Notre passé », no. 5, 1973, dernière page (sans numéro).

¹²⁷ Lettre de R. Douville à C. Marchand, le 31 mars 1976, CPCM.

parents et amis pour accroître le nombre de publications. Ils participent aussi dans une moindre mesure à la rédaction du *Bien public*, fournissant ici et là des textes pour remplir les quelques colonnes du journal. Pour clore ce dernier chapitre, voyons comment survit le vieux périodique jusqu'à la vente de l'entreprise, en 1978.

6.4 LA MORT LENTE DU JOURNAL ET LA VENTE DE L'ENTREPRISE

Au cours de ses deux dernières décennies d'existence, le journal dirigé par Marchand passe d'hebdomadaire à mensuel sans que le nombre de pages augmente pour autant, sauf pour quelques numéros. En effet, jusqu'en 1973, *Le Bien public* est un hebdomadaire de huit pages, parfois dix ou douze. Par la suite, il paraît de plus en plus souvent un vendredi sur deux. Il demeure un bimensuel pendant trois ans (1973-1975) avant d'être publié une fois par mois ou une fois aux trois semaines. Au fil des ans, *Le Bien public* renouvelle peu son contenu. Certes, on tente parfois d'introduire des chroniques qui rendraient le journal plus populaire. Par exemple, entre janvier et mars 1967, l'hebdomadaire s'enrichit d'une section sportive de 4 à 5 pages. Or, après quelques mois, cet ajout disparaît, étant probablement trop onéreux pour le peu de lecteurs supplémentaires qu'il a pu attirer. Même les sections historiques et littéraires, grâce auxquelles *Le Bien public* s'est fait connaître, tendent à s'appauvrir.

Au tournant des années 1960, la consultation de l'hebdo permet de constater une volonté de redevenir un périodique axé sur l'histoire régionale. À l'occasion du 35^e anniversaire de la société historique de Trois-Rivières, en 1961, le nombre d'articles sur le passé mauricien s'accroît pendant quelques semaines. Notons que cette année-là, pour la première fois, Clément Marchand prend part aux activités de la société d'histoire en devenant assistant du nouveau bureau de direction. C'est donc dire qu'il souhaite associer son entreprise à un possible vent de renouveau dans le domaine de l'histoire régionale. D'ailleurs, les Éditions du Bien public auraient reçu une commande de plusieurs exemplaires des « Pages trifluviennes » durant cette

période¹²⁸. Comme éditeur, Marchand demeure étroitement lié aux historiens amateurs, mais son journal, une fois les événements du 35^e anniversaire terminés, ne présente plus sur une base régulière des chroniques sur des personnages ou des événements de l'histoire régionale.

Pour ce qui est du contenu littéraire, il se résume surtout à une publicité pour les nouveautés du *Bien public*, à la publication de poèmes inédits, de chansons et de courts récits. En 1961, Marchand tente de mettre sur pied une section « Divertissements » pour rendre compte des nouveautés littéraires et aborder tout ce qui touche au domaine culturel, mais cette page ne paraît pas régulièrement et disparaît la même année. Par la suite, on ne voit pas de rubrique spéciale consacrée à la littérature. *Le Bien public* est tout de même considéré comme une vitrine intéressante pour les écrivains de la Mauricie. En effet, Clément Marchand se fait un devoir d'encourager les auteurs talentueux en faisant une place de choix à leurs textes. Par exemple, lorsque Jean Laprise souhaite publier une chanson sur Jules le bossu en guise d'épithaphe pour le personnage trifluvien, il choisit de s'adresser à Marchand, espérant que ce dernier n'afficherait pas son texte entre deux messages publicitaires, mais plutôt en première page, accompagné d'une peinture¹²⁹. Ce qu'il fit¹³⁰. L'hebdomadaire obtient ainsi des articles d'individus du milieu littéraire qui connaissent l'expérimenté directeur et son amour des mots. Soulignons que plus de la moitié des collaborateurs réguliers¹³¹ (17 sur 29) ont déjà été ou seront édités au *Bien public* (tableau 6.4).

¹²⁸ *Le Bien public*, 4 avril 1961, p. 1.

¹²⁹ Jean Laprise, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte le 23 octobre 2006.

¹³⁰ *Le Bien public*, 20 et 27 septembre 1974, p. 1

¹³¹ Sont considérés comme des collaborateurs réguliers ceux qui collaborent plusieurs fois par année pendant au moins trois ans.

Tableau 6.4: Les collaborateurs réguliers* du journal *Le Bien public* entre 1959 et 1978 et ce qui les rattache aux Éditions du Bien public ou à son directeur, Clément Marchand

	Noms des collaborateurs	Durée de la collaboration		édité au BP**	Membre du SÉC***	Membre du Cercle GM****
		Début	Fin			
1	Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	avant 1959	1977	X	X	
2	Béguin, Louis-Paul	1971	1975			
3	Bellemare, Pierre D.	1974	1976			X
4	Bernard, Harry	avant 1959	1973	X		
5	Bouchard, André	1966	1978			
6	Brien, Roger	avant 1959	1973	X		
7	Clauser, Michel A.	1966	1975	X		
8	Douville, Raymond	avant 1959	1978	X		
9	Duffault, Alain	1971	1976			
10	Durand, Germaine	1974	1977	X		
11	Gariépy, Marc	1973	1978			X
12	Godin, Conrad	1973	1978		X	
13	Houle, Jean-Marie	1961	1967			
14	Huot, Maurice	1959	1978	X		
15	Lavallée, Guillaume (o.f.m.)	1975	1978	X	X	X
16	Leblanc, Céline	1971	1975			
17	Marchand, Clément	avant 1959	1978	X	X	X
18	Nadeau, Marcel	1976	1978	X		X
19	Panneton (Prayal), Marie	1971	1978			
20	Panneton, Georges (chanoine)	1962	1977	X		
21	Robert, Gabriel Aimé	1961	1975	X		
22	Routier, Simone	1972	1976			
23	Roy Guérin, Michelle	1971	1977	X	X	X
24	Tessier, Albert	avant 1959	1974	X		
25	Thériault, Yvon	1959	1975	X		
26	Vachon, André	1971	1976	X		
27	Verrette, René	1976	1978	X		
28	Yon, Armand	1974	1976			

*Sont considérés comme des collaborateurs réguliers ceux qui collaborent plusieurs fois par année pendant au moins trois ans.

**Il s'agit des Éditions du Bien public.

** Membre de la Société des écrivains canadiens (section trifluvienne) avant 1979. Clément Marchand est président d'honneur de l'association dès sa fondation en 1976.

***Membre du Cercle Gabriel Marcel avant 1979. Clément Marchand fait partie de ce cercle dès sa fondation en 1976.

Parmi ces collaborateurs, Maurice Huot et Harry Bernard (signant l'Illettré) semblent être les seuls à avoir reçu de l'argent pour leurs écrits hebdomadaires¹³². Le premier mérite bien son « cachet mensuel¹³³ ». Il est en effet le principal rédacteur du *Bien public* entre 1959 et 1968, alors que Clément Marchand signe lui-même très peu d'articles. Lorsque le directeur de l'hebdo redevient l'éditorialiste principal et rédige à nouveau des textes pour différentes sections du journal, Huot conserve une grande visibilité. Tellement qu'en janvier 1970, il sent le besoin d'écrire à Marchand pour éviter qu'un malentendu concernant son titre affecte leur relation : « Si vos lecteurs se méprennent quant à ma véritable situation au Bien public[,] je le regrette car je me considère simplement comme un simple collaborateur, je n'aurais pas les talents administratifs pour faire marcher la boîte comme vous le faites si bien en plus d'écrire des articles aussi lucides que les vôtres. Chacun à sa place selon son talent¹³⁴. »

De son côté, Harry Bernard ne joue pas un rôle aussi déterminant. Ses billets signés l'Illettré, publiés régulièrement dans *Le Bien public*, paraissent également dans quelques périodiques¹³⁵, dont *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* dirigé par Bernard. Néanmoins, Marchand attache de l'importance à ces papiers : « Tu sais à quel point j'apprécie tes chroniques littéraires qui sont le seul ornement littéraire du Bien Public¹³⁶. » De plus, aux yeux de Marchand, l'Illettré fait partie des signatures qui

¹³² Parmi les collaborateurs énumérés dans le tableau 5, seul André Bouchard aurait également été payé, mais davantage pour son travail d'agent de publicité que pour ses articles et ses photographies. (Pierre Marchand, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte le 2 novembre 2006, après qu'il ait consulté son père sur la question de la rémunération.)

¹³³ Huot mentionne dans une lettre que Marchand lui expédie un « cachet mensuel [...] vers le 16 ou le 17 de chaque mois. » (Lettre de Maurice Huot à Clément Marchand, mars 1978, CPCM.)

¹³⁴ Lettre de Maurice Huot à Clément Marchand, janvier 1970, CPCM.

¹³⁵ En 1968, *Le Bien public* est le seul hebdomadaire québécois à acheter les chroniques de Bernard. (Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, 22 avril 1968, CPCM.)

¹³⁶ Lettre de C. Marchand à Harry Bernard, 22 avril 1968, BAnQ-M, fonds H. Bernard, 298/046/020.

font l'orgueil du vieil hebdo trifluvien¹³⁷. Jusqu'en 1968, Bernard s'était contenté d'un dollar par article. À partir de cette année-là, il demande 3,00\$¹³⁸, mais Marchand négocie à la baisse, faisant valoir que le train de vie de son journal « comparé à celui du gras *Courrier* [*de Saint-Hyacinthe*], n'est même pas décent. » Bernard doute de cette « grande misère », mais accepte d'offrir ses chroniques pour 2,00\$¹³⁹. Le journaliste, qui laissait sa trace dans *Le Bien public* depuis les années 1930, cesse de produire ses billets en 1973 pour des raisons de santé.

La survie du périodique trifluvien dépendait donc surtout du bénévolat d'un grand nombre de personnes faisant partie du réseau de Marchand, qu'il s'agisse de ses vieux complices du monde littéraire ou de jeunes auteurs et intellectuels régionaux. Les premiers veulent aider leur compagnon à garder son journal en vie. C'est le cas de Roger Brien, qui promet d'envoyer des poèmes « pour boucher des pages, à l'occasion, gratuitement, en ami¹⁴⁰ ». Les seconds considèrent *Le Bien public* comme une belle plate-forme pour expérimenter le journalisme ou pour faire connaître les activités de leurs associations. Par exemple, René Verrette, secrétaire du *Bien public* entre 1976 et 1978¹⁴¹, affirme avoir été introduit au métier de journaliste par son patron qui l'encourageait à produire des articles sur sa passion : les plantes du sol trifluvien. Deux volumes seront par la suite publiés à partir de ces écrits. Pour sa part, le docteur Marcel Nadeau dit avoir écrit dans le *Bien public* « par plaisir »¹⁴². En fait, il considérait être payé bien autrement. En effet, Marchand

¹³⁷ C'est ce qu'il confie à Simone Routier. (Lettre de C. Marchand à Simone Routier, le 15 juin 1973, BAnQ-M, fonds Simone Routier, MSS-234/7.)

¹³⁸ Il recevait 1,\$ depuis 1941. (Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, 19 janvier 1968, CPCM.)

¹³⁹ Lettre d'Harry Bernard à C. Marchand, 22 avril 1968, CPCM.

¹⁴⁰ Lettre de Roger Brien à C. Marchand, 16 novembre 1971, CPCM.

¹⁴¹ René Verrette, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte le 24 octobre 2006.

¹⁴² Marcel Nadeau, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte le 25 octobre 2006.

contribuait à l'essor du cercle philosophique et littéraire Gabriel Marcel¹⁴³, en publiant dans son journal des comptes-rendus de ses rencontres auxquelles lui-même participait en tant que conseiller. Marcel Nadeau, vice-président du cercle, note que plusieurs membres de l'association donnaient comme lui des articles au vieil hebdo. Pierre Bellemare, Marc Gariépy, le père Guillaume Lavallée, Michelle Guérin, Negovan Rajik, Alphonse Piché et l'abbé Jean Panneton étaient de ceux-là. De son côté, Alexis Klimov, le fondateur du cercle Gabriel Marcel, a publié un volume aux Éditions du Bien public en 1976.

Soulignons que ces gens côtoyaient également Marchand à la section trifluvienne de la Société des écrivains canadiens¹⁴⁴ (SÉC), fondée le 12 mars 1976 sous la présidence de Jean Panneton. Parmi les premiers membres de l'association se trouvent également Alphonse Piché, le père Guillaume Lavallée, Mgr Joseph-Louis Beaumier, Alexis Klimov, Conrad Godin et Michelle Roy Guérin. La nouvelle section de la SÉC choisit dès lors Clément Marchand comme président d'honneur et s'engage à organiser des lancements d'ouvrages conjointement avec des maisons d'édition, dont les Éditions du Bien public. Comme la société vise à promouvoir la connaissance et l'étude des œuvres des membres, elle s'assure que les nouveaux volumes de ses protégés obtiennent un certain rayonnement dans la région. Ainsi, on a pu trouver un carton d'invitation à l'en-tête de la SÉC pour des livres parus au Bien public¹⁴⁵. L'un d'eux est le recueil de poèmes de Michelle Roy Guérin, collaboratrice du journal de Marchand.

¹⁴³ Le cercle Gabriel Marcel a été fondé en septembre 1976. Il est le prolongement du cercle de philosophie de Trois-Rivières existant depuis 1965 et fondé par Alexis Klimov, grand ami de Clément Marchand. À partir de 1976, il y a des réunions mensuelles sous forme de tables rondes et la littérature occupe une place grandissante dans les discussions.

¹⁴⁴ Le 20 janvier 1978, la section locale de la Société des écrivains canadiens devient la Société des écrivains de la Mauricie. Elle fonde alors la revue *En vrac*, qui paraît pour la première fois en 1981.

¹⁴⁵ Invitation à un lancement d'ouvrages, le 25 novembre 1977, à Trois-Rivières. (CPCM)

Même si l'hebdomadaire mauricien bénéficie dans ses dernières années d'un nouveau bassin de collaborateurs au sein d'organisations littéraires naissantes ou renaissantes, les coffres du vieux journal se vident. Selon René Verrette, *Le Bien public* était « assez déficitaire » dans les dernières années, car il y avait de moins en moins d'abonnés : « C'était des abonnements de fidélité, d'amitié... C'était un peu tout le réseau de Clément Marchand¹⁴⁶. » Alors qu'en 1942, le tirage du *Bien public* était évalué à 3 402 exemplaires¹⁴⁷, seules 1 700 copies étaient distribuées en 1977, dont 400 à l'extérieur de la région¹⁴⁸. Jusqu'en décembre 1978, Marchand avait cherché vainement à rentabiliser le journal, notamment en espaçant les numéros. Le sexagénaire confie à Albert Tessier, trois ans avant de mettre un terme à son parcours journalistique : « Je suis seul pour tout faire. Je n'ai pas le temps d'écrire. Les bons collaborateurs me font défaut, si j'exempte Raymond [Douville] (toujours si généreux), Maurice Huot et quelques autres. Le vieil hebdo vit de mes sacrifices. [...] Sans moyen d'action, je ne puis faire plus complet¹⁴⁹. » *Le Bien public* n'aurait pas survécu sans lui. D'une part, le réseau de rédacteurs qui supportaient le périodique vieillissait. Marchand parti, personne d'autre n'aurait pu mobiliser tous ces individus donnant des textes au journal. D'autre part, les abonnés, de plus en plus rares, encourageaient *Le Bien public* par respect pour son éditorialiste, pour lire sa prose et celle de ses contemporains des lettres. Soulignons également que le contenu religieux, encore très important, ne faisait plus vendre beaucoup d'exemplaires. Comme le note René Verrette à propos des articles fournis par les vieux clercs tels que le chanoine Panneton et Mgr Beaumier : « Ça représentait un peu une vision du

¹⁴⁶ René Verrette, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 6 mars 2006.

¹⁴⁷ *McKim's Directory of Canadian Publications*, Montréal et Toronto, A. McKim et Co. Publishers, 1942, p. 122.

¹⁴⁸ *Le Nouvelliste*, 25 août 1977, p. 9. Deux ans plus tôt, Marchand estime plutôt que « Trois-Rivières n'a pas besoin de cette feuille de chou dont 50 pour cent des lecteurs viennent de l'extérieur. » (Lettre de C. Marchand à A. Tessier, 28 juin 1975, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-51a.)

¹⁴⁹ Lettre de C. Marchand à A. Tessier, 28 juin 1975, ASTR, fonds A. T., 0014-P1-51a.

passé. C'est un monde qui finissait¹⁵⁰. » Le journal était donc appelé à disparaître, de même que l'imprimerie, avec ses anciennes linotypes qui répondaient de moins en moins à la demande. Il devenait nécessaire d'investir rapidement pour moderniser les installations et Marchand n'avait ni l'énergie ni les moyens de se lancer dans pareilles rénovations.

En juin 1978, l'homme, qui craint pour toutes ces raisons la faillite à moyen terme¹⁵¹, se résout à vendre¹⁵² l'entreprise de presse, d'édition et d'impression à Claude Létourneau, un ancien employé de l'imprimerie trifluvienne. Ce dernier a travaillé dans les ateliers du Bien public entre 1949 et 1959, comme son père (Alfred)¹⁵³, maître typographe, son frère (Jean-Marie)¹⁵⁴, son beau-père (Théodore Granger), son beau-frère (Robert Granger) et un oncle (Edgar Robert). Même ses trois sœurs (Gilberte, Carmen et Lucille) et son épouse (Gisèle Granger) ont donné un coup de main pour les gros contrats d'impression, telle que la revue *Marie*. Marchand connaît bien la famille Létourneau et l'expérience de Claude au sein d'autres imprimeries¹⁵⁵. Quelques mois avant sa retraite, fatigué par tant d'années de dur labeur, le directeur du Bien public demande à son collègue du Saguenay de revenir en Mauricie et d'acheter son commerce. Claude Létourneau en prend possession en juin 1978 avec l'intention de moderniser rapidement l'imprimerie en l'équipant pour la photocomposition. Dans un encadré du Bien public, on peut lire

¹⁵⁰ René Verrette, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 6 mars 2006.

¹⁵¹ C. Marchand, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 27 novembre 2001.

¹⁵² L'entreprise, incluant le terrain, aurait été vendue 150 000\$. (Claude Létourneau, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte le 2 novembre 2006.)

¹⁵³ Il travaille pour l'imprimerie du Bien public dès 1909 et jusqu'à sa retraite en 1964.

¹⁵⁴ Jean-Marie Létourneau travaille au Bien public entre 1944 et 1949. Lorsqu'il quitte l'entreprise, Claude propose de le remplacer.

¹⁵⁵ Il a œuvré dix mois (1959-1960) pour une imprimerie de Shawinigan avec Jos. Lévesque, avant que ce dernier devienne le bras droit de Marchand. De 1960 à 1974, il a été co-propriétaire de Lithographie Granger à Saint-Félicien. De 1974 à 1978, il a été directeur général d'une imprimerie à Alma, dirigée par Marcel Simard.

que le nouveau propriétaire « continuera à fournir à notre clientèle les mêmes services, en intensifiant le caractère trifluvien de l'entreprise dont plus de la moitié du chiffre d'affaires vient jusqu'ici de l'extérieur. Quant au maintien du *Bien public*, une décision sera prise ultérieurement selon la possibilité de le rentabiliser¹⁵⁶. »

Clément Marchand demeure responsable de la publication du journal jusqu'à ce que la situation financière du périodique mette fin à cette longue aventure, en décembre 1978. Il agit également comme directeur littéraire des Éditions du Bien public jusqu'en 1980. D'après sa correspondance avec Sarah Larkin et Jacques Ferron, il s'occupe de certains contrats d'édition avec des auteurs considérés comme ses amis. Durant ces années de transition, Marchand vit le deuil de son épouse Georgette Huppé (17 décembre 1979)¹⁵⁷. Sa santé physique se détériore également¹⁵⁸. Il abandonne ainsi progressivement la direction littéraire de la maison d'édition, comme en fait foi cet extrait de lettre à Jacques Ferron datant de mars 1981 :

Je regrette d'avoir manqué à mon devoir d'éditeur. J'aurais dû m'occuper du service de presse et du lancement de *Gaspé-Mattempa*. [...] Votre œuvre n'a pas été traitée comme elle aurait dû. Je n'étais déjà plus en situation de m'occuper de cette tâche quand j'ai commencé à m'intéresser à *Gaspé-Mattempa*. J'avais déserté pour toujours mes pénates au Bien public, ayant passé la commande à d'autres qui, hélas, me succèdent sans pour autant me remplacer¹⁵⁹.

En 2007, âgé de 94 ans, Clément Marchand est un homme volubile et passionné. Il côtoie les membres de la Société des écrivains de la Mauricie. Il reçoit et critique les nouvelles publications des Écrits des Forges. Les auteurs de son

¹⁵⁶ *Le Bien public*, 16 juin 1978, p. 1.

¹⁵⁷ À noter qu'il a également perdu son fils Roger le 9 octobre 1976.

¹⁵⁸ À l'hiver de 1979-1980, il subit une opération pour des polypes aux sinus qui lui occasionnent des difficultés respiratoires pendant plusieurs mois.

¹⁵⁹ Lettre de C. Marchand à Jacques Ferron, le 16 mars 1981, *L'autre Ferron* (sous la direction de Ginette Michaud), Montréal, Fides, 1995, p. 340.

entourage lui demandent conseils et il encourage toujours la relève à sa façon, les yeux pétillants. Les Éditions du Bien public existent encore sous la direction de Claude Létourneau. Sauf le nom et les quelques employés de l'imprimerie qui sont demeurés au service du nouveau propriétaire, l'entreprise ne conserve aucune parenté avec le commerce développé par Marchand.

Au cours des années 1960 et 1970, Clément Marchand se retrouve officiellement seul à la tête du Bien public, Tessier ne dirigeant plus de collections et Douville ne partageant plus avec lui les bureaux de la rue Royale. En réalité, ces deux individus supportent encore à leur manière l'entreprise qui leur est chère. Ils en font la promotion, s'associent aux périodiques imprimés sur les presses du Bien public en proposant des textes et une aide tangible pour la recherche de financement. Marchand prend tout de même sur ses épaules les responsabilités liées à la publication du journal. Il lui revient également de lire les manuscrits soumis à sa maison d'édition, en plus de surveiller les travaux d'impression, de rencontrer les clients qui souhaitent obtenir les services de ses presses et tout ce qui incombe à un dirigeant d'entreprise. Le poète devenu homme d'affaires n'a qu'une quinzaine d'employés, principalement à l'imprimerie. Pour le reste, il peut compter sur un vaste réseau d'amis, certains gravitant autour du Bien public depuis les années 1930. Que ce soit pour la rédaction de l'hebdomadaire, pour obtenir des contrats d'impression ou pour attirer des auteurs à sa maison d'édition, Marchand dispose d'un cercle de connaissances qui se renouvelle au fil des ans. D'une part, sa réputation d'amoureux du livre attire de jeunes auteurs désireux de se faire connaître. D'autre part, sa triple fonction de directeur de journal, d'éditeur et d'imprimeur le met en contact avec d'autres réseaux, que ce soit le groupe des Écrits des forges, la Société des Dix et ses historiens, Vaugois et les auteurs du Boréal Express, le cercle de philosophie Gabriel Marcel, la Société des écrivains de la Mauricie, la Société d'histoire régionale et quelques autres.

Contrairement à Albert Tessier, dont le portefeuille avait fait de lui un mécène et un grand maître du recrutement, Marchand est forcé de développer l'édition à compte d'auteur. Les manuscrits s'empilent tout de même sur son bureau. Il faut dire que le poète-éditeur est une référence dans sa région, dans le milieu des lettres. La présidence d'honneur de la Société des écrivains de la Mauricie, qui lui est décernée à la fin de sa carrière, fait foi de cette reconnaissance. Une reconnaissance à la fois des encouragements qu'il a toujours prodigués aux écrivains de la relève et de l'influence qu'il a su gagner dans divers lieux de sociabilités littéraires. En effet, même enseveli sous le poids du travail, Marchand est demeuré très actif sur la scène culturelle mauricienne en plus d'entretenir des contacts fréquents avec des amis auteurs d'un peu partout au Québec et même d'Europe. Son réseau littéraire, riche de quelques décennies dans les domaines de la presse, de l'édition et de l'imprimerie, aura été d'une aide appréciable pour le développement de son entreprise.

CONCLUSION

Pour qu'une entreprise régionale connaisse pareil rayonnement à l'échelle de la province et survive aussi longtemps et à toutes sortes de conjonctures difficiles, il fallait que le Bien public possède de rares atouts. Cette thèse a voulu mettre en relief l'un d'entre eux, soit les riches réseaux de relations des dirigeants, Clément Marchand, Raymond Douville et Albert Tessier. D'autres facteurs de réussite ont été signalés, de même que les périodes creuses que traversent le journal, la maison d'édition et l'imprimerie mauriciennes durant leur longue existence. Mais ce sont surtout les connexions de l'entreprise et leur évolution dans le temps qui ont attiré mon attention. J'ai tenté de répondre à ces questions : Qui aide le Bien public et comment ? Il s'est avéré que parmi ces gens qui publient à l'enseigne des Éditions du Bien public ou qui collaborent aux périodiques imprimés sur les presses du Bien public, un grand nombre sont des amis ou des connaissances des trois directeurs et les ont fréquentés à d'autres occasions. Les liens qu'ils entretiennent dans le monde littéraire québécois, dans le milieu de l'éducation, parmi les clercs, les historiens amateurs et les hommes politiques vont permettre au Bien public d'obtenir des contrats, des collaborateurs et de précieux coups de pouce. Il faut dire que les acteurs vedettes de cette thèse ont rendu bien des services au fil des décennies, que ce soit en donnant une certaine visibilité à des auteurs ou en servant d'intermédiaires auprès du Premier ministre Duplessis. On assiste véritablement à des échanges de ressources, qui sont par ailleurs la raison d'être de tout réseau.

Sans l'abondante correspondance de Marchand et Tessier, il aurait été impossible de reconstituer les contacts qui favorisent l'entreprise. Néanmoins, il a fallu combiner différents types de sources pour donner un portrait assez juste des individus qui gravitent autour du Bien public, à différentes époques. Plusieurs

documents utilisés ici se retrouvaient pour la première fois entre les mains d'un chercheur. Mais l'originalité de cette recherche vient aussi du regard novateur posé sur des réseaux du passé et sur une entreprise fort importante en Mauricie et trop peu abordée dans l'historiographie. Reprenons maintenant les grandes articulations de la thèse qui couvre près de tout le vingtième siècle.

Dès sa fondation en 1909, la survie du *Bien public* dépend étroitement d'un groupe de clercs et de notables attachés à l'hebdo catholique et aux valeurs qu'il défend. Ensemble, ils fondent en 1914 la Compagnie du « Bien public », qui assure à l'entreprise une source de financement additionnelle. Malgré cette initiative et les suivantes visant à rentabiliser le journal, notamment la mise sur pied d'une imprimerie commerciale, les déficits continuent de s'accumuler et la Corporation épiscopale demeure au fil des ans le principal investisseur. Albert Tessier décrit dans ses *Souvenirs en vrac* la situation difficile dans laquelle se trouve *Le Bien public* au début de la grande Dépression. Toutefois, aucune recherche n'avait fait appel jusqu'ici aux archives de l'évêché de Trois-Rivières pour préciser le rôle de celui-ci et montrer toutes les tentatives de sauvetage entreprises pour conserver ce représentant de la bonne presse en Mauricie. Un examen des revenus et dépenses liés au périodique a permis de confirmer qu'un changement de propriétaires s'impose effectivement à l'aube des années 1930. Mais pourquoi léguer le fragile hebdo à Clément Marchand et Raymond Douville, si jeunes et si peu expérimentés dans le domaine du journalisme ?

L'abbé Tessier, qui les recommande, connaît fort bien leur talent de rédacteurs et surtout, le capital social dont ils disposent. Des travaux sur l'édition littéraire et les réseaux épistolaires avaient révélé quelques éléments biographiques concernant ces personnages, mais aucune étude n'avait fait état des relations intimes qu'entretient déjà Marchand, à l'aube de la vingtaine, avec les plus grands écrivains québécois du temps. Grâce à la correspondance du poète trifluvien, consultée en exclusivité, j'ai

pu mettre en relief ce réseau social important, montrer le rôle de Tessier dans cette remarquable intégration et découvrir la belle complicité qui lie Marchand et Douville avant même qu'ils acceptent la co-direction du *Bien public*. Tous ces éléments permettent de mieux comprendre comment un journaliste fraîchement diplômé du Séminaire de Trois-Rivières et un ancien chroniqueur du *Nouvelliste* héritent d'un périodique qui constitue un aussi grand défi.

Le chapitre 3 explique comment les deux amis vont tirer profit de leurs réseaux pour revitaliser et rentabiliser le vieil hebdo. À partir des échanges épistolaires de Marchand, j'ai pu montrer comment celui-ci devient un membre à part entière d'une certaine communauté littéraire qui regroupe les Asselin, Pelletier, Grignon, DesRochers, Choquette et autres figures célèbres de l'époque. Jusqu'à ce qu'il prenne la tête du *Bien public*, il demeure avant tout une recrue qui cherche l'appréciation des uns et des autres pour améliorer ses vers. Puis, la rumeur de son talent circule dans le milieu. Il devient un invité recherché à toutes ces rencontres d'écrivains, d'éditeurs et de critiques. Passant de simple journaliste à rédacteur en chef, Marchand a davantage à offrir à ces gens et il profite de ses nouvelles fonctions pour leur rendre service. Que ce soit un bon mot au Premier ministre Duplessis, député de Trois-Rivières et allié du *Bien public*, ou une critique dans les pages de son hebdo, Marchand tend la main à ses confrères, après avoir tant reçu d'eux. Il accepte également d'écrire pour une panoplie de périodiques nouvellement fondés à Montréal par ces mêmes individus qu'il côtoie dans les soirées littéraires.

Même si Marchand fréquente moins ces lieux de discussion une fois marié et surchargé de travail, il a suffisamment confiance en son réseau pour vouloir lui aussi diriger un magazine dont la qualité dépendrait de ses illustres amis. En 1937, il prend donc la direction du *Mauricien*, toujours avec Raymond Douville qui s'occupe cependant davantage du *Bien public* durant les trois années de parution de la revue. Marchand obtient effectivement des textes inédits d'écrivains connus. Les

collaborations des proches de Marchand et du réseau de l'abbé Tessier donnent un certain prestige à la publication, qui déborde du cadre purement mauricien et change son nom pour celui d'*Horizons*. Le nombre d'abonnés s'accroît rapidement. Malheureusement, le financement ne suit pas la même courbe et le périodique, trop coûteux à produire, disparaît à l'automne de 1939.

La fin d'*Horizons* marque aussi la fin du réseau littéraire de Marchand tel qu'il existait depuis une décennie. En effet, dans la deuxième moitié des années 1930, de nombreux conflits éclatent au sein de ces groupes d'auteurs qui avaient l'habitude de se côtoyer et de s'écrire. Les échanges épistolaires de Marchand ont permis de jeter un éclairage nouveau sur ces divisions aux racines multiples. Des conceptions différentes de la littérature, qui jusque-là avaient servi à alimenter de saines discussions, deviennent irréconciliables. Le régionalisme est désormais perçu par les plus contestataires, dont Albert Pelletier et Olivar Asselin, comme un programme littéraire qui restreint les écrivains dans le choix des sujets et leur traitement. Pelletier considère que le talent de Marchand se perd « dans le sentier régionaliste ». Il le réprimande et cesse de le fréquenter. Grignon s'offusque de l'attitude de Pelletier. Brien se plaint de critiques injustes à son endroit de la part de Grignon. Il semble de plus en plus difficile de distinguer le rôle de critique littéraire et celui d'ami. Et à cela s'ajoutent d'autres facteurs d'éloignement que j'ai mis en lumière dans mon texte. Ainsi, le réseau de Marchand se morcelle. De ce réseau qui l'avait appuyé dans ses premières expériences d'auteur et de directeur de périodiques, il ne reste que de petits groupes épars. Le journaliste trifluvien conserve parmi eux quelques amis fidèles, dont Roger Brien et Harry Bernard, mais il devra trouver d'autres appuis pour assurer la survie du *Bien public*. D'autant plus que le magazine *Horizons* endette Marchand et son compagnon.

Toujours durant les années 1930, les Éditions du Bien public lancent aussi une première collection, les « Pages trifluviennes », avec la collaboration du journal *Le*

Bien public et de ses dirigeants, mais sous l'entière responsabilité de l'abbé Albert Tessier. La correspondance de ce dernier s'est avérée d'une grande richesse pour rendre compte des expériences de propagandiste, de conseiller littéraire et d'éditeur qui préparent le jeune préfet à diriger une série de brochures aussi imposante, en pleine crise économique. Les lettres conservées avec soin par l'abbé Tessier permettent également d'analyser, au chapitre IV, les contacts grâce auxquels il finance, publicise et vend la trentaine de volumes qui composent cette collection. Les nombreuses connexions de l'éditeur dans le monde politique, parmi les commissaires d'écoles, les journalistes ou les bibliothécaires, constituent en effet un avantage considérable. Le recrutement des auteurs est lui aussi facilité par ce vaste réseau de relations.

Le succès des « Pages trifluviennes » semble proportionnel à l'enthousiasme entourant les fêtes du tricentenaire de Trois-Rivières et le régionalisme mauricien. Or, après cet événement, qui a lieu à l'été de 1934, l'engouement pour l'histoire régionale décroît et les individus si souvent sollicités pour contribuer à l'essor de la collection perdent leur entrain. Les gouvernements, les bibliothèques et les commissions scolaires manquent d'argent. Les journalistes de Montréal et d'ailleurs ne peuvent vanter continuellement la série trifluvienne sans ennuyer leurs lecteurs et leurs confrères de travail. Pour trouver de nouveaux débouchés aux publications mauriciennes, Tessier comprend qu'il doit donner une vocation plus large aux Éditions du *Bien public*. Les titres parus entre 1939 et 1941 démontrent en effet un certain changement de cap.

Au cours de cette période, Marchand et Douville prennent possession d'une imprimerie qui permettra d'éponger le déficit creusé par *Horizons* et de donner des bases financières plus solides à l'entreprise. Au chapitre V, on a pu voir les co-directeurs du *Bien public* devenir aussi les maîtres d'œuvre du secteur éditorial. En effet, à partir de 1942, l'abbé Tessier délaisse presque complètement les Éditions du

Bien public. À son titre d'inspecteur des écoles ménagères (1937) s'ajoute alors celui d'éditeur délégué, principalement pour Fides. Puisqu'il a moins de temps à consacrer au travail d'édition, Tessier signe des ententes qui le libèrent de certaines tâches prenantes, notamment la distribution et la publicité. Il continue toutefois d'assumer les coûts d'impression et fait office d'intermédiaire entre l'auteur et l'éditeur officiel, entre autres pour les remises d'argent aux écrivains. Ce rôle de conseiller lui permet d'être un allié formidable de l'Imprimerie du Bien public. En effet, au moins une douzaine de manuscrits publiés grâce à son portefeuille sont acheminés vers les presses de Marchand et Douville. Par exemple, les trois recueils de Félix Leclerc (*Adagio, Allegro, Andante*), réédités plusieurs fois entre 1943 et 1945, représentent l'un des contrats d'impression les plus importants de l'époque. C'est ce que révèle une abondante correspondance entre le poète et le mécène trifluvien qu'aucun chercheur n'avait utilisée jusqu'ici.

La présence de l'abbé Tessier dans l'entourage du Bien public, le passé catholique de l'hebdo mauricien et les quelques clercs qui y collaborent constituent probablement un atout pour la jeune imprimerie, qui hérite dans les années 1940 de plusieurs publications religieuses. Ainsi, les Éditions franciscaines (Montréal), le Bon Père Frédéric (Trois-Rivières) et les sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge (Nicolet) font confiance à Marchand et son équipe pour la réalisation d'un grand nombre d'ouvrages et de brochures. Grâce à l'aimable collaboration des archivistes des sœurs a.s.v., j'ai pu connaître les revenus et dépenses de l'Œuvre catéchistique, qui n'étaient pas d'emblée accessibles. Ces cahiers m'ont permis d'évaluer assez précisément l'apport de ces contrats pour les presses mauriciennes. Les factures d'imprimerie, conservées précieusement dans les archives de la communauté, ont constitué une source d'informations essentielle étant donné la masse de documents disparus dans l'incendie du Bien public. Les échanges épistolaires entre Marchand et les directrices de l'Œuvre catéchistique montrent aussi l'intérêt que portent ces dernières aux réseaux de leur éditeur. Les critiques louangeuses de l'abbé Tessier, de

Françoise Gaudet-Smet et de Jeanne L'Archevêque-Duguay permettent aux fascicules et cahiers d'exercices de sœur Ladislas de faire bonne figure dans les écoles ménagères et auprès des mères de famille. Durant ces années, l'entreprise de Marchand et Douville connaît donc un formidable envol. Les Éditions du Bien public gonflent leur catalogue de petits catéchismes qui se vendent à merveille, le conflit mondial retenant en France les manuels auparavant importés. Le journal *Le Bien public* se refait une beauté et l'imprimerie se met au service d'éditeurs qui ne possèdent pas leurs propres presses ou dont l'équipement est insuffisant.

Dans l'après-guerre, l'atelier de la rue Royale profite encore de cette clientèle d'éditeurs et de communautés religieuses, même si Tessier rompt son entente avec Fides en 1947 et que les sœurs de Nicolet envoient une partie de leurs travaux à l'imprimerie Tremblay & Dion de Québec. Ces deux sources de revenus sont remplacées par d'abondants contrats d'impression du gouvernement unioniste. En effet, le retour de Duplessis au pouvoir, après un mandat dans l'opposition, semble favoriser l'entreprise trifluvienne. Rappelons que *Le Bien public* a toujours accordé son appui au politicien. De plus, une vieille amitié lie le Premier ministre à Raymond Douville.

À la fin des années 1940, les presses du Bien public héritent aussi des publications du Centre marial canadien : la revue *Marie* et les tracts marials mensuels. Cette fois, la relation privilégiée qu'entretient Clément Marchand avec le directeur du magazine, Roger Brien, s'avère un atout pour l'imprimerie mauricienne. La longue collaboration (1947-1961) entre le centre nicolétain et le Bien public est ponctuée de fréquents retards de paiements, mais les dettes sont finalement épongées et ces contrats font rouler les presses mois après mois. Si Brien constitue un client plutôt désagréable, toujours à quémander un petit service à ses amis du Bien public, l'historienne doit saluer sa qualité d'épistolier assidue et son sens du détail. Grâce à une quarantaine de lettres souvent assez longues, j'ai pu évaluer l'apport financier des

travaux d'impression du centre marial et mettre en relief les inconvénients d'un lien d'affaires avec un proche. L'entreprise avait certes besoin de son réseau pour s'alimenter, mais Marchand et Douville devaient endurer une plus grande délinquance de la part d'un copain que d'une simple connaissance.

Les années 1950 sont également marquées par le retour d'Albert Tessier aux Éditions du Bien public. Comme directeur de collection, écrivain et personnage haut placé du milieu de l'éducation, la maison d'édition lui doit au moins 25 des 47 titres publiés à son enseigne durant cette décennie. La série « Histoire régionale » compte à elle seule 19 titres, dont un en 1946. Tessier recrute surtout les auteurs parmi ses vieilles connaissances. Il produit lui-même trois volumes et signe durant les mêmes années *Neuve-France* en dehors de la collection historique. Il s'occupe aussi personnellement des six livres de psychologie de Marie-Paule Vinay qui sont destinés entre autres aux écoles ménagères. Tout cela contribue également à alimenter l'imprimerie du Bien public, qui paraît fort occupée.

Ainsi, lorsque Douville accepte le poste de sous-secrétaire de la province, en 1959, Marchand se retrouve aux commandes d'une entreprise qui dispose encore de bons réseaux de relations. Même s'il perd son bras droit et qu'Albert Tessier abandonne définitivement son rôle de directeur de collection, j'ai démontré dans le dernier chapitre que ses anciens associés demeurent des appuis importants pour le Bien public. En effet, Douville utilise ses nouvelles responsabilités au Secrétariat de la province pour aider Roger Brien à rembourser les dettes de la revue *Marie* envers l'imprimerie trifluvienne. Par la suite, il collabore au *Mauricien médical*, imprimé au Bien public. En tant qu'éditeur délégué, il sert d'intermédiaire entre Marchand et la Société des Dix pour l'impression de ses cahiers. Comme Tessier, il continue de publier ses recherches aux Éditions du Bien public, dans la collection « Notre passé ». Leurs coups de pouce sont dignes de mention, mais Marchand possède également ses propres contacts pour assurer la rentabilité de son entreprise. Par exemple, les

collaborateurs de la section culturelle du *Mauricien médical* sont majoritairement des amis de l'imprimeur. Les éditeurs qui font appel à lui pour certaines publications se recrutent entre autres parmi ses connaissances. Denis Vaugeois, du Boréal Express, a déjà écrit des textes dans son hebdo et publié son premier livre à l'enseigne du Bien public. Gérald Godin des Éditions Parti pris est un bon ami de Marchand, qui l'a édité avant de se voir confier des travaux d'impression par la maison d'édition montréalaise. Sa réputation de poète et d'éditeur minutieux convainc plusieurs écrivains, surtout dans la région, de s'adresser à lui pour une première publication à compte d'auteur. En effet, Marchand doit aussi faire vivre une imprimerie et ses employés, en plus de sa propre famille. Il ne peut donc pas se permettre de puiser à même ses économies pour payer les factures d'impression de quelques protégés.

Même si les Éditions du Bien public ne manquent pas de manuscrits à publier, Marchand réalise dans les années 1970 que ses presses sont de moins en moins compétitives. En effet, sans le service de photocomposition, des contrats d'impression lui échappent en faveur d'imprimeries plus récentes et mieux équipées. En 1978, à 65 ans, il décide finalement de vendre l'entreprise à un imprimeur professionnel qui souhaite investir pour moderniser les installations. Quant au journal, qui dépend étroitement de la plume et du réseau de Marchand, il disparaît la même année.

Cette thèse apporte donc maintes connaissances nouvelles sur l'entreprise mauricienne et ses trois acteurs principaux. L'abbé Tessier, personnage tentaculaire, était davantage connu des historiens, étant donné les multiples métiers qu'il pratique et son impressionnante correspondance. Par contre, ses liens étroits avec le Bien public, à titre de directeur de collections et d'éditeur délégué, étaient méconnus. Quant à Clément Marchand, il avait été étudié davantage en littérature, pour ses écrits poétiques, que pour son travail dans le domaine de l'édition. Sa correspondance personnelle a permis de jeter un éclairage nouveau sur le monde littéraire québécois,

en montrant entre autres les échanges entre les écrivains de la Mauricie et ceux de Montréal et Sherbrooke, particulièrement durant les années 1930. Cette thèse a également contribué à faire découvrir Raymond Douville, qui était demeuré jusque-là « dans l'ombre de Tessier¹ ». Son rôle d'éditeur, de journaliste et d'imprimeur conserve une part de mystère, en raison du peu de lettres qui en témoignent. Nous savons cependant que, contrairement à Marchand, il ne s'est pas dévoué tout entier au *Bien public*. Il a poursuivi ses recherches historiques et multiplié les mandats dans de multiples associations, participant ainsi, à sa manière, à la visibilité de l'entreprise mauricienne.

Une entreprise comme le *Bien public*, qui touche plusieurs métiers du livre, aura permis d'enrichir l'histoire de la presse et de l'édition au Québec. Même si une étude de contenu du journal *Le Bien public* et de ses éditoriaux reste à faire, tant pour les premières années, avec Joseph Barnard comme rédacteur en chef, que pour le long règne de Marchand et Douville, la présente étude apporte tout de même des éléments de compréhension importants concernant la presse catholique et la vie des hebdomadaires régionaux au vingtième siècle. On a pu voir notamment que *Le Bien public* dirigé par l'évêché, devant la forte concurrence du *Nouvelliste*, a dû, comme *L'Action catholique* de Québec, trouver des moyens de conserver un certain lectorat et se doter d'une source de financement autre que les abonnements : l'imprimerie. Comme cela ne suffisait pas à rentabiliser l'entreprise, la Corporation épiscopale de Trois-Rivières s'est départi des presses en 1926, au profit des sœurs de l'Immaculée-Conception. La correspondance entre le gérant du *Bien public* et la communauté religieuse laisse croire que cette transaction visait à imprimer le journal à moindres coûts, en profitant du travail presque bénévole des sœurs i.m.c. Or, ces dernières ont fait valoir leurs droits à une rémunération convenable et l'ultime stratégie pour maintenir en vie l'organe de la bonne presse en Mauricie ayant échoué, *Le Bien public* s'est retrouvé

¹ *Histoire de la Mauricie* (sous la direction de René Hardy et Normand Séguin), Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 2004, p. 820.

entre les mains de laïcs, qui lui ont redonné un souffle nouveau. Les deux jeunes journalistes qui reprennent le flambeau ne sont pas au bout de leur peine, mais ils possèdent un bon réseau de collaborateurs, la plupart écrivant bénévolement. Plusieurs leur resteront fidèles de nombreuses années et c'est ainsi, et grâce aux revenus des presses du Bien public qui renaissent en 1938, que l'hebdo pourra vivre encore quarante-cinq ans.

Alors que *L'Action catholique* et la maison d'édition associée avaient profité surtout des réseaux de l'Église, le journal *Le Bien public*, les Éditions du Bien public et l'imprimerie du même nom, bénéficient de réseaux plus variés, alliant les contacts en politique et les amitiés littéraires, mais aussi les connaissances dans le milieu de l'éducation et au sein du clergé. Tous ces contacts de Marchand, Douville et Tessier leur donnent accès à un large éventail de ressources, dont ils savent tirer profit. Ces réseaux diversifiés ne constituent pas l'unique atout de l'entreprise régionale, mais ils en sont peut-être le principal ciment. En effet, à chaque période de tourmente, quand le monde de l'édition connaît une crise ou que le régionalisme n'a plus la cote, les dirigeants savent puiser dans leur bassin d'amis et de clients fidélisés pour traverser l'épreuve et continuer encore une décennie, puis une autre.

Qu'une thèse place les réseaux au cœur de sa problématique et les étudie sur une période aussi longue, constitue un trait distinctif majeur de cette recherche. En choisissant d'aborder plus d'un demi-siècle et de m'intéresser aux alliés des trois volets du Bien public (le journal, la maison d'édition et l'imprimerie), certaines avenues d'analyses, plus théoriques, devenaient inaccessibles. Par exemple, il était impensable de recenser les dyades ou triades d'amis et d'évaluer chaque fois l'intensité des liens entre les différents acteurs. Il aurait fallu pour cela examiner les échanges épistolaires entretenus entre tous les membres d'un réseau², alors que mon

² C'est ce que fait Michel Lacroix dans « Ponts, triades, trous ou comment décrire les réseaux littéraires. Le cas des relations entre Léo-Paul Desrosiers et les éditions Gallimard », dans *Les réseaux*

étude s'intéressait aux ressources que savent tirer Marchand et ses collègues de leurs connexions, en particulier pour aider leur entreprise. Il n'aurait donc pas été pertinent de lire par exemple les lettres entre Roger Brien et Claude-Henri Grignon, même si les deux individus font partie des proches du journaliste trifluvien. J'ai également souligné au premier chapitre les limites d'une étude portant sur des réseaux du passé, puisqu'il est impossible d'interroger directement chacun des protagonistes et de mesurer ainsi précisément leur rôle dans un projet donné.

Pour reconstituer ainsi les constellations d'acteurs qui se forment autour du Bien public et l'aident à se développer, pendant près de cinq décennies, j'ai dû m'inspirer des études en littérature sur les revues, les maisons d'édition et les réseaux épistolaires. Le concept de réseau élaboré par les sociologues s'est avéré bien précieux pour questionner les sources, en particulier la correspondance. À la lumière de cette thèse, il semble que les spécialistes en histoire du livre et de l'édition gagnent à intégrer certains questionnements des études de réseaux et à les adapter à leurs travaux sur la longue durée. Il est possible en effet de réinsérer des approches de littéraires et de sociologues dans un cadre historique, d'adopter le point de vue d'un historien ou d'une historienne et de s'enrichir des outils développés par ces autres disciplines.

Enfin, l'histoire du Bien public et de ses réseaux permet certainement de mieux comprendre le Québec contemporain et le développement des entreprises culturelles, qui se déploient grâce à l'aide de l'État, mais aussi et parfois davantage avec des ressources obtenues ici et là d'amis et de contacts divers.

APPENDICE A.1
ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DU « BIEN PUBLIC » (1915) (1ère partie)

Nom	Occupation	Paroisse/localité
Corporation épiscopale des Trois-Rivières		
Pères Oblats		Cap-de-la-Madelaine
J.E. Paquin	procureur de l'Évêché	Évêché de Trois-Rivières
rév. Émile Cloutier	vice-chancelier de l'Évêché	Évêché de Trois-Rivières
rév. Ubald Marchand	chancelier de l'Évêché	Évêché de Trois-Rivières
abbé Joseph Bérard	aumônier	Hôpital St-Joseph, T.-R.
abbé Henri Vallée	aumônier	Pointe-du-Lac
chanoine Prosper Cloutier	chanoine	Champlain
chanoine François Boulay	chanoine	Saint-Ursule
chanoine Jules J. Massicotte	chanoine	Évêché de Trois-Rivières
abbé Edmond Poisson	curé	Pointe-du-Lac
Rév. J.Narcisse Tessier	curé	Louiseville
abbé Charles Boutet	curé	St-Luc, comté de Champlain
Mgr L. Eug. Duguay	curé	Saint-Barnabé
abbé H.O. Lacerte	curé	Saint-Prosper
abbé Thomas Caron	curé	Saint-Maurice
abbé Elzéar S. de Carufel	curé	Saint-Sévère
abbé P.A.A. Bellemare	curé	Batiscan
Mgr Denis Gérin	curé	Saint-Justin
J.P. Garceau	curé	Saint-Léon
abbé Philippe Lesage	curé	Saint-Alexis des Monts
abbé Dionis Gélinas	curé	Notre-Dame-des-Neiges
chanoine J.A.E. Laflèche	curé	Saint-Paulin
chanoine J.F. Béland	curé	Maskinongé

APPENDICE A.1
ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DU « BIEN PUBLIC » (1915) (2e partie)

Nom	Occupation	Paroisse/localité
abbé Antoine Auger	curé	Paroisse St-Phillippe, T.-R.
abbé Émile Turcottte	curé	Louiseville
abbé Joseph Jacob	professeur	Séminaire de Trois-Rivières
abbé Joseph Gélinas	professeur	Séminaire de Trois-Rivières
abbé Donat Baril	professeur	Séminaire de Trois-Rivières
abbé Émile Trudel	professeur	Séminaire de Trois-Rivières
abbé Raoul Lamy	vicaire	Saint-Barnabé
abbé Hervé Trudel	vicaire	Évêché de Trois-Rivières
J.L. Sanschagrin		Trois-Rivières
Prudent Proulx		Saint-Séverin
C.S. Thompson		Les Chutes, Shawinigan
G.H. Robichon	avocat	Trois-Rivières
P.N. Martel	avocat	Trois-Rivières
Édouard Langlois	avocat	Trois-Rivières
Joseph Barnard	avocat	Trois-Rivières
Anselme Dubé	entrepreneur	Trois-Rivières
Thomas Bournival	gérant caisse pop.	Trois-Rivières
J.N. Godin	marchand	Trois-Rivières
J.B. Loranger	marchand	Trois-Rivières
Ovide Rocheleau	marchand	Trois-Rivières
Adolphe Fugère	marchand	Trois-Rivières
J.A. Lemire	notaire	Trois-Rivières
J.F. Paradis	organiste	Trois-Rivières
Georges LeFrançois	typographe	Trois-Rivières

Source: AETR, Fonds Bien public

APPENDICE A.2
LISTE DES DONATEURS APPUYANT LA COMPAGNIE
DU « BIEN PUBLIC » EN 1917*

Chanoines du Chapitre de la cathédrale		
J.N. Tessier	2 000 \$	
JF Béland	2 000 \$	
Théophile Joyal	2 000 \$	
Mgr U. Marchand V.G.	300 \$	
Napoléon Caron	500 \$	
Télesphore Laflèche	500 \$	
François Boulay	500 \$	10 000 \$
Prosper Cloutier	500 \$	
J.B. Grenier	500 \$	
Jules Massicotte	300 \$	
Louis Denoncourt	250 \$	
J.E. Paquin	250 \$	
J.A. Moreau	200 \$	
Louis Chartier	200 \$	
Abbés		
L.Eugène Duguay	1 000 \$	
Louis R. Laflèche	500 \$	
J.A.E. Laflèche	300 \$	
Mgr Denis Gérin	200 \$	
Euchariste Héroux	200 \$	
L.A.L. Dusablon	100 \$	
Émile Gélinas	100 \$	2 900 \$
Adélard Lupien	25 \$	
Théotime Gravel	100 \$	
Alphonse Caron	50 \$	
Adélard Lamy	200 \$	
J.G. Laquerre	50 \$	
Élisée Panneton	50 \$	
Émile Lessard	25 \$	
Total	12 900 \$	

N.B.: Les individus dont le nom est en caractère gras sont des actionnaires de la Compagnie du « Bien public ».

*Cette liste date de 1917, car un montant de 12 900\$ destiné au Bien public apparaît dans le Cahier de reddition des comptes de la Corporation cette année-là.

Source: AETR, Fonds Bien public.

APPENDICE A.3
MEMBRES ET DIRIGEANTS DE LA CAMPAGNE DE PROPAGANDE EN FAVEUR DE LA
PRESSE CATHOLIQUE (1921)

Nom	Occupation
Bachand, H.-E.	Courtier en assurances
Barnard, Joseph	Directeur du Bien public
Beaudry, R.	Médecin
Bisson, Henri	Président Chambre de commerce
Bisson, Roger	E.D.D.?
Bourgeois, Charles	Président St-Vincent de Paul
Cloutier, François-Xavier	Évêque
Denoncourt, Louis (chanoine)	Curé paroisse St-Philippe
Durand, Louis-Delavole	Directeur de l'Éveil
Eustache, (père)	Franciscain
Ferdinand (père o.f.m.)	Aumônier cercle Ozanam A.C.J.C.
Gariépy, Wilfrid	Jésuite
Gélinas, Dionis	Gérant du Bien public
Gélinas, Maurice	Industriel (président comité trifluvien A.C.J.C.)
Germain, Azarias	Président des Zouaves
Godbout, J.-B.	Président Voyageurs de commerce
Hébert (frère)	Directeur Académie De la Salle
Héroux, Onésime	Journaliste
Joyal, Arthur (père o.m.i.)	Directeur des Retraites fermées
Labelle, Normand	Dirigeant Chevalier de Colomb
Lemire, A. (abbé)	Curé paroisse St-Cécile
Lessard, Euclide	Directeur service librairie Cercle St-François A.C.J.C.
Marchand, Ubald	Vicaire général du diocèse
Marcotte, Maurice	Gérant de banque
Massicotte, Jules (chanoine)	Curé Cathédrale
Mineau, Alide	Directeur service librairie A.C.J.C.
Normand, Louis-Philippe	Médecin
Panneton, Georges (abbé)	Vicaire paroisse Ste-Geneviève
Pinsonneault, Léo	E.D.D.?
Rheault, Onésime	Président C.O.C.
Rocheleau, Raoul	Président Cercle Valiquette A.C.J.C.
Sirois, Willie	Courtier en assurances
Tessier, Albert (abbé)	Professeur Séminaire de Trois-Rivières
Tourigny, J.-R.	Commis
Tremblay, Vilmond	Gérant de banque
Trudel, J.-Arthur	Notaire
Vallée, Henri (abbé)	Aumônier comité trifluvien A.C.J.C.

N.B.: Les individus dont le nom est en caractère gras sont des actionnaires de la Compagnie du « Bien public ».

APPENDICE B
TITRES PARUS À L'ENSEIGNE DE LA COMPAGNIE DU « BIEN PUBLIC »
ENTRE 1914 ET 1924

Auteurs	Titres	Année
Gélinas, Joseph-Gérin (abbé)	Arthur Beaulac	1914
Cloutier, François-Xavier (Mgr)	Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.X. Cloutier, t. 3: 1909-1914	1914
Cloutier, Prosper (chanoine)	Histoire de la paroisse de Champlain	1915
Dupont, Claude	La meilleure part. Drame social en trois actes	1915
Loyal, Arthur (Père o.m.i.)	Deuxième centenaire du Sanctuaire national de Notre Dame du Cap 1715-1915	1915
Duguay, Louis Eugène (abbé)	Généalogie de la famille de Pierre Duguay	1916
Plourde, Amanda	Notes historiques sur la paroisse de Saint-Léon le grand	1916
Godin, Louis-Georges	Les « Dicts » du passant (billets)	1921
Gilbert Sauvage, Louise-Georgette	Glissades	1923
Cloutier, François-Xavier (Mgr)	Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.X. Cloutier, t.4: 1914-1923	1923
s.n.	Famille Alexis Reau. Petites notices biographiques et généalogiques	1923
Francoeur, Athanase (o.m.i.)	Nos zouaves et la Sainte Vierge. Allez dans la protection de Marie	1924

APPENDICE C
TITRES ÉDITÉS OU IMPRIMÉS AU BIEN PUBLIC ENTRE 1932 ET 1978

Auteurs	Titres	Année	Autre éditeur	Collections
Tanghe, Raymond	Au pays de l'énergie	1932		Pages trifluviennes
Marchand, Clément	Bas-Reliefs	1932		Pages trifluviennes
Landry, Armour	Bribes d'histoire	1932		Pages trifluviennes
Brouillette, Benoît	Développement industriel de la Vallée du Saint-Maurice	1932		Pages trifluviennes
Godin, Louis-Georges	Mémorial trifluvien (première et deuxième partie)	1932		Pages trifluviennes
Hamelin, Eddie (Jean Véron) (abbé)	La paroisse de Champlain	1933		Pages trifluviennes
Boucher de la Bruère, Montarville	Chapelles et églises trifluviennes	1933		Pages trifluviennes
Surveyer, Edouard-Fabre	Députés des Trois-Rivières de 1792 à 1808	1933		Pages trifluviennes
Désilets, Auguste	La Grand'Mère	1933		Pages trifluviennes
Vallée, Henri (abbé)	Les journaux trifluviens de 1817 à 1933	1933		Pages trifluviennes
Panneton, Auguste (Sylvain)	Mon petit pays	1933		Pages trifluviennes
Desaulniers, Joseph (abbé)	Reliques trifluviennes	1933		Pages trifluviennes
Dubé, Dollard	Les vieilles forges il y a 60 ans	1933		Pages trifluviennes
Desbiens, Lucien	Au coeur de la Mauricie (La Tuque)	1933		Pages trifluviennes
Trudel, Hervé (prêtre)	Batiscan (St-François-Xavier de)	1933		Pages trifluviennes
Dubé, Dollard	Légendes indiennes du Saint-Maurice	1933		Pages trifluviennes
Olier, Moïsette (Mme Corinne-Paule Beauchemin)	Châiniganne	1934		Pages trifluviennes
Audet, Francis-Joseph	Le comté de Maskinongé (1853-1867)	1934		Pages trifluviennes
Audet, Francis-Joseph	Députés des Trois-Rivières (1808-1838)	1934		Pages trifluviennes

Audet, Francis-Joseph	Les députés de la région des Trois-Rivières (1841-1867)	1934		Pages trifluviennes
Surveyer, Edouard-Fabre	Députés de Saint-Maurice et Buckinghamshire (1792-1808)	1934		Pages trifluviennes
Audet, Francis-Joseph	Députés de Saint-Maurice (1808-1838) et de Champlain (1830-1838)	1934		Pages trifluviennes
Duguay, Jeanne l'Archevêque	Écrin	1934		Pages trifluviennes
Panneton, Auguste (Sylvain)	En flânant dans les portages	1934		Pages trifluviennes
Tessier, Albert (abbé)	Jacques Buteux, le premier évangélisateur de la région du St-Maurice (1934-1952)	1934		Pages trifluviennes
Hamelin, Eddie (Jean Véron) (abbé)	Madame Després	1934		
Poulin, Gonzalve (Père o.f.m.)	Nérée Beauchemin	1934		Pages trifluviennes
Godbout, Archange (Père o.f.m.)	Les pionniers de la région trifluvienne: 1634-1647	1934		Pages trifluviennes
Dugré, Alexandre (Père s.j.)	La Pointe-du-Lac	1934		Pages trifluviennes
Tessier, Albert (abbé)	Troisième centenaire trifluvien (1634-1934)	1934		Pages trifluviennes
Giroux, Téléphore (Pierre Dupin)	Anciens chantiers du Saint-Maurice	1935		Pages trifluviennes
Bourgeois, Marguerite (carmélite missionnaire)	La belle au bois dormant	1935		Pages trifluviennes
Barrette, Victor	Tableaux d'histoire trifluvienne. Quatre pièces inspirées de l'histoire trifluvienne	1935		Pages trifluviennes
Massicotte, Edouard-Zotique	Sainte-Geneviève de Batiscan	1936		Pages trifluviennes
Breton, Paul-Emile (Père)	Cap-de-la-Madeleine. Cité mystique de Marie	1937		Pages trifluviennes
Plante, Hermann (abbé)	Saint-Justin, foyer de sérénité rurale	1937		Pages trifluviennes
Douville, Raymond	Aaron Hart	1938		
Larkin, Sarah	Radisson	1938		
Hamel, Georges-Henri	Ma petite patrie: questionnaire d'histoire...	1938	s.é.	
Choquette, Adrienne	Confidences d'écrivains canadiens-français	1939		
Le Normand, Michelle	Autour de la maison	1939		

Biron, Georges (abbé)	Deux cents ans de vie paroissiale (1738-1938) La Pointe-du-Lac	1939		Pages trifluviennes
Ladislav, soeur a.s.v.	Mes Cahiers d'enfant du Bon Dieu	1939		
Larkin, Sarah	Dimo et autres histoires de bêtes	1940		
Gauvreau, Jean-Marie	Artisans du Québec	1940		
Duguay, Jeanne l'Archevêque	Comme nous sommes heureux!	1940		
Marchand, Clément	Courriers des villages	1940		
Tessier, Albert (abbé)	Ouvre les yeux et regarde	1940		
Bourassa, Léo-Paul (s.j.)	L'âme japonaise	1941		
Ladislav, soeur a.s.v.	Aux petits du Royaume. Essai pratique de méthodologie catéchistique. Fascicule 1: Les secrets du bon Dieu (1ère partie)	1941		
Millicent (Amélie Leclerc/sr Marie de Loyola R.P.S.)	Campanule	1941		
Germain, Victorien	Le catéchisme pittoresque	1941		
Ladislav, soeur a.s.v.	Aux petits du Royaume. Essai pratique de méthodologie catéchistique. Fascicule 2: Les secrets du bon Dieu (2e partie)	1941		
Asselin, Jean	Principes de l'administration municipale par le système de gérant	1941		
Ladislav, soeur a.s.v.	Ma journée avec la sainte Église	1941		Mes Cahiers d'enfant de l'Église
Tessier, Albert (abbé)	Pèlerinage dans le passé	1942	Fides	
Duguay, Jeanne l'Archevêque	Offrande	1942	Fides	
Ladislav, soeur a.s.v.	Aux petits du Royaume. Essai pratique de méthodologie catéchistique. Fascicule 3: Les sources de la vie (1ère partie)	1942		
Ladislav, soeur a.s.v.	Aux petits du Royaume. Essai pratique de méthodologie catéchistique. Fascicule 4: Les sources de la vie (2e partie)	1942		
Ladislav, soeur a.s.v.	Aux petits du Royaume. Essai pratique de méthodologie catéchistique. Fascicule 5: La route dans la lumière (1ère partie)	1942		
Ladislav, soeur a.s.v.	Aux petits du Royaume. Essai pratique de méthodologie catéchistique. Fascicule 6: La route dans la lumière (2e partie)	1942		
Ladislav, soeur a.s.v.	Mon dimanche avec la sainte Église	1942		Mes Cahiers d'enfant de l'Église

Leclerc, Félix	Adagio	1943	Fides	
Tessier, Albert (abbé)	L'énigme américaine	1943	Fides	
Douville, Raymond	Jean Riquart. Premier colon de Sainte-Anne-de-la-Pérade et ancêtre des Familles Ricard 1667-1726	1943		
Ladislav, soeur a.s.v.	Mon année avec la sainte Église	1943		Mes cahiers d'enfant de l'Église
s.n.	La femme, intendante du foyer	1943	s.é.	
Leclerc, Félix	Allegro	1944	Fides	
Leclerc, Félix	Andante	1944	Fides	
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	Aux ordinands	1944		
Ladislav, soeur a.s.v.	Catéchisme et vie chrétienne	1945		
anonyme	Sainte-Angèle de Laval, 75 ans de vie paroissiale	1945		
Trudel, Paul-Eugène (o.f.m.)	Pageant historique sur Jean Trudel	1945		
Douville, Raymond	Les premiers seigneurs et colons de Sainte-Anne-de-la-Pérade 1667-1688	1946		L'histoire régionale
Piché, Alphonse	Ballades de la petite extrace	1946	Fernand Pilon	
Duguay, Jeanne l'Archevêque	Mater	1946	Éditions la famille/centre familial	
Panneton, Auguste (Sylvain)	Le long de la route	1946	Fides	
Tessier, Albert (abbé)	Canadiennes	1946	Fides	
Ghyvelde, Frédéric de (Père o.f.m.)	Mon premier voyage au Canada	1946	B.P.F.	B.P.F.
Ghyvelde, Frédéric de (Père o.f.m.)	Journal de voyage France-Italie-Palestine	1946	B.P.F.	
Bourgeois, Charlemagne-Edouard (abbé)	Une richesse à sauver. L'enfant sans soutien	1947	Éditions la famille/centre familial	
Piché, Alphonse	Remous	1947	Fernand Pilon	
Trudel, Paul-Eugène (o.f.m.)	Le Serviteur de Dieu, Père Frédéric de Chyvelde et Bethléem	1947	B.P.F.	
Marchand, Clément	Les Soirs rouges	1947		
Sainte-Jeanne d'Arc (soeur Ursuline)	Une éducatrice trifluvienne. Marie-Louise Dostaler (Mère Marie de l'Eucharistie)	1947	s.é.	

Duguay, Jeanne l'Archevêque	Épouse et mère avec Marie	1947	Centre marial canadien	
Brien, Roger	Chemin de croix à trois	1947	Centre marial canadien	
Ladislav, soeur a.s.v.	Vers la crèche	1947		Les Tout-petits dans le royaume
Ladislav, soeur a.s.v.	Vers la croix	1947		Les Tout-petits dans le royaume
Ladislav, soeur a.s.v.	Ton papa le bon Dieu	1947		Les Tout-petits dans le royaume
Ladislav, soeur a.s.v.	Ton frère Jésus	1947		Les Tout-petits dans le royaume
Ladislav, soeur a.s.v.	Ta grande famille	1947		Les Tout-petits dans le royaume
Ladislav, soeur a.s.v.	Le ciel ton héritage	1947		Les Tout-petits dans le royaume
René, M.-Carmen (soeur s.g.n.)	Soeurs grises nicolétaines. Mère Youville (Aurélien Crépeau) Ses auxiliaires. Son oeuvre	1948		
Ghyvelde, Frédéric de (Père o.f.m.)	Le mois du T.S. Rosaire	1948	B.P.F.	
Schwartz, Émile (o.f.m.)	L'âme retrouvée par la grâce de Saint François d'Assise: méditations, proses poétiques	1948		
Ladislav, soeur a.s.v.	Vers l'hostie	1948		Les Tout-petits dans le royaume
Ladislav, soeur a.s.v.	Vers le ciel	1948		Les Tout-petits dans le royaume
Porter, Fernand (o.f.m.)	L'institution catéchistique au Canada. Deux siècles de formation religieuse (1633-1833)	1949	Éditions franciscaines	
Pelletier, Georges-Léon (évêque)	Actes et Décrets du Deuxième Synode de Trois-Rivières	1950		
Lamothe, Léon	Chemin de la croix	1950		
Beauchemin, Nérée	Choix de poésies de Nérée Beauchemin	1950		

Houyoux, Joseph (prêtre)	Écoles de bonheur	1950		L'histoire régionale
Blanchard, Raoul	La Mauricie	1950		L'histoire régionale
Houyoux, Joseph (prêtre)	Routes canadiennes '49	1950		L'histoire régionale
Piché, Alphonse	Voies d'eau	1950	Fernand Pilon	
Tessier, Albert (abbé)	Le miracle du curé Chamberland	1950		L'histoire régionale
Lamontagne, Onésime (o.f.m.)	Nouvelle vie illustrée du Bon Père Frédéric	1950		
Panneton, Georges (prêtre)	Vous qui souffrez	1950	Fides	
Lasnier, Rina	Escales	1950	s.é.	
Thériault, Charles-Yvon	L'Apostolat missionnaire en Mauricie	1951		L'histoire régionale
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	L'Union romaine des Ursulines	1951	s.é.	
Durand, Germaine	Une saison à Cuba	1951		
Marie-Immaculée, sr a.s.v.	Mon livre d'enfant de Dieu	1951		
Tessier, Albert (abbé)	Les forges Saint-Maurice (1729-1883)	1952		L'histoire régionale
Boucher, Thomas	Mauricie d'autrefois	1952		L'histoire régionale
Houyoux, Joseph (prêtre)	Pour ou contre les Écoles de Bonheur?	1952		L'histoire régionale
Trudel, Marcel	Le régime militaire dans le gouvernement des Trois-Rivières (1760-1764)	1952		L'histoire régionale
Houyoux, Joseph (prêtre)	Le vrai visage des Écoles de Bonheur	1952		L'histoire régionale
Lamontagne, Onésime (o.f.m.)	Le souvenir. Bulletin annuel de la Cause de la Béatification du Père Frédéric Janssoone de Ghyvelde	1952	B.P.F.	
Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge	Mon livre d'enfant de Dieu: petites lectures catéchistiques pour les enfants de 1 ^{re} année	1952		Les Tout-petits dans le royaume
Désilets, Roseline	Jours radieux	1952?		
Vinay, Marie-Paule	Tempéraments et personnalité	1953		
Magnan, Antonio (abbé)	Le diocèse des Trois-Rivières, 1852-1952	1953		
Clément, Marcel	La femme dans la société	1953		
Vinay, Marie-Paule	Qui est Jeannette? Études de psychologie féminine	1953		

Bernard, Harry	Portages et routes d'eau en Haute-Mauricie	1953		L'histoire régionale
Marie-Immaculée, sr a.s.v.	Les tout-petits dans le Royaume. Livre de l'Éducateur (2 volumes)	1953		
Légaré, Romain (o.f.m.)	Ils étaient des nôtres	1953	B.P.F.	
Ladislav, soeur a.s.v.	Les tout-petits dans le Royaume. Livre de l'éducateur (tome 1)	1953		
Lamontagne, Onésime (o.f.m.)	Ceux qu'on prie dans le secret	1953	B.P.F.	
Nadeau, Gabriel	La fille du roy	1954		
Trudel, Jean-Paul	Saint-Augustin, humaniste. Étude sur la place de Saint Augustin dans l'histoire de la culture classique	1954		
Boucher, Thomas	Contes et légendes des Vieilles Forges	1954		L'histoire régionale
Thériault, Charles-Yvon	Trois-Rivières, ville de reflet	1954		L'histoire régionale
Bettez, Jules (prêtre)	Recueil de prières à l'usage des élèves du Séminaire Saint-Joseph	1954		
Trudel, Marcel	Chiniquy	1955		
Panneton, Georges (prêtre)	Chronique mariale trifluvienne	1955		L'histoire régionale
Vinay, Marie-Paule	Éléments de vocabulaire psychologique	1955		
Durand, Louis Delavoie (Léon Dufrost)	Laborieux, diligents, débrouillards!	1955		L'histoire régionale
Vinay, Marie-Paule	Nos bébés	1955		
Vinay, Marie-Paule	Nos enfants de 5 à 12 ans	1955		
Durand, Louis Delavoie (Léon Dufrost)	Paresseux, ignorants, arriérés	1955		L'histoire régionale
Douville, Raymond	Visages du Vieux Trois-Rivières	1955		L'histoire régionale
Boulet, Raymond-Marie	Celle qui n'a rien oublié	1955		
Vinay, Marie-Paule	Caractères et personnalité	1955?		
Légaré, Romain (o.f.m.)	Chronique du premier séjour du Père Frédéric au Canada	1956	B.P.F.	
Tessier, Albert (abbé)	Jean Crête et la Mauricie	1956		L'histoire régionale
Martel, Louis (abbé)	Mon pays	1956		
Tessier, Albert (abbé)	Neuve-France. Première partie 1524-1763	1956		
Brien, Roger	Vol et plongées (poèmes)	1956	Centre marial canadien	

Ladislav, soeur a.s.v.	Les tout-petits dans le Royaume. Livre de l'éducateur (tome 2)	1956		
Roy, Rosaire s.r.	Le bâton fourchu dans les îles du grand golfe	1957		
Légaré, Romain (o.f.m.)	An Apostel of two worlds. Father Frederic Janssoone	1958	B.P.F.	
Douville, Raymond	François Frigon pionnier de Batiscau	1958		
Panneton, Auguste (Sylvain)	Au fil de l'eau	1959	s.é.	
St-Onge, Bernard (prêtre)	Clares matins. Méditations d'adolescents	1959	Éditions des Rapides	
Huot, Maurice	Journalistes canadiens	1959		
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	Marie Guyart de l'Incarnation. Fondatrice des Ursulines au Canada (1599-1672)	1959		
Tousignant, Jean-Marc (prêtre)	Souliers de laine. Poèmes	1959	Éditions des Rapides	
Préfontaine, Yves	L'autre du poème	1960		
Godin, Gérald	Chansons très naïves	1960		
Vennes, Gaston	Inconscient freudien et problème de liberté	1960		
Lamontagne, Onésime (o.f.m.)	Un témoin de l'autre monde	1960	s.é.	
Levasseur, Jean-Marie	Le lieu théologique «Histoire». Contribution à une ontologie et introduction à une méthodologie	1960		
Tousignant, Jean-Marc (prêtre)	Naître ce matin. Poèmes	1960	Éditions des Rapides	
Maurault, Olivier (Mgr p.s.s.)	Légendes des tableaux de la décoration en l'église Notre-Dame de la Présentation d'Almaville (aujourd'hui Shawinigan Sud) Comté de Saint-Maurice	1960	s.é.	
Caden, José-Jean-Marie- Désiré	L'an I de Shawinigan (mai 1901-mai 1902)	1961		
Paradis-Hamel, Suzanne	La chasse aux autres: poèmes	1961		
Robert, Gabriel Aimé	Parlons français	1961		
Coiteux, Ferdinand o.f.m.	Martyr à Chefoo. Père Didace Arcand, o.f.m., missionnaire en Chine	1961	Éditions franciscaines	
Panneton, Georges (prêtre)	La cathédrale et l'évêché de Trois- Rivières: notes historiques	1961?		
Magnan, Antonio (abbé)	Le diocèse de Trois-Rivières, 1962	1962		
Robert, Gabriel-Roger	Éducation physique	1962		
Panneton, Auguste (Sylvain)	Horizons mauriciens	1962		

Blais, Gérard (abbé)	Les instituts familiaux en regard de l'humanisme	1962	s.é.	
Lafrenière, Cyrille	Loisir par la danse	1962		
Boulet, Gilles (abbé)	Nationalisme et séparatisme. Nationalisme ou séparatisme	1962	Éditions du Soc	
Robert, Georges	La part du feu. Notes critiques	1962	s.é.	
Dantin, Louis (Eugène Seers)	Poèmes d'outre-tombe	1962		Les Cahiers de Louis Dantin
Godin, Gérald	Poèmes et Cantos	1962		
Marier, Gérard	Rond-point	1962		
Vaugeois, Denis	L'Union des deux Canadas: Nouvelle Conquête	1962	Éditions du Soc	
Tessier, Albert (abbé)	Les Instituts familiaux du Québec	1962	Dép. de l'instruction publique	
Godin, Gérald	Nouveaux poèmes	1963		
Dantin, Louis (Eugène Seers)	Les Sentiments d'un père affectueux. Lettres de Louis Dantin à son fils	1963		Les Cahiers de Louis Dantin
Dantin, Louis (Eugène Seers)	Un manuscrit retrouvé à Kor-el-Fantin: la Chanson- nature de Saint-Linoud	1963		Les Cahiers de Louis Dantin
Panneton, Auguste (Sylvain)	Pochades	1964		
Brien, Roger	Le jour se lève	1965		
Brien, Roger	Prométhée. Dialogue des vivants et des morts	1965		
Panneton, Auguste (Sylvain)	La vie médicale au Vieux Trois-Rivières	1965		
Panneton, Auguste (Sylvain)	Par les chemins qui marchent	1965		
Lefebvre, Jean-Jacques	Généalogie de la famille Seers (1763-1963) et des familles alliées Perrin, Del Vecchio, Laurendeau, Brisset Des Nos	1966		Les Cahiers de Louis Dantin
Marier, Gérard	Ne jugeons pas les jeunes	1966		
Piché, Alphonse	Poèmes (1946-1950)	1966		
Blais, André	Sexualité et possession de soi	1966		
Clauser, Michel	Cela se passait à Jérusalem	1966	s.é.	
Provencher, R.-A.	D'une terre à l'autre. Les hommes sont frères	1967	s.é.	
Boissonneault, Charles-Marie	Histoire politico-militaire des Canadiens-français	1967		
St-Pierre, Madeleine	Intermittence (poésie)	1967		

Panneton, Georges (prêtre)	Jubilé d'or de sacerdoce du chanoine Georges Panneton 1917-1967	1967		
Le Franc, Marie	Lettres à Louis Dantin	1967		Les Cahiers de Louis Dantin
Deschênes, Claude	Pensées. Livre premier	1967		
Labonté, J.-Albert	Mes souvenirs	1967	s.é.	
Marville, Claude	Chaconne...	1968		
Nadeau, Gabriel	Dantin parmi les nègres. Dantin et l'universal bureau	1968		Les Cahiers de Louis Dantin
Vaugois, Denis	Les juifs et la Nouvelle-France	1968	Boréal Express	
Paradis, Louis-Roland	Silhouette d'un courant marin	1968		
Héroux, Claude (o.f.m.)	Avant-dire. Poèmes	1968		
Allard, Michel	La formation de l'enseignant d'histoire: recherche d'une pédagogie	1968	Boréal Express	
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	L'actualité des saints dans l'Église	1969		
Dufresne, Anne-Marie de Launière	Ma tante: la vie de Flore Pigeon	1969		
Panneton, Georges (prêtre)	Sommaire de théologie dogmatique	1969		
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	Vêtu...et dans le bon sens	1969		
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	L'Autorité dans l'Église	1969		
Lefebvre, André	Sur l'histoire. Contribution à l'élaboration de préliminaires pour l'enseignement	1969	Boréal Express	
Gervais, Guy	Poésie I	1969	Éditions Parti pris	
Thompson, J.-Antonio	Cinquante ans de vie musicale aux Trois-Rivières	1970		
Lafleur, Normand	La Drave en Mauricie des origines à nos jours. Histoire et tradition	1970		
Plante, Hermann (abbé)	Église catholique au Canada (1604-1886)	1970		
Duhaime, Jacques	Les habitants de l'Isle Sainte-Angèle	1970		
Allard, Michel	L'enseignement de l'histoire au niveau secondaire	1970	Boréal Express	
Dumont, Micheline	Apôtres ou agitateurs: la France missionnaire en Acadie	1970	Boréal Express	

Geoffroy, Jacques	La catoche orange	1970	Éditions Parti pris	
Parizeau, Gérard	Pages de journal	1970-1985		
Desjardins, Georges (père jésuite)	Antoine Roy dit Desjardins (1635-1684) et ses descendants	1971		
Rousseau, Jacques	Notre parler canadien et le français universel	1971		
Panneton, Georges (prêtre)	Le Christ-Roi vainqueur de Satan (Le Christ-Roi victorieux. Satan démasqué, écrasé.)	1971		
Therrien, Simone	Une catéchèse catholique?	1971		
Lajeunesse, Marcel	L'éducation au Québec (19e-20e siècles)	1971	Boréal Express	
Racette, Geneviève	Les travaux libres en histoire: une recherche	1971	Boréal Express	
Bellemare, Gaston	Bleu-source de terre	1971	Écrits des Forges	
Bonenfant, Yvon	L'oeil de sang	1971	Écrits des Forges	
Dionne, André	Dyke	1971	Écrits des Forges	
Godin, Guy	lom	1971	Écrits des Forges	
Clauser, Michel	La crèche de l'Enfant Jésus	1971		
Maluf, Fakri	The Challenge of Faith: a series of seventy-two morning meditations on successive days, recorded in the order in which they occurred	1972		
Panneton, Georges (prêtre)	La Croix étendard du Christ (La Croix. Signe du chrétien. Signe de contradiction. Signe de victoire)	1972		
Gervais, Joseph (prêtre)	Narcisse Gervais. Sa lignée, sa vie, sa famille	1972		Nos vieilles familles
Légaré, Romain (o.f.m.)	Pages choisies du serviteur de Dieu: le Père Frédéric Jansoone	1972	B.P.F.	
Chandenet, Mario	Prière avant et pendant l'indépendance	1972		
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	Promotion de la femme	1972		
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	Le Reliquaire de la grande Ursuline ou Histoire de la chapelle Saint-Michel à Tours (France)	1972		

Tessier, Albert (abbé)	Sainte-Anne-de-la-Pérade. Bref historique de trois siècles de vie paroissiale	1972		Notre passé
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	L'aventure anti-séminaire	1972		
Plamondon, Julien	Learning English vocabulary through crosswords: deuxième série. Clé de correction	1972		
Plamondon, Julien	Learning English vocabulary through crosswords: deuxième série.	1972		
Desrosiers, Richard	Le personnel politique québécois	1972	Boréal Express	
Lederc, Michel	Odes pour un matin public	1972	Écrits des Forges	
Dionne, André	Envers (précédé de Gangue)	1972	Écrits des Forges	
Larivière, Jean	Sauvage	1972	Écrits des Forges	
Fournier, Gérard-Claude	Présages de la mer	1972	Écrits des Forges	
Lord, René	Élégie à la Reine de Coeur	1972	Écrits des Forges	
Pellerin, Camille	Les Pellerin. Neuf générations de Pellerin	1973	s.é.	
Douville-Veillet, Vénérande	Souvenirs d'une institutrice de petite école de rang	1973		Notre passé
Tessier, Albert (abbé)	Louis-François Lafèche. Sa vie missionnaire 1844-1856	1973		Notre passé
Douville, Raymond	Hommes politiques de Sainte-Anne-de-la-Pérade	1973		Notre passé
Leboeuf, Rodolphe et Paul-Henri	Une grande figure d'éducateur. Mgr Irénée Douville 1838-1918	1973		Notre passé
Douville-Veillet, Vénérande	Souvenirs du Rapide-Nord. 1- Au temps de ma jeunesse	1973		Notre passé
Douville-Veillet, Vénérande	Souvenirs du Rapide-Nord. 2- Les occupations familiales	1973		Notre passé
Douville, Raymond	Pierre Moran. Premier ancêtre canadien des familles Grimard, Douville, Rompré, Dusablon et d'une branche des familles Périgny et L'Écuyer	1973		Nos vieilles familles
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	L'Église en croix	1973		
Panneton, Georges (prêtre)	Le sacerdoce. Les déserteurs	1973		

Parizeau, Gérard	Joies et Deuils d'une famille bourgeoise	1973		
Tremblay, Raymond	COBOL ANS: débutant	1973		
Coupal, Louis	D'un Coupal à l'autre	1973		
Bernard, Jean-Paul	Les idéologies québécoises au 19e siècle	1973	Boréal Express	
Bonenfant, Yvon	Transex-mutations	1973	Écrits des Forges	
Lemieux, Gilles	L'	1973	Écrits des Forges	
Larivière, Jean	Innocence	1973	Écrits des Forges	
Caron, Louis	L'illusionniste (suivi de) Le Guetteur	1973	Écrits des Forges	
Beumier, Joseph-Louis (Mgr)	Retour au magistère	1974		
Tessier, Armand-S. (abbé)	Les souvenirs de Monsieur Sadoth	1974		Notre passé
Thibault, Daniel	Nos beurreries et fromageries d'autrefois	1974		Notre passé
Chamberland, Louis-Joseph (chanoine)	Au soir d'un beau jour. Souvenirs d'un curé à la retraite	1974		
Lavallée, Guillaume (o.f.m.)	Citations de choix	1974		
Marchand, Jean-René	Une ville du Nord: Sainte-Thècle, cent ans d'histoire	1974		
Provencher, Jean	Douleur du fragment	1974	Écrits des Forges	
Boisvert, Yves	Pour Miloiseau	1974	Écrits des Forges	
Provencher, Jean	Les Sangles	1974	Écrits des Forges	
Boisvert, Yves	Mourir épuise	1974	Écrits des Forges	
Douville, Raymond	Yves Phlem dit Yvon Le Breton. Ancêtre des familles Hivon. Les tribulations d'un guérisseur à Sainte-Anne-de-la-Pérade au 18e siècle	1975		Nos vieilles familles
Tessier, Albert (abbé)	Mon enfance au Bas-de-Sainte-Anne (1895-1910)	1975		Notre passé
s.n.	Le cataclysme de la rivière Sainte-Anne en 1894. Récit complet des catastrophes de Saint-Alban et de Sainte-Anne-de-la-Pérade (d'après les journaux de l'époque)	1975		Notre passé

Douville, Raymond	Un Canadien errant natif de La Pérade. À la recherche de l'or dans l'Ouest américain	1975		Notre passé
Tessier, Albert (abbé)	Petite histoire de notre «petit poisson des chenaux»	1975		Notre passé
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	Notre temps et l'Église	1975		
Légaré, Romain (o.f.m.)	Le Bon Père Frédéric, of.m. et Trois-Rivières	1975	B.P.F.	
Jésus Viveros, Marcial de	Adorations: une visite au Saint-Sacrement pour chaque jour de la semaine	1975		
Blais, Gérard (abbé)	Foi sans détours: questions de doctrine	1975		
Dargis, Daniel	Perce-neige	1975	Écrits des Forges	
Fréchette, Jean-Marc	Le Retour	1975	Écrits des Forges	
d'Amour, Charles	101 caricatures de Delatri	1975		
Robert, Gabriel Aimé	Le système métrique	1975		
Klimov, Alexis	Des arcanes et des jeux: XXII ordonnances pour une fête baroque	1976		
Douville, Raymond	Les «filles du Roy» aux origines de Sainte-Anne. Nos premières mères de famille	1976		Notre passé
Vallée, Édith (Soeur)	Figures du temps de nos grand'mères (première série)	1976		Notre passé
Giroux, Albert	Les églises de Sainte-Anne-de-la-Pérade. tome 1: La chapelle Saint-Nicolas (1671-1715)	1976		Notre passé
Douville, Raymond	Nos premières mères de famille	1976		Notre passé
Fréchette, Jean-Marc	L'Altra Riva	1976	Écrits des Forges	
Godin, Robert	Les jumelles interdites	1976	Écrits des Forges	
Nadeau, Marcel	Astrolabe: poèmes	1977		
Carignan, Paul-Henri (prêtre)	Mgr Albert Tessier éducateur	1977		Notre passé
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	La Primauté de Pierre	1977		
Filion, Lucien	Histoire de La Tuque à travers ses maires	1977		
Oury, Guy-Marie (o.s.b.)	La créativité liturgique	1977		

s.n.	Deux médecins natifs de La Pérade: André Bigué, premier médecin et premier pharmacien de l'Abitibi; Antonio Pelletier, médecin-poète membre de l'École littéraire de Montréal	1977		Notre passé
Hains, Guy	Les névrites post-traumatiques: cause première de multiples maladies	1977		
Verrette, René	Plantes du sol trifluvien	1977		
Trépanier-Massicotte, Janine	Saint-Stanislas, comté de Champlain: chronologie, 1760-1937	1977		
Guérin, Michelle	Temple oral (Poèmes)	1977		
Biron, Hervé	L'herbier de chair	1977	Hexagone/Boréal	
Pozier, Bernard	À l'aube, dans l'dos	1977	Écrits des Forges	
Jacob, Louis	Avant-Serrure	1977	Écrits des Forges	
Dionne, André	Demain d'aujourd'hui	1977	Écrits des Forges	
Pozier, Bernard	Manifeste: Jet/Usage/Résidu	1977	Écrits des Forges	
Beaumier, Joseph-Louis (Mgr)	Catherine de Sienne « ce doux Crieur de Dieu »	1978		
Deshaies, Georges-Henri	Vieilles familles de Nicolet. Les Deshaies dit Saint-Cyr Les Roy	1978		
Drouilly, Jean	Des secrets et des signes (poèmes)	1978		
Gauthier, Jacques	Oraison des saisons (poèmes)	1978		
Gauthier, Jacques	Dégel en noir et blanc: poèmes	1978		
Trépanier-Massicotte, Janine	Chez-nous en Nouvelle-France, 1608-1787	1978		collection St- Stanislas
Thiffault, Jacques	Histoire de Saint-Adelphe à travers sa vie scolaire	1978		
Saint-Cyr, Georges- Henri	Vieilles familles de Nicolet	1978		
Larkin, Sarah	The gift of life/Le don de la vie	1978		
Chevalier, Jean-Claude (abbé)	Prêtres natifs de Ste-Anne (première série)	1978		Notre passé
Caron, Jeannette	Figures du temps de nos grand'mères (deuxième série)	1978		Notre passé
Grimard, Charles-E.	Le Petit Chenal il y a 50 ans	1978		Notre passé
Douville, Raymond	La vie misérable d'un colon des premiers temps François Frigon, coureur des bois et pionnier de Batiscan et de la Seigneurie Sainte- Marie	1978		Nos vieilles familles

Fournier, Rodolphe	Lieux et monuments historiques des Trois-Rivières et environs	1978		
Panneton, Georges (prêtre)	Une croisade. 50 ans d'apostolat dans l'Église Militante	1978		
Vachon, André	Madeleine de Verchères	1978		Notre passé
Lacoursière, Paul	La destinée des «Koska»: Saint-Stanislas comté de Champlain	1978		collection St-Stanislas
Saint-Cyr, Georges- Henri	Les familles Deshaies dit Saint-Cyr et Roy à Nicolet	1978		
Caron, Jeannette	Figures du temps de nos grand'mères (troisième série)	1978		Notre passé
Larkin, Sarah	Dimo and the animal stories	1978		
Boisvert, Yves	Simulacre dictatorial	1978	Écrits des Forges	
Saint-Yves, Denuis	En débordement de quoi	1978	Écrits des Forges	
Boisvert, Yves	Code d'oubli	1978	Écrits des Forges	
Vallée, Marcelle	La vie musicale à Sainte-Anne-de-la-Pérade	1978		Notre passé
Larkin, Sarah	Dimo et autres histoires de bêtes	1978		

APPENDICE D
CONTRAT ENTRE SARAH LARKIN LOENING ET LES ÉDITIONS DU BIEN PUBLIC (1978)

1963, rue Royale

Trois-Rivières, Qué.

Téléphone: 378-2484

EDITIONS DU BIEN PUBLIC

Le 15 juin 1978.

Contrat d'édition

Les Éditions du Bien Public s'engagent à publier dans un délai de huit mois à compter du 15 juin 1978

Dino et autres histoires de bêtes

par Sarah Larkin

Nombre de pages: 140 (112pp. de texte) (20pp. photos des bêtes)
(au début de chaque chapitre) (8pp. de hors-texte reportage
sur la vie de Sarah Larkin en Haute-Mauricie).
Papier bouffant vélin des Papeteries Rolland.
Couverture en deux couleurs.
Format: 5½ x 8½".
Tirage: 2,000 exemplaires.

Mme Albert P. Loening s'engage à verser aux Éditions du Bien Public la somme de quatre mille neuf cents dollars (\$4900.) à titre d'aide à l'édition. Premier versement \$2000. à la signature du contrat; deuxième versement \$2900. soixante jours après la parution de la nouvelle édition revue et augmentée de Dino et autres histoires de bêtes, comportant un reportage de la vie de l'auteur en forêt de la Haute-Mauricie.

Droits d'auteur

"Dino..." sera mis en vente au prix de \$6.00 l'exemplaire. L'auteur touchera en droits d'auteur la somme de \$1.50 par exemplaire vendu. Les versements à l'auteur seront effectués le premier janvier et le premier juillet de chaque année d'après les ventes consignées dans nos livres.

L'auteur reste maître de son œuvre et peut en user à sa guise pour d'autres éditions.

EDITIONS DU BIEN PUBLIC

(suite du contrat d'édition de Dingo)

2...

Tirage

Dès que le livre sera paru, l'auteur recevra deux cent cinquante (250) exemplaires transport payé à son domicile de Southampton, état de New York.

Mille sept cent cinquante exemplaires (1750) resteront chez l'éditeur pour le service de presse aux journaux et la vente aux librairies et au public.

D'autres exemplaires pourront être obtenus sans frais par l'auteur, sur demande à l'éditeur.

Fait à Trois-Rivières, Québec, Canada, le 15 juin 1978.

Sarah Larkin Loening -

Mme Albert-P. Loening

Clément Marchand.....

Clément Marchand, directeur

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES

Archives du Séminaire de Trois-Rivières

Fonds Albert Tessier (0014)
Fonds Maurice Duplessis (FN-0019)
Fonds Nérée Beauchemin (0011-277)
Fonds Raymond Douville (0056)
Chemise sur Clément Marchand (DR-0368-133)

Collection personnelle de Clément Marchand (Trois-Rivières)

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

Centre d'archives de Montréal

Fonds Roger Brien (MSS-352)
Fonds Simone Routier (MSS-234)
Fonds Michelle Le Normand/Léo-Paul Desrosiers (MSS-026)
Fonds Robert Choquette (MSS-413)
Fonds Gustave Lamarche (MSS-280)
Fonds Claude-Henri Grignon (MSS-246)

Centre d'archives de Québec

Fonds Raymond Douville (P380)

Centre d'archives de la Mauricie et du Centre-du-Québec (Trois-Rivières)

Fonds Alphonse Piché (P19)

Archives des Sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge (Nicolet)

Archives de l'Évêché de Trois-Rivières

Fonds Mgr F.-X. Cloutier
Fonds sœurs de l'Immaculée-Conception
Fonds Le Bien public
Fonds Corporation épiscopale des Trois-Rivières
Fonds Notre-Dame des Sept-Allégreses

Archives des Sœurs de l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge (Laval)

Chroniques des sœurs m.i.c. (612/7600-00/1)
Contrat d'impression du *Bien public* par les sœurs m.i.c. en 1926 (612/2130-00)

Correspondance entre l'assistante conseillère générale et les membres de la communauté 1926-1965 (612-7740/GO)
Fonds Délia Tétreault (1933)

Archives du Séminaire de Nicolet (ASN)

Fonds Françoise Gaudet-Smet (F261)
Fonds Jeanne l'Archevêque-Duguay (F377)
Fonds Raymond Douville (F260)

Archives du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ)

Documents concernant le Bien public (catalogue, entrevues, notes)

Fonds Biron de l'Université du Québec à Trois-Rivières

Dossier d'archives sur Clément Marchand (+BIRA0369)
Dossier de presse sur Clément Marchand (+BIRD0664)
Dossier d'archives sur Raymond Douville (+BIRA0165)

SOURCES IMPRIMÉES

Documents ecclésiastiques

Cloutier, F.-X., *Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.-X. Cloutier*, tome 3 : 1909-1914, Trois-Rivières, Imp. La Cie. « Bien public », 1914, 581 p.

Cloutier, F.-X., *Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.-X. Cloutier*, tome 4 : 1914-1923, Trois-Rivières, Imp. La Cie. « Bien public », 1923, 554 p.

Cloutier, F.-X., *Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.-X. Cloutier*, tome 5 : 1923-1932, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1932, 565 p.

Cloutier, F.-X., *Mandements, lettres pastorales et circulaires de Mgr F.-X. Cloutier*, tome 6 : 1932-1933, Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1933, 132 p.

Documents officiels

État des comptes publics de la province de Québec, Québec, Imprimeur de Son Excellente Majesté le Roi, 1930-

Rapports annuels du Conseil des arts du Canada (1959-1978)

Rapports annuels du Ministère des Affaires culturelles du Québec (1961-1978)

Dépliant publicitaire

1963-2003 *Boréal, une histoire à lire...*, Montréal, Boréal, 2003, 60 p.

Recueil de correspondances et d'entrevues

Entrevue avec Clément Marchand dans Melvin Yoken. *Entretiens québécois*, Montréal, Pierre Tisseyre, 1986, p. 203-234.

L'autre Ferron (sous la direction de Ginette Michaud), Montréal, Fides, 1995, 466 p.

Répertoire

Canadian Newspaper Directory (McKim's directory of canadian publications), Montréal & Toronto, A. McKim & Co. Publishers, 1909-1978.

Témoignages et textes autobiographiques

BOIVIN, Jean-Louis, *Vécu d'un endormeur. Propos d'anesthésiste*, Cap-Saint-Ignace, Édition La Plume d'Oie, 2006, 306 p.

BONENFANT, Joseph, « Clément Marchand, à l'avant-garde de la tradition », Présentations de l'Académie des lettres et des sciences humaines, *Société royale du Canada*, 50 (1997) : 11-22.

LUSSIER, Yvon et Albert Melançon, *Premiers éléments pour l'élaboration d'une politique du livre*, Québec, 19 octobre 1974, 228 p.

MARCHAND, Clément, « Comment j'en vins à écrire », *L'Enseignement secondaire*, 21, 3 (décembre 1941) : 195-202.

———, « Les samedis soirs d'Albert Pelletier », *Écrits du Canada français*, 34 (1972) : 37-42.

———, « Témoignage de Clément Marchand : 50 ans à la Société royale du Canada » dans Présentations de l'Académie des lettres et des sciences humaines, *Société royale du Canada*, 50 (1997) : 201-212.

Numéro spécial sur Clément Marchand dans *En vrac. Cahiers de la Société des écrivains de la Mauricie*, 47 (hiver 1993).

RICARD, François, « Hommage à Clément Marchand », *Lettres québécoises*, 39 (printemps 1985) : 40-42.

TESSIER, Albert, *Souvenirs en vrac*, Trois-Rivières, Les Éditions du Boréal express, 1975, 267 p.

THÉRIO, Adrien, « Clément Marchand », *Lettres québécoises*, 39 (printemps 1985) : 43-46.

VAUGEOIS, Denis, *L'amour du livre. L'édition au Québec, ses petits secrets et ses mystères*, Sillery, Septentrion, 2005, 218 p.

ENTREVUES

BELLEMARE, Gaston, entrevue écrite réalisée par Maude Roux-Pratte, le 10 avril 2006.

BOIVIN, Jean-Louis, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 29 septembre 2006.

DOUVILLE, Raymond, entrevue réalisée par Jacques Michon et Dominique Garand à Québec le 28 février 1986. (AGRÉLQ)

LAPRISE, Jean, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte le 23 octobre 2006.

LÉTOURNEAU, Claude, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 14 mars 2006.

MARCHAND, Clément, entrevues réalisées par Richard Giguère et Dominique Garand à Trois-Rivières les 22 mars, 7 juin et 10 octobre 1985. (AGRÉLQ)

———, une dizaine d'entrevues réalisées par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières entre 2002 et 2006.

MARCHAND, Pierre, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte le 2 novembre 2006.

NADEAU, Marcel, entrevue téléphonique réalisée par Maude Roux-Pratte le 25 octobre 2006.

PANNETON, Jean, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 26 février 2006.

VAUGEOIS, Denis, entrevue réalisée par Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières le 23 février 2006.

VERRETTE, René, entrevues accordées à Maude Roux-Pratte à Trois-Rivières les 6 mars et 24 octobre 2006.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Bulletin paroissial de Notre-Dame des Sept-Allégresses (1916-1925)

Le Bien public (1909-1978)

Le Mauricien (*Horizons*) (1936-1939)

Le Mauricien médical (1961-1971)

Le Ralliement (1928-1939)

Les Cahiers des Dix (1967-1978)

Marie (1947-1970)

OUVRAGES GÉNÉRAUX

BEAULIEU, André, Jean Hamelin et al., *La presse québécoise. Des origines à nos jours*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973-, 10 volumes.

Histoire de la Mauricie (sous la direction de René Hardy et Normand Séguin), Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 2004, 1137 p.

Le Nouvelliste, 75 ans de vie régionale, 1920-1995, Trois-Rivières, Association des retraité(e)s et des aîné(e)s Le Nouvelliste, 1995, 317 p.

LINTEAU, Paul-André, Jean-Claude Robert et René Durocher, *Histoire du Québec contemporain*, tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal express, 1986, 739 p.

POIRRIER, Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Seuil, 2004, 435 p.

ÉTUDES

Histoire de la presse au Québec

DE BONVILLE, Jean, *La presse québécoise de 1884 à 1914 : Genèse d'un média de masse*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1988, 416 p.

MARQUIS, Dominique, *La presse catholique au Québec : 1910-1940*, thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 1999, 435 p.

———, « Un nouveau combat pour l'Église: la presse catholique d'information, 1907-1940 », *Études d'histoire religieuse*, 68 (2002): 73-88.

———, *Un quotidien pour l'Église. L'Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac, 2004, 220 p.

ROY, Fernande et Jocelyn St-Pierre, « La haute rédaction des quotidiens québécois entre 1850 et 1920 » dans *Érudition, humanisme et savoir*, « Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin dirigé par Yves Roby et Nine Voisine (Université Laval, novembre 1994) », Sainte-Foy, PUL, 1996, p. 402-421.

ROY, Fernande et Jean de Bonville, « La recherche sur l'histoire de la presse québécoise. Bilan et perspective », *Recherches sociographiques*, XLI, 1 (2000): 15-55.

Histoire du livre et de l'édition

BERNIER, Silvie, *Prix littéraires et champs du pouvoir : le prix David, 1923-1970*, mémoire de maîtrise en études françaises, Université de Sherbrooke, 1983, 172 p.

BERGERON, Liette, *Les Éditions du Totem (1933-1939) et la revue Les Idées : une mission à accomplir*, mémoire de maîtrise en études françaises, Université de Sherbrooke, 1992, 213 p.

CAU, Ignace, *L'édition au Québec de 1960 à 1977*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1981, 229 p.

———, « Positions et stratégies des éditeurs dans le champ éditorial québécois », *Documentation et bibliothèques*, 26, 3 (septembre 1983): 139-149.

COSER, Lewis A., *Books : the culture and commerce of publishing*, États-Unis, Basic Books Inc., 1982, 397 p.

Édition et pouvoirs (sous la direction de Jacques Michon), Sainte-Foy, PUL, 1995, 329 p.

FAURE, Sylvie, *Les Éditions Leméac (1957-1978). Une illustration du rapport entre l'État et l'édition*, thèse de doctorat en études françaises, Université de Sherbrooke, 1992, 366 p.

FERRÉ, Sandrine, *L'édition au Canada atlantique: le défi de publier une région*, Paris, Centre d'Études canadiennes de l'université Paris III (Sorbonne), 1999, 497 p.

GIGUÈRE, Richard, « Un mouvement de prise de parole : les petits éditeurs de poésie des années 1950 et 1960 au Québec », *Voix & images*, 41 (hiver 1989) : 211-224.

———, « "Ces restes d'Inquisition..." Littérature, édition et censure dans les correspondances d'écrivains de l'entre-deux-guerres au Québec », *Voix & images*, 68 (hiver 1998) : 248-265.

Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ). *L'édition du livre populaire*, Sherbrooke, Les éditions Ex Libris, 1988, 204 p.

———, *L'édition de poésie*, Sherbrooke, Ex Libris, 1989.

———, *Éditeurs transatlantiques*, Sherbrooke/Montréal, Ex Libris/Tryptique, 1991, 244 p.

HÉBERT, Pierre, « Quand éditer c'était agir. La Bibliothèque de *L'Action française* (1918-1927) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 46, 2 (automne 1992) : 219-244.

——— et Patrick NICOL, « *Le Devoir*, éditeur littéraire, 1910-1919 », *Les cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle*, no 1, Hiver 1994, p.11-24.

Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle, vol. 1 : *La naissance de l'éditeur* (sous la direction de Jacques Michon), Les Éditions Fides, 1999, 482 p.

Histoire de l'édition littéraire au Québec au 20^e siècle, vol. 2 : *Le temps des éditeurs* (sous la direction de Jacques Michon), Les Éditions Fides, 2004, 533 p.

- Histoires du livre. Nouvelles orientations* (sous la direction de Hans Erich Bödeker), « Actes du colloque du 6 au 7 septembre 1990 à Göttingen », Paris, IMEC Éditions/Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, coll. « In Octavo », 1995, 498 p.
- Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. 3 : *De 1918 à 1980* (sous la direction de Carole Gerson et Jacques Michon), Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2007, 672 p.
- JANELLE, Claude, *Les Éditions du Jour. Une génération d'écrivains*, Montréal, Éditions Hurtubise, 1983, 338 p.
- LANDRY, François, *Beauchemin et l'édition au Québec, 1840-1940 : une culture modèle*, Montréal, Fides, 1997, 367 p.
- L'édition littéraire en quête d'autonomie : Albert Lévesque et son temps* (sous la direction de Jacques Michon), Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 101-114.
- LEROUX, Éric, *Histoire de l'imprimerie au Québec : portraits d'ateliers, 1938-1967*, Sherbrooke, Les Éditions Ex Libris, 2005, 268 p.
- Les mutations du livre et de l'édition dans le monde du 18^e siècle à l'an 2000* (sous la dir. de Jacques Michon et Jean-Yves Mollier), Sherbrooke, Faculté des lettres et des sciences humaines, 1999, 136 p.
- « L'histoire du livre au Québec de la Nouvelle-France au XX^e siècle », Numéro thématique de *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 5, 2 : (printemps 2005).
- MARTIN, Annie, *L'imprimerie l'Action sociale ltée. L'Église catholique dans l'arène de l'édition québécoise 1907-1939*, mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, juin 2003, 149 p.
- MARTIN, Claude et Vincent Nadeau, « Auteurs et entreprises dans l'édition littéraire contemporaine au Québec », *Voix & images*, 41 (hiver 1989): 225-236.
- MICHON, Jacques, « L'édition au Québec de 1960 à 1974 », *Voix & images*, 9, 2 (1984): 155-159.
- , « L'édition littéraire au Québec de 1940 à 1960 » dans GRÉLQ, *L'édition littéraire au Québec de 1940 à 1960*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1985, coll. « Cahiers d'études littéraires et culturelles », no. 9, p. 3-26.

- , « L'édition littéraire pour le grand public de 1940 à 1960 » dans *L'institution littéraire* (sous la direction de Maurice Lemire), Québec, IQRC, 1986, p. 161-169.
- , « Croissance et crise de l'édition littéraire au Québec (1940-1959) », *Littérature*, 66 (mai 1987): 115-126.
- , « L'édition littéraire à Montréal depuis 1940 » dans *Marseille-Montréal, centres culturels cosmopolites*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- , « Histoire du livre au Québec au XX^e siècle, orientations bibliographiques », *Présence francophone*, no. 51, 1997, p. 141-154.
- , *Fides. La grande aventure éditoriale du père Paul-Aimé Martin*, Montréal, Fides, 1998, 387 p.
- MOLLIER, Jean-Yves, « L'histoire du livre et de l'édition dans l'espace français », *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 3-4 (1944) : 35-49.
- , « L'histoire de l'édition, une histoire à vocation globalisante », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 43, 2 (avril-juin 1996): 329-348.
- et Patricia Sorel, « L'histoire de l'édition, du livre et de la lecture en France aux XIX^e et XX^e siècles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 126-127 (mars 1999): 39-59.
- PERRIN, Alain, « Étude de l'édition de livres au Québec, 1969-1977 », *Documentation et bibliothèques*, 25 (septembre 1979): 133-150.
- ROBERT, Lucie, « Prolégomènes à une étude sur les transformations du marché du livre au Québec (1900-1940) », dans *L'imprimé au Québec. Aspects historiques (18^e-20^e siècles)* (sous la direction d'Yvan Lamonde), Québec, IQRC, 1983, p. 225-242.
- , « Le livre et l'État », *Voix & images*, 41 (hiver 1989): 183-193.
- SCHUWER, Philippe, *Traité pratique d'édition*, Paris, Électre/Éditions du Cercle de la Librairie, 1997, 655 p.
- TISSEYRE, Pierre, « L'édition au Québec » dans *L'évolution du rôle social de l'imprimé et de ses agents au Québec*, « Acte du colloque des conférences Aegidius-Fauteux 1979-1980 », Montréal, Les conférences Aegidius-Fauteux, 1980, p. 1-22.

L'édition en région

BÉLAND, Caroline, *Les Éditions Mille Roches (1976-1989): une mission régionale*, mémoire de maîtrise en études françaises, Université de Sherbrooke, 2000, 269 p.

———, « Les Éditions Mille Roches (1976-1989): une mission régionale », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 2, 2 (printemps 2002): 233-259.

CAMBRON, Micheline, « Le concept de littérature régionale » dans *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire* (sous la direction de Fernand Harvey), Québec, IQRC, 1994, p. 143-165.

GARAND, Dominique. *Le Bien public : autonomie et polyvalence d'un éditeur régional*, tapuscrit conservé par le GRÉLQ, Sherbrooke, 1985, 40 feuillets.

GIGUÈRE, Richard, « Alfred DesRochers et la critique cléricale de son temps. Censure et autocensure de l'Offrande aux vierges folles (1928) » dans *Les facultés des lettres. Recherches récentes sur l'épistolaire français et québécois* (sous la direction de Melançon, Benoît et Pierre Popovic), Actes du colloque du Département d'études françaises de l'Université de Montréal, février 1993, p. 163-181.

La nouvelle culture régionale, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p. 187-203.

LANDRY, François, « Un imprimeur régional : Les Éditions Marquis » dans GRÉLQ, *L'édition du livre populaire*, Sherbrooke, Les éditions Ex Libris, 1988.

TESSIER, Éliane, *Le Bien public*, Montréal, Université de Montréal, 1973, 40 p.

Les dirigeants du Bien public et des membres importants de leurs réseaux

BEAULIEU, Paul, « Louis Dantin et Albert Pelletier : les soubresauts d'une amitié », *Écrits du Canada français*, 82 (1994) : 5-34.

BONENFANT, Joseph, *À l'ombre de DesRochers : le mouvement littéraire des Cantons de l'Est, 1925-1950 : l'effervescence culturelle d'une région*, Sherbrooke, La Tribune, 1985, 381 p.

———, « Une emprise réciproque : Clément Marchand-Alfred DesRochers (1931-1949) », *Voix & images*, 46 (automne 1990) : 53-63.

GAUDREAU, Guy et Micheline Tremblay, « Harry Bernard (1898-1979) : érudit et homme de lettres », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 2, 1 (automne 2001) : 35-66.

GIGUÈRE, Richard, « Ces jeunes contestataires des années 1930 : Albert Pelletier-Alfred DesRochers », *Voix & images*, 46 (automne 1990) : 8-25.

GIGUÈRE, Richard, « Alfred DesRochers, animateur littéraire et culturel des années trente et quarante », *Revue d'études des Cantons de l'Est*, 1 (automne 1992) : 3-12.

LEGRIS, Renée, « Témoignage sur une époque : la correspondance Choquette/DesRochers », *Les Écrits*, 83 (avril 1995) : 101-128.

ROUSSEAU, Guildo, « La Mauricie et ses romanciers », *Revue d'histoire littéraire du Québec et du Canada français*, 3 (hiver-printemps 1982) : 47-62.

SIROIS, Antoine, « Les pamphlétaires dans l'intimité : la correspondance entre Olivar Asselin et Claude-Henri Grignon », *Revue d'histoire littéraire du Québec et du Canada français*, 9 (hiver-printemps 1985) : 89-99.

Études théoriques sur les réseaux

« Analyse de réseaux et structures relationnelles » (études réunies par Emmanuel Lazega), *Revue française de sociologie*, 36, 4 (octobre-décembre 1995) : 595-802.

DEGENNE, Alain, « Sur les réseaux de sociabilité », *Revue française de sociologie*, 24 (1983) : 109-118.

——— et Michel Forsé, *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, (1994) 2004.

DUJARDIN, Philippe, « De l'histoire à la sociologie. Tours, détours, retours » dans *Du groupe au réseau. Réseaux religieux, politiques, professionnels* (textes réunis et présentés par Philippe Dujardin), Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1988, 241 p.

FORSÉ, Michel, « Les réseaux de sociabilité : un état des lieux », *L'Année sociologique*, 41 (1991) : 247-264.

LACROIX, Michel, « Littérature, analyse de réseaux et centralité : esquisse d'une théorisation du lien social concret en littérature », *Recherches sociographiques*, 44, 3 (2003) : 475-497.

———, « Introduction. Analyse des réseaux sociaux et interdisciplinarité dans les études québécoises » dans « Réseaux et identités sociales », numéro thématique de *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, 7, 1 (2004): 11-26.

———, « Traces et trame d'une littérature dans le siècle : réseaux et archives », *Tangence*, 78 (été 2005) : 91-110.

LAZEGA, Emmanuel, *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », no. 3399, 1998, 127 p.

LEMERCIER, Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 52, 2 (avril-juin 2005) : 87-112.

LEMIEUX, Vincent, *Réseaux et appareils. Logique des systèmes et langages des graphes*, Saint-Hyacinthe/Paris, Edisem/Maloine S.A., 1982, 125 p.

———, *Les réseaux d'acteurs sociaux*, Paris, PUF, 1999, 146 p.

———, *À quoi servent les réseaux sociaux ?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 2000, 109 p.

Les ego-documents à l'heure de l'électronique. Nouvelles approches des espaces et des réseaux relationnels (sous la direction de Pierre-Yves Beaurepaire et Dominique Taurisson), Montpellier, Presses universitaires de Montpellier, 2003.

Les réseaux littéraires (sous la direction de Daphnée de Marnette et Benoît Denis), Bruxelles, Le cri/CIEL, 2006, 300 p.

LIN, Nan, « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Revue française de sociologie*, 36 (1995) : 685-704.

Les réseaux littéraires en France

CHARLE, Christophe. *La crise littéraire à l'époque du naturalisme. Roman, théâtre et politique. Essai d'histoire sociale des groupes et des genres littéraires*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1979, 207 p.

La plume et la toile. Pouvoirs et réseaux de correspondance dans l'Europe des Lumières (études réunies par Pierre-Yves Beaurepaire), Paris, Artois presses université, 2002, 337 p.

ROCHE, Daniel, *Les Républicains des lettres : gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1988.

RACINE, Nicole et Michel Trébitsch, *Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux*, Paris, Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent, 20 (1992).

VIALA, Alain, *Naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Éditions de Minuit, 1985.

Les réseaux littéraires au Québec

BROSSEAU, Marie-Claude, *Trois écrivaines de l'entre-deux-guerres: Alice Lemieux, Éva Sénécal et Simone Routier*, Québec, Éditions Nota Bene, 1998, 125 p.

BRUNET, Manon, Vincent Dubost, Isabelle Lefebvre, Marie-Élaine Savard, *Henri Raymond Casgrain épistolier. Réseau et littérature au XIX^e siècle*, Québec, Nuit blanche éditeur, 1995, 297 p.

Conversation poétique. Correspondance entre Harry Bernard et Alfred DesRochers (édition préparée par Micheline Tremblay et Guy Gaudreau), Ottawa, Les Éditions David, coll. « Voix retrouvées », 2005, 382 p.

EVERETT, Jane, « Réseaux épistolaires: le cas du Québec dans les années trente », dans *Penser par lettre* (sous la direction de Benoît Melançon), « Actes du colloque d'Azay-le-Ferron (mai 1997) », Montréal, Fides, 1998, p. 125-144.

« La sociabilité littéraire », numéro spécial de la revue *Voix & images (littérature québécoise)*, 2, 80 (hiver 2002).

La vie littéraire au Québec (sous la direction de Maurice Lemire et Denis St-Jacques), Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1991-2005, 5 volumes.

LEMIRE, Maurice, « Les revues littéraires au Québec comme réseaux d'écrivains et instance de consécration littéraire (1840-1870) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47, 4 (printemps 1994) : 521-550.

Lettres des années trente (sous la direction de Michel Biron et Benoît Melançon), « Actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa le 30 novembre 1995 », s.l., Le Nordir, 1995, 139 p.

Lieux et réseaux de sociabilité littéraire au Québec (sous la direction de Pierre Rajotte), Québec, Éditions Nota bene, 2001, 335 p.

LUNEAU, Marie-Pier, *Lionel Groulx Le mythe du berger*, Montréal, Leméac Éditeur Inc., 2003, 226 p.

MATIVAT, Daniel, *Le métier d'écrivain au Québec (1840-1900). Pionniers, nègres ou épiciers des lettres ?*, Montréal, Tryptique, 1996, 508 p.

RAJOTTE, Pierre, « Les associations littéraires au Québec (1870-1895) : de la dépendance à l'autonomie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 50, 3 (1997) : 375-400.

———, « Les pratiques associatives et la constitution du champ de production littéraire au Québec (1870-1895) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 45, 4 (1992) : 545-572.

SAVOIE, Chantal, « La page féminine des grands quotidiens montréalais comme lieu de sociabilité littéraire au tournant du XX^e siècle », *Tangence*, 80 (hiver 2006) : 125-142.

TELLIER, Christine, *Autour de l'Hexagone naissant : lieux, milieux, réseaux*, thèse de doctorat en études françaises, Université de Montréal, 2001, 294 p.

Divers

GAUTHIER, Jeannine, *Une production cathéchistique pour le Québec des années 1930-1950. Marguerite Gauthier (sœur Saint-Ladislav, A.S.V.)*, thèse de doctorat en théologie, Université Laval, 1996, 356 p.

HÉBERT, Pierre, *Censure et littérature au Québec. Des vieux couvents au plaisir de vivre, 1920-1959*, Montréal, Fides, 2004, 252 p.

MAILHOT, Laurent et Benoît Melançon, *Le Conseil des arts du Canada, 1957-1982*, Ottawa, Les Éditions Leméac, 1982, 400 p.

RYAN, Pascale, *Des intellectuels dans la cité. La Ligue d'action nationale, 1933-1960*, thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 2002, 315 p.

VERRETTE, René, *Le régionalisme mauricien des années 1930*, mémoire de maîtrise en études québécoise, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, 351 p.